UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Lyon. — Imprimerie Vitte & Perrussel, rue Sala, 58.

LF
M2315

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

J. DE MAISTRE

NOUVELLE ÉDITION

Contenant ses Œuvres posthumes et toute sa Correspondance inédite

TOME DOUZIÈME

CORRESPONDANCE

IV

1811 — 1814

542457
31. 5. 52

LYON
LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE et CLASSIQUE
VITTE ET PERRUSSEL, ÉDITEURS-IMPRIMEURS
3 et 5, Place Bellecour
1886

JA
42
M3
t.12

LETTRES

DE

J. DE MAISTRE

319

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) février 1811.

SIRE,

Votre Majesté sera peut-être surprise du ton dogmatique qui règne dans ma dépêche des 15 et 10 février (n. s.) adressée directement à Votre Majesté, quoique écrite en apparence pour son Secrétaire d'Etat ; mais son étonnement cessera lorsqu'Elle saura que cette dépêche a été écrite pour être lue. Il s'y trouve des lignes qui peuvent faire gagner des batailles, et il ne faut rien négliger de ce qui peut éclairer de grands Princes. On m'a déjà pris ici quelques lettres de ce genre où j'avais l'air de m'expliquer avec une liberté tout à fait confidentielle, mais le résultat est toujours : *Il est attaché à moi, à ma gloire, à mon pays.* Celle où je rendais

compte des fautes qui avaient fait perdre la bataille d'Austerlitz fut ouverte et même supprimée. J'ai toujours eu lieu de croire qu'elle avait extrêmement plu ; il est vrai qu'il faut connaître parfaitement le terrain et les personnes.

J'ai remis au Comte de Mocenigo une autre lettre en lui disant qu'il avait un serment à l'égard de S. M. I. et que je ne lui demandais nullement de soustraire ma lettre. Il m'a avoué sans détour qu'il était obligé de la présenter. Mais il ignorait absolument qu'il était porteur du n° 2, inséré dans celle du Duc qu'il a adressée à sa Souveraine. Nous apprendrons l'un et l'autre avec plaisir si l'on aura osé violer le couvert de deux Souverains. Je supplie donc très humblement Votre Majesté de vouloir me faire apprendre ce qu'il en est. Le n° 1, adressé à Elle, est enveloppé dans une feuille du journal de Paris dûment collée, et portant d'un côté en petites capitales *décembre* 1810. J'ai d'ailleurs répandu dans l'intérieur des feuillets un peu de sable bleu qui sera tombé si l'on a ouvert le paquet. Le n° 2, à Monsieur le Chevalier de Rossi est simplement collé dans une feuille de la *Gazette Allemande* de cette ville. Il sera donc aisé à Votre Majesté de savoir ce qu'il en est. Je lui ai dit au reste, dans ce n° 1, la vérité parfaite sur l'état de ce pays et sur ce qu'on peut craindre ou espérer. Les erreurs d'un Prince aussi puissant sont bien fatales à l'Europe et à Votre Majesté en particulier. Heureux si, par tous les moyens possibles, nous parvenions à les écarter ! Pour que ma lettre eût du poids, j'ai dû nécessairement l'écrire comme si j'étais

sûr qu'elle ne serait pas lue, mais peut-être qu'en effet elle ne l'a pas été.

La nomination de M. le Comte de Mocenigo, et plus encore peut-être la manière dont m'a parlé à la Cour S. M. I., ont été fort remarquées, surtout par l'Ambassadeur de France. En mettant ce jour-là le pied à la Cour, je m'aperçus que le vent avait changé ; au reste, Sire, je puis avoir l'honneur d'assurer Votre Majesté que même dans les temps de rigueurs, jamais je n'ai eu la moindre raison de douter de la bienveillance de S. M. I. J'ai lieu de croire qu'Elle a fort approuvé le parti que j'avais pris de m'éclipser autant que possible, et de ne jamais surtout me mettre en avant pour lui parler. Un jour, je dis même au chancelier : « Monsieur le Comte, je vous prie de dire à S. M. I. que, dans mon opinion, il n'y a point d'homme qu'Elle voie plus directement que celui qui est derrière. » Les Français continuent à me traiter à merveille. Le premier Secrétaire de l'Ambassade est même venu en personne m'apporter un livre qu'on lui avait adressé de Paris pour moi, et il m'a offert ses services pour tout ce qui pourrait m'être agréable dans ce genre. J'ai restitué la visite par billet, sans demander s'il y était, mais en personne ; c'est un *mezzo termine* qui accorde ce qu'on doit avec ce qu'on se doit. Je ne crois pas que d'aucune manière il me convienne d'entrer chez l'Ambassadeur de France.

Quant au Ministre d'Autriche, il continue à me traiter avec beaucoup d'amitié et j'y réponds comme je le dois. On continue à l'accuser de parler trop ; mais si

cela est vrai, ce que je ne décide point, ce défaut n'est que l'excès d'une bonne qualité, je veux dire d'une franchise militaire et chevaleresque qui est bien préférable à la morgue marquée de M. de Stadion et à la morgue sombre de M. de Meerfeld. La Cour le traite toujours parfaitement, et rien ne me paraît plus remarquable. Non seulement il a l'Ermitage, dont le Corps diplomatique ne jouit, comme Votre Majesté le sait, que les jours de soupers et d'invitation, mais il mange de plus avec l'Empereur, ce qui le sort absolument de la ligne des Ministres du second ordre et le place à côté de l'Ambassadeur de France.

Votre Majesté trouvera ci-joint un petit tableau des forces militaires de la Russie. Je me crois très certain qu'elle paie 600,000 hommes et que 450,000 au moins sont en activité. Le jeune Comte de Scheremetef, pupille de 10 à 11 ans, a fourni pour son compte 900 hommes à la dernière levée du mois d'octobre, sur le pied de 3 hommes sur 500. Le jour de sa majorité, il n'aura plus de dettes et ses tuteurs lui remettront 150,000 paysans et vingt millions de roubles d'argent dans ses coffres, pour s'amuser. Je suis persuadé qu'il y a de l'exagération, mais on l'assure, et par l'exagération même Votre Majesté peut juger de la fortune.

Nous n'avons rien appris encore de l'effet produit à Paris par le tarif et par les autres circonstances du moment. Napoléon concentre son mécontentement, mais il y a tout lieu de croire qu'il n'en sera que plus terrible. Une lettre de poids annonce qu'il médite un grand coup de ces côtés. Ce moment est bien solennel.

La Suède continue à nous tromper : il n'y a qu'une voix dans ce pays-là pour célébrer le caractère, les talents, et le succès complet du Prince-Royal. Napoléon ayant demandé 20,000 matelots à la Suède, ils ont été refusés et l'on donne pour très certain, dans ce moment, que tous les biens de Bernadotte ont été confisqués en France. Une lettre de Suède dit expressément en parlant de lui : *Il n'est point du tout Français*. Tout cela s'accorde assez avec quelques idées que j'ai eu l'honneur d'exposer à Votre Majesté d'une manière purement hypothétique ; cependant il convient toujours de suspendre son jugement.

Une grande et importante nouveauté militaire vient de s'établir. Le plomb manquait tout à fait au gouvernement, qui se trouvait extrêmement embarrassé. Un parfumeur anglais (Votre Majesté est priée d'observer cette singularité) nommé *Gresson*, homme d'un génie inventif, a imaginé des balles de fusils en fer fondu. Il les a fait faire de forme ovoïde pour en augmenter le poids sans grossir le calibre, et leur a donné le poli de la glace la plus parfaite. Expérience faite, la balle s'est trouvée non pas seulement égale, mais supérieure à celle de plomb. On a établi à une distance convenable des cadres de bois dressés verticalement l'un derrière l'autre. La balle de plomb en a percé deux et s'est arrêtée sur le troisième, celle de fer en a percé trois et ne s'est arrêtée que sur le quatrième. L'Empereur a donné 50,000 roubles à l'inventeur, et lui a remis de plus une dette de 25,000 qu'il avait à la banque. Toutes les usines de l'Empire vomissent des balles qui coû-

tent à peine le tiers des autres et dont la matière est une des richesses de la Russie. Un pud (40 livres) de ces balles ne revient qu'à 8 roubles, c'est-à-dire dans ce moment à 6 ou 7 livres tournois. On m'assure que l'Empereur a eu quelques scrupules sur la déclaration que lui a faite son premier chirurgien que les blessures faites par ces balles seraient bien plus terribles. Mais quand la *loi suprême* de la conservation a parlé, tous les scrupules se taisent. Le fer aura donc comme autrefois l'honneur exclusif de tuer les hommes et l'expression *périr par le fer* reprendra toute sa justesse, car toutes les nations s'empresseront de tuer à bon marché. Mais que de souffrances et que de cris de plus dans le monde!

Un mathématicien étranger me faisait observer hier qu'un cône, ou pour simplifier la chose un triangle traîné dans l'eau du côté de la pointe, éprouve plus de résistance que s'il avançait en présentant la base. Je n'entre point dans l'explication, mais le fait explique le phénomène de la plus grande force de la balle de fer à poids égal. Elle s'enfonce dans le canon par le gros côté et se tourne en sortant, comme un volant sous la raquette.

On parle plus que jamais de l'épouvantable projet de faire un désert de la Pologne, si la guerre se déclare. L'Empereur est fort opposé à ce projet ; mais si la nécessité parlait, qui sait ce qui arriverait? Ou, pour mieux dire, qui ne le sait pas ?

320

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 14 (26) avril 1811.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Après avoir fermé et réuni mes paquets de février dernier, j'eus l'occasion de voir tête à tête le Chancelier de l'Empire. Dès qu'il m'aperçut, il me dit : — Eh bien, Monsieur le Comte, M. le Comte de Mocenigo est parti. — Oui, Monsieur, il est parti lundi dernier. (Je lui parlais le 10 (22 février). — Mais savez-vous bien que je vous veux un peu de mal à ce sujet ? — *Est-il possible, Monsieur le Comte? De quoi s'agit-il donc?* — Oui, en vérité, je suis fâché contre vous. Pendant longtemps je vous ai cherché un défaut (bel embarras comme vous voyez) ; aujourd'hui je l'ai trouvé : je ne puis vous pardonner d'avoir douté que le Comte de Mocenigo partit. — Je vis tout de suite que suivant mes intentions, il avait décacheté mon n° 2, adressé à vous, Monsieur le Chevalier. — Je repris la parole. — J'ai pu avoir de l'inquiétude sur ce point, Monsieur le Comte, mais je ne crois pas que l'*inquiétude* soit précisément le *doute*. Au surplus. j'avouerai franchemont à votre Excellence que je ne serais pas fâché de lui déplaire un peu ;

je n'éprouve chez elle que politesses et bontés ; c'est une monotonie insupportable. Je voudrais lui déplaire un peu pour varier, et même je voudrais qu'elle me fît obtenir quelque disgrâce : par exemple, les arrêts en Russie. —Tout cela se passa à merveille. Je fus ce qu'on appelle *comblé*. Le soir de ce même jour, il y avait bal et souper chez lui. Il fallait en vérité une lunette d'approche pour se voir d'un bout de la table à l'autre, où il y avait plus de cent couverts. Le Chancelier se trouvait par hasard placé à l'une des extrémités et moi à l'autre, à côté du Ministre d'Autriche. Sur la fin du repas, un beau valet de chambre brodé arrive à M. de Saint-Julien et lui dit en lui présentant je ne sais quel vin précieux : — Son Excellence, Monsieur le Comte, vous prie de boire ce vin ; elle est bien fâchée d'être placée si loin et de ne pouvoir s'occuper de vous. — Cela fut fort remarqué ; mais quelques minutes après, voilà un autre valet de chambre qui vient à moi avec un autre vin qui venait, je crois, de Babylone ou de Persépolis. Je répondis en élevant la voix autant que le bon ton le permettait. — Dites à Monsieur le Chancelier que j'avais jeté ma serviette depuis longtemps, mais que je ne sais pas le refuser, — et je bus. Voilà comment je fus payé de ma lettre qui avait tout a fait réussi comme j'en étais sûr. Je pense aussi que S. M. approuvera cette manière (la seule décente) de demander le paiement du subside en argent. Elle n'a pas réussi, mais ce n'est pas ma faute.

Je serais curieux de savoir s'ils ont pris la peine d'envelopper de nouveau ce n° 2 dans une feuille collée de

la *Gazette Allemande* de Saint-Pétersbourg. Quant au n° 1, je n'ai aucune preuve qu'il ait été touché. Le couvert de S. M. et celui de S. M. la Reine de Naples paraissent les avoir arrêtés. J'en suis bien fâché, mais c'est une partie remise.

Nous sommes toujours ici dans cette redoutable tranquillité qui précède les tempêtes. L'Empereur a fait remettre à Paris une Note où il se plaignait fortement des dernières opérations sur la Baltique. Je ne sais ce qu'a dit Champagny au Prince Kourakin, mais enfin il persuada ce dernier de retirer sa Note, ce qui a fort déplu ici. L'Empereur a renvoyé le même officier aux gardes (Tchernitchef), qui est devenu le postillon éternel entre Paris et Saint-Pétersbourg, avec une nouvelle Note et une dépêche autographe de huit pages dont personne n'a connaissance, pas même le Chancelier. On ne doute pas que ce nouveau message ne porte une nouvelle et forte désapprobation de tout ce qui s'est fait en dernier lieu en Allemagne, et nommément de l'occupation du duché d'Oldenbourg. Qu'est-ce que tout cela produira? Dieu le sait; mais personne ne doute de la guerre, et il ne paraît pas que le gros de la nation la craigne.

Depuis un moins environ, Caulaincourt a été rappelé. Il a beaucoup dit qu'il l'a été sur ses longues et pressantes instances : croyez-le, si vous voulez. On a varié sur la cause de ce rappel. Les uns disent qu'il est dû à l'affaire de Hitrof que j'ai suffisamment détaillée; d'autres disent que son Maître lui reproche de n'avoir pas fait connaître ni assez tôt ni suffisamment les

immenses préparatifs faits en Pologne. D'autres enfin disent qu'il est trop acclimaté ici, où il est retenu par une forte passion, ce qui suffit pour alarmer l'esprit sombre et ombrageux de Napoléon.

Le même courrier qui apporta son rappel nous apporta aussi la nomination du général Lauriston, son successeur, qui devait, suivant ce qu'on dit d'abord, suivre incessamment le courrier; mais on n'a pas tardé à s'apercevoir qu'il y avait du balancement sur ce point. Napoléon attendait le retour de Tchernitchef dont le message nous tient encore en suspens dans ce moment. Le Prince Kourakin, de son côté, avait reçu *la permission* d'aller prendre les eaux ; et dans ce moment on me donne pour très sûr qu'il est rappelé. Caulaincourt a donné depuis longtemps son souper de congé et a fermé sa porte, puis il l'a rouverte et l'on a annoncé un bal et un feu d'artifice ; mais bientôt on a dit que l'état des glaces ne permettait pas de l'asseoir sur la Neva; le fait est que, son intention étant d'y avoir la famille impériale, il a tâté le terrain, et que ne trouvant pas les esprits disposés, il a renvoyé la fête. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, comme tout est en l'air. Je crois avoir au surplus suffisamment exposé à S. M. l'état politique et moral de ce pays. Je n'ai pas aujourd'hui moins de raisons de craindre que je n'en avais lorsque j'écrivais mes deux derniers numéros. Quelques militaires mêmes ont augmenté ces craintes. Ce n'est pas que la Russie manque de moyens physiques de toute espèce ; mais la guerre est toute morale, la victoire est dans les yeux, dans l'opinion, dans l'i-

magination, dans je ne sais quoi qui n'a pas de nom. D'ailleurs le chef-d'œuvre d'une force étrangère sera dans ce moment de repousser la France ; mais nulle ne peut lui donner la loi. Mais que fera-t-elle? La chose en est venue au point que le Français le mieux pensant ne saurait quel parti prendre, quand même il pourrait renverser le pouvoir actuel ; car lorsqu'on se détermine à renverser ce qui existe, il faut savoir ce qu'on mettra à la place. Que gagna-t-on jadis à Rome en tuant César ? Je ne sais quel instinct plus fort et peut-être meilleur que la raison m'a dit depuis le commencement de cette épouvantable tragédie : *Si les Bourbons sont perdus, tout est perdu*. Le fameux accouchement du 20 mars complique encore la question. Voyez, je vous prie, combien il faut s'écouter avant de croire. Des notions les plus certaines en apparence et dont je ne vous ai donné qu'un petit échantillon dans l'une de mes précédentes lettres m'autorisaient à regarder cet événement comme impossible : nous venons de le voir cependant. Plusieurs personnes s'obstinent, à la vérité, à n'y voir qu'un grand tour de passe-passe, mais la chose ne me paraît pas trop possible ; d'ailleurs, qu'importe ? Comment détourner maintenant les yeux des Français de ce point de réunion ? La science humaine n'y voit goutte. Il faut donc se consoler avec les considérations morales qui semblent condamner tout ce que nous voyons à quelque catastrophe inattendue. L'Espagne a été fort utile au monde et peut l'être encore ; cependant je recommence à concevoir de grandes craintes sur ce pays. L'infériorité militaire de ce peuple à l'égard

des Français est frappante. D'ailleurs, c'est un étrange phénomène, qu'après trois ans de révolution, l'Espagne n'ait encore produit aucun de ces hommes qui priment dans ces temps orageux. — On ne voit pas un génie. Où se tiennent-ils donc ? Qu'est-ce qui les gêne ? Le Prince de la Paix n'est pas là pour les emprisonner. Enfin nous sommes trop loin pour y voir clair. Je me borne à rendre justice à la belle campagne faite à la *Fabius* par le lord Wellington qui paraît extrêmement digne de commander des armées et plus nombreuses et plus exercées.

Le Ministre d'Autriche, Comte de Saint-Julien, continue à jouir ici de la même faveur. En arrivant, il a tenu un instant l'opinion suspendue sur son compte, parce qu'on trouvait qu'il parlait trop ; mais on n'a pas tardé à donner le nom de franchise à ce qui avait paru d'abord ressembler à de l'indiscrétion. C'est un homme extrêmement bon et franc, tout propre aux circonstances présentes. Il a des audiences particulières de l'Empereur, et l'on voit assez qu'il s'agit des plus grandes affaires. Je n'ai rien à vous dire sur les pensées de Vienne qui sont certainement parfaitement connues de S. M. Je ne doute pas qu'on y ait les meilleurs principes ; toute la question se réduit à savoir si l'on est à temps de prendre quelques mesures avantageuses. M. le Comte de Saint-Julien continue de me traiter avec des égards tout particuliers. J'y réponds comme je le dois. Il vient chez moi et nous allons assez souvent ensemble dans le monde. Je l'ai engagé à faire venir comme courrier le marquis de Scasampi, dont j'ai eu l'honneur de

parler une fois, et qui est fort embarrassé de sa figure à cause du fatal article secret qui oblige S. M. l'Empereur d'Autriche à renvoyer tous les Piémontais qui sont à son service. C'est une cruelle extrémité et qui met bien à découvert le génie de Napoléon, qui le porte à chercher tout ce qui peut humilier et avilir les Souverains ; je ne crois pas en effet qu'il y ait rien de plus cruel que cette loi imposée à l'Empereur d'Autriche. Mais croyez-vous, Monsieur le Chevalier, qu'il y aurait de l'impertinence à remarquer que ce Prince me semble avoir bien peu vendu sa fille? Il me semble que, pour un tel morceau, Napoléon aurait accordé bien des choses si l'on avait marchandé. — (C'est bien le moins.)

Si la guerre se déclare, comme la chose paraît certaine, on m'assure que l'Empereur veut commander ses armées en personne ; mais il a la main trop douce pour empoigner celle de Napoléon ; ce qui fait trembler, c'est le frère. On dit à cela : *Il n'y a pas de remède ; qui pourrait prendre sur soi de parler à l'Empereur?* Pourquoi ne pourrait-on pas lui parler ? Je sais à n'en pas douter qu'il a dit, en parlant d'un Ministre renvoyé : *Cet homme ne m'a jamais contredit.* Il n'est donc pas aussi inaccessible à la vérité que voudraient peut-être le faire croire certaines gens qui ont plus peur de perdre leurs places et leurs pensions que de voir leur Maître humilié ou l'Etat en danger.

Le change baisse toujours ; bientôt S. M. ne recevra plus rien. Je ne sais si cette comédie ne lassera point la délicatesse de l'Empereur. J'aurais bien désiré pouvoir m'écarter quelque temps pour faire quelque économie ;

mais comme il me paraît, par le silence de S. M. sur ce point, qu'Elle n'approuve pas mes représentations à ce sujet, je n'en parlerai plus, quoique la chose me parût naturelle après neuf ans de résidence stricte, au point que je n'ai pas vu Moscou.

La guerre de Turquie est assoupie plutôt que terminée. Les négociations vont très lentement ; mais le nombre des troupes a diminué au point que toute guerre active paraît suspendue. Les préparatifs en Pologne vont leur train et sont immenses. J'ai fait l'impossible pour envoyer à S. M. une de ces nouvelles balles que j'ai eu l'honneur de lui décrire. Il n'y a pas eu moyen. *On ne les verra que lorsqu'elles sortiront des fusils russes*. C'est ce qui m'a été dit par quelqu'un qui avait cependant grande envie de m'obliger. J'ai dit qu'on les enchasse dans le fusil par le gros bout, et je l'ai dit sur la foi d'un grand ingénieur très au fait de ces sortes de choses : cependant c'était une erreur. On a bien essayé cette manière, mais le coup en est affaibli au point que la balle perce une planche de moins sur quatre. On l'enfonce par le petit côté. Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette invention, et ce qu'on n'a point encore deviné, c'est le poli de la balle qui égale celui de la glace, sans aucune trace du moule ni de la communication extérieure pour la fusion du métal. On dirait que la balle a été créée dans cet état ; c'est un œuf parfait.

Sur la frontière de Perse, il paraît aussi qu'on se tranquillise. J'ai eu l'honneur de vous raconter la promenade de mon frère qui fit au commencement de l'hi-

ver 900 verstes en neuf jours *à cheval* pour se trouver à l'assaut d'Alkalsick. A la manière dont sa tête était montée, j'aurais eu le malheur de le perdre si l'assaut avait eu lieu. Je l'ai conservé par un moyen qui de sa nature n'est pas conservateur ; par la peste, qui s'est déclarée à Alkalsick et qui a défendu l'assaut. Le 31 décembre dernier, mon frère reçut à l'attaque d'une batterie deux coups de feu dont l'un perça le bras droit de part en part. Pendant près d'un mois, nous avons pu craindre pour ce bras, mais il en a été quitte pour des douleurs atroces et nous pour la peur. S. M. I. me fit l'honneur de me dire à la Cour devant le corps diplomatique : *Il n'est pas possible à un officier de se conduire mieux*. Depuis, Elle a bien voulu lui envoyer la croix de Saint-Wladimir au cou. Cet ordre est censé un ordre de Général. Il n'est donné aux colonels que par exception. On le donne même à des Généraux qui ont le grand ordre de Sainte-Anne. La même promotion l'a porté au Gouverneur général de la Géorgie ; et mon frère ayant été dispensé d'ailleurs de tous les autres grades préliminaires de Saint-Georges et de Saint-Wladimir, qu'il n'avait pas, nous devons de vives actions de grâces à S. M. I.

Il y a maintenant en Russie deux sujets de S. M. très marquants. Ce sont MM. les deux frères Michaud, dont l'aîné surtout a surpassé rapidement tous les autres Piémontais en succès et en réputation. Il n'a pas quitté le Général Kamenski pendant toute la guerre de Moldavie, et l'on se dit assez ouvertement que c'est à lui qu'on doit tout ce qui s'est fait de bon. Etant arrivé à

l'armée simple capitaine, il a obtenu, en moins d'une année, la croix de Saint-Georges de la quatrième classe, celle de Saint-Wladimir *idem* à la boutonnière, l'épée d'or, le rang de colonel et 2,000 roubles de gratification. Je ne connais pas d'homme sur lequel tous les autres soient plus d'accord. Valeur, habileté, caractère, on lui accorde tout.

Dans le cas très probable où l'on ferait la guerre, c'est une chose évidente, même pour un homme qui n'est pas militaire, qu'il faudrait la commencer de notre côté, voler sur la Vistule, et même sur l'Oder, désarmer les Polonais, les enrégimenter par force, etc. Mais je crains bien qu'on fasse tout le contraire, et qu'on ne reçoive le premier coup au lieu de le donner. En général, Monsieur le Chevalier, à la manière dont on la commencera, vous pourrez juger du succès de la guerre.

On assure que Napoléon a 60,000 hommes du côté de Hambourg, et autant dans le Duché de Varsovie. L'exactitude sur cet article est bien difficile à obtenir. L'Empereur a certainement plus de 400,000 hommes sous les armes, et plus de 200,000 en Pologne. Les Généraux manquent. Du moins il n'y en a pas que l'opinion publique désigne sans balancer. Cependant, Monsieur le Chevalier, comme on paraît à la fin avoir découvert que les hommes ne peuvent vivre sans manger, et qu'à cet égard on a pris de très grandes mesures, soyez persuadé que, malgré toutes les fautes et toutes les bévues imaginables, 200,000 Russes qui ont mangé sont de terribles gens. Je ne regarde point comme une chose impossible que l'homme malheureusement très habile

qui en a tâté à Pultusk et à Preussisch-Eylau n'évite encore la guerre pour quelque temps ; mais n'ayant ni aide, ni argent, ni loisir, parce que je n'ai point d'aide, il me manque beaucoup d'instructions.

La Suède ne fait rien et fait un semblant d'amitié avec cette Cour ; mais c'est une comédie, et, comme l'on dit, le sommeil du tigre. M. de Steddingk est toujours ici sur le même pied, vivant chez lui comme auparavant, recevant ses amis comme auparavant ; rien n'a changé. On me donne pour sûr que le dernier Roi de Suède s'est brouillé avec le Gouvernement en Angleterre, et qu'il revient dans la Baltique. — *Dans la Baltique !* On ajoute que son projet est de commander l'armée russe contre la France. J'imagine que quelque mauvais plaisant a inventé cela. Je crains beaucoup que ce malheureux Prince, à force de s'agiter, ne tombe enfin dans les serres des vautours. Qui pourrait ne pas plaindre la vertu, surtout la vertu couronnée, lors même qu'elle s'est extrêmement trompée ? Il n'a connu ni son siècle, ni sa nation, ni la France, ni ses voisins, ni lui surtout. Cependant, à une meilleure époque, il eût régné glorieusement. Et qui sait si, dans ce moment, les génies des temps passés qu'on aime à citer ne seraient pas aussi embarrassés que d'autres ?

Nous ne savons ici ce qu'est devenu le Pape. Probablement il est à Besançon ; mais nous savons très bien qu'il a condamné le mariage et que c'est la cause de la nouvelle tempête qu'il essuie. Maintenant il s'agit d'amener des ordinations sans lui, et c'est à quoi travaillent de concert le Jansénisme d'un côté et la faiblesse de

l'autre. Le Cardinal Maury, que j'ai eu l'occasion de mépriser tout à mon aise à Venise, joue dans tout cela un assez vilain rôle. Vous aurez vu les adresses de quelques Evêques piémontais. C'est la postérité ecclésiastique de ce polisson de Berta, qui fut longtemps parmi nous une espèce d'homme d'état. Si l'ordre se rétablissait, nous ne manquerions pas d'expérience pour l'assurer. *Quod Deus bene vertat!*

321

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 1811.

Mon numéro 5 étant cacheté et remis, l'occasion qui devait s'en charger a manqué, de manière qu'il est entre mes mains. M. le Chevalier Navara de Andrade, Chargé d'affaires de la Cour de Portugal, qui va à Londres pour de là s'en aller au Brésil, veut bien se charger de ce paquet, et du précédent que je laisse aller, Sire, uniquement pour donner à Votre Majesté une preuve de mon exactitude soutenue ; car je sens trop que ces lettres si prodigieusement retardées ne signifient rien.

M. le Chevalier Navara emporte l'estime universelle dont il jouira partout où il sera connu. Il est remplacé par M. le Chevalier Bezerra, qui a le titre d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire : il est mari

d'une Anglaise catholique, riche à ce qu'on dit, et beaucoup plus âgée que lui ; elle a, dit-on, plus de 50 ans : je ne l'ai pas encore vue.

Jusqu'à présent, M. Bezerra se présente d'une manière très avantageuse : je ne doute pas qu'il n'apporte des commissions essentielles de la Cour de Londres, et sans doute que le Comte de Front en aura parlé à Votre Majesté. Mais si ces commissions ont quelque effet, ce ne sera pas de sitôt qu'on pourra s'en apercevoir. On tient fort au parti pris, mais la force des choses entraîne tout le monde.

Etant dernièrement chez le Chancelier, je lui fis les compliments du Comte de Blacas, dont l'arrivée de M. Bezerra m'a valu une lettre après un bien long silence. Je lui dis en badinant : « C'est bien singulier, Monsieur le Comte, qu'étant, le Comte de Blacas et moi, les deux hommes sans contredit, auxquels le fanatisme était le plus permis contre votre système, nous ayons cependant toujours été vos orateurs. » Il répondit fort bien et avec de grandes marques d'estime pour M. de Blacas. J'engageai le discours autant que ma position le permettait, et je lui dis, entre autres, que je ne me flattais plus de voir le rétablissement de l'ordre ; que ce serait l'affaire d'une autre génération. Il ne fut point du tout de cet avis, et il me dit au contraire qu'il ne croyait pas qu'il fallût prétendre à une longue longévité pour voir le rétablissement que tout le monde désire (Votre Majesté voudra bien remarquer que le Chancelier a précisément mon âge). Il ajouta ensuite que son Maître avait adopté un plan parfaitement calculé pour sauver

l'Empire, mais.... Il se mit à articuler moins clairement, assez néanmoins pour me faire entendre qu'il s'agissait du reste de l'Europe. Deux ou trois jours après, j'ai écrit dans une de ces lettres destinées à être mises au net pour la collection générale : *je crains fort qu'on ait trouvé* un remède sûr pour guérir en quarante jours une maladie qui doit nous tuer en trente-neuf. En effet, Sire, c'est le jeu qu'on joue : mais, je ne saurais trop le répéter, c'est fort mal à propos qu'on s'imagine que l'Empereur est séduit ou qu'il y a une véritable amitié entre lui et *notre ami ;* certes, il le connaît à merveille, et il lui souhaite autant de bonheur que nous ; mais il a été vaincu à Austerlitz, à Friedland et surtout à Erfurt. Il s'est laissé pénétrer par une idée de supériorité à laquelle il n'y a plus de remède ; d'ailleurs il croit n'avoir aucun talent militaire, dans ses Etats, capable de se mesurer avec ceux qu'on peut lui opposer.

Voilà, Sire, tout le secret de sa conduite ; au reste, il n'oublie rien pour se mettre en mesure. A Dunabourg, il y a 1005 pièces d'artillerie sur les fortifications qui ont pris la place de la maison des jésuites. Elles sont fort belles, mais faites en terre ; c'est l'inconvénient de tous ces ouvrages de circonstance : il les faut faire deux fois et rarement ils sont utiles. Quant aux hommes, aux armes, aux munitions, rien ne manque.

Les négociations avec les Turcs n'avancent pas, les Russes possèdent toutes les places prises l'année dernière ; mais ils ont été obligés d'envoyer une partie de leurs troupes où le danger leur paraît plus pressant. Le Visir a cru pouvoir profiter de cet affaiblissement, et il

est venu le 2 juillet, attaquer le Général Koutouzof en avant de Routchouk. L'engagement a été chaud, et n'a pas duré moins de cinq heures, et tout s'est terminé à l'avantage des Russes. La relation officielle, pour laquelle nous chanterons incessamment le *Te Deum*, donne 2,000 morts aux Musulmans et 500 aux Russes, cela va sans dire ; mais Votre Majesté sait assez ce qu'il faut croire de ces chiffres. Jamais, Sire, je n'arrête mes yeux sur ces listes de morts sans songer au fameux Souvarof à qui son secrétaire présentait la relation d'une bataille où rien ne manquait, excepté le nombre des morts qui était resté en blanc. — Combien mettrons-nous de morts, Monsieur le Maréchal, du côté des Turcs ? — *Ah !* disait le bon Général, *ce sont les ennemis de la Russie, il ne faut pas les épargner :* — *Tant.* — Fort bien, Monsieur le Maréchal. Et du côté des Russes ? — *Ah ! Ce sont des frères, il faut aller doucement :* — *Tant.* — Voilà, Sire, comment les morts sont comptés, mais pas toujours avec autant d'esprit.

Je crois que l'affaire en question est une tuerie, sans autre effet que de prouver aux Turcs, que, même avec une supériorité immense, il ne leur est pas aisé d'enfoncer les Russes ; mais c'est quelque chose.... L'Empereur a dit plus d'une fois *qu'il était sûr de la paix avec les Turcs*. Je le souhaite, mais je ne la vois pas arriver, et certainement elle est fort contrariée d'un autre côté, comme Votre Majesté le sait assez. Celle de Perse durera autant que l'autre, et c'est encore un autre ulcère de la Russie. Celle-ci me rappelle une fête dont Votre Majesté a été l'objet ; Elle ne se douterait guère d'avoir

été célébrée par delà le Caucase. Ces sortes de relations perdent beaucoup de leur prix à mon avis par la transcription. Que Votre Majesté me permette de joindre ici, en original, dûment piquée et parfumée, la lettre de mon frère du 20 mai (1er juin), dans laquelle il décrit cette fête. J'en ai été aussi touché que lui, quoique la scène soit précisément aussi éloignée de moi que je le suis de Turin

La filiation des idées me conduit à parler à Votre Majesté de la singulière fortune du Marquis Paulucci dont j'ai eu l'honneur de l'entretenir quelquefois. Il est arrivé ici il y a quatre ans, plus ou moins, n'ayant point encore le brevet de Colonel qui lui avait été promis à Vienne. Il est aujourd'hui Chevalier de Saint-Wladimir et de Saint-Georges, Grand-Croix de Sainte-Anne, Lieutenant général, Gouverneur général de la Géorgie, et Général en chef de l'armée qui s'y trouve. On a vu peu d'avancements de ce genre. J'avais d'abord pressenti cette fortune et toujours j'ai conseillé à Messieurs les Officiers piémontais de ne pas tirer l'épée avec lui. La dernière promotion de Gouverneur général a étourdi les Russes. Parmi ceux qui étaient appelés à cette place les uns ont dit que non, sans façon, suivant les usages du pays ; les autres ont fait leurs conditions, toujours suivant l'usage, et l'Empereur les a trouvés trop exigeants. Les autres enfin paraissaient au Maître tout à fait incapables. Paulucci était-là, il était venu pour ne plus retourner, S. M. I. l'en avait assuré. Tout à coup, il a été nommé : à présent il dit que c'est malgré lui, qu'il en est très fâché, etc.; Dieu le sait. Le Général Tor-

mazof, qui était le père du pays et de l'armée, revient pour cause de santé après les instances les plus réitérées. Mon frère perdra beaucoup à ce changement, car il était fort bien avec ce digne Tormazof. Paulucci est redouté à l'excès. Il est vrai qu'il est passablement ambitieux, hautain, soupçonneux, et qu'avant tout il veut faire ses affaires. Mais il est vrai qu'il a beaucoup de talent civil et militaire, et qu'en l'examinant de près on ne le trouve pas aussi dangereux qu'il est terrible. Pour moi, j'ai toujours vécu avec lui sur le pied de paix et quoique nous ayons eu quelques prises, cependant il est entendu que nous sommes amis, et quelquefois il nous a rendu service. Si je ne me trompe, l'Empereur lui suppose de grands talents militaires, et il l'avance rapidement pour pouvoir l'employer ailleurs si le cas y échoit. L'événement dira si je me suis trompé.

M. de Steddingk est parti sur une corvette de guerre qui est venue pour le prendre. Il a été fait sous le nouveau règne Comte et Maréchal. Votre Majesté sait que le premier titre est plus qu'un simple titre de noblesse : il désigne (en Suède) le rang personnel. Son goût le porterait au repos et il espère ne plus servir, mais je crois qu'il se trompe lui-même, et qu'il ne sera point libre de faire ce qu'il voudra. Il ne dit pas, je crois, combien il est fâché de partir, et, de mon côté, je ne prévois rien de bon pour lui dans sa patrie ; il va joindre la faiblesse de l'âge à celle du caractère, il sera regardé comme un ami de l'ancienne France. Qui sait ce qui peut arriver ? Jamais je ne croirai que les Suédois soient au bout de leurs aventures, et je ne sais

même si l'ami de l'humanité n'est pas obligé de leur souhaiter de grands malheurs, car il ne faut pas que les peuples s'accoutument à croire qu'on peut changer de Souverain sans conséquence, la première fois qu'on y pense. Sûrement ils paieront chèrement l'expérience. Le pauvre Maréchal, tyrannisé par le Gouvernement, par ses amis et par les circonstances, l'est encore par sa femme, très aimable personne, depuis qu'il l'a épousée. Un jour, il me faisait entendre à mots couverts qu'il n'était guère maître chez lui. Tandis qu'il cherchait ses mots, je lui dis : Monsieur le Maréchal, j'ai connu jadis un gentilhomme piémontais qui avait bâti une fort belle maison à Turin ; cependant il y avait quelques fautes dans la façade. Un de ses amis lui dit un jour : *Dites-moi franchement, mon cher Comte, à quel ordre appartient cette façade?* — Hélas ! reprit l'autre en joignant les épaules de l'air le plus pitoyable, *c'est l'ordre de ma femme.*—Je crus, Sire, que le Maréchal allait étouffer de rire. Il m'a dit dès lors plus d'une fois : J'emporte beaucoup de souvenirs de vous, mais je n'oublierai surtout de ma vie le sixième ordre d'architecture. — Je le lui ai appris en Piémontais (*Ordin' d'mia foumna*). Je crains beaucoup qu'entre la femme et le gouvernement il ne soit entraîné je ne sais où.

Par une lettre que j'ai reçue enfin d'Angleterre, j'ai vu que dans ce pays, où on l'appelait jacobin parce qu'il était tout dévoué à la Cour de France, il était accusé de quelques fautes pendant la dernière révolution de son pays ; mais je confesse à Votre Majesté que je ne puis entendre de sang-froid les étrangers ni les absents juger

ainsi les hommes obligés de vivre dans les pays révolutionnés. Il est aisé de ne commettre aucune faute dans les pays où l'on n'est pas. Quant à ceux (et c'est toujours le grand nombre) qui sont obligés d'affronter les tempêtes, le grand homme est celui qui fait peu de fautes. J'eus l'honneur dans le temps de faire connaître à Votre Majesté l'injure que lui fit son Maître en le soupçonnant d'être du complot dont il venait l'avertir ; mais je ne savais pas tout. Le Roi en lui disant : *Vous ne valez pas mieux que les autres*, lui donna un soufflet. On prouverait difficilement qu'un tel soufflet est plus déshonorant que celui d'un père ; cependant le Comte de Steddingk s'évanouit. Le Roi lui a fait depuis toutes sortes de réparations, et lorsqu'il a mis le pied en Russie, il lui a écrit : mais tout cela est bien triste. Le pauvre Maréchal me peignait un jour d'une manière très vive l'inconcevable puissance qu'exerce une assemblée en délire sur les têtes les plus saines (si on ne l'a vu, on ne saurait en avoir aucune idée). Lorsqu'un coupable orateur proposa dans la salle des Etats, la destitution de Gustave et de toute sa race, et qu'une majorité furieuse criait *oui ! oui !* avec un accent infernal, aucun individu, même du clergé, n'osa se lever et dire non ! Les opposants gardèrent un morne silence, lui comme les autres, et il avait l'air d'être fort étonné de lui-même. Qu'arriva-t-il ? Les meneurs firent imprimer le décret et ils écrivirent à la suite : *noms des membres qui étaient présents à cette session*, sans aucune distinction ni explication. Il s'agissait de bien moins au fameux serment du Jeu de Paume ; et cependant tout

le monde plia, clergé, noblesse, tiers état, militaires, magistrats, excepté un seul homme du tiers état (Guillhermy) qui osa monter sur une chaise et crier de toutes ses forces : *non, non, nous sommes perdus !* L'histoire se rappellera ce nom.

On vient d'établir en Suède un nouvel ordre maçonnique qui se nomme l'ordre de Charles XIII. Il est composé de trente personnes dont trois sont des évêques. La distinction est une croix, mais d'une forme particulière que je n'ai point encore vue. Il manquait cela à la collection des folies de notre siècle : voilà un Roi qui crée un ordre maçonnique, et le Roi destitué qui cachette avec un sceau maçonnique, et signe en maçon. On croit lire des fables; du reste le nouveau Prince royal doit beaucoup au susdit ordre, car il est sûr que les maçons ont extrêmement influé sur cette étrange nomination. On croit dans le monde qu'elle fut l'œuvre de Napoléon. Il n'en savait pas le mot et Bernadotte ne s'attendait nullement à la liberté qui lui fut accordée. J'ai su certainement que, lorsqu'il prit congé de son Maître, il lui dit : « Sire, j'espère que Votre Majesté voudra bien se rappeler qu'en mettant le pied en Suède, je cesse d'être Français, et que je ne suis plus que Suédois. » Alors Napoléon, s'approchant de lui et le saisissant de ses deux doigts par l'une de ses nageoires (Backenbart), dit en lui secouant légèrement la tête : *Il faudrait être bien..... pour croire que la Suède puisse se séparer de la France.* Votre Majesté voit ce geste de soldat. Il paraît en effet que la force des choses travaille dans ce sens.

Dernièrement on a inséré dans la *Gazette de Berlin*, un article sur la Suède où l'on lit : « S. A. R. le Prince héréditaire a reçu la communion des mains de l'archevêque d'Upsal ; pendant ce temps l'office catholique était célébré dans l'hôtel de la Princesse son épouse qui est de cette religion. L'archevêque espère cependant la rapprocher des dogmes de la religion nationale. » Ensuite on lit dans une note : « On a dit que le Prince était protestant, mais rien n'est plus faux ; il y a des preuves convaincantes du contraire. Il est vrai que sa mère était protestante, *et c'est peut-être ce qui lui a permis de dire avec vérité qu'il avait été élevé dans la connaissance de ces dogmes.*

On a laissé réimprimer cet article dans la *Gazette de Saint-Pétersbourg*. Tout se réduit, comme voit Votre Majesté, à une pure comédie, et la foi de Rome est fort mal assurée politiquement. La Princesse royale est retournée en France. Le Prince Oscar, dont on a tant parlé, n'est rien du tout, et un Suédois de la première qualité m'a dit en propres termes que l'ordre actuel n'était qu'un *interim :* là, comme ailleurs, tout est en l'air.

Le Baron d'Armfeld, dont les terres sont en Finlande et qui a passé au service de S. M. I., a été rayé à Stockholm de la liste des Seigneurs du royaume. On a regardé cela comme une affection colérique. Il est inutile de dire combien il est consolé ici et dans sa personne et dans sa famille. Il est venu ici faire sa cour, et le jour qu'il prit congé de l'Empereur pour retourner dans ses terres, l'Empereur lui dit : *Nous nous reverrons.*

De retour à son hôtel garni, le Baron trouva une boîte à son adresse contenant *le portrait* pour sa femme ; c'est le plus haut degré d'élévation. Trois demoiselles Finlandaises, dont l'une est fille d'un archevêque, ont été faites demoiselles d'honneur. Tout cela est dans les principes d'une sage politique. C'est ce que je puis avoir de plus intéressant à présenter à Votre Majesté sur un pays qui sûrement fera encore beaucoup parler de lui.

Lauriston continue sur le pied que j'ai eu l'honneur de décrire à Votre Majesté. Il n'a rien du tout de commun avec son prédécesseur dont je doute qu'il ait les appointements ; point de fracas, point de hauteur, point de despotisme extérieur et apparent sur la Cour. L'Empereur est émancipé. Sous ce point de vue tout le monde convient que Napoléon a fait une faute en se livrant au premier mouvement qui a rappelé Caulaincourt. On dit Lauriston fort attaché à sa femme, mais elle n'est point encore arrivée et l'on remarque fort ce retard. En général il paraît qu'un nouvel incendie est inévitable.

L'Empereur paraît sur le point de partir pour un voyage annoncé depuis longtemps : il doit voir la frontière de Pologne. Marie Antonia part de son côté pour la Crimée, ce qui faisait croire que les tournées du Maître se termineraient là ; mais je n'ai pas compris encore ce que signifie le voyage de la belle dame, dont la liaison n'a jamais été si intime. C'est le mariage le plus édifiant. Pendant son séjour dans cette ville, le Duc a joui de la plus haute faveur, et a obtenu tout ce qu'il a

voulu pour sa ville et pour ses amis. Il était un jour avec le Maître, depuis six heures du soir, lorsqu'à dix heures la belle dame arriva ; l'Empereur fit apporter un petit souper, et le Duc eut l'honneur de souper en tiers dans le cabinet interne : c'est une rare distinction. Le duc de Richelieu est encore une de ces fortunes étrangères communes dans ce pays, mais devant laquelle tout le monde se tait. Il est, à Odessa, plus que le Roi : honoré plus qu'on ne peut l'expliquer, comme fondateur comme protecteur , comme grand Seigneur. Ce qui achève de l'honorer c'est sa très médiocre fortune. Nous avons été souvent en relation à cause des officiers piémontais, dont la faveur ne laisse pas que de faire un spectacle dans l'armée russe. Dernièrement il m'a aidé de fort bonne grâce à sauver le pauvre chevalier Zino qui a été sur le point d'être renvoyé de l'Etat général, où véritablement il n'a que faire, dans l'armée où il serait mort de chagrin. Dans la refonte générale de l'Etat général, le colonel Pierre Wolkouski, colonel de ce corps, voulait surtout éliminer tous ceux que l'âge et leurs études ne qualifiaient pas pour ce corps. Venanson est aussi placé à Odessa, mais il est commensal du Duc et le suit dans tous ses voyages : il a gagné beaucoup d'argent et d'avancement à cette position avantageuse qu'il mérite d'ailleurs à tous égards ; il sait la langue du pays, c'est un point indispensable dans le service militaire.

Le général Depreradowitch, colonel du régiment des Chevaliers Gardes, a choisi mon fils pour son aide de camp. Je ne m'en suis mêlé que pour remercier. Bientôt

il va faire avec lui une course de 500 verstes pour l'inspection d'un régiment. Je gagne très peu d'argent à cette distinction, mais le jeune homme y gagne beaucoup de temps, car il est tiré de la liste des Gardes.

M. le Chevalier Baybesti continue à jouir d'une grande réputation bien méritée. Il a le malheur de présider un tribunal qui n'a pas pour lui l'opinion publique, a beaucoup près, car c'est celui des prises qui ruinent le pays : mais c'est la faute des lois et non la sienne. Tout le monde rend justice à sa science et à sa probité. Avec quatre mille roubles d'appointements, il ne peut voir personne. et sa femme est enfermée comme une religieuse. Point de voiture, point de société d'aucune espèce, pas plus que dans un cachot. Ce pays est terrible sous ce rapport : mais les ressources sont immenses. Pendant que j'écrivais ceci, j'ai appris que l'Empereur a donné une vaisselle au marquis Paulucci. C'est ainsi, Sire, que les choses vont dans ce pays, le plus propre de tous ceux qui existent sur le globe pour gâter toutes les têtes. Les hommes sages deviennent exagérés, et les exagérés y deviennent fous ; tout est énorme, gigantesque, hors de toutes proportions, la tête tourne, au pied de la lettre et le sang le plus sujet à se gâter ici, c'est le sang italien. Le dernier Ambassadeur de Rome m'a souvent entretenu de ce phénomène. L'anglais, au contraire, est celui qui se défend le mieux contre l'influence : mais le Maître des Russes, c'est le français. Le génie français monte le russe comme l'homme monte le cheval : c'est encore un des phénomènes les plus extraordinaires. Le russe se débat quelquefois contre cet empire, mais inu-

tilement, il y retombe toujours, la langue surtout le domine : le Français est, ici, tout aussi nécessaire qu'à Paris, on le sait sans comparaison mieux que le Russe. La langue qui a le moins de faveur, c'est l'Italien. L'Empereur a même un préjugé contre cette langue. Les Russes la souffrent dans la musique parce que c'est la mode, et que l'opinion de l'Europe leur en impose, mais dans le fond ils n'y comprennent rien, et quoiqu'ils ne veuillent pas en convenir, ils préfèrent beaucoup la musique française. C'est un grand désavantage des officiers Piémontais dans ce pays de ne pas savoir le français, du moins comme il faudrait le savoir. Les Anglais seuls ont droit de faire des solécismes en Français. En général, Sire, ce pays est livré aux étrangers, et ne peut plus se tirer de leurs mains à moins d'une révolution. La faute en est à Pierre qu'on appelle *le grand* et qui fut l'assassin de sa nation ; il lui a manqué de respect, il l'a insultée, il lui a appris à se mépriser elle-même (belle œuvre de législateur). Il lui a ôté ses habits, ses mœurs, son caractère, sa constitution, sa religion : il l'a livrée aux charlatans étrangers et à des variations éternelles. En un mot Sire, il n'y a plus de remède, excepté le grand, qui guérit comme le sublimé corrosif.

J'ai eu l'honneur de faire connaître dans le temps à Votre Majesté la nouvelle *constitution politique* de la Russie. Le Sénat était demeuré en l'air, et l'opinion des meneurs était contre lui. Tout à coup le vent a tourné, et l'on a décidé : 1° que deux nouveaux Sénats seraient établis, l'un à Casan, l'autre à Kiev ; 2° que dans celui de Saint-Pétersbourg il y aurait une haute chambre, où

siègeraient tous les Ministres, et qui prendrait connaissance des objets politiques. En gros, je voyais que ce nouveau Conseil abolirait l'autre, et qu'une grande nation se trouverait ainsi constituée deux fois en moins d'une année, ce qui ne laissait pas que d'être assez curieux ; mais il serait inutile d'entrer ici dans de plus grands détails, car il paraît qu'au moment de la signature, le bon sens de l'Empereur s'est effrayé. Il a renvoyé l'affaire au mois de septembre. Qu'arrivera-t-il ? C'est ce qu'on ne sait point encore. La première mesure ne me paraît avoir rien de mauvais en elle-même, c'est une répétition de ce qui arriva en France lorsque le Parlement de Paris ne pouvant plus suffire aux affaires, on en donna successivement aux provinces. Mais la seconde est fort chanceuse ; je crains fort qu'il n'y ait anguille sous roche et que la puissance inconnue qui mène tout en Europe ne veuille pousser l'Empereur à quelque démarche limitante dont il ne puisse plus revenir. Elle est extrêmement favorisée (cette puissance) par le caractère de l'Empereur, qui semble lui-même douter de sa souveraineté : il se tient à sa place parce qu'il y est ; mais, dans son cœur, il n'aime et n'estime que l'égalité. Votre Majesté n'ignore pas que Louis XIV ne se trouvait pas à beaucoup près assez puissant, et qu'il dit un jour devant toute sa Cour : *Je ne connais pas de meilleur gouvernement que celui du Sophi de Perse.* Sur quoi le Maréchal d'Estrées lui dit : *Sire, j'en ai vu étrangler trois de mon vivant.* Ici, Sire, nous voyons une nouvelle preuve que l'homme ne peut se contenter de rien, car l'Empereur jeté à l'extrémité opposée se trouve trop

puissant et voudrait qu'on le débarrassât d'une partie de son autorité. Je suis très sûr que, dans le fond de son cœur, il n'aime réellement que son *grand ami* le Président des États-Unis. Son éducation l'a imbibé d'idées républicaines, et c'est peut-être un des plus grands phénomènes qui existe dans le monde : il préside encore à ces grands dîners d'étiquette où les cinq premières classes de l'état sant admises, mais il y est sans habits royaux, sans trône, sans couronne, et sans dais. Il fait ses excuses au Chambellan qui le sert *de la peine qu'il lui a donnée*, tandis que les Chambellans devraient intriguer six mois pour avoir l'honneur de le servir dans ces occasions. Tout signe extérieur de respect qui sort des formes ordinaires, un baise-main par exemple, lui fait à peu près horreur. La Princesse Beloselski l'entretenant un jour dans sa voiture, il avait la main appuyée sur la portière. La bonne qui portait le petit enfant de la Princesse l'approcha de la voiture, et l'enfant baisa la main de l'Empereur. Le Prince la retira brusquement avec une espèce d'effroi. Il y a peu de temps que le graveur de la Cour lui ayant présenté le type des nouvelles monnaies portant son effigie, l'Empereur le réprouva en disant : *Cette monnaie n'est pas à moi, elle est à mon peuple*. Etranges paroles et que Votre Majesté trouvera bien plus singulières si Elle pense qu'elles appartiennent à un pays où la *Gazette de la Cour* écrit : *S. M. l'Empereur a daigné communier un tel jour*. Jamais, dans la conversation, il n'arrivera à l'Empereur de parler *des droits de la Souveraineté* ou de *l'honneur de sa couronne*. Il dit : *Le poste que j'occupe, la nation dont j'ai*

l'honneur d'être le chef..... Je suis au reste très persuadé que si ce Prince commandait à une nation qui eût la fibre délicate du midi, cette crainte perpétuelle qu'il montre de trop peser sur l'homme serait sentie vivement, qu'on l'en paierait par des sentiments portés jusqu'à l'enthousiasme, que lui, de son côté, flatté par des démonstrations sur lesquelles il ne pourrait se méprendre, se laisserait adorer tranquillement et qu'il serait porté aux nues. Mais il est déplacé, il n'est point Russe du tout : ses sujets le jugent sans miséricorde, et lui ne se fie point à eux, il s'appuie volontiers sur la fidélité des étrangers ; les bontés dont il m'honore n'ont point d'autre source. Il me croit honnête homme, pas davantage : il récompense magnifiquement la fidélité. Le Baron d'Hogger, ancien Ministre de Hollande, qui a tout perdu pour n'avoir pas voulu obéir au nouvel ordre de choses, a reçu de lui une terre, et dans ce moment il est Gouverneur de Courlande. Les Russes ne sont pas contents de ce Prince, ce sont de plaisants sauvages. Qu'ils le servent comme nous servons les nôtres, ils en seront contents.

Ce qui m'attriste infiniment c'est de voir que l'éloignement entre les deux augustes époux se *perfectionne* au point que je ne vois pas trop d'espérance pour un rapprochement si désirable. En rendant toute la justice possible à la vertu, aux grâces, à l'instruction, à la bonté, enfin, Sire, à toutes les bonnes qualités de l'excellente Impératrice, il me paraît cependant impossible de nier qu'elle n'ait mis dans sa conduite une certaine inflexibilité qni lui a nui infiniment. Sans doute que ce senti-

ment a été purifié plus ou moins. Mais comment ? Mais quand ? Mais jusqu'à quel point ? Personne, personne ne le sait, personne ne peut juger ces torts entre époux. Eux-mêmes ne seraient pas en état de dire de quel côté se trouve le premier tort En attendant, la *Maîtresse* est là avec sa bonté, sa beauté, son adresse, ses grâces, la puissance de l'habitude, et celle d'un lien très coupable sans doute, très malheureux, mais très naturel et qui ne se trouve pas d'un autre côté. Puisque le mal est fait, et sans remède, observons que cette inclination ne coûte pas un rouble à l'état, qu'elle n'a pas la moindre influence politique, au point que le soupçon même demeure muet, et que le mari est pour le moins aussi content que la femme. Je ne l'aurai jamais assez répété à Votre Majesté : c'est mal, c'est très mal, c'est déplorable ; mais cependant lorsque Louis XIV arrachait de force la femme d'un grand seigneur, Officier général, c'était plus mal encore. C'est tout dire : *C'est mieux que très mal.* Le parti contraire à l'Impératrice ne manque pas de profiter de sa défaveur. La Grande-Duchesse s'élève à mesure que sa malheureuse belle-sœur descend Je crois savoir sûrement que son aventureux époux sera Gouverneur général de Moscou ; il serait difficile d'imaginer rien de plus imprudent. Le Palais de Malte offert à la Grande-Duchesse Catherine ne lui a pas convenu, il a fallu donner celui d'Anniskhof, que je vois de mes fenêtres, et où était logé le *Cabinet de l'Empereur*. C'est un Ministère particulier, qui garde certaines richesses particulières de l'Empereur, et qui administre dix millions de revenus. Pour changer la destination de ce

Palais, et le mettre en état de recevoir l'auguste Princesse, on a dépensé une somme énorme. Un terrain en friche, qui se trouve sur le derrière, sera infailliblement changé en jardin anglais, dès que cette dépense pourra se faire décemment. Lorsque Votre Majesté songera que ce même Souverain, qui craint d'avoir des enfants de sa femme à cause de quelques événements possibles, place cependant à la tête des affaires, au sein de la capitale, des intrigues, un gouverneur et une gouvernante auxquels il a donné le droit de créer des Princes russes, Votre Majesté verra ici un nouvel exemple des inconcevables contradictions qui peuvent se trouver dans l'homme.

Le change s'est relevé sensiblement, quoiqu'il soit encore très bas. Je ne l'avais pas prévu en écrivant mon dernier numéro. On attribue cette hausse au grand nombre de vaisseaux américains qui sont arrivés (on n'en compte pas moins de 200), qui dans le fond ne sont que des commissionnaires anglais. Le Gouvernement croit toujours qu'il est maître des Anglais, et que du moment qu'il voudra se tourner de leur côté, ils feront tout pour lui. Il pourrait bien se tromper : cependant les facilités données aux neutres ont fait du bien. L'emprunt de 20 millions gagne 25 0/0. Le Comte Pahlen, Ministre plénipotentiaire à Washington (nominativement, mais à Philadelphie par le fait) vient à Rio-Janeiro dans la même qualité et *avec toute sa légation*. Je ne suis point encore en état de dire à Votre Majesté ce que signifie cette circonstance. M. Adams, Ministre des États-Unis près cette Cour, est fort tranquille et fort bien vu.

Il doit se retirer à la vérité, mais tout à son aise, après les couches de sa femme, et seulement, à ce qu'il semble, parce qu'il est appelé à de grandes places dans son pays.

Différentes nouvelles qui nous sont arrivées d'Espagne ne calment pas à beaucoup près mes perplexités sur ce pays, qui semble devenir ce qu'il était sous les Maures. Il appartient à deux nations à la fois, dont ni l'une ni l'autre n'est assez forte pour chasser sa rivale. Si cette nouvelle lutte devait durer 600 ans, comme la première, cette perspective ne serait pas consolante. D'un autre côté, on peut craindre qu'elle soit beaucoup plus courte. On ne voit pas un seul grand homme capable de réunir la nation par un grand talent militaire : de la résistance, à la vérité, de la constance, mais pas une victoire éclatante. Madrid occupé, Cadix bloquée, cela est triste. Les Espagnols ne laissèrent pas seulement débarquer l'héritier de Naples qui venait s'offrir pour combattre avec eux : ensuite, après avoir demandé eux-mêmes le Duc d'Orléans, ils l'ont renvoyé. Enfin ils viennent de déclarer *que jamais ils ne reconnaîtront ni ne recevront leur légitime Souverain Ferdinand VII*, à moins qu'il ne leur soit présenté par leurs Alliés, en Espagne, et au milieu d'une armée espagnole. Si je ne voyais en tout cela que des précautions contre certaines opérations françaises, et le désir de soustraire des Princes à une guerre d'un genre particulier, à laquelle ils ne doivent point être exposés, je n'y verrais rien que de louable ; mais j'ai bien peur d'être en droit d'avoir peur, d'abord pour les principes, et ensuite pour les Maîtres. Je souhaite

vivement me voir trompé dans cette occasion par la grande connaissance que j'ai acquise de l'esprit du siècle et, en particulier, des divers sentiments qui agitent les Espagnols.

La lettre qui me fut écrite par le Secrétaire d'Etat de Votre Majesté le 4 septembre 1810, n° 49, m'est parvenue seulement le 29 juin dernier, et le duplicata m'était parvenu quelques jours auparavant. Les bras tombent absolument, et l'on se sent saisi de tristesse à l'aspect d'un tel ordre de choses. Cette dépêche raconte l'arrivée de Lucien Bonaparte en Sardaigne. Dans le temps, elle m'eût appris la vérité au moins sur un fait ; aujourd'hui, elle ne signifie plus rien.

Je proteste à Votre Majesté que je n'écris que par obéissance, et que j'appuie principalement sur les détails qui peuvent lui faire mieux connaître le théâtre où Elle a daigné me placer, et les acteurs qui s'y promènent, parce qu'au moins il reste quelque chose de tout cela; autrement je n'oserais pas écrire, lorsque je songerais au mérite d'une lettre qui a un an de date.

Votre Majesté saura à cette heure, et même sans doute depuis longtemps, que M. le Comte de Mocenigo n'a pas pu passer; la France lui a refusé ses passeports *comme à un sujet;* beaucoup de gens l'avaient prévu. Dans une lettre que je lui ai écrite dernièrement, je l'ai exhorté à prendre la voie de la Turquie; mais il faut qu'il fasse venir sa femme de Padoue à Vienne, et qui sait si la France lui donnera des passeports? Ce gouvernement commande à Vienne, et il est capable de tout. Malgré tous les discours du Chancelier, j'ai eu la preuve à peu

près certaine que Mocenigo est parti malgré celui-là, car lorsque la chose fut décidée, il s'approcha du Comte à l'audience, et lui dit, à côté d'une personne qui me l'a redit : *Monsieur, l'Empereur m'a ordonné de vous expédier;* puis il fit un demi-tour à gauche, et s'éloigna sans ajouter un mot ni attendre la réponse.

J'apprends que la nouvelle organisation du Sénat est sûre, et que bientôt elle sera déclarée. J'en ai beaucoup parlé avec un grand personnage qui m'accorde plus d'intimité qu'un étranger, et surtout qu'un Ministre étranger n'aurait droit d'en attendre. Je ne vois dans tout cela qu'une nouvelle manœuvre du Secrétaire de l'Empire, Speranski, dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Majesté. Suivant la nouvelle organisation, toutes les affaires se traiteront dans cette *Chambre haute*, qui sera le Comité des Ministres ; de manière que le rapport appartiendra au Secrétaire général, et que chaque Ministre approchera rarement de l'Empereur. Qu'est-ce que ce Speranski ? Sire, c'est une grande question. Il est homme d'esprit, grand travailleur, écrivain élégant, sur tous ces points il n'y a pas de doute ; mais il est fils de prêtre, ce qui constitue ici la dernière Classe des hommes libres, et c'est dans cette Classe que les novateurs se trouvent le plus naturellement. Il a accompagné l'Empereur à Erfurt ; là, il s'est abouché avec Talleyrand, et quelques personnes croient qu'il est demeuré en correspondance avec lui. On voit percer les idées modernes, et surtout le goût des lois constitutionnelles, dans tous les actes de son administration : il a été le protecteur ardent de ce Fessler dont j'ai eu l'honneur

de parler à Votre Majesté. J'avoue que je me défie infiniment du Secrétaire général. Ce même personnage, dont je parlais tout à l'heure, me disait que depuis deux ans il ne reconnaît plus l'Empereur, *tant il est devenu philosophe*. Ce mot m'a frappé. Votre Majesté ne doit pas douter un instant de l'existence d'une grande et formidable secte qui a juré depuis longtemps le renversement de tous les trônes ; et c'est des princes même dont elle se sert, avec une habileté infernale, pour les renverser. Voici la marche, Sire, qui a toujours été invariable et très efficace. Le christianisme, ayant épousé la souveraineté en Europe, point de succès si l'on n'amène pas un divorce entre ces deux puissances. Nous ne pouvons pas attaquer directement la souveraineté qui nous ferait pendre : commençons donc par la religion et faisons-la mépriser ; mais la chose n'étant pas possible tant qu'elle est défendue par un sacerdoce riche et influent, il faut avant tout l'avilir et l'appauvrir. Ce sacerdoce, prêchant sans relâche l'origine divine de la souveraineté, l'obéissance passive, l'inviolabilité des Souverains, etc., *il est le complice naturel du despotisme :* comment faire pour le rendre suspect ? Il faut le présenter comme un ennemi, et pour cela citer sans cesse de vieux combats entre les Papes et les Rois. Il n'aurait pas été difficile de s'apercevoir que le sacerdoce a bien attaqué quelquefois les Souverains, *mais jamais la souveraineté* Boniface VIII aurait excommunié les Français, s'ils avaient voulu se révolter contre leur Roi ; il ne prétendait agir qu'en vertu d'un droit divin, de manière que l'erreur même soutenait la

vérité, en avouant à la face des peuples que nulle puissance humaine n'avait ce droit. Mais Voltaire, Sire, qui usait sa plume à proclamer *les droits sacrés des Rois et les attentats des Papes* écrivait avec la même plume :

> O sagesse du ciel, je te crois très profonde,
> Mais à quels plats tyrans as-tu livré le monde !

Et dans une prose non moins édifiante : *Les fidèles sujets qui combattent pour ces Messieurs-là* (Votre Majesté entend) *sont de terribles imbéciles. Gardez-moi ce secret avec les Rois et avec les prêtres.*

Le Roi Très Chrétien, dans ses propres États a laissé la secte dogmatiser et s'étendre pendant un siècle ; il s'en est bien trouvé et il l'a voulu. La première monarchie du monde, mise en l'air, est tombée par son propre poids, comme je tomberais si le fauteuil qui me soutient venait à s'anéantir sous moi. Au moins si elle avait pu tomber seule ! Mais c'est aujourd'hui qu'on sent ce que c'est que la France. On ne le savait guère lorsqu'elle était possédée par des Souverains légitimes et que les défauts mêmes de ses Maîtres tournaient au profit du monde.

Je pourrais encore avoir l'honneur de dire des choses bien curieuses à Votre Majesté ; mais je ne sais si je l'ennuie, et cette crainte m'empêche d'entrer dans de plus grands détails : il me suffit de lui dire que je vois ici tout ce que nous avons vu ailleurs, c'est-à-dire une *force cachée qui trompe la souveraineté et la force de s'égorger de ses propres mains.* De savoir ensuite si cette

secte est réellement organisée, si elle forme une société proprement dite qui a ses lois et ses supérieurs, ou si elle résulte seulement de l'accord naturel d'une foule d'hommes qui veulent tous la même chose, c'est sur quoi je n'ai pu me procurer une certitude; mais l'action est incontestable, quoique l'agent ne soit pas encore entièrement connu. Le talent de cette secte pour enchanter les gouvernements est un des plus terribles et des plus extraordinaires phénomènes qu'on ait vus dans le monde. A la prière d'un ami commun, j'ai complètement analysé et déchiffré un mémoire diabolique, écrit en latin avec un art infini, et que les Russes n'entendaient guère. C'était un plan d'études excessivement insidieux. J'ai été extrêmement remercié; mais le même Ministre, qui m'avait fait demander cet ouvrage, m'a déjà avoué plus d'une fois qu'il est entraîné comme les autres, que tout marche à un bouleversement général, et que celui qui doit y perdre le plus est précisément celui qui le hâte.

Il paraît que la secte a été fort mécontente de Napoléon lorsqu'il s'est fait Empereur; mais elle lui pardonne tout, parce qu'elle en a besoin pour son grand œuvre qui est dans ce moment l'anéantissement du Pape. Cela fait, on pourra bien briser l'instrument.

Un grand spectacle de cette époque est le Concile de Paris, qui ne montre jusqu'à présent ni l'intrépidité qu'on avait droit d'attendre de lui, ni la lâcheté que se promettait le Maître. La base du nouvel édifice que veut élever Napoléon dans ce moment est la célèbre Déclaration du Clergé de France en 1682, que les conju-

rés ont présentée dans toutes les Cours catholiques comme le Palladium de l'autorité royale, et qui est au fond tout ce qu'on peut imaginer de plus méprisable et de plus dangereux. Comme je doute fort que les renseignements nécessaires sur cette fameuse pièce aient pu se faire une route jusqu'à Votre Majesté, et que dans ce moment il en est beaucoup question dans le monde, je crois faire une chose agréable à Votre Majesté en joignant ici sur une feuille à part de courtes réflexions sur cette Déclaration tant célébrée. Je ne les crois susceptibles d'aucune objection fondée.

Il y a dans ce moment des négociations très actives entre la Russie et l'Autriche. Malgré ses nouveaux liens, j'espère que cette dernière y voit clair ; mais j'espère peu de cette politique qui me paraît n'en savoir pas plus que par le passé. Les circonstances où nous sommes ne ressemblent à rien de ce qu'on a vu jusqu'ici ; nous ne saurions nous en tirer par les voies ordinaires. Si jamais il paraît un homme qui soit le véritable antagoniste du mal, en un clin d'œil tous les yeux se tourneront sur lui. En attendant, le mariage fait par l'*ennemi de l'ordre* semble lui donner beaucoup de consistance. Voilà encore sa compagne enceinte. Elle est heureuse, Sire, et amoureuse. De tous les spectacles qui nous déchirent depuis vingt ans, c'est le plus triste à mon avis. Cependant, je ne croirai jamais à cette nouvelle souveraineté, et si elle doit durer encore pendant un certain nombre de ces moments que les hommes appellent années, ce qui est très possible, je léguerai à mes enfants l'espérance de la voir tomber.

322

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 22 mai (3 juin) 1811.

Sire,

Dans la dernière dépêche du 26 avril, ou peut-être dans la précédente à M. le Chevalier Rossi, j'ai présenté comme une chose probable peut-être, et au moins très possible, que Napoléon ne crût pas prudent de tirer l'épée : c'est ce qui est arrivé. Au moment où personne ne doutait plus de la guerre, et où la mèche s'approchait du canon, tout s'est calmé en un clin d'œil, et l'on s'est remis à s'embrasser. J'ai eu l'honneur de détailler à Votre Majesté toutes les grimaces faites à Paris au sujet de la Note qui cependant était une pièce assez faible. J'ai pris la liberté de la trouver même un peu indigne du grand Souverain qui la donnait. Pas la moindre hauteur, à peine de la dignité, pas la moindre demande de restitution, ni la moindre menace en cas de refus. Seulement une protestation vague des droits éventuels de la famille impériale à la succession d'Oldenbourg ; en sorte que S. M. I. à l'air de parler pour Elle plutôt que pour le Prince dépossédé, et la pièce finit par la protestation la plus solennelle du désir constant qui anime l'Empereur de vivre en parfaite amitié avec celui des Français.

Il y a déjà longtemps que ce Cabinet a cessé de bien écrire (Votre Majesté n'a pas oublié la Note de M. Novosiltzof). Il me semble cependant qu'avec 500,000 hommes, il serait aisé d'avoir un beau style.

Le 7 (19) mai, Caulaincourt est parti. Il a pleuré, dit-on, chez la Princesse Wiazemski, et il a pleuré chez la belle Narishkin (*Maria Antonia*) ; du moins celle-ci l'a assuré. Charmant pleureur ! Je crois en effet qu'il est parti avec chagrin, la guerre qui était sur le point d'éclater devait lui rendre ce séjour pénible, à moins qu'il ne fût un monstre, ce que je ne crois pas. La bonne harmonie qui s'est rétablie subitement aura rendu pour lui le départ beaucoup plus amer. Qui sait d'ailleurs ce qui est dans ce cœur, ce qu'il pense de son Maître et ce qu'il craint de lui ? Ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Majesté, c'est, qu'une fois, il a dit a une femme après avoir reçu certaine dépêche : « *Il y a des moments où un honnête homme voudrait être mort.* » Il dépensait ici douze cent mille francs. Il était le premier et constamment caressé, à la Cour, etc. — Tout cela valait mieux sans doute que d'aller tenir le cheval de Napoléon, ou peut-être mourir d'une balle catalane. L'Empereur lui a fait remettre une plaque en brillants de l'ordre de Saint-André de la plus grande beauté ; ensuite il lui a remis lui-même une superbe boîte en lui disant : « *Je voulais que vous eussiez un portrait ressemblant de moi : ceci est le présent d'un ami.* » On évalue ces deux objets à 90,000 roubles. Mais partout on exagère, *et même ici*. Je crois qu'on se trompera peu en se tenant à 50,000. Son successeur, Lauriston, est

un homme tout différent. Il n'a ni le même ton ni le même caractère, et sûrement il n'aura point le même empire sur le Souverain. Il a débuté par une grande faute; car, se trouvant à la parade et l'Empereur lui faisant remarquer je ne sais quelle passe de la contre-danse militaire, Lauriston répondit : « Ce sont des bagatelles auxquelles nous ne faisons nulle attention en France. » On m'assure qu'à la parade suivante, S. M. I. ne lui adressa pas la parole. J'aurai l'honneur, de peur de l'oublier, de dire ici à Votre Majesté que le Ministre des guerres, ayant parlé au Docteur Wheley, anglais, chirurgien de confiance de l'Empereur, de l'énorme quantité de malades accumulés dans les hôpitaux militaires, à raison de la fatigue excessive, et de la mauvaise nourriture qui tient à l'impossibilité où se trouvent les soldats de gagner quelque chose pour avoir de la viande, le chirurgien a fait un rapport à l'Empereur qui a valu trois jours par semaine aux soldats (mais aux fantassins seulement); c'est un objet, pour le soldat, de quatre roubles par semaine.

J'ai eu souvent l'honneur de faire observer à Votre Majesté qu'il n'y avait malheureusement plus de force extérieure capable de faire la loi à Napoléon, mais je n'ai pas moins constamment ajouté que l'intérieur même de la France ne nous laisserait jamais sans espérance. Je trouve que dans ce moment le contre-coup de la guerre d'Espagne l'expose prodigieusement. Il s'est brouillé avec tous ses Généraux ; veut-il faire commander ses armées par ses Conseillers d'Etat ?

Je songe souvent à combien peu de chose tient cette

puissance formidable qui fait trembler l'Europe ! L'autre jour, dans un très petit comité, un Ministre étranger, sujet de Napoléon, nous dit en propres termes : « *Il n'y a plus d'autre remède que de le faire enfermer comme fou* » Il n'y a rien là d'impossible, Sire, mais ce mot *d'enfermer* est une pure illusion ; on ne met jamais la main sur un tel personnage que pour le tuer tout au plus tard le lendemain. Enfin, Sire, quoique ses prodigieux succès fassent nécessairement entrer des doutes dans tous les esprits, cependant il faut s'en tenir aux principes qui défendent de regarder cet homme comme un Souverain chef d'une race. Cependant combien de Souverains légitimes et puissants auront peut-être envié sa puissance dans leur cœur ! C'est tout comme s'ils avaient envié la force physique des porte-faix. Celle de Napoléon n'est point du tout royale, elle est révolutionnaire, et voilà pourquoi, Sire, les Princes, qui par état et par nature sont étrangers à cette force, ne doivent pas se compromettre personnellement avec elle ; mais c'est une gloire pour eux au lieu d'une humiliation, et les plus ignorants des hommes sont ceux qui prennent pour un mal l'inconvénient du bien.

Au reste, Sire, si les Princes qui ont les forces nécessaires en main, ne veulent pas se laisser instruire sur la manière de les employer dans ce cas extraordinaire, la Providence se passera d'eux, parce que toute force désordonnée se mine elle-même, et déjà il me semble qu'on peut apercevoir quelques symptômes de la prostration des forces qui suit la fièvre.

Les Espagnols se couvrent de gloire, mais il me

semble qu'en décrétant la constitution de l'Angleterre, ils n'ont pas fait preuve d'une grande sagesse. Cette constitution ne peut être transplantée. Il faut sans doute l'admirer, mais la laisser où elle est. Les peuples du continent de l'Europe n'ont pas d'autre intérêt que celui du maintien de la Monarchie européenne ou chrétienne (c'est la même chose) telle qu'elle existait depuis longtemps. A travers toutes les folies des hommes dans l'ordre politique, Votre Majesté verra toujours surnager un principe divin. A force de dire aux Rois chrétiens *Nolite judicare*, ils se sont départis avec bonté et sans violence de cet épouvantable droit. Aucun Prince chrétien ne dit : *Prenez ce champ : pendez cette homme.* A force de dire aux peuples : *Per me Reges regnant*, ce même principe nous avait persuadé que l'autorité royale ne vient point des hommes, que Dieu en est l'auteur, que le Souverain est inviolable, que personne ne peut le juger pour aucune raison, et que tout homme qui y touche est infâme, lui et toute sa race. Tout Prince ou tout sujet chrétien qui veut davantage se trompe beaucoup. Jamais cette Monarchie n'a existé, jamais elle n'existera hors du christianisme. C'est une merveille que nos extravagances ont presque fait disparaître. On a tué la religion politique avec l'autre. Je supplie Votre Majesté de vouloir bien examiner les pays où les Souverains se sont réservé le droit de punir immédiatement. Votre Majesté verra toujours à côté celui de les assassiner ; et ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que la Providence n'y laisse point naître le préjugé sacré qui flétrit parmi nous les régicides et leurs familles. Ici par exemple le prin-

cipe chrétien n'a pu pénétrer la pâte asiatique parce qu'il y est faible et défiguré. Aussi nous voyons les acteurs du 11 mars 1801 en possession de tous leurs droits civils, et l'Empereur même en a présenté un au bal de sa mère, qui faisait la grimace.

Je suis charmé, Sire, que cette profession de foi politique se trouve sous ma plume. Quand je serais maître moi-même de constituer les États, je ne dirais pas à une nation assemblée un mot de plus que je ne dis ici à Votre Majesté, et je crains fort que les Espagnols ne donnent dans quelques exagérations. Il y a deux partis bien visibles dans ce pays, et si jamais ils sont débarrassés de la crainte extérieure, j'ai bien peur qu'ils ne se choquent. Je leur souhaite de tout mon cœur sagesse et bonheur, ce qui est au fond la même chose.

Votre Majesté trouvera dans le paquet ci-joint à peu près la banqueroute, puisque le rouble ne vaut plus que 12 ou 13 sous. Le subside est totalement dévoré ! J'ai l'honneur de répéter à Votre Majesté l'offre de me retirer et l'instante prière qu'elle veuille bien ne rien faire à mon égard par bonté, ne voulant jamais lui être à charge inutilement. Je suis toujours chagrin d'avoir déplu ici à Votre Majesté, et l'une de mes plus grandes peines est de savoir si jamais Elle a bien voulu envisager ma situation sous son vrai point de vue. Lorsque je partis de la Sardaigne, sachant que j'allais avoir contre moi un préjugé qui ne pouvait être pressenti par Votre Majesté, j'eus l'honneur de lui proposer, ou à son auguste frère (ce qui était la même chose) une alternative qui me paraissait tout ce que la modération pouvait

imaginer de plus plausible. Quand l'impertinence est punie, elle a ce qu'elle mérite, mais lorsque le bon sens modeste se voit compromis de vive force, et par autorité royale, il est bien malheureux. Que ne donnerais-je pas pour connaître sur ce point le sentiment intérieur de Votre Majesté, mais je ne dois pas l'espérer. C'est ce qui m'a fait insister invariablement pour qu'Elle ait la bonté de se défaire de moi. Ce sera pour aller labourer quelque champ en Crimée, car il n'y a pas de service que je préfère au sien. Votre Majesté sait que chaque homme a une idée dominante qui le détermine ; la crainte de mourir sans terre et sans patrie est telle, chez moi, que toutes les autres idées cèdent à celle-là ; c'est la vérité, Sire, et en la joignant à un autre déplaisir dont j'ai eu l'honneur de lui parler, Elle sait tout sur moi.

J'ai vu d'assez près, Sire, une assez belle destinée *morale* ; mais des yeux toujours ouverts me considéraient. D'ailleurs le vent a changé ; comme je ne cherchais rien, je ne regrette rien. Que n'aurais-je pas donné encore pour une conversation avec Votre Majesté, et qui sait ce qui peut encore arriver ? Je ne réponds pas du tout de la durée de cette bonace que nous voyons. J'ai tout lieu de croire que l'Empereur est tout à fait détrompé sur le compte de Napoléon. Un rien peut rallumer l'incendie. Quelque peine que je me sois donnée, il m'a été impossible de deviner la véritable cause de ces deux mouvements en avant et en arrière qui se sont succédé dans cette Cour avec une rapidité éblouissante. Quoique le systême amical se soit renforcé, cependant le Chancelier me semble branler sur son piédestal. Le Duc de

Richelieu qui est à bien juste titre l'âme et l'idole d'Odessa, dont il peut passer pour le véritable fondateur, avait demandé la clôture du port de cette ville, dans l'idée d'affamer Constantinople. Il en était résulté un contre-coup épouvantable pour le commerce, et la ruine des provinces Polonaises. Il est venu ici, et il a demandé la révocation de cet ordre, en disant à l'Empereur que c'était lui (Duc de Richelieu) qui avait tort dans cette affaire ; qu'il n'avait fait de sa vie une plus grande faute, et qu'il voudrait que sa main se fût desséchée lorsqu'il écrivait pour obtenir une mesure aussi funeste. Il le dit lui-même à qui veut l'entendre. L'Empereur a rouvert le port par un simple rescrit (Votre Majesté est priée d'observer ceci), mais non par un ukase, et sans en parler au Chancelier.

Je supplie Votre Majesté d'agréer avec sa bonté ordinaire l'hommage du très profond respect et du dévouement sans bornes avec lequel je suis.....

323

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 15 (27) août 1811.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai eu l'honneur d'annoncer, dans ma dernière lettre à S. M., les nouvelles lois constitutionnelles de la Russie.

Quoique ces lois ne soient point encore publiées aujourd'hui, je sais cependant qu'elles ont passé au Conseil, et l'on peut s'en faire une idée assez juste.

Il est impossible de se tromper aujourd'hui sur les intentions de Sa Majesté Impériale. Elle est lasse de sa puissance telle qu'Elle l'a reçue de ses prédécesseurs ; et sa jeunesse lui permettant de grandes entreprises, Elle veut réellement constituer son peuple et l'élever au niveau européen. Par la loi organisatrice du Conseil d'État, que j'ai envoyée dans le temps, les attributions du Sénat étaient demeurées indécises ; aujourd'hui le sort du Sénat est fixé, et la nouvelle loi complète l'organisation générale de l'Empire.

Il y aura deux nouveaux Sénats : l'un à Kiev, et l'autre à Cazan. Ces quatre corps seront purement *corps judiciaires*, et se nommeront ainsi : la moitié des Sénateurs seront nommés par les provinces (ceci est remarquable). Chaque Sénat aura un président, dont la place sera très importante. Tout ceci se rapporte assez à nos usages. Il n'y avait d'abord qu'un Parlement en France : il fallut les multiplier à mesure que les affaires se multiplièrent ; la même chose, proportion gardée, est arrivée parmi nous ; et, suivant les apparences, nos Souverains, sans les malheurs de cette époque, auraient été conduits à l'établissement d'un quatrième Sénat : ce point ne présente donc au premier coup d'œil rien de répréhensible. — Mais voici l'article délicat.

Au Sénat judiciaire de Saint-Pétersbourg est jointe une première chambre (ou premier département), composée de tous les Ministres et de certains personnages du Con-

seil et du Sénat, qui retiendra le titre et aura véritablement les droits de *Sénat dirigeant*. Là se traiteront toutes les affaires ministérielles, de manière que cette section du Sénat sera véritablement le Ministre de l'Empereur, et que les Ministres ne seront, dans le fond, que les satellites du Sénat.

Au moyen de ce nouvel établissement, le Conseil d'État exerce le pouvoir législatif de l'Empereur, le Sénat dirigeant ou la Haute Chambre exerce son pouvoir exécutif, et le Sénat proprement dit exerce son pouvoir judiciaire.

Voilà donc les *trois pouvoirs*, si fameux de nos jours, soigneusement établis, distingués et circonscrits, du moins sur le papier ; mais je ne vois pas que la France et l'Europe aient jusqu'à présent de grandes obligations à Montesquieu pour avoir le premier tracé avec tant de prétention cette *carte géographique des pouvoirs*.

Lorsque Pierre le Grand établit le Sénat, il n'admit point l'appel au Souverain, mais seulement la *plainte* (ce qui vient à peu près à la *supplication italienne*) ; et il prononça la peine de mort contre celui qui, ayant porté sa plainte au Souverain, serait jugé l'avoir fait sans raison. Cette loi exagérée, et par conséquent nulle, n'a jamais fait mourir personne. Elle n'a produit qu'un véritable appel et une source interminable de chicanes ; car il avait enfin passé en maxime qu'une affaire contentieuse n'était réellement et irrévocablement décidée que par un ukase.

S'il y a une idée folle dans le monde, c'est celle de vouloir changer le Souverain en juge ; car s'il juge, il

n'a plus le temps de gouverner ; et s'il gouverne, il n'a plus le temps de juger, encore moins d'apprendre tout ce qu'il faudra savoir pour juger. L'appel au Souverain entraîne d'ailleurs de grands inconvénients, dont le moindre peut-être est de faire juger le grand nombre par le petit.

L'Empereur, frappé sans doute de ces inconvénients, a voulu se dépouiller légalement de ce droit, qui passait pour un apanage de l'*autocratie;* et il sera décidé par la nouvelle loi, que les jugements du Sénat rendus en troisième ressort, ne seront plus sujets à l'appel. Même je sais que la loi soumise aux discussions du Conseil portant que ces jugements seront censés rendus à l'avenir *avec l'autorité du gouvernement* (c'était la force de l'expression russe), un membre a trouvé l'expression inexacte, et a proposé (ce qui a été adopté) d'y substituer celle d'*autorité autocrate*. Mais je suis fort curieux de savoir si les traductions françaises porteront *autorité autocrate* ou *autorité impériale;* car ce mot d'*autocrate* est encore un de ces termes magiques qui ont beaucoup d'effet. En lui-même, il signifie : *Celui qui commande et n'est jamais commandé*, *celui dont la volonté fait plier toutes les autres*. Mais ce privilège appartient à la souveraineté en général. Cependant, l'usage et l'opinion universelle ont attaché à ce mot d'*autocratie* je ne sais quelle idée vague d'arbitraire et d'indépendance qui ne se trouve pas ailleurs.

De quelque façon qu'on se soit exprimé, je crains qu'il n'y ait ici une petite ignorance ou une singulière confession ; car si le Sénat ne jugeait pas précédemment

au nom et en vertu de l'autorité souveraine, quel était le pouvoir qu'il exerçait ? Et si, dans l'*autorité autocrate*, il y a quelque chose de plus que dans l'*autorité souveraine*, quel est donc ce nouveau pouvoir attribué au Sénat ? Ce n'est rien, ou c'est le droit de juger arbitrairement ; ce qui ne laisserait pas d'être assez joli.

Tous les pouvoirs résident dans le Souverain, et ne peuvent partir que de lui : même il les exercerait tous, si les limites de la force humaine le permettaient. Mais puisqu'elles s'y opposent, il est entendu au moins que tout se fait au nom du Souverain, et que tous ses officiers civils et militaires n'existent, ne parlent et n'agissent que par lui et pour lui. Telle est la véritable idée de la Monarchie.

On pourrait donc croire, au premier coup d'œil, que Sa Majesté Impériale ne fait en tout cela que se rapprocher des idées généralement reçues en Europe, et que les applaudissements qu'on lui doit pour ses nobles intentions ne doivent être mêlés d'aucune crainte. Je vous avoue cependant, Monsieur le Chevalier, que j'en ai beaucoup, et je les motive par les réflexions suivantes :

1° Il n'y a rien de si vrai que cette maxime de la jurisprudence romaine : *Expressa nocent, non expressa non nocent.* Il y a une grande quantité de choses vraies et justes, et qui cependant ne doivent point être dites, et encore moins écrites. Voulez-vous un exemple dans les petites choses ? Si l'on me demandait : *Un père de famille a-t-il le droit de décacheter les lettres de son fils ?* Je répondrais : *Sans doute !* Et je croirais blesser l'auto-

rité paternelle si je répondais autrement. Mais si vous veniez à me demander *in concreto*, comme on dit dans l'école : *Me conseillez-vous d'ouvrir cette lettre de mon fils, qui m'est suspecte ?* Je vous répondrais : *Papa, gardez-vous-en bien, car vous y auriez immensément à perdre, et très peu ou rien à gagner.* Voulez-vous maintenant un exemple dans les choses les plus graves ? Je le trouve précisément dans ce droit de juger, surtout au criminel : nos Rois ne jugent pas. Fort bien. J'emploierai volontiers l'expression de Pascal : « Les Rois ayant bien voulu *se départir...*, etc. » Il n'y a pas de mal du tout que les peuples tiennent ce privilège à titre de bienfait, et qu'ils le payent par celui de l'inviolabilité absolue, le plus grand que des hommes puissent accorder à un homme. Mais, dira-t-on, puisque cet état de choses est si bon, assurez-le-vous donc par une loi. Oh ! c'est une autre affaire ; je n'en suis plus, je me retire. L'inviolabilité n'est-elle pas bonne et sacrée ? Et cependant, quel peuple ou quel homme a jamais imaginé de faire une loi qui permette expressément au Prince de faire impunément tout ce qu'il voudra ? Le Souverain même repousserait cette loi, dont il se tiendrait justement offensé. J'en reviens donc à mon adage : *Expressa nocent, non expressa non nocent.* Que l'Empereur de Russie craigne le funeste droit de troubler les propriétés, et de mêler son nom à des bévues et même à des crimes ; qu'il prenne des mesures avec lui-même : en cela, je ne trouve que des sujets d'admiration ; mais qu'il fasse une loi pour arriver à ce but, c'est une autre question, et je me borne à souhaiter qu'il réussisse.

2° *Toute nation a le gouvernement qu'elle mérite.* De longues réflexions, et une longue expérience, payée bien cher, m'ont convaincu de cette vérité comme d'une proposition de mathématiques. Toute loi est donc inutile, et même funeste (quelque excellente qu'elle puisse être en elle-même), si la nation n'est pas digne de la loi et faite pour la loi.

Jadis le Czar de Géorgie sortait tous les matins *à cheval* pour rendre la justice : il parcourait lentement les rues de Tiflis. Les plaideurs arrivaient, et disaient leurs raisons. Le Czar donnait et faisait donner des coups de bâton à celui qui avait tort ou trop tort. Un Géorgien disait dernièrement, le plus sérieusement du monde, à mon frère, qui me l'a écrit : *Eh bien ! Monsieur, on a remarqué que ces Princes se trompaient très rarement.* Ils regrettent donc très sincèrement cette vieille justice de rue ; et quant à la nouvelle que les Russes leur ont portée, qui procède par forme, par délais, par écriture, ils ne peuvent pas la tolérer, ils en sont malades ; et qui leur rapporterait la *bâtonomie* leur ferait un plaisir infini. Il y a chez nos vieilles nations d'Europe mille finesses que je crois très fort au-dessus des Russes, du moins tels que je les connais dans ce moment. Le recours direct au Souverain (ou la plainte) est une idée enracinée dans le plus profond de leurs cœurs ; et même, pour l'honneur de la souveraineté, elle est plus ou moins naturelle à tous les hommes. Je ne crois pas que l'opinion publique puisse être violée sur ce point. Il n'était pas malaisé, ce semble, de trouver le moyen qui aurait tout sauvé, en donnant seulement à la *plainte*, lorsqu'elle

aurait été admise, la force de renvoyer la cause au *plenum* (ou Chambres assemblées, suivant notre style).

3° Mais, en passant sur toutes ces difficultés, il en reste une qui est la plus grande de toutes, et qui rentre un peu dans la précédente. Supposons ces lois aussi excellentes qu'on le voudra, où est la sanction? Et qui empêchera un autre Prince, ou le même, d'établir tout le contraire? Paul Ier n'avait-il pas établi la Loi Salique de la manière du monde la plus solennelle? Le lendemain, son fils l'a révoquée. J'ai été conduit, par mes réflexions sur ce sujet intéressant, à la découverte, que je crois incontestable, qu'aucune loi véritablement fondamentale et constitutionnelle ne peut être écrite, et que si elle est écrite, elle est nulle. Vous prendriez peut-être ceci pour un paradoxe, Monsieur le Chevalier, c'est cependant une vérité, et je l'ai appuyée, dans un écrit *ad hoc*, de tant de preuves logiques et historiques, que j'ai entièrement convaincu de fort bons esprits; mais tout cela est dans mon portefeuille (1).

Prenez la loi constitutionnelle la plus simple, par exemple celle de la succession à la couronne; je vous le demande: qui l'avait établie en France et parmi nous? Ce n'est pas le peuple: il n'y en a pas la moindre trace. Ce n'est pas non plus le Roi: il n'a cessé de la reconnaître et de lui rendre hommage, mais ce n'est pas lui qui l'a fondée; car s'il en était l'auteur, il aurait par là même le droit de l'abroger. Mais si elle n'a été établie

---

(1) *L'essai sur le principe générateur des Constitutions politiques,* qui a été publié depuis. (Tome Ier, p. 223.)

ni par le Souverain ni par le peuple, par qui l'a-t-elle été? Etc., etc.

Je me défie donc de toute loi constitutionnelle *écrite*.

Voici un autre danger. Lorsque le pouvoir politique ou représentant était disséminé dans les Sénats, ce pouvoir (très faible ou très modéré) avait le double avantage d'être moins visible, moins marquant, et par conséquent moins exposé à déplaire au Souverain, et de présenter, d'un côté, infiniment moins de prise à l'autorité égarée qui aurait voulu le détruire.

Mais à présent que tout ce pouvoir sera concentré dans une seule Chambre, qui nous promet qu'un Prince, tel qu'il y en a quelques-uns dans l'histoire de Russie, ne dira pas un jour : *Je suis bien aise que l'un de mes prédécesseurs ait renfermé tout le venin de la vipère dans la tête ; apportez-moi un couteau !* Alors, voilà des gens bien constitués !

Je me tranquillise beaucoup par ma maxime : *Toute nation a le gouvernement qu'elle mérite.* Tout me porte à croire que le Russe n'est pas susceptible d'un gouvernement organisé comme les nôtres, et que les essais philosophiques de Sa Majesté Impériale n'aboutiront qu'à replacer son peuple où il l'a trouvé, ce qui ne sera pas au fond un fort grand mal. Mais si la nation, venant à comprendre nos perfides nouveautés et à y prendre goût, concevait l'idée de résister à toute révocation ou altération de ce qu'elle appellerait *ses privilèges constitutionnels ;* si quelque Pougatschef d'Université venait à se mettre à la tête d'un parti ; si une fois le peuple était ébranlé, et commençait, au lieu des expéditions asia-

tiques, une révolution à l'européenne, je n'ai point d'expression pour vous dire ce qu'on pourrait craindre.

. . . . . *Bella, horrida bella !*
Et multo Nevam *spumantem sanguine cerno.*

Une chose est évidente, c'est que l'Empereur de Russie a honte de sa puissance et qu'il désire la légitimer en la soumettant à des lois. A Dieu ne plaise que je refuse à ses intentions le tribut de respect qui leur est dû : cependant il faut avouer qu'il badine avec le feu.

Les personnes les plus au fait des choses pensent que la guerre doit éclater de nouveau avant la fin de l'année. — Pas sitôt, à ce qu'il me semble ; mais, plus tôt ou plus tard, la guerre me paraît inévitable. Est-ce bien ? Est-ce mal ? Je n'en sais rien, mais j'ai assez parlé là-dessus. *Salutem ex inimicis nostris*, ou bien il n'y en a point. Pendant les conférences célèbres de l'Ile des Faisans, les Plénipotentiaires espagnols écrivaient à Madrid qu'ils étaient fort pressés par ceux de la France, et le Ministre espagnol répondait : *Ennuyez-les.* C'était bien dit ! L'idée de faire plier la France par une attaque décidée est une extravagance ; mais on peut fort bien l'*ennuyer*, et l'amener à faire justice elle-même. La guerre est déclarée directement à toute la souveraineté d'Europe, qui est toute déplacée et abaissée dans ce moment. Si la chose est sans remède, c'est une petite aventure de cinq ou six siècles, autant qu'il en a fallu pour l'établissement des monarchies actuelles à la place de l'Empire romain dûment pulvérisé et *balayé*, — autant qu'il en a fallu pour chasser totalement les Maures de

l'Espagne. Si nos anciennes et augustes races se relèvent, et surtout si les Bourbons, qui sont la clef de la voûte européenne, reprennent leur place, *bene erit*. Pour faire bien, il n'y a donc qu'à faire le contraire de ce qu'on a fait Il y a d'ailleurs, dans la révolution actuelle, quelque chose de particulier et de radical hors de toutes les règles générales, et qui ordonne au véritable observateur de s'attendre à des choses qu'on ne devrait point prévoir dans d'autres circonstances. Non seulement la souveraineté européenne est attaquée moralement par une puissance terrible qui ne dort jamais, mais elle s'est blessée elle-même matériellement. Un évêque l'a dit une fois au Roi de France ; mais les pompes arrivent trop souvent après l'incendie.

Si les hommes comprenaient la Révolution *aujourd'hui*, elle finirait *demain*.

324

† *A M. le Comte de Schulembourg.*

Saint-Pétersbourg, 26 septembre 1811.

Je n'aime pas trop, mon très cher et aimable Comte, ce qu'on appelle le *commercium epistolicum* ; rarement on a de part et d'autre le temps de s'y livrer : cette régularité, d'ailleurs, peut fatiguer, et de mauvais plaisants seraient capables de l'appeler le *devoir amical*. Cependant, Monsieur le Comte, il ne faut pas donner dans les extrémités ; et, par exemple, s'il m'arrive de répliquer

le 26 septembre 1811 à une *chère vôtre* du 20 juin 1810. Je ne crois pas qu'il y ait là de l'excès, ni que vous puissiez me trouver indiscret. Ce qui m'a mis en train, c'est l'aimable commission que m'a faite de votre part le Général de Warsdorff. J'attache, je vous l'assure, une très grande importance à votre souvenir ; et j'ai été si enchanté d'en recevoir les assurances, que j'ai exécuté sur-le-champ le projet qui était en permanence dans ma tête, depuis un temps infini, de vous décocher une de mes épîtres. Qu'est-ce donc que vous faites, cher Comte, et comment tuez-vous ce chien de temps qui nous tue? Comment vous trouvez-vous du séjour de Vienne ? On dit que les étrangers y vivent à merveille, et que les dames les trouvent extrêmement savoureux. Peut-on compter sur ces relations? Pinkerton n'en disant rien dans sa géographie, je m'en rapporterai volontiers à vous. Quant à moi, que vous dirai-je? Je suis toujours ce que vous avez vu, c'est-à-dire un grand pédant chez moi, et, dans le monde, aussi peu pédant qu'il m'est possible, lisant toujours du grec et du latin, et tâchant de ne pas oublier le français. Quant à l'allemand, je le lis toujours, comme vous avez vu, avec le bout du doigt, et essayant de disséquer les mots pour en connaître les éléments. Je suis surtout plein d'admiration pour certains monosyllabes magiques, jetés malicieusement au bout de la phrase, et qui modifient d'une manière tout à fait inattendue le verbe initial sur lequel on avait eu la bonhomie de compter. Quoi qu'il en soit, je ne désespère point d'avoir une idée claire de vos particules avant l'âge de quatre-vingts ans.

J'ai fort goûté ce projet d'Académie dont vous me parliez dans votre dernière lettre ; mais, hélas ! je ne dois plus faire de ces projets charmants. Mon sort est décidé : l'aimable espérance n'est plus faite pour moi. Son prisme charmant ne s'interpose plus entre mon œil et les objets. Je les vois tels qu'ils sont, couleur de sang et de fumée. Il y a dix ans que ma femme est veuve ; il y a dix ans que mes filles sont orphelines ; et cependant je vis, — à ce qu'on dit ; — mais on dit tant de choses fausses ! — Jamais cet état ne changera pour moi. Une fois, peut-être, j'aurai habité trente ou quarante ans sur la terre avec une fille que je ne connaîtrai pas. — Ah ! Napoléon, *mon cher ami*, que je te dois de bonheur ! Viens, que je t'embrasse ! — Que faire, mon très cher Comte ? Quel parti prendre ? Il n'y en a qu'un : faire bonne contenance et aller son train vers la place du supplice, avec quelque amis qui vous consolent en chemin. C'est sous cette charmante image que je me représente ma situation. Je mets toujours les livres au nombre de ces amis consolateurs ; mais l'honneur que je rends aux morts ne m'empêche pas d'apprécier les vivants, parmi lesquels vous tenez un rang si distingué, mon bon et aimable ami. Je me rappelle assez confusément ce que j'appelais à vingt-cinq ans *une conquête* ; mais j'ai une idée très claire de ce que ce mot signifie aujourd'hui pour moi. C'est l'acquisition d'un cœur noble et sensible comme le vôtre, mon cher Comte : il est de mon sexe, à la vérité ; mais je vous assure que cela ne gâte rien, et je puis bien voler une expression à Madame de Sévigné, pour vous assurer que je ne cesserai jamais

d'aimer votre amitié. Probablement vous ne me reverrez plus, le métier que nous faisons faisant diverger les hommes d'une étrange manière. N'importe ; je compte sur votre souvenir comme si je vivais à côté de vous, et moi je vous jure, foi d'Allobroge, que, etc... — Vous savez le reste.

Je vois que ce *poisson* dont vous vous êtes emparé vous trouble la conscience ; mais je vous le donne, mon frère, je vous le donne. Vivez en paix, et présentez-le partout comme si vous l'aviez pêché vous-même. Je sais bien une autre histoire presque aussi jolie ; mais je ne sais comment mes humeurs ne se trouvent pas assez en équilibre pour que je vous la conte. En vous écrivant, j'ai senti la tristesse qui montait sur la gaieté comme l'huile sur l'eau ; il faut la laisser tranquille. Bonjour mon cher Comte, bonjour ; ne m'oubliez pas. Je vous remercie, du fond de mon cœur, du tendre intérêt que vous m'accordez. Je vous embrasse mille fois.

325

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 31 octobre (12 novembre) 1811.

Sire,

Le 27 septembre (9 octobre), la Cour de Catherine II a pris fin par la mort du Comte Alexandre Strogonof,

Grand-Chambellan, Cordon bleu, Président de l'Académie des beaux-arts, etc., etc., mort à l'âge de 77 ans, après une courte maladie. Il laisse à peu près 600,000 roubles de rente et trois millions de dettes, des tableaux, des médailles, des curiosités de toute espèce, un mobilier inappréciable. Outre les invitations extraordinaires, il avait chaque dimanche quarante à cinquante personnes à table. Catherine II disait au Comte de Falkenstein, en lui présentant le Comte de Strogonof : *Monsieur le Comte, je vous présente le Comte de Strogonof, qui fait depuis quarante ans tout ce qu'il peut pour se ruiner sans pouvoir y réussir.* A la fin cependant il commençait à réussir, et il laisse beaucoup d'embarras à son fils unique, d'abord Sénateur, puis adjoint du Ministre de l'intérieur, puis Capitaine de Cosaques, puis, Colonel des Grenadiers du Corps, puis Aide-de-camp de S. M. I., et tout cela avant 36 ans. Je supplie très humblement Votre Majesté de se représenter un Président ou un Avocat général se montrant tout à coup à Elle, en uniforme de hussards, le sabre au poing. Ici, personne n'est surpris de ce spectacle, et si l'Eglise était de bonne compagnie, ils se feraient évêques pour se distraire.

J'étais reçu de la manière la plus aimable chez le Comte de Strogonof. Depuis que je suis ici, Sire, jamais il ne me vit entrer chez lui, sans une exclamation d'amitié : « Ah ! Mon cher ami ! » Et il m'embrassait de tout son cœur. Catherine, qui le connaissait, l'avait admis dans sa société la plus intime ; mais elle savait qu'il y a loin d'un homme aimable et même d'un homme aimé, à un homme d'Etat ; jamais elle ne lui permit de

mettre le pied dans les affaires. Vers le milieu du siècle dernier, il avait vécu longtemps à Paris où il avait fait une grande figure ; il y vécut longtemps dans la société des philosophes, dont il faisait de fort bons contes.

Il était grand protecteur des arts et des jeunes gens qui s'y consacraient, mais avec un grand fanatisme russe pour les talents nationaux ; du moins fanatisme extérieur, car, dans le fond, je crois qu'il savait fort bien à quoi s'en tenir. Son tic, sa passion, l'objet principal de ses pensées habituelles était l'église cathédrale de Notre-Dame de Casan, qu'on élève ici à grands frais depuis dix ans, au lieu d'une bicoque bâtie par Pierre Ier et dont tout village un peu huppé de Piémont aurait eu honte. L'Empereur actuel est le Salomon de ce temple, mais le David fut Paul Ier. Lorsqu'on lui demanda son goût et ses ordres, il répondit, à ce qu'on m'a assuré : « *Je veux un peu de Saint-Pierre et un peu de Sainte-Marie Majeure de Rome.* » Il serait difficile d'avoir plus de goût. On lui présenta plusieurs plans, et même il en signa un que je connais. Mais l'intrigue s'en mêla : le Comte de Strogonof se mit en avant avec un jeune architecte nommé Voranikin qui était attaché à sa personne et qui passe publiquement pour être son fils ; il écarta, je ne sais comment, les plans étrangers, et Voranikin fut chargé de l'ouvrage sous la direction de son protecteur, quoiqu'il n'eût jamais bâti une maison. Quel homme, et quel fou oserait, parmi nous, débuter par une basilique ? Ici encore, cela n'étonne point. Le Russe entreprend tout et ne s'embarrasse de rien. Le plan ayant été une fois arrêté, et l'exécution

commencée, Alexandre, par respect pour la mémoire de son père, n'a voulu entendre à aucune objection et l'ouvrage a été achevé. Le Comte de Strogonof y mettait un *impegno* inouï, il appelait cet ouvrage : *mon église*, et en effet elle était bien à lui. Un jour qu'il avait l'honneur d'avoir l'Empereur à dîner chez lui, il lui dit dans un moment d'enthousiasme : « Enfin, Sire, nous n'avons plus besoin de talents étrangers ; nous les possédons tous. » L'Empereur répondit : *Cela étant, donnez-moi du vin de Madère*, et il présenta son verre. Ce Prince se moque le plus sincèrement du monde de toutes ces sottises nationales, et c'est peut-être un mal qu'il ne soit pas assez Russe.

L'église, au reste, est un assemblage de solécismes contre l'architecture, et d'ailleurs elle est beaucoup trop petite pour une capitale telle que Saint-Pétersbourg ; mais elle frappe par la beauté des matériaux qui n'ont rien d'égal, et par quelques détails qui font honneur au talent russe.

Le jour que le pauvre Comte de Strogonof attendait depuis dix ans, arriva enfin le 15 (27) du mois de septembre dernier. Une pompeuse dédicace y rassembla un monde infini ; la Cour y vint. Le Comte de Strogonof présenta les clefs à l'Empereur qui lui remit le diplôme de Conseiller privé actuel de première classe. C'est le plus haut grade dans le civil, égal à celui des Maréchaux et très rare. Ordinairement le Chancelier seul en est revêtu. Alors il y en eut trois : le Comte de Roumantzof, le Prince Alexis Kourakin, à Paris, et le Comte de Strogonof ; mais ce dernier devait peu durer. Trois ou

quatre jours après la cérémonie, des coliques vinrent se joindre à une hernie qui le tourmentait habituellement, et d'abord on craignit pour sa vie. Il n'avait point de chambre à coucher dans son vaste hôtel, ni même de lit fixe. Il couchait à la manière des anciens Russes, sur un divan ou sur un petit lit de camp, qu'il faisait dresser ici ou là, suivant sa fantaisie. De la chambre où il s'était d'abord couché dans sa dernière maladie, il se fit transporter dans une chaise à roulettes jusque dans sa galerie de tableaux, attenante à sa bibliothèque ; c'est une pièce immense, magnifiquement décorée, et où il recevait habituellement ; en arrivant, il alla visiter un tableau qu'un de ses jeunes gens copiait, et il en dit son avis. Sa conversation était toujours la même. Il se faisait lire diverses choses, un jour entre autres le voyage d'Anacharsis. Le 26 octobre, il pria le gouverneur de son fils, qui est Français, et un de ses amis nommé Morawief de lui chanter quelque chose. Ils s'approchèrent d'un clavecin et chantèrent une romance à deux voix. Ils ne furent pas peu surpris de s'entendre applaudir par le malade, qui battait des mains comme en pleine santé. Peu de moments après, il appela M. Morawief, et lui serra la main en lui disant : *Nei giorni tuoi felici ricordati di mè.* Puis il dit à son secrétaire de confiance : *Ne me quittez pas, car demain est un grand jour pour moi, il faut que vous soyez toujours près, pour envoyer chercher les prêtres lorsque je vous le dirai.* De grand matin, le 27, il les envoya chercher ; ils arrivèrent, il se mit sur son séant, et lut lui-même toutes les prières des mourants. Il reçut les sacrements ; il fit

appeler son fils et sa belle-fille, les bénit, les embrassa tendrement et les congédia expressément, voulant être dès ce moment tout à lui-même. A une heure après-midi, il passa tranquillement. Cette mort a paru superbe et peu s'en faut qu'on ait canonisé le saint homme. Madame de Narischkin, sa nièce, femme du Grand-Maître des Cérémonies, me disait avec un sang-froid admirable : *Ah! Quelle mort, Monsieur le Comte, on peut bien dire qu'il est mort comme il a vécu.* Votre Majesté remarquera qu'à son âge il entretenait une pauvre petite fille allemande que tout le monde connaît. Voilà encore, Sire, comment sont faits les Russes. Ils croient que le geste d'un Pope efface les péchés comme le savon efface les souillures matérielles, par une opération purement mécanique, qu'en tout cela le *linge sale* est purement passif, et qu'il lui suffit de laisser faire. Il n'y a de viril chez le Russe que la baïonnette : tout le reste est enfant.

Les funérailles du Comte Strogonof ont coûté 30,000 roubles. Il est demeuré exposé pendant six jours dans une chapelle ardente qu'on avait dressée au milieu de son grand salon à manger, où il m'avait dit tant de folies. Presque tous les jours, je me suis rendu à l'office qu'on célébrait soir et matin devant le corps. Je devais cette attention à la manière dont je suis traité dans cette maison.

La coutume est, dans ce pays, que le jour des funérailles on se rend chez le mort et on l'accompagne jusqu'au lieu de la sépulture. On suit généralement en voiture ; la politesse est de suivre à pied et chapeau bas,

mais les parents seuls et les amis particuliers s'imposent cette corvée. Les proches parents et les fils, s'il y en a, sont à la tête de ce triste cortège. De l'Hôtel Strogonof au couvent de Newski, où sont les sépultures de la noblesse, il y a trois ou quatre verstes. C'est une promenade d'une heure et demie, au pas de procession, le long de la Grande Perspective de Newski. Quoique le temps fût assez mauvais, il y avait certainement plus de cinquante personnes à pied ; j'étais du nombre, et je ne pouvais pas m'en dispenser ; car lorsque je me présentai, le soir de la mort, chez la Princesse Galitzin Waldemar, belle-mère du fils, chez qui il s'était retiré avec sa femme, croyant y laisser seulement mon billet d'étiquette, je fus reçu, à mon grand étonnement, et le Comte Grégoire Orlof, qui était chargé de toutes les cérémonies comme proche parent, me dit que j'étais excepté à la porte, *n'étant point considéré comme étranger ;* ce qui est une grande déclaration russe, Sire ; car malgré l'hospitalit dont Votre Majesté entend parler (et qui est réellement grande), le Russe a cependant toujours une certaine crainte de l'étranger, et dans toutes les occasions où il est extrêmement gai ou extrêmement triste, il ne le reçoit plus.

Contre la coutume générale, le service funèbre ne s'est point fait dans l'Eglise de Newski, mais dans celle de Casan ; le Comte l'avait demandé, et l'Empereur (qui est le Pape) y a consenti. La nouvelle Eglise étant sur le chemin de l'autre, le convoi n'a point été détourné. Pendant le service, le mort est exposé à découvert, et dans ses plus beaux habits, sur une estrade élevée de

plusieurs gradins. Quatre piliers portent au-dessus un magnifique poèle en velours cramoisi chargé d'ornements en or, car l'église grecque n'emploie point de couleurs lugubres dans les funérailles, et je me chargerais volontiers de justifier cette coutume. Après le service et avant que le corps soit couvert pour être emporté à la sépulture, les parents, à commencer par les plus proches, et ensuite les amis montent à l'estrade, et vont baiser la main ou la poitrine du mort, cela s'apppelle *prendre congé*, et c'est une cérémonie extrêmement touchante ; après quoi on couvre le cercueil et tout est dit. J'ai donc été avec un très petit nombre de personnes *prendre congé* du pauvre Comte. Je ne crois pas que semblable chose soit jamais arrivée à un Ministre étranger ; le Comte Litta a rendu le même devoir au mort ; mais il est Russe, mari d'une Russe et Grand-Maître de la Cour : c'est bien différent. Ma règle sur ce point, Sire, est de ne jamais précéder l'opinion, mais de la suivre toujours.

Je ne crois pas que jamais les obsèques d'un particulier aient été honorées d'une telle foule. Toute l'immense Perspective de Newski était couverte de monde, et quelques personnes m'ont dit qu'il y en avait moins aux funérailles de Catherine II. Il était bon, populaire, et il faisait une grande dépense. En lui finit ce qu'on appelle la *vieille Cour* et l'antique représentation russe. Son nom cependant n'appartient point aux anciennes souches, et il ne soutiendrait pas nos preuves ordinaires ; mais dans ce pays, deux mots font tout : *Terres et Grades*. Ajoutons de grandes alliances et l'usage

magnifique d'une fortune immense : il n'y manquait rien.

L'Empereur et l'Impératrice régnante sont venus, pendant l'exposition, saluer le corps et assister aux prières, mais non pas ensemble.

L'Empereur n'est venu qu'au moment même où le convoi allait partir ; l'Impératrice avait précédé de deux ou trois jours. Cette simple visite n'a rien d'extraordinaire ici ; mais, si je ne me trompe beaucoup, la famille espérait que l'Empereur accompagnerait le cercueil jusqu'à l'Eglise de Casan, en quoi elle s'est trompée. On peut avoir plus d'un avis sur ce point ; mais, pour moi, je crois que l'Empereur a refusé cet honneur à un homme qui n'était *que* grand seigneur. Ses idées qui me sont parfaitement connues, et ce qu'il a fait dans d'autres occasions, ne me laissent presque aucun doute à cet égard.

On a débité, depuis, qu'au moment où le cercueil descendait l'escalier de l'Hôtel Strogonof, on avait vu une poule blanche qui s'était jetée sur le lit funèbre, et que cette poule était l'âme du Comte, qu'elle avait reparu ensuite au cimetière de Newski, mais que tout à coup elle s'était changée en un grand et magnifique papillon, qui avait même voltigé beaucoup autour de ma tête, au point que j'avais été obligé de le chasser. On m'a demandé dans le monde si cela était vrai, en riant, comme Votre Majesté l'imagine assez, mais peut-être en croyant un peu, car il y a encore beaucoup de superstition dans ce pays. J'ai répondu que j'étais sûr de n'avoir pas vu de poule, mais qu'à l'égard des papillons je n'affirmais rien, à cause de l'extrême facilité de pren-

dre une chose pour l'autre au milieu de tant de dames.

Ces détails appartenant aux mœurs et coutumes du pays où Votre Majesté m'a envoyé et aussi un peu à la considération qu'on m'y accorde, je ne les ai pas crus au-dessous de Votre Majesté puisque j'ai l'honneur de l'y représenter.

En parlant, il y a quelque temps, avec un personnage du Conseil qui voit très particulièrement S. M. I., je lui dis sur ce pays des choses qui le frappèrent ; il me pria de les écrire et de les lui donner. J'ai écrit un Mémoire assez considérable dans lequel j'envisage la Russie sous le triple rapport de la religion, de la science et de la liberté ; mais je ne l'ai point encore communiqué. Pendant que je l'écrivais, on a mis sur le tapis une question bien intéressante pour la Russie. L'existence des Jésuites est, ici comme ailleurs, un objet d'horreur pour les illuminés. Un fameux révolutionnaire français a déclaré que la Révolution française n'était pas possible tant que cet ordre subsisterait, et rien en effet n'était plus vrai. Une des bizarreries des plus singulières de l'univers ayant porté et continué cet Ordre ici, les *renverseurs* n'ont pas manqué de l'attaquer. D'abord ils ont employé l'arme qui a réussi ailleurs ; ils les ont présentés comme dangereux pour le gouvernement. L'Empereur était d'abord assez imbu de ces idées ; mais certains hommes d'Etat lui ayant soutenu que la Souveraineté, au contraire, n'avait pas dans ce moment d'armes plus fortes pour se défendre, il s'est défait de ses premières idées, ou du moins elles ont perdu presque toute leur force. Alors les illuminés

s'y sont pris autrement, mais d'une manière très adroite; ils ont tenté de soumettre les écoles des Jésuites à la direction des Universités ; ils suivent cette idée avec une constance imperturbable. L'Empereur se trouvait gêné par le texte de ces lois (à ce qu'il croyait du moins) qui donnent la suprématie de l'enseignement aux nouvelles Universités. Il disait donc au Ministre de l'enseignement public : *Protégez-les* (les Jésuites), mais il n'osait pas décider la question ; de manière que les Universités, profitant de ce silence, revenaient toujours à la charge, et leurs députés se présentaient constamment pour visiter les écoles, influer sur l'enseignement, changer les livres, etc,

Après une longue lutte, les Jésuites ont demande qu'on leur donnât aussi à eux, ou qu'on leur rendit une de ces Universités telles qu'ils en avaient jadis en Pologne. Cette demande était agitée depuis longtemps, lorsque enfin l'Empereur l'a renvoyée au comité des Ministres. Dans ce moment, j'ai dit à ce personnage dont j'avais l'honneur de parler à Votre Majesté : *Voulez-vous que je détache du grand Mémoire que j'écris quelques idées qui se rapportent à la question présente?* Il accepta avec grand plaisir ; bientôt je les lui communiquai, et, peu de jours après, il me demanda la permission de les communiquer à son tour à l'Empereur. Je lui fis les objections convenables sur ce qu'il ne me convenait pas de me mêler des affaires du pays, etc. Mais il répondit à tout en me disant qu'il en faisait son affaire personnelle. En effet il en a parlé à S. M. I. qui a voulu lire le Mémoire. Alors le Ministre a dit : « Sire,

il n'a travaillé que pour moi et à ma prière, il ne voudrait pas avoir l'air de se mêler de ce qui ne le concerne pas. » — *Il ne doit pas craindre*, a dit l'Empereur : *je sais qu'il pense bien et que d'ailleurs il nous est attaché* (jamais *moi*, toujours *nous*). De cette façon, Sire, j'opterai dans le comité des Ministres. Si j'avais des secrétaires, je n'aurais pas manqué d'envoyer à Votre Majesté les copies de différents ouvrages que j'ai été dans le cas de faire ici : mais ce double travail passe de bien loin mes forces. Pour tenir au monde et aux affaires, je ne crois pas que je dorme quatre heures sur les vingt-quatre. Tantôt il me semble que je fais beaucoup, et tantôt il me semble que je ne fais rien. J'ai des moments bien agréables, puisque rien ne l'est davantage que la bienveillance universelle ; mais j'en ai de si amers qu'il me semble quelquefois que mon cœur va se fendre.

Il est des instants où il me semble qu'il fallait absolument que je vinsse ici ; ensuite je me réfute moi-même, et il me semble que je suis bien convaincu ; mais il arrive de nouvelles choses et la première idée revient. Quand je songe à l'inconcevable destinée qui m'a envoyé ici, peut-être contre l'inclination de Votre Majesté (qui sait, Sire ?), mais certainement contre la mienne, quand je me rappelle l'épouvantable état où je me suis trouvé ici, sans aucune expérience des grandes villes et du caractère national, sans une lettre de recommandation, au sein du dénuement le plus désespérant, montré à deux cent mille regards comme un être *jeté* et même *exposé*, mon sang se glace encore après

dix ans ; mais quand je songe que je me suis tiré de cet abîme d'embarras et d'humiliation sans m'avilir, et même sans manquer le moins du monde à Votre Majesté, il me semble voir quelque chose de miraculeux dans mon sort. Aujourd'hui encore je n'y comprends rien, j'avance sans savoir comment ; je n'ai qu'à me louer de tout le monde, et j'espère de mon côté que personne ne se plaint de moi. En défendant ici les Jésuites, je ne sais pas du tout ce que Votre Majesté en pense ; mais précisément parce que je n'en sais rien, il me semble que rien ne m'empêche de soutenir en conscience, et très loin de chez Elle, les amis et les instituteurs de ma jeunesse. Je ne manquerai pas de faire connaître l'événement à Votre Majesté : la question se traite en ce moment.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, etc.

326

Au Même.

28 janvier (9 février) 1812.

Sire,

Le collège des Jésuites de Polock vient d'être érigé en Académie avec tous les privilèges des Universités de l'Empire, dans une indépendance absolue de ces dernières ; c'est une assez belle victoire remportée sur le

mauvais principe, car je ne connais pas d'institution plus monarchique et plus forte que celle des Jésuites. La conservation de cet Ordre célèbre à Saint-Pétersbourg, à Londres et à Baltimore, dans l'Amérique protestante, est un singulier phénomène ; il me rappelle la lettre de Frédéric II à Voltaire, du 18 novembre 1777 (*Œuvres de Voltaire*, in-8°, tom. 89, p. 248) : « *Ganganelli me laisse mes chers Jésuites : j'en conserverai la précieuse graine pour en fournir à ceux qui voudront cultiver chez eux une plante si rare.* » A la fin, cependant, Paris lui arracha la permission de laisser publier la bulle accordée à la même influence. Je doute cependant que l'Empereur ait agi en cela sans avoir à surmonter quelques répugnances de jeunesse et d'éducation, mais il est très capable d'agir par raison contre ses inclinations. Il l'est même de surmonter une répugnance personnelle, et c'est un très beau côté de ce caractère.

Il paraît, Sire, que nous touchons à une rupture. Les préparatifs sont immenses. Sa Majesté Impériale paye en ce moment 900,000 hommes, et près de 600,000 sont en activité. C'est trop pour les forces de l'Empire ; mais comment se tirer de là ? Louis XIV avait déjà mis toutes les nations dans un état exagéré ; Napoléon a porté le mal au comble en faisant battre les nations au lieu des armées. Qui ne ferait pas comme les autres serait victime. Que faire, Sire ? Il faudrait des économies cruelles ; mais par où commencer ? C'est encore un autre problème bien difficile. Ces états forcés ne finissent guère que par des révolutions qui en sont la suite.

Les fonds extraordinaires disponibles pour le service

de l'année 1812, ou, en d'autres termes, *le déficit* me paraît excéder 100 millions de roubles. Il faudrait donc de nouveaux impôts, puisqu'on a promis de ne plus faire de billets. Mais cette promesse, comme tant d'autres, dépend en dernier ressort de *Sa Majesté la Nécessité*. Il y a eu beaucoup de débats dans le Conseil au sujet de ces impôts. L'Amiral, avec qui je suis fort lié et dont j'ai eu l'honneur de parler souvent à Votre Majesté, passe pour avoir fait de grandes difficultés contre les nouveaux impôts. Je lui ai dit franchement que, si l'on avait dit vrai, il serait sorti de son rôle, vu qu'ayant l'honneur d'être attaché à la personne de l'Empereur d'une manière si honorable, il devait ne jamais discuter en public, et réserver ses bons avis pour le tête-à-tête. Il a regardé son feu sans me répondre, et c'est ce qu'il devait faire ; mais je crois bien que cela veut dire : *Vous avez raison*. J'en reviens toujours, Sire, à mon fatal : *Que faire ?*

Je ne me répandrai point en prophéties inutiles sur la guerre qui se prépare, j'ai assez eu l'honneur de répéter à Votre Majesté les raisons qui m'épouvantent, et je ne les ai pas toutes dites. Ce qui se passe en Espagne prouve bien la vérité de ce que j'ai tant répété dans mes dépêches : *Que les excès des hommes ne se corrigent que par des excès contraires, et qu'il n'y a rien qui puisse tirer un gouvernement légitime et régulier agissant par les règles ordinaires, qui puisse, dis-je, le tirer du tourbillon révolutionnaire et le sauver par lui-même.*

Il n'est pas possible d'imaginer seulement que Sa Majesté Catholique aurait pu livrer soixante-cinq com-

bats et perdre chez elle dix batailles rangées sans perdre courage. Il y a plus de deux ans qu'Elle aurait signé une alliance avec la France et épousé une *Princesse française*. Les têtes exaltées qui agissent aujourd'hui en Espagne, et qui ne pensent non plus à rétablir la monarchie telle qu'elle était qu'à se faire Turcs (chose que j'ai eu l'honneur aussi d'annoncer à Votre Majesté dès l'origine), donnent dans des excès qui sont cependant *bons*, comme le sublimé corrosif est *bon* pour chasser un autre venin terrible. La guerre participe à cette loi générale. Il faut, pour réussir, qu'elle se fasse dans ce moment d'une manière révolutionnaire ; j'entends, Sire, jusqu'à un certain point, et autant qu'il le faut pour jouer à égalité. Tant qu'il y aura d'ailleurs un certain nom dans l'armée, ou tant qu'il influencera l'armée russe, aucun observateur ne pourra présager des succès à Sa Majesté Impériale. Mais à cela il n'y a pas de remède. Sa Majesté étant instruite de tout cela, je n'ajoute rien. Il y a deux chances pour nous : 1° Que les Français, las de cette effusion de sang interminable, se défassent du guerrier pour se défaire de la guerre ; 2° que la perte d'une bataille tue le charme qui fait sa force.

Mais ces présomptions sont très faibles tant qu'on ne fera la guerre qu'à la France au lieu de la faire à Napoléon personnellement.

Tous les yeux sont tournés sur l'Autriche ; tout le monde dit : Que fera-t-elle ? S'il fallait absolument répondre, je dirais : *Ce qu'elle ne croit pas.* Votre Majesté s'impatientera peut-être de ces présages sinistres qui ne

m'ont jamais abandonné. Je finis donc en l'assurant que si le *grand Napoléon* doit établir une dynastie légitime et durable, je renonce de tout mon cœur à ma qualité d'être raisonnable. Mais je ne vois encore aucun signe de changement heureux.

Je supplie Votre Majesté d'agréer le très profond respect, etc.

P. S. — Les lettres parties de la Secrétairerie d'Etat de Votre Majesté, le 20 juillet 1810 me sont arrivées il y a trois jours. Cela est désespérant.

327

Au Même.

2 (14) février 1812.

Sire,

Mon numéro précédent pouvant absolument être lu ici, je n'y ai inséré que ce que j'aurais voulu faire lire. Je prends la liberté d'ajouter ici quelques mots. Votre Majesté a sans doute reçu le Mémoire que j'ai eu l'honneur de lui adresser et qui roulait sur le projet d'une Académie ou Université catholique à Polock. L'Empereur se l'étant fait lire mot à mot l'approuva, et quelque temps après, il s'approcha de moi à la Cour et me dit : « *Vous m'avez fait lire quelque chose qui m'a fait beau-*

coup de plaisir. » Précédemment il avait dit au Ministre : « *Dites-lui qu'il écrive le reste* » (ce qui est annoncé dans le Mémoire). Je l'ai fait, Sire, et c'est un ouvrage considérable, intitulé : *Quatre chapitres sur la Russie.* 1° la liberté ; 2° la science ; 3° la religion ; 4° l'illuminisme. Deux de ces chapitres ont été copiés par un prêtre de toute confiance, et les deux autres l'ont été par le Ministre lui-même (le Prince Alexandre Galitzin) ; ils ne sont point encore réunis. Si je pouvais disposer d'un copiste, je me ferais un devoir bien précieux d'en présenter une copie à Votre Majesté, mais l'ouvrage passe mes forces, et d'ailleurs comment trouverais-je une occasion ? En attendant, ma position ici n'est pas commune: je suis fort accueilli par le Maître, quoique d'une manière très cachée. La France ne me fait point de mal, et peut-être ne m'en veut point. Je ne vois cependant ni elle ni les siens. D'un autre côté, l'Empereur connaissant et ayant même lu ma déclaration *que tant que la Maison de Savoie serait nommée en Europe* (ce qui, je l'espère, Sire, aura toujours lieu) *et qu'elle jugerait à propos de se servir de moi, jamais je n'aurais à demander à l'Empereur que sa précieuse estime et la permission de mourir chez lui,* il ne saurait même avoir l'idée de quelque projet ambitieux de ma part ; ainsi, de ce côté, je suis fort tranquille.

Votre Majesté a sans doute reçu dans le temps les lettres où j'ai eu l'honneur de l'informer de cette somme d'environ 400 louis qui lui fut restituée en Savoie. Comme on croyait toucher à la guerre, je fis venir ici cet argent, et Votre Majesté aura sans doute compris pour-

quoi j'attendais une lettre d'Elle avant de l'envoyer à Rome. La lettre de M. le Chevalier de Rossi, du 20 juillet 1810, arrivée seulement il y a quelques jours, ne me laissant aucun doute, j'expédierai la somme par le premier envoi, qui aura lieu dans deux mois. Votre Majesté m'a refusé la satisfaction de me faire savoir si Elle a approuvé la liberté que j'avais prise de détacher 500 francs de cette somme pour l'église catholique de Genève, suivant la demande contenue dans la lettre du curé, que j'eus aussi l'honneur de transmettre dans le temps à Votre Majesté. Je dois donc croire que j'ai mal fait ; c'est ce qui m'arrive toujours, et je ne cesserai de déplorer très inutilement cette malédiction.

On parle publiquement dans ce moment d'une déclaration hostile de la Suède contre la France. M. le Comte de Front la fera probablement connaître avant moi à Votre Majesté. Le *Prince royal* peut faire beaucoup de mal à la France. La paix avec la Turquie semble s'éloigner toujours ; on n'y comprend rien. Il paraît (malgré le secret le plus profond) que la Servie forme la grande difficulté. Mais c'est Napoléon qui attise le feu et anime l'orgueil ottoman. Cette guerre immorale coûte cher à la Russie, et l'opinion universelle la réprouve. Je ne crois pas que tout espoir de paix soit encore perdu. Il me semble avoir eu l'honneur de dire plus d'une fois à Votre Majesté que depuis la bataille de Marengo jusqu'à celle de Friedland on n'a cessé de dire *c'est fini;* cependant ce n'est jamais fini, et si en ce moment la Russie, l'Angleterre, la Suède, la Turquie et la Prusse se réunissaient, elles donneraient encore beaucoup à faire à

Napoléon, d'autant qu'une seule bataille bien perdue pourrait le perdre. Il est vrai qu'on ne met à cela aucune véritable science; mais lorsque Votre Majesté est mécontente de certains Cabinets, Elle doit penser qu'une révolution serait impossible si chacun faisait ce qu'il doit pour l'empêcher ; ce serait le *oui* et le *non*. Ce qui s'opère en ce moment dans l'univers exige d'ailleurs beaucoup de temps, mais il faut toujours se tenir aux principes et attendre le moment de la sagesse qui sera celui du changement. Mon désir ardent serait que, de quelque manière, Votre Majesté trouvât une position même temporaire plus digne d'Elle. Si la guerre commence, Elle pourra aisément prévoir comment elle finira en voyant sur quels principes on l'aura commencée, quels hommes seront employés, et surtout de quelle manière en aura concentré le pouvoir militaire.

Je fais les vœux les plus ardents pour que les événements soient tels que nous les désirons, et je mets de nouveau aux pieds de Votre Majesté l'hommage du très profond respect avec lequel je suis, etc.

ADDITION A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

3 (15) février 1812. — Il ne paraît pas, Sire, qu'on puisse douter de la guerre. Je n'ai pas lu la déclaration de la Suède, mais un ami vient de me la réciter d'après un Ministre qui la tenait du Chancelier même. Elle porte en propres termes l'*intimation à l'Empereur de France d'évacuer la Poméranie dans un espace de temps assez court, à défaut de quoi le Roi de Suède fer-*

mera tous ses ports aux Français, confisquera toutes les propriétés françaises et déclarera nulles toutes les dettes contractées par la Suède envers les villes et pays possédés par Napoléon. Votre Majesté admirera ici l'incroyable bizarrerie des événements : un Roi légitime perd son trône pour s'être obstiné à soutenir, contre toutes les règles de la prudence, une guerre contre la France, et son successeur (quel successeur !) la déclare lui-même. Mais il a la Russie pour lui, et la Suède est une île lorsque la Russie est pour elle. Si l'homme appelé à cette place, en Suède, d'une manière aussi inconcevable passe jamais sur le continent pour y combattre son ancien Maître, celui-ci n'aura pas de plus grand et de plus dangereux ennemi. Je ne sais, Sire, ce que fera cet homme, mais je sais bien qu'il a ce qu'il faut pour faire beaucoup, car il faut cependant une assez forte dose de mérite pour avoir conquis l'opinion comme il l'a fait en Suède. S'il venait à faire *une bonne trouée de sergent,* les Souverains pourraient s'y jeter et passer, comme dans les mains du brodeur une aiguille de fer fait passer un fil d'or qui demeure en place, tandis que le chétif instrument devient inutile. Je souhaite que la comparaison soit exacte jusqu'au bout, car il ne peut pas être bon et il n'est nullement probable que ce personnage commence une race royale en Suède.

Le Danemark risque beaucoup, car il me paraît difficile que la Norwège ne soit pas conquise pour remplacer la Finlande.

Cette cruelle suspension avec la Turquie ne serait-elle point le résultat de nouvelles combinaisons ? Qui sait ce

que la Russie et l'Angleterre ont pu lui proposer et lui offrir? Je l'aurais imaginé; d'autres, à plus forte raison, ont pu le voir. Voici encore un moment bien solennel.

Je mets de nouveau mon très profond respect aux pieds de Votre Majesté.

328

Au Même.

5 (17) février 1812.

SIRE,

Je viens de lire la fameuse déclaration, faite seulement à M. de Cabre, Chargé d'affaires de France à Stockholm, par le Ministre des Affaires Etrangères, le 1er de ce mois, (n. s.). L'ayant fait appeler chez lui, ce Ministre lui a dit que si l'occupation de la Poméranie n'était qu'un malentendu, il serait sur le champ expliqué et réparé; mais que si elle était hostile (ce qui a été formellement reconnu et déclaré par la France) elle donnerait à la Suède des avantages qu'elle n'avait pas osé espérer: « 1° Les engagements onéreux qu'elle « avait contractés envers la France cessaient dès ce « moment; 2° le commerce de la Suède regagnait son « ancienne étendue; 3° les dettes de la couronne de « Suède, toutes contractées avec les sujets de l'Empire « français ACTUEL, se trouveraient éteintes; 4° la flotte « Anglaise n'empêcherait plus nos bâtiments armés de

« faire justice des pirates sous pavillon français ; 5° les « offres avantageuses faites à la Suède et rejetées hau- « tement par la loyauté du Roi ne manqueront pas « d'être acceptées. » Le Suède, ajouta le Ministre, attendait avec tranquillité d'être tirée de l'incertitude où elle se trouvait et *qui l'inquiétait d'autant moins qu'elle ne pouvait durer que peu de jours.* M. de Cabre, interrogé s'il avait des instructions, ayant répondu négativement, Votre Majesté voit que la rupture est presque déclarée. Tout ceci a été remis au Baron de Nicolaï, Chargé d'affaires de Sa Majesté à Stockholm, et tout de suite le Comte de Lowenhielm, Aide de camp général et Chambellan du Roi, a été dépêché ici, avec des lettres du Roi et du Prince Royal pour Sa Majesté Impériale. On voit clairement que les deux Cours agissent de concert, et c'est encore une de ces choses, Sire, qui font presque repentir d'avoir pensé, et qui en dégoûtent pour l'avenir.

L'inconcevable étoile de Napoléon a voulu que, dans ce moment précis où l'opinion a tant besoin de secours, la nouvelle du désastre de Valence arrive à point nommé pour hausser ses actions. J'en ai été étourdi, mais non découragé. L'esprit qui exalte cette nation la soutiendra encore, j'ose l'espérer, surtout si elle apprend que la guerre s'est rallumée dans le Nord, ce qui paraît inévitable. Les exagérations qu'on a pu reprocher aux Espagnols, loin d'être un mal, sont un bien au moins relatif, et quoique l'esprit révolutionnaire les domine jusqu'à un point assez considérable, il laisse cependant toujours apercevoir un certain élément moral et logi-

que, bien étranger au délire français. Que Dieu les bénisse donc! Les exagérations, les erreurs finiront, la vérité et le bon droit demeureront en place.

Napoléon a décerné les honneurs de la médiation à Sa Majesté le Roi de Prusse. Un officier général est arrivé ici pour en faire connaître les conditions, dont la première est la clôture absolue de tous les ports de Sa Majesté Impériale. On ne saurait rien imaginer de si insultant, et je doute que l'Empereur plie, à moins que les nouvelles d'Espagne ne le découragent, ce que je ne crois pas. En attendant, Sire, ce pays souffre à l'excès. Il est misérable au sein des richesses. Rien ne se vend. On avait déjà été obligé de suspendre pour une année, en Livonie, tout payement de dettes, mesure désespérée accordée au manque absolu de numéraire, et qui vient d'être continuée encore pour une année. Au milieu de cette détresse tombera, demain ou après demain, comme une bombe, le nouvel impôt extraordinaire de 100 millions de roubles. Le préambule déplaira fort, en ce qu'il motive l'impôt sur le désir d'éteindre la dette de l'Etat, tandis que le véritable motif est connu de tout le monde. Il peut se faire que la guerre, en ouvrant les ports, donne au peuple quelque consolation et la force de soutenir cet impôt, qui sera en grande partie rendu inutile pour le Souverain, puisqu'il payera tout plus cher, depuis la chandelle qui brûle dans ses cuisines jusqu'au panache qui flotte sur son chapeau. Tel est l'état des choses, Sire, au moment où je livre cette dépêche.

M. le Comte de Front m'a souvent témoigné que mes

lettres coûtent beaucoup à Votre Majesté ; je ne sais pas trop comment faire, car Elle m'a fait entendre plus d'une fois de son côté qu'Elle veut que j'écrive, et je n'ai plus d'autre voie que celle d'Angleterre. J'ai proposé à M. le Comte de Front la voie de Sicile, comme plus économique, et je l'ai autorisé aussi à brûler mes lettres toutes les fois que je ne les lui adresserais point comme essentielles. Je prie Votre Majesté de l'y autoriser aussi, en attendant qu'Elle m'ait fait savoir de ne pas écrire par cette voie, si telle est sa volonté. C'est bien sincèrement, Sire, que je n'attache nulle importance à mes lettres, et c'est avec la même sincérité que je désire que Votre Majesté en juge de même et me dispense d'écrire. Il n'y a certainement ici aucune manière de parler, car Votre Majesté sait assez que pour aucune raison je n'emploie les détours. Mais jusqu'à ce qu'Elle m'ait fait parvenir ses ordres sur ce point, il me semble que mon obligation d'écrire subsiste toujours.

Je suis, etc.

329

A. M. le Chevalier de Rossi.

19 février (2 mars) 1812.

Monsieur le Chevalier,

Je vous prie de vouloir bien faire part à Sa Majesté du prochain mariage de mon frère, Colonel dans l'Etat

général de l'armée à la suite de Sa Majesté Impériale, avec Mlle Zagriatsky, Demoiselle d'honneur de Leurs Majestés Impériales. C'est une personne du plus grand mérite et de la plus grande distinction. Sa Majesté Impériale a daigné donner à ce mariage une approbation qui ajoute beaucoup à la satisfaction de ma famille. Le Grand Maréchal de la Cour est venu voir Mlle Zagriatsky dans l'appartement qu'elle occupe au palais, et lui a fait part qu'en témoignage de l'approbation que l'Empereur donnait à ce mariage, il daignait convertir pour elle en pension viagère la somme de 3,000 roubles que les demoiselles d'honneur reçoivent annuellement pour leur entretien, et qu'on nomme *argent de table*. Il lui a promis de plus qu'à la première occasion Sa Majesté Impériale daignerait encore approcher mon frère de sa personne en le nommant son aide de camp. Enfin, Monsieur le Chevalier, il a couronné ses bontés et mis le comble à notre joie en décidant que les garçons qui pourraient provenir de ce mariage seront élevés dans la religion catholique, bienfait insigne que je place au-dessus de tous les autres et sans lequel ce mariage, s'il s'était fait, n'aurait été pour nous qu'une source de désagréments. Tout mon chagrin est de ne pouvoir suspendre la célébration jusqu'au moment où nous aurions pu recevoir l'approbation de Sa Majesté. Mais vous voyez l'état des choses : vos lettres de la fin de juillet 1810 me sont parvenues en 1812 : des circonstances inouïes forcent la main à chaque instant et se moquent de nos inclinations. Ayant très peu de temps et beaucoup d'affaires, je vous prie, Monsieur le Che-

valier, de prendre lecture de la lettre ci-jointe adressée à ma sœur, pour les détails que je ne puis répéter. Après en avoir fait usage, même auprès de Sa Majesté si vous le jugez convenable (du moins pour les ukases, car tout le reste me paraît trop petit pour Elle), vous voudrez bien la cacheter et lui donner cours.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération, etc.

P. S. — Tout est à la guerre. Mon fils vient de recevoir l'ordre de partir comme aide de camp de division, avant même que son corps ait été averti. Les régiments, les trains, l'artillerie, etc., partent de jour en jour. Point de paix encore avec la Turquie, mais aussi point de guerre. Qui sait s'il n'y a pas une liaison mystérieuse entre cette paix et la guerre avec la France ? La Suède marche toujours droit. Le Chambellan suédois, Comte de Lovenhielm, est toujours ici. Le Général Van Suchtelen, qui a résidé plus d'une année à Stockholm sans titre, repart, à ce qu'on m'assure, avec titre public. Il a une haute idée de Bernadotte. Je demande en grâce à Sa Majesté une réponse aussi hâtive qu'il sera possible, c'est-à-dire par l'Angleterre : elle m'est, comme vous voyez, indispensable.

330

Au Même.

21 février (4 mars) 1812.

Après différents signes de faveur dont j'ai fait part, enfin le Grand Maréchal m'a proposé le 14 de ce mois, en très grand secret, de la part de S. M. I., d'être pendant la guerre, qui paraît inévitable, le rédacteur de tous les écrits officiels qui émaneront de lui directement (publics ou privés), ne devant avoir pour cela de rapport qu'avec sa personne même, ou avec le Chancelier. J'ai répondu : 1° Que je ne pouvais accepter qu'à la charge d'instruire de tout S. M., et sans aucun délai ; 2° Que cependant, comme il s'agissait d'un Prince ami, agissant contre l'ennemi commun, je croyais pouvoir commencer sans scrupule ; 3° Que n'ayant pu de ma vie écrire une ligne française qui n'ait été reconnue sur le champ, je ne pouvais laisser ma famille exposée, pendant que je tiendrais la plume pour le plus formidable ennemi de l'ennemi. Sur tout cela, approbation complète. Voitures, argent, passeports, recommandations, tout est mis à mes ordres. Cependant je serai discret. L'Empereur a désiré que je sois moins éloigné de lui. *Per il dato caso*, j'ai présenté le projet déjà annoncé, mais toujours retardé par ma paresse, d'aller à Polock

pour voir ce grand établissement, et en particulier un Jésuite Italien de mes amis. Cette idée a été saisie avidement. Incessamment j'aurai un tête-à-tête avec le Maître, dans un certain appartement. L'Empereur ne veut pas que cette lettre, même chiffrée, passe par le continent : il sait ce que valent ces hiéroglyphes.

On m'a regardé dix ans avant de faire ce pas.

ADDITION A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

. . . . . Dans une lettre relative au mariage de mon frère, et dont S. M. I. a pu entendre la lecture, j'ai trouvé l'occasion d'insérer la protestation *que mon ambition personnelle était de mourir chez Elle*, ce qui est vrai, mais *tel que je suis*, ce qui est vrai aussi tant que la Maison de Savoie jugera à propos de se servir de moi, sans qu'aucune raison de fortune ou autre puisse me faire désirer un autre service. Je n'appartiens plus malheureusement à aucune nation qui appartienne à S. M., mais je ne lui suis pas moins attaché et dévoué, et malgré la reconnaissance que je dois à l'Empereur, à laquelle un cœur humain ne suffit pas, si le Roi me donnait une commission mortelle pour les intérêts de la Russie, je l'exécuterais sans balancer. J'absous de tout mon cœur les Princes qui croient que tout se fait par intérêt. On leur fait faire à cet égard des expériences si tristes et si multipliées que ce n'est pas merveille s'ils généralisent la règle ; cependant, il y a des exceptions, grâce à Dieu, et j'en proteste par ce courrier. Je n'ajoute qu'un mot. Si je dois à S. M. une fidélité sans bornes

et parfaitement exclusive, à laquelle je ne dérogerai jamais, je dois à l'autre côté la plus scrupuleuse délicatesse. Ainsi, Monsieur le Chevalier, *je n'insérerai jamais dans mes dépêches officielles, aucune phrase qui me viendra de ce côté et qui ne sera pas publique. Les Princes, quoique amis, n'aiment pas être transcrits.* Il est cependant très remarquable, Monsieur le Chevalier, que ceci ne m'a point été dit. Cette idée s'est présentée à moi d'elle-même. Il me semble que mon plan de conduite, tel que j'ai l'honneur de vous l'exposer, s'accorde avec la conscience, avec la prudence et avec la reconnaissance. Si S. M. y voyait des inconvénients que je n'aperçois pas, Elle n'a qu'à dire un mot. Encore une fois, je suis son Ministre, toujours son Ministre, et rien que son Ministre; en tout le reste, je ne suis qu'un rédacteur confidentiel, *pour le bien commun.*

331

Relation.

1812.

Le 5 (17) mars, dans l'appartement du Grand Maréchal à la Cour, depuis 8 heures du soir jusqu'à 9 heures 3/4, je me suis entretenu avec le personnage intéressant dont il est question dans le numéro précédent. Je lui ai parlé à cœur ouvert de la guerre qui se prépare. Il se croit sûr que l'Empereur sera battu d'abord, mais

qu'il tiendra ferme. La première persuasion est dangereuse, et je voudrais que l'Empereur se tînt moins sûr d'être battu. J'ai dit à la personne que l'unique faiblesse à craindre dans cette occasion est celle qui résulte de la force qui présidera à cette guerre, et c'est sur quoi nous dissertâmes longuement. La guerre en Europe était devenue de nos jours un véritable duel entre deux gentilshommes, et la douceur remarquable qu'elle avait acquise était due à l'action de la souveraineté qui elle-même est la plus douce qu'on ait jamais vue dans le monde. Il y a cependant deux grandes observations à faire : 1° Il y a une antipathie naturelle entre les gens de Cour et les gens de guerre, peut-être plus forte que celle qui avait lieu entre ceux-ci et les gens de robe. Cette dernière d'ailleurs s'exhale en épigrammes et ne fait que du bien. Il n'en est pas de même de l'autre qui a causé de très grands maux, et qui pourrait être mortelle dans un moment où la guerre est mortelle. L'homme de Cour est également respectable et nécessaire, mais à sa place, comme le prêtre dans l'église ; mais sur le champ de bataille (j'entends comme chef), j'aimerais à peu près autant voir un évêque à la tête d'une contredanse. L'histoire est décisive sur ce point : jamais les gens de Cour n'ont réussi à la guerre. 2° L'intrigue pourrait être appelée l'*ombre de la puissance* : jamais elle ne l'abandonne. Au moment où le Souverain arrivera dans le camp, les généraux s'occuperont de lui beaucoup plus que de l'ennemi ; on se disputera sa faveur ou l'on craindra pour sa personne. Les avis se choqueront : personne n'osera contredire les siens, etc., etc. Dans les

temps ordinaires, ce n'est rien, vu que dans nos guerres il ne s'agissait jamais du salut. Aujourd'hui, c'est tout différent : il y a tout à craindre. L'unité militaire nécessaire aux grands succès se trouvera brisée ou son action retardée. De l'autre côté, cette unité existera dans toute sa force, car un usurpateur ne peut être tel que par une immense force d'esprit, capable d'étouffer les intrigues et de faire marcher toutes les volontés ensemble. La partie ne me semble donc pas égale. Je ne présente que la substance de notre conversation, qui fut longue et détaillée. Je trouvai avec plaisir l'occasion d'approfondir cette question avec un homme distingué qui connaît à fond la Cour et l'Empereur, et qui est d'ailleurs particulièrement attaché à la personne du Souverain. — Voici comment il défend les mesures actuelles. Il n'y a point en Russie de général capable de mettre dans sa tête l'immense armée qui est sur le point d'agir ; il n'y en a même point qui en ait la prétention. L'Empereur au moins aura le poids de son nom ; il me parla au reste sur cette question avec beaucoup de philosophie : quant à cette raison que je viens de rapporter, elle est bonne pour l'excuse et pour la consolation, en cas de malheur, mais elle ne vaut rien pour l'espérance. Nous parlâmes ensuite de l'objet principal de mon dernier numéro. Je lui dis : « Sire, observez, je vous en supplie, une chose très essentielle. Je ne copierai sans aucun doute aucune pièce : je l'ai promis même spontanément ; mais, pour le fond des choses, je ne puis vous promettre aucun secret envers le Roi mon Maître, autrement je ne serais plus son Ministre, je serais le vôtre. Si donc V. M. I.

venait à m'employer à quelque chose qu'Elle voulût tenir secrète, sans exception, je lui deviendrais suspect, car jamais je n'aurai ni ne puis avoir de secret pour le Roi de Sardaigne. » Il me répondit : « Jamais je ne vous demanderai rien qui puisse blesser le plus légèrement votre délicatesse. » Cela dit, tout est dit. S. M. I. est avertie et je demeure libre. Depuis, avec le Grand Maréchal, je lui exposais une de mes craintes (j'en ai plus d'une), celle d'avoir l'air de faire la besogne du Chancelier et par conséquent de lui déplaire. Il me dit : « Cet homme devrait être à vos genoux. » Je me mis à rire. Je ne voyais pas trop comment un tel homme pouvait être à mes genoux. Le Grand Maréchal me dit : « C'est que son œuvre, qu'il n'est pas en état de faire, sera faite par un homme qui ne peut le supplanter. » — *O altitudo !* — Je lui dis : « Je me prosterne devant cette raison ; je ne l'aurais pas imaginée en mille ans. » Le 17 (v. s.), j'ai vu le Chancelier qui m'a reçu à merveille ; nous avons toujours été sur le pied d'un accord parfait. Il m'a dit les choses les plus obligeantes ; puis il m'ajouta : « J'ai souvent parlé à l'Empereur du projet de vous *acquérir* (expression très inexacte et que je répète seulement pour être vrai) ; mais toujours il m'a répondu : *Il ne voudra pas.* » — S. M. I., lui répondis-je, a parfaitement rendu mes sentiments, et jamais je n'en aurai d'autres. — Oh ! me dit le Chancelier, cela s'entend par toutes les manières convenables, c'est-à-dire en vous demandant à S. M. le Roi de Sardaigne. — Au contraire, Monsieur le Comte, c'est justement ce qu'il ne faut pas faire, et ce qui ne se fera jamais de mon gré.

Je n'imagine seulement pas qu'un Prince pût proposer à un autre de lui céder un sujet, sans la demande ou au moins sans le consentement de ce dernier. — Cependant comme il faut être *omnia tuta timens*, je saisis cette occasion de protester solennellement contre tout mot dans ce sens qui pourrait parvenir à S. M., mot qui se trouverait dit non seulement contre mon consentement, mais contre ma conscience. Je ne crois pas même inutile d'ajouter ceci : Si j'étais ce qu'on appelle un enfant gâté, en représentant à S. M. que je lui suis inutile, et lui demandant la permission de suivre d'autres drapeaux, je ne serais qu'un drôle ordinaire, tel que l'univers en est plein. Mais ayant été traité d'une manière qui n'est suivant ma façon de penser et de sentir (la seule dont il s'agisse ici) qu'un supplice sans fin et sans remède, puisque la bonté de S. M. ne s'en doute seulement pas, je me croirais le plus vil et le plus infâme des hommes, si, pour aucune tentation quelconque, je pouvais seulement songer à quitter son service. Tout ceci est dit avec la clause, tant de fois répétée, que S. M. demeure non seulement libre souverainement (ce qui va sans dire), mais souverainement libre à mon égard et à mon propre jugement, que je me crois seul obligé, que je ne m'attribue aucun mérite quelconque, du moins aucun mérite qui n'ait été plus que payé, et qu'au moindre signal je suis prêt à me retirer, avec tristesse certainement, mais sans plainte, et surtout sans récompense quelconque, condition *sine qua non* de ma retraite. Ma protestation est pure, puisque je ne sais nullement ce que S. M. I. ferait pour moi, et que j'ai déjà eu lieu

d'admirer de près l'effet de plusieurs protestations Russes. D'ailleurs j'ai fait cette protestation à des époques où elle pouvait me conduire aisément à avoir faim : ainsi S. M. ne me prendra pas pour un charlatan.

Je ne cache pas l'extrême plaisir que j'ai de voir ma famille. Cette séparation commençait à devenir indécente et par conséquent insupportable. Quelques personnes même ont cru ou soupçonné que je me passais volontiers de ces Dames, en quoi elles me connaissaient fort bien. Je me suis donc jeté dans la première porte honorable qui s'est ouverte devant moi ; mais tout n'est pas plaisir dans cette affaire et je vois bien le danger, Si la barque chavirait, si le vent changeait, si..., etc., etc. Une seule chose me tranquillise, c'est que je n'ai point recherché cette faveur. Je n'ai jamais fait un pas vers elle, c'est elle qui est venue me chercher, je n'y ai pas seulement songé. Je crois pouvoir me livrer en paix à cette force secrète qui m'a privé de toute finesse et de toute habileté dans les affaires de la vie, mais qui m'en a consolé en me conduisant elle-même par la main, et par des chemins où des hommes plus habiles que moi se seraient cassé le cou mille fois.

Je serai à Polock le 1er mai (13, n. s.) A cette même époque un Feld-Jager de la Cour, parlant français, arrivera à Vienne chez le Comte de Stackelberg, Ministre de l'Empereur, pour y attendre ma famille qu'il accompagnera jusqu'à Polock, comme je crois l'avoir dit. Aucun bienfait de S. M. I. n'est plus important pour moi et plus délicat que celui-là ; car, ne pouvant sortir moi-même, et mon fils ainsi que mon frère étant à la guerre,

que seraient devenues ces pauvres Dames, et à quel saint les aurais-je recommandées à travers un pays et des langues inconnus? Le Feld-Jager sera déguisé sous un habit bourgeois, à ce que m'a dit le Grand Maréchal, afin que d'autres Ministres ne puissent pas avoir une prétention de ce genre ; mais il sera sûrement reconnu, et je pense que cette faveur fera une certaine sensation à Vienne. Si l'on n'y fait aucune attention, tant mieux. J'ai mandé à ma femme de passer vite, de se montrer peu, et surtout de ne pas se faire présenter. Le Ministre de S. M. près cette Cour doit faire très peu parler de lui dans ce moment à Vienne, et il ne faut pas surtout gêner la Cour, qui me paraît absolument aux fers, comme je le crois par plusieurs indices.

332

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 10 avril 1812.

Si chacun de vos numéros n'est pas payé par un des miens, ce ne sera jamais ma faute, mon cher Rodolphe ; car je suis très exact, et il ne m'en coûte pas pour l'être, comme vous savez. Tout ce qui peut vous arriver de plus fâcheux dans ce genre, c'est de recevoir des billets lorsque vous attendez des lettres. Aujourd'hui, par exemple, je serai par force très laconique, car j'ai vingt pages au moins à écrire : *Nella gran città che signo-*

reggia il mediterraneo, sans comprendre les billets du matin qui vont leur train. Mais, s'il plaît à Dieu, j'aurai bientôt deux Ministres d'Etat au département des billets ; je veux les installer sans le moindre retard. — Je suis bien aise, en attendant, que mes lettres vous amusent autant qu'une bataille. — C'est beaucoup ; je n'ai rien à dire contre cette comparaison : quant à moi, cependant, il faut que j'en cherche quelque autre quand je voudrai exprimer le même plaisir. Ne croyez jamais que je ne vous écris pas, mais seulement que mes lettres ne vous parviennent pas, ce qui est possible. Ecrivez vous-même à votre aise, quand vous pouvez, et même quand vous voulez, toujours pour vous obéir, jamais pour m'obéir. Adieu, cher enfant. Aujourd'hui rien de plus : *Jubeo te valere plurimum.* J'espère que vous n'ignorez pas vos devoirs sur l'article de l'obéissance. Revenez, mon cher enfant, revenez bien portant, et toutes mes plaies seront fermées.

333

A M. le Chevalier de Rossi.

9 (21) avril 1812.

Monsieur le Chevalier,

Mon frère tenait la plume pour vous remercier des lettres patentes que vous avez eu la bonté de m'adresser

pour lui, lorsqu'un départ précipité plus qu'il ne le croyait l'a privé du plaisir de remplir une foule de devoirs. Il a été bien sensible à vos bons offices sur ce sujet, et je me suis chargé, au moment même de son départ, de vous transmettre ses remerciements. Voulez-vous bien aussi mettre sa reconnaissance aux pieds de Sa Majesté ?

Il n'a pu se marier avant de partir, ce qui nous a extrêmement fâché. A cela point de remède jusqu'au retour, qui aura lieu Dieu sait quand.

— En réfléchissant sur certaines choses, vous direz souvent : *Qu'est-ce qui lui manque?* — Il me manque, Monsieur le Chevalier, de pouvoir me défaire des préjugés de naissance qui tiennent aux langues, préjugés qui vous donnent des accès de véritable rage en certaines occasions où d'autres hommes pourraient fort bien éclater de rire. Je ne les blâme pas, pourvu qu'ils me traitent de même.

Il ne me reste, Monsieur le Chevalier, qu'à vous embrasser de tout mon cœur.

334

Au Même.

9 (21) avril 1812.

Le 17 (29) mars, à sept heures du soir, le grand et tout-puissant Speransky, Secrétaire Général de l'Empire, et dans le fait premier Ministre, peut-être même

Ministre unique, se présenta chez l'Empereur et crut entrer de plain-pied comme à l'ordinaire. Quelqu'un qui était là lui dit : *Monsieur, vous ne pouvez pas entrer, il faut vous faire annoncer.* Speransky montra, dit-on, beaucoup d'étonnement. On l'annonça, il entra. Le prince Alexandre Galitzin, Ministre des cultes, était aussi venu pour faire son rapport; huit heures sonnent, neuf, dix; Speransky ne sortait point; le Prince ne savait comment expliquer cette longue séance. Vers les onze heures enfin, il sortit. Le Prince, qui ne se doutait de rien, lui cria de la cheminée où il était, au moment même où l'on ouvrait la porte de l'Empereur : « *Ah! M. Speransky, combien vous m'avez fait attendre aujourd'hui!* » Il ne répondit rien. Le Prince s'approcha et vit qu'il était agité et hors de lui, au point qu'il fut obligé de l'aider à mettre ses papiers dans son portefeuille. Speransky s'approcha ensuite d'une glace, se remit, s'essuya les yeux qui étaient mouillés; il prit ensuite la main du Prince et lui dit : « *Adieu, Prince!* » avec un ton qui voulait dire *pour toujours!* Il descendit librement et fit arrêter chez Magnesky, premier officier de sa Chancellerie, son bras droit et son ami intime : on lui dit qu'il venait d'être enlevé et que tout était cacheté chez lui. — Quoi! déjà, dit Speransky. — Et il se fit conduire chez lui. Il y trouva le général Balachoff, gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg et Ministre de la police générale de l'Empire, déjà occupé à saisir et à cacheter tous les papiers, et qui déjà avait envoyé de là un paquet cacheté à l'Empereur, pendant le terrible tête-à-tête. Le scellement dura jusqu'à trois heures du

matin. Une kibitka (voiture de voyage simple, robuste, à l'usage de la jeunesse et des gens économes) l'attendait à sa porte ; il y monta avec un officier de police, et fouette cocher pour Nijni-Novogorod, beau Gouvernement sur le Volga, à 250 lieues (plus ou moins) au sud-est de la capitale, où Speransky a des terres et dont le Gouverneur est ou était son ami. On l'a rencontré en chemin, ayant sur son habit les deux plaques de Sainte-Anne et de Saint-Alexandre Newsky. Son grade de Conseiller privé et ses appointements paraissent subsister; il est veuf d'une demoiselle Stevens qui lui a laissé une fille, et sa belle-mère demeurait aussi chez lui. L'Empereur les a fait assurer de sa bienveillance et de sa protection, leur a permis de suivre l'exilé et leur a fait même remettre une somme de 6,000 roubles, à ce qu'on dit, pour leur voyage. Le même traitement a eu lieu pour Mme Magnesky, et même l'Empereur lui a fait remettre une voiture de 2,000 roubles.

Le matin même, il n'y eut qu'un cri dans toute la ville, je ne dis pas de *lèse-majesté*, car on ne sait ici ce que c'est que cela, et partout où ne règnent pas les vrais principes, il ne peut y avoir que des crimes de *lèse-empire* ou de *tue-puissance;* mais il n'y eut qu'un cri de trahison, de secrets révélés, etc., etc. Enfin, je ne sais ce qu'on n'a pas dit. Malgré le secret du tête-à-tête, certaines choses ont transpiré ; je crois savoir sûrement que l'Empereur a montré des papiers terribles à Speransky ; qu'il lui a dit : « *Parlez clair, point de sophismes, je désire que vous puissiez vous défendre;* qu'ensuite il lui a donné le choix d'être jugé ou de

s'exiler volontairement où il voudrait, et que Speransky a accepté le parti le plus prudent, ce qui est une confession expresse. Tout l'Empire va retentir de cette aventure; à deux cents verstes d'ici, on a déjà dit qu'il y avait eu quarante personnes knoutées : mais ceux mêmes qui le méritaient ne l'ont pas été. On se perd en conjectures : à quoi s'en tenir dans un pays où la procédure criminelle n'est pas née et n'est encore tout simplement qu'une branche de la police ? Un très mauvais sujet étranger disait un jour devant moi et d'autres : « Bientôt nous saurons à quoi nous en tenir, car si l'Empereur ne fait pas juger Speransky, *le tout n'est qu'un tripot de Cour.* » Voilà le genre de soupçons et d'impertinences que produit l'oubli des règles. Un pays où l'instruction d'un crime de haute trahison est commencée par un gouverneur militaire et se termine dans un tête-à-tête entre le Souverain et le coupable, me paraît plus éloigné de la véritable civilisation que celui des Iroquois. L'Empereur a été suffisamment averti par l'expérience étrangère du danger des systèmes modernes et de la philosophie germanique : Speransky et Magnesky en étaient pénétrés, mais dans un genre différent. Le premier était mauvais politiquement, novateur, *constituant* jusque dans la moelle des os, et grand ennemi de toute distinction héréditaire ; le conseil d'Etat, calqué à la vitre sur celui de France, était son ouvrage, et toute cette belle Constitution projetée, dont j'ai eu l'honneur de rendre un compte détaillé à Sa Majesté, était aussi de son invention ; mais l'Empereur quoique porté à ces sortes de nouveautés, sentit cepen-

dant trembler sa main, et ne voulut pas signer. *Inde iræ!* Speransky voulait lui forcer la main, se faire un parti dans l'Etat, etc.; je crois que, dans plusieurs écrits, il aura très résolûment parlé de l'Empereur. Voilà, si je ne me trompe, l'espèce de son crime (peccadille, comme vous le voyez!) Mais de savoir ensuite si, pour parvenir à ses fins, il avait réellement des correspondances avec Paris, c'est ce que je croirai lorsque l'Empereur ou ses tribunaux auront parlé. J'ose penser cependant que le crime, restreint même comme je le disais tout à l'heure, est d'un genre qui se refuse absolument à la grâce.

Magnesky est un illuminé dans toute la force du terme, et j'ai de bonnes raisons pour le croire capable de tout; cependant il parait difficile qu'il soit *plus* et *autrement* coupable que son chef. La chute de Speransky a plu généralement à la noblesse qu'il ne pouvait souffrir, et même à la masse du peuple, à cause des nouveaux impôts qu'on met à sa charge et qui sont terribles. On demande assez généralement: Qu'est-ce donc que cet homme voulait? Il était Conseiller privé, Secrétaire de l'Empire, Chevalier de Saint-Alexandre, premier Ministre par le fait, confident de l'Empereur chez qui et avec qui il dînait quand il voulait, etc. Ceux qui font ces questions ignorent absolument le caractère de cet esprit moderne qui travaille l'Europe dans ce moment. Tant qu'il y aura une église et un trône debout, rien ne pourra le satisfaire. Avec une habileté véritablement satanique, il s'est servi des Souverains mêmes pour les égorger, et je pourrais en quelques li-

gnes vous tracer le tableau actuel de l'Europe avec une épouvantable vérité ; mais à quoi cela servirait-il ? Dieu veuille que cet Empire échappe au sort qui le menace. Il représente les Parthes du temps des Romains. Ailleurs il n'y a plus d'équilibre (j'entends sur le continent) ; s'il tombe, on ose à peine réfléchir à l'état des choses. Ceci me conduit à vous parler de la guerre, et d'une situation générale qui doit faire trembler tout homme qui pense.

Depuis les temps des anciennes émigrations, on n'a pas vu 500,000 hommes armés s'avancer de part et d'autre pour s'égorger. La Russie a 600,000 hommes actifs sous les armes ; la France ne voudra pas demeurer en arrière. Vous le voyez, Monsieur le Chevalier, par la levée des gardes nationales, qui fournira 100,000 hommes de plus à l'armée et mettra la France entière en pleurs. Quel épouvantable effort de part et d'autre ! Voici la distribution des forces de la Russie.

En première ligne, aux frontières de la Russie, se trouve l'armée commandée par le Ministre de la guerre, le général Barclay de Tolly. Là sera l'Empereur ; elle est de dix divisions qui forment cinq Corps. La seconde armée est commandée par le prince Bagration ; elle est de quatre divisions formant quatre Corps aux frontières du duché de Varsovie. Il y a une armée d'observation qui est commandée par le général Tormassof ; elle consiste en huit divisions qui sont derrière la Galicie. Deux armées de six divisions chacune sont destinées à former la réserve, l'une de l'armée du général Barclay de Tolly, et l'autre de celle du Prince Bagration. En troisième

ligne, il y a deux Corps formés par les 120,000 recrues de la nouvelle armée, et qui seront augmentés de la nouvelle recrue de 2 hommes sur 500 qui vient d'être ordonnée et fournira environ 90,000 hommes. Ceux-ci sont destinés à compléter, selon le besoin, les armées combattantes.

Il faut compter pour chaque division 13,000 hommes bien complets, y compris l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie pesante, légère et volante, et les Cosaques. Le tout forme donc le total énorme de 640,000 hommes.

On ne compte pas dans ces armées les Cosaques non enrégimentés et les autres peuplades qu'on a fait avancer.

Avec l'Empereur, partent M. le Baron d'Arenfeldt, Suédois finlandais qui a passé au service de la Russie depuis la conquête de la Finlande et qui est à présent en grande faveur, et le marquis Paulucci, qui est revenu de Géorgie pour occuper le magnifique poste de Quartier-maître général de l'armée de l'Empereur.

Le premier est venu chez moi de la part de l'Empereur me demander ce que je pensais du deuxième. J'ai répondu directement, et par écrit. L'Empereur a eu la délicatesse de n'employer aucun Français (de *fait* ou de *droit*) sans s'être informé directement ou indirectement si cette guerre ne lui causait aucune peine. Le Grand-Duc Constantin, trouvant mon fils à la Cour, lui fit la question. — *Monseigneur, qu'est-ce que cela fait? Tout officier est fait pour être fusillé ; qu'on le soit sur le champ de bataille ou sur une place publique, qu'importe? Il n'y a que les petits esprits qui fassent attention à ces différences.* Le Grand-Duc le serra par le milieu du corps en

lui disant : *Chut ! Chut !* Et lui montra le Ministre de France. Tout cela est fort bien dit, mais je ne vis plus. Outre les Généraux en chef attachés au quartier général, il y a aussi de simples adjudants de Sa Majesté Impériale et d'autres officiers. Mon frère est du nombre. Il était attaché à l'armée du Prince Bagration. Lorsque le Prince Wolkonsky lui lut les noms des officiers de l'Etat général, l'Empereur dit, lorsqu'on vint à mon frère : « *Celui-là part avec nous.* » C'est tout ce qu'on en sait, car il n'est pas nommé adjudant. Il est parti le 11 de ce mois (n. s.). Mon fils l'avait précédé le 29 mars précédent (n. s.). Saint-Pétersbourg est désert. En ce temps-là, malheur aux femmes, aux pères et mères, etc. Qui ne frémirait au moment de la dernière lutte ? L'année 1812 s'appelera problablement, à plus juste titre que l'année 1666, *annus mirabilis.*

Au milieu des préparatifs immenses qui se font de part et d'autre, c'est un étrange spectacle que celui des deux Ambassadeurs, tranquilles à Paris et à Saint-Pétersbourg, comblés de caresses et faisant des illuminations.

Samedi passé, 30 mars (11 avril), celui de la France a dîné encore avec l'Empereur *pour la dernière fois, parce qu'il part.* Cela se dit sans façon. Lauriston parle déjà de sa maison de campagne pour le mois prochain, et comme il joue la comédie sans être fin, il dit, l'autre jour, *qu'il en voulait acheter une.* Dans aucun papier public de France, on ne dit un mot de la guerre avec la Russie, ni une parole contre cette puissance. C'est que Napoléon n'est pas prêt ; dès qu'il le sera, il commen-

cera avec un fracas extraordinaire. Il vient de frapper un grand coup préparatoire par l'alliance offensive et défensive conclue avec l'Autriche et signée à Paris. Un certain dîner, dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté, était la ridicule préface de ce lamentable livre. La Prusse venait d'être détruite sans retour ; l'Autriche suit. Une maison renversée par un tremblement de terre frappe les sens plus qu'une maison démolie à la main, quoique ce soit la même chose ; de faibles yeux y seront cependant trompés encore pendant quelque temps. — Je suis oppressé en voyant l'ensemble des choses. — Tout homme sensé doit excuser un Souverain qui refuse de dire : « *Je suis moins qu'un autre.* » Cependant il y a entre les Maisons souveraines la même coordination qu'entre les maisons nobles. Toutes sont nobles, mais plus ou moins ; les autres sont toutes souveraines, mais plus ou moins. Je n'entends parler que de cette dignité, de cette noblesse, de cette *majesté*, en un mot qui résulte de la Souveraineté ; car la Souveraineté elle-même, strictement dite, n'est susceptible ni de plus ni de moins. La chose, de part ni d'autre, ne dépend point de la richesse ni de la puissance ; car le Roi est plus noble que l'Empereur de Russie ; cependant ils ne sont pas tout à fait égaux sur la mappemonde. Si le chef de la sublime Maison d'Autriche, si le successeur de quarante-deux Empereurs n'a pas cru qu'il y avait quelqu'un de plus grand que lui, encore une fois, qui pourrait s'en étonner ? Rien n'était plus vrai cependant, et non seulement la Maison de France passait tout, mais par un de ces liens impérieux auxquels les hommes

n'entendent rien, de son sort dépendait celui de toutes les Maisons royales du continent. Mille fois dans ma vie j'ai songé à cette lettre d'un Pape à je ne sais quel Mérovingien du VIIe siècle : « *Vous qui êtes autant élevé au-dessus des autres Princes que ceux-ci sont élevés au-dessus des particuliers, etc.* » Alors cependant la France n'était pas ce qu'elle est. A quoi tient cette opinion constante? Ce n'est pas à la Maison régnante, puisque la France obéissait alors à une autre dynastie ; le climat de France ne vaut pas mieux que celui d'Italie ou d'Espagne ; il n'y a ni plus de génie, ni plus de goût, ni plus de science qu'ailleurs ; il y a même plus de légèreté et de folie. Les Princes de cette Maison quoique infiniment respectables, comme les autres, n'ont cependant rien qui puisse humilier ceux-ci. A quoi donc tient cette suprématie? Il en est de même de la langue : il n'y a pas de petit grimaud de collège en Allemagne ou en Italie qui n'ait pas fait sa petite dissertation sur la *pauvreté de la langue française ;* c'est comme si l'on écrivait sur la faiblesse d'un levier qui arrache des chênes.

Cependant il n'est pas aisé de dire ce que c'est que cette supériorité ; la puissance seule ne suffit pas pour expliquer la chose. Mais j'ai peur de disserter. J'en reviens à dire que la chute de la Maison de Bourbon est le plus terrible événement de l'histoire moderne, et que les Souverains eux-mêmes, je le dis avec le respect qui leur est dû, ne l'ont que très peu senti. Celui qui peut voir de sang-froid l'une des plus grandes et des plus respectables puissances du monde enveloppée dans le filet général est bien sot ou bien insensible. Il ne manquait

plus à l'Autriche que de servir d'instrument à l'asservissement général ; c'est ce qu'elle va faire, d'abord par les 30,000 hommes stipulés, et ensuite par tout le reste. Que fera l'Empereur de Russie contre l'Europe qu'on va lui jeter sur les bras ? Il y a deux espérances : la France, avant tout, si elle est mécontente, et l'Allemagne, si elle veut faire un demi-tour à droite et se souvenir d'elle-même. — Mais qu'attendre d'un pays systématiquement corrompu depuis quatre-vingts ou cent ans ? Le grand Empereur de Russie, comme vous savez, Monsieur le Chevalier, n'a pas été heureux jusqu'à présent, de manière qu'on ne saurait s'empêcher d'être inquiet. On m'annonce dans ce moment une nouvelle conférence secrète ; je n'oublierai rien, suivant mes forces, pour l'animer, pour lui ouvrir les yeux sur le moral de la guerre, sujet dont je me suis occupé avec quelque succès, du moins à ce qu'il me paraît, et que pour l'ordinaire on ne comprend pas trop.

La Suède marche fort bien, et, comme j'avais, je crois, l'honneur de vous le dire dans ma précédente dépêche, elle dégoûte de raisonner. L'Empereur envoya il y a quelque temps le Général Suchtelen, qui avait résidé longtemps à Stockholm, pour y porter ses dernières résolutions, et il lui ordonna de ne rien négliger pour traverser le golfe. Le vieux général s'est conduit en jeune homme ; arrivé aux îles d'Aland, il a trouvé que la glace commençait à céder, il a donc mis un bateau sur deux patins, et il s'est mis dedans avec son aide-de-camp et son portefeuille, et il s'est lancé dans ce bel équipage flottant ou glissant, suivant l'occasion ; il est arrivé heu-

reusement, tout le reste de sa suite ayant fait le tour par Tornéo. Son courrier est arrivé le 2 (14) de ce mois, apportant, je crois, la ratification de l'alliance : du moins on est d'accord sur tout. Le Prince Régent de Suède à répondu à l'Empereur qui lui offrait de l'aider dans la conquête de la Norvège : « Je la prendrai quand je voudrai (modeste, comme vous savez !) ; mais dans ce moment il faut frapper de grands coups, tomber sur le Danemark, marcher en Allemagne. » Cette diversion peut être infiniment utile. J'ai dit à l'Empereur : « Prenez garde, Sire ; maintenant que vous tenez Bernadotte dans vos mains, brouillez-le si bien avec... — Oh ! laissez-moi faire. » Il est certain que cet article est, sans contredit, ce que l'on devait désirer le plus ; mais, comme vous savez, Monsieur le Chevalier, les meilleurs raisonnements sont trompés à cette époque ; cependant, lorsqu'il a bien raisonné, l'homme est en règle : le reste est hors de lui et de sa sphère.

Pendant que je vous écris ceci, on me dit que M. de Saint-Julien nie l'alliance offensive et défensive. Je crois que c'est une forme diplomatique, car la nouvelle me paraît certaine. Observez la puissance funeste de cet *Antéchrist :* en tuant, il avilit toujours. Voilà la Maison Apostolique liguée avec lui pour l'extinction de l'ordre, de la civilisation et du culte. Cette idée m'assomme, et je désire ardemment, sans l'espérer beaucoup, qu'elle puisse échapper à ce comble de malheur.

J'ai tâché, Monsieur le Chevalier, de vous exposer aussi fidèlement qu'il m'a été possible l'état des choses dans ce moment terrible, et l'inconcevable bizarrerie qui

veut que le Ministre de Sa Majesté entre en ces grandes affaires dans les conseils les plus intimes. Je n'ai plus qu'une chose à vous dire : c'est sans ambition que j'obéis au désir de Sa Majesté Impériale, et le sentiment qui me détermine à ne pas refuser est la crainte de choquer l'Empereur. Ce sentiment est chez moi porté au comble ; car, encore une fois, en voyant ce qui pourrait arriver, je pâlis quelquefois, mais je crois que plusieurs hommes ont un *démon* comme Socrate. — Il faut le suivre.

Le Prince Koslowsky est arrivé et m'a remis tout ce que vous lui aviez confié à mon adresse. Je lui ai trouvé de la bonté, de l'esprit, des connaissances, surtout celle des faits politiques et des personnages diplomatiques, à un point qui n'est pas fort commun. Tout cela n'est pas la sagesse, comme je m'en suis aperçu d'abord, indépendamment même de mes lettres de Sardaigne. Je pense cependant, Monsieur le Chevalier, que vous pourriez fort bien avoir vu les défauts de la nation plutôt que ceux de l'individu. Il a parlé parfaitement de la Cour qu'il venait de quitter et s'est prêté fort bien à quelques projets sur le subside.

Malheureusement je ne puis plus voir (excepté en maison tierce) le Prince Koslowsky ; il avait dispense pour me voir et me recevoir ; maintenant tout est fini. Presque en arrivant il a été fait Chambellan, et peu de temps après chef d'expédition dans la Chancellerie du Comte de Romanzoff. Ce nom rend à peu près celui de nos *premiers officiers :* leur travail est distribué par région à cause de l'immensité de la correspondance ; l'un a la France, l'autre l'Asie, etc., et chacun dans sa classe

s'appelle *chef d'expédition*. M. Gervais avait la France : c'était un Russe d'origine française, il avait du talent et a joui à une certaine époque d'une assez grande influence ; ami particulier de Spéransky, il est tombé par contre-coup, mais sans flétrissure. Sa place a été donnée à Koslowsky avec 6,000 roubles d'appointement. Sauf respect, l'emploi et lui ne sont nullement faits l'un pour l'autre. J'avais oublié de vous dire qu'on a trouvé chez Spéransky tous les chiffres, même le chiffre particulier du Chancelier, une copie *en clair* de la correspondance de Paris, et un détail exact de ce qu'il y a de plus secret dans les Secrétaireries du Ministre de l'intérieur et de celui des finances. Beck, *chef du chiffre*, a donc été arrêté, mais il a montré les ordres de Spéransky et a dit qu'il avait cru obéir à des ordres légitimes. Cette raison n'est pas trop bonne en jugement, mais il y a encore ici trop peu de *jugement* pour qu'il y ait un *jugement*. Il aurait pu dire une meilleure raison ; du moins une autre raison : *Si j'avais refusé, Speransky m'aurait coupé le cou.* Toute cette affaire me paraît ne pouvoir faire qu'un très mauvais effet. Je voudrais qu'on eût toujours aussi bien parlé à Paris que dans ce moment où un *fameux* magistrat disait dans une *fameuse* circonstance : *La justice est la bienfaisance des Rois.* A Dieu ne plaise que je veuille gêner l'exercice légitime du droit sublime de grâce, mais il y a des crimes qui me paraissent s'y refuser entièrement ; la grâce d'un parricide, d'un régicide, etc., me paraît un pur scandale, et j'ai déjà entendu fort mal parler de cette bonté de l'Empereur.

Quelques soldats ont dit : « A quoi ne peut-on pas s'attendre de la part d'un popewitch (fils de prêtre) ! » L'abjection de cet Ordre est telle qu'un serf se croit au-dessus d'un popewitch, et il envoie ce titre comme une injure. Mais des paysans entièrement endoctrinés ont dit : *Ils ont perdu cet homme à la Cour, parce qu'il voulait nous rendre libres.* Il est fâcheux qu'une potence soit un meuble nécessaire d'administration publique : cependant rien n'est plus vrai.

Ma première lettre rendra compte du subside qui n'est point encore rentré.

J'oubliais de vous faire observer que le résultat de ces préparatifs immenses pourra fort bien être le repos, car les deux chefs s'effraieront mutuellement ; mais si cet accord avait lieu, ce serait au moyen de quelque autre accord diabolique. D'un côté on reconnaîtrait le titre d'*Empereur d'Occident*, avec tout ce qui s'ensuit, et de l'autre, qu'est-ce qui empêche ces deux Messieurs de se partager l'Europe ? Je ne crois pas du tout que l'Empereur de Russie ait la moindre volonté d'acquérir ; mais s'il ne peut éviter une guerre à mort sans acquérir, ni faire une paix sûre sans acquérir, je ne réponds de rien, et je ne puis me persuader que Napoléon ne lui fasse pas des propositions, après qu'il a vu que le projet de faire peur n'a pas réussi.

Il m'est impossible, Monsieur le Chevalier, de mettre de l'ordre dans mes dépêches écrites toujours sans brouillard et sans correction possible. Ainsi, il faut me pardonner les bâtons rompus.

L'alliance dont j'ai eu l'honneur de vous parler a été

signée à Paris, le 14 mars dernier, par M. le Prince de Schwarzenberg. Le lendemain, les deux parties contractantes ont fait parvenir le traité à Stockholm aux représentants des deux puissances près cette Cour, et toutes les deux l'ont requise, au nom de leurs commettants, d'*adhérer à cette alliance pour mettre un frein à l'ambition de la Russie, qui ne pourra résister à cette coalition.* En même temps les deux puissances lui offrent *la éva pour confins.*

Le 17 du même mois, une dépêche de la Cour de Vienne chargeait le Comte de Saint-Julien de mille belles choses pour celle de Saint-Pétersbourg.

La Suède (c'est-à-dire le nouveau Prince) a répondu par deux Notes superbes, dont la substance, quant à la déclaration des sentiments, se réduit à ceci : « *Si l'Empereur de Russie était armé contre les libertés de l'Europe, je m'armerais avec vous contre lui ; mais comme il ne combat au contraire que pour ses Etats et même pour sa capitale, je m'allie avec lui contre vous.*

Vous entendez, d'où vous êtes, Monsieur le Chevalier, le cri d'indignation qui s'est élevé ici, et celui qui sera parti de Londres ne fera pas moins d'impression sur vos oreilles. Voilà donc la fin des négociations ! Saint-Julien a les oreilles fort basses, et ose à peine parler. Je lui ai dit souvent : « *Monsieur le Comte, on vous fera faire tout ce qu'on voudra.* » Toujours il me répondit : « *Nous sommes trop forts pour qu'on puisse nous forcer.* » C'est l'emphase pannonienne que vous connaissez assez. Ce ministre est un peu léger, mais loyal, et c'est pour cette raison qu'il a été mis ici,

parce qu'un honnête homme est tout à la fois plus aisé à tromper et plus propre par conséquent à tromper les autres ; on voit clairement qu'il n'a été envoyé ici que pour amuser la Cour de Russie, et que celle-ci était peut-être moins trompée que lui. Repassez dans votre esprit, Monsieur le Chevalier, la conduite de cette puissance depuis le traité de Pilnitz jusqu'à celui de Paris, du 14 mars dernier. Sa Majesté, qui est la raison même, sentira assez qu'il n'y a aucune classe d'hommes qui ne soit exposée à certains préjugés relatifs à sa position particulière. Or, un préjugé qu'on rencontre assez souvent dans les plus hautes régions, c'est celui qui confond une *Maison* avec un *Cabinet*, quoique rien ne soit plus différent. Si ce préjugé n'est pas absolument étouffé, la raison ne peut se faire entendre. Toutes les *Maisons* sont également respectables et je suis à genoux devant elles, quelles que soient leurs dimensions ; mais quant aux *Cabinets*, c'est autre chose, je me réserve la liberté d'en juger sans la moindre gêne. Il y a douze ans environ que l'excellent Empereur François II ou Ier, disait à un sujet distingué de Sa Majesté : « *Comment a-t-on pu croire que je voulais m'approprier quelques possessions du roi de Sardaigne? Qui? moi?* — Certaines personnes auront pu rire avec irrévérence de cette phrase ; mais, pour moi, je ne suis pas si méchant, ni si impertinent, ni si injuste. Je crois à la bonne foi qui la prononçait comme je crois vous écrire ; mais c'est la *Maison* qui disait cela ; qu'est-ce que cela fait au *Cabinet*, qui est plus fort que la Maison, qui la mène et qui la flétrira même s'il y trouve son

profit ? C'est avec les Maisons qae subsistent les alliances, les parentés, les amitiés, la justice, la reconnaissance et la bonne foi. Les Cabinets n'ont ni foi, ni loi, ni honneur, ni délicatesse, ni parents, ni amis : rien n'empêche de les voir et de les juger tels qu'ils sont. Voyez le principe établi dès l'an 1789 et qui a tout mené par rapport à nous : *Le roi de Sardaigne, placé entre nous et la France, était invulnérable à cause de l'équilibre ; maintenant qu'il aurait horreur de s'allier avec une horde de régicides, il est à nous ; nous en ferons à notre plaisir.* — Autre principe non moins lumineux. — *Tout ce qu'on prend sur l'ennemi est à nous, même le bien de l'ami; en conséquence ne défendons le Piémont qu'autant qu'il faut pour agacer les Français, puis nous le reprendrons sur eux.* — QUI ? MOI ?

Et lorsqu'un Ministre étranger de ma connaissance particulière et fort attaché à nos augustes Maîtres disait à M. Gherardini : « *Mais à quoi pensez-vous donc de défendre aussi mal ce pays !* » Le Ministre de famille répondait : — *Laissez, laissez les faire, mon cher ! Lorsqu'ils auront conquis, nous tomberons dessus et nous reprendrons tout* (pour nous).

Par une suite du même principe, on volait Bologne au Chef de la Chrétienté qui n'est en guerre avec personne et qui est véritablement le *Prince de la paix.* Mais Bologne avait été pris la veille par les Français, donc, etc. Cela saute aux yeux.

Et lorsque les Vénitiens écrivent à l'Archiduc : « *Monseigneur, B... s'est trop avancé, il est perdu si vous*

voulez : nous sommes derrière lui avec toutes les forces de l'Etat. Voulez-vous agir de concert ? L'Europe est sauvée. Ce Prince envoie la dépêche au Cabinet, et le Cabinet l'envoie à B..., en lui disant : « *Voilà ce qu'on projette contre vous ; voulez-vous partager avec nous la République ?* » Et l'on fait un Traité où l'on dit : « *La République Française consent que l'Empereur prenne Venise et son territoire* (art. 1er), *et l'Empereur consent que la République prenne le reste* (art. 2). *Pulito !*

Vous parlerai-je de l'épouvantable énigme du 23 mai 1794, chef-d'œuvre de politique délicate, de vues profondes et d'élégante clarté ? — QUI ? MOI ?

Et lorsqu'on demande à Sa Majesté, pour le loyer d'une prison en Toscane, Alexandrie et ses environs, avec des confins dont l'énonciation pouvait fort bien bien englober le Japon ?

Et lorsque Souvarof, debout encore à Augsbourg avec les restes de son armée disséminée mais invaincue, et son immense réputation, disait au *Cabinet :* « Voulez-vous replacer le roi de Sardaigne ? Voilà la dépêche de mon Maître qui non seulement me permet de m'arrêter, mais qui s'engage d'envoyer sur-le-champ une seconde armée. » — NON. — Est-ce la Maison ou le Cabinet qui prononçait si distinctement ce consciencieux monosyllabe ?

Et lorsqu'un plénipotentiaire français (tenez ceci pour aussi sûr que si vous l'aviez ouï) disait aux Conférences de Lunéville : « *Il faudra cependant penser à placer le roi de Sardaigne de quelque manière* », et qu'un

plénipotentiaire du *Cabinet* répondait. « *Et quelle nécessité qu'il y ait un roi de Sardaigne ?* » Dieu nous préserve de soupçonner que la Maison entre pour quelque chose dans cette pensée aimable. — QUI ? MOI ?

Je ne dis rien du grand Joseph II, car ceci deviendrait personnel et je ne permets point à la critique ni même à l'indignation de violer le respect.

Mais que dirons-nous du Pape dépouillé d'abord sur la terre ferme, puis amené à Venise par le *Cabinet apostolique*, sous le prétexte plausible de la plus auguste hospitalité, puis requis là de livrer ses Etats ; boudé ensuite et exclu des terres de l'Empire parce qu'il avait pris la liberté de se refuser à cette *proposition catholique?*

Et que dirons-nous enfin de cette alliance signée à Paris contre l'unique puissance qui demeure debout sur le continent, c'est-à-dire contre l'unique espérance du monde, alliance méditée et conclue dans le plus profond silence, pendant que cette Cour était cajolée et trompée par un homme fait exprès, envoyé exprès, et trompé exprès.

N'est-ce pas, Monsieur le Chevalier, que ce petit tableau, quoique simple miniature, ne laisse pas que d'être joli ? Mais songez donc que tout cela n'est rien, que je ne vous cite que les *jeux* du Cabinet et que je n'ai pas entamé ses exploits. J'espère donc qu'après avoir établi solidement ma distinction fondamentale entre la *Maison* et le *Cabinet*, fondée sur les règles les plus pures de l'architecture, et après avoir protesté de mon sincère et

profond respect pour la Maison, Sa Majesté daignera ne point se fâcher, quelles que soient ses liaisons avec elle, si, lorsque je rencontre le Cabinet sur ma route, il m'arrive de lui donner quelques coups de ma plume pointue. — J'aurai soin de l'essuyer.

Et Sa Majesté sera moins surprise de ces petits accès de mauvaise humeur si Elle veut bien réfléchir que, dans la situation même des choses et malgré toutes les raisons de confiance qu'Elle peut avoir dans ce moment, le Cabinet sacrifierait sans balancer la dernière goutte du sang de Savoie pour pouvoir prendre une ville : après quoi la Maison dirait : « *Qui? moi?* » de la meilleure foi du monde. Cela paraît un paradoxe, et néanmoins rien n'est plus vrai. Je parle à charge et à décharge.

M. le Comte de Saint-Julien a bien senti le rôle que sa Cour lui a fait jouer dans cette circonstance ; mais il dit que ce rôle est honorable, et dans un sens il a raison. On s'exerce beaucoup sur le Prince de Schwarzenberg, et même on m'a dit dans la Légation autrichienne *qu'il avait pris sur lui en homme léger cette dépêche à Stockholm*. Je me suis mis à rire. « Je vais, m'a-t-on dit, vous en donner la preuve. » J'interrompis le raisonneur : « Vous allez me faire observer, lui dis-je, que M. le Prince de Schwarzenberg dit, dans cette dépêche suédoise, *suivant le traité que j'ai signé hier*, et qu'un Ministre ne s'avise pas de citer un traité qui n'est pas ratifié. — Précisément. — Eh bien! Monsieur, précisément cela ne signifie qu'une chose, c'est que le Ministre avait dans ses instructions antérieures : *Dès*

que le traité sera signé, vous ferez telle démarche sans attendre la ratification; car le Prince de Schwarzenberg sera tout ce que vous voudrez, mais il n'est pas fou.» Il y a encore un autre traité du mois de février que j'ignore encore. Celui dont je vous parle a été conclu avec tant de secret, que, le 30 mars, le Prince Kourakin l'ignorait parfaitement, car il a expédié en courrier un Chambellan (M. Divoff) qui n'a pas apporté un signe sur cet article. — Même ignorance à Vienne, quoique M. de Stackelberg allât tous les matins chez M. de Metternich en chapeau rond.

Aujourd'hui vers les onze heures du matin, l'Empereur part enfin pour l'armée; il s'élance de l'église de Casan, où il va faire ses prières et assister à un court service destiné à cette sorte de circonstance. La foule est immense, et la cérémonie, toujours attendrissante, le sera aujourd'hui plus que jamais. — Quand il redescendra à la porte de cette même église, qu'aurons-nous vu? — Ce doute oppresse, au pied de la lettre.

Hier nouvelle conférence avec l'Empereur, mais cette fois dans son Cabinet intérieur. Que ne donnerais-je pas pour pouvoir vous en rendre un compte circonstancié! Mais le temps me manque absolument. Ces sortes de choses ne me troublent, ne m'agitent même d'aucune manière, tant je sens, tant je vois, tant je touche, pour ainsi dire, cette force cachée dont nous ne sommes tous que des instruments. Quelquefois je suis tenté de dire: « *Que vous plaît-il?* » Et d'attendre la réponse Cette conversation pourrait cependant avoir de bien grandes

suites. En me congédiant, il m'a embrassé affectueusement. Que voulez-vous que je vous dise, Monsieur le Chevalier ? Je crois que vous me dispensez de toute description et de toute réflexion. Comment ferais-je d'ailleurs ? Je ne sais pas assez le français.

Il me dit en finissant : « Que pourrai-je faire pour vous auprès de votre Maître ? — Rien du tout, Sire, à moins que, dans quelque relation future, vous ne jugiez à propos de lui répéter purement et simplement ce que j'ai eu l'honneur de vous dire fréquemment : que jamais je ne changerai de service tant que le mien lui conviendra. » *Et hic finis.*

Les balles de fer dont j'ai eu l'honneur d'entretenir Votre Majesté assez longuement ont tout à coup été enveloppées d'un singulier mystère ; on ne sait si on les cache ou si on a découvert quelque inconvénient imprévu, mais on n'en parle pas, et à grand peine j'en ai pu voir une. Peu importe à l'inventeur qui a fait sa fortune.

Je suis avec une haute considération, etc.

P. S. — M. le Prince Koslowsky m'a prié souvent et instamment de le mettre aux pieds de Leurs Majestés, de les assurer de sa reconnaissance sans bornes, de son dévouement parfait, etc.

335

† *A M. le Vicomte de Bonald, à Paris.*

Saint-Pétersbourg, 20 avril (2 mai) 1814.

Monsieur,

Quand on écrit comme vous, il faut s'attendre à quelques lettres indiscrètes. Je ne sais si celle-ci vous paraîtra telle ; mais j'aime mieux courir le hasard de vous en écrire une de ce genre que de me refuser le plaisir de vous remercier de la mention honorable que vous avez bien voulu faire de moi dans votre excellent livre de la *Législation primitive* (t. I, Disc. prélim., p. 123). C'est un peu tard, sans doute, mais c'est aussi tôt que je l'ai pu ; car votre livre ne m'est point parvenu, et, du reste, je me doutais peu que celui que vous avez la bonté d'appeler *célèbre* fût seulement connu à Paris. Je l'avais parfaitement oublié ; mais vous me l'avez rappelé, et, sur votre parole, je suis capable de le relire. J'ai fait connaissance avec vous, Monsieur, dans les journaux ; rien n'empêche même que je ne vous cite la phrase qui commença *ad invaghirmi* de votre personne et de votre manière. C'est un charmant coup de sangle donné en passant à Montesquieu (*comme l'a dit plaisamment dans l'Esprit des Lois l'auteur des Lettres*

Persanes). Je n'ai rien lu de plus exquis, et certainement cette phrase ne peut être oubliée que par un sot. J'ai lu depuis, votre *Divorce* et votre *Législation*, qui m'ont donné la plus haute idée de vos talents et de votre caractère. Je m'arrête, Monsieur, ne voulant point vous enfumer d'un encens inconnu, ni me permettre de jaser dans une première lettre. Que ne puis-je, Monsieur, vous consulter sur une entreprise considérable dont quelques parcelles seulement, arrachées de la masse par les circonstances, vous sont parvenues sous le titre de *Considérations sur la France!* Que j'aimerais vous entendre sur de singuliers chapitres! Malheureusement je ne dois, suivant les apparences, jamais vous connaître. Agréez au moins que je ne vous laisse point ignorer l'impression que vos écrits ont faite sur moi. Si vous avez la bonté de trouver le plus léger plaisir à écrire mon nom dans vos tablettes, parmi ceux des personnes qui vous honorent le plus, je serai, de mon côté, extrêmement flatté si vous me donnez un jour la permission de croire que j'ai pu vous intéresser.

Je suis, avec la plus haute considération, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Comte DE MAISTRE,

Envoyé extraordinaire, Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, près S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

336

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 27 avril (9 mai) 1812.

Monsieur le Chevalier,

En fermant mon dernier paquet, je vous fis part d'une conversation que j'avais eue avec M. de R..... (1) et que *sa liaison intime* avec l'Empereur rend plus particulièrement intéressante, mais je n'avais plus le temps d'entrer dans aucun détail. Aujourd'hui j'esquisserai rapidement cette conversation qui eut lieu, comme je crois vous l'avoir dit, le lundi 8 (20) avril.

— *Que pensez-vous des Jésuites ?*

— Nul doute sur ce point. Non seulement je les crois utiles, mais nécessaires à cette époque, car vous avez dans ce pays, comme ailleurs, une grande secte à combattre ; or une secte ne peut être combattue avantageusement que par un corps. Tout individu est trop faible, et le véritable ennemi de l'exécrable illuminé, c'est le Jésuite. Ceux qui possèdent l'antidote seraient bien aveugles s'ils le rejetaient pendant que le poison coule à

---

(1) L'Empereur de Russie.

flots autour d'eux. Toutes les accusations vagues d'intrigues politiques ne signifient rien. Elles ne sont mises en avant que par des gens qui ne savent pas gouverner ou qui ne veulent pas qu'on gouverne. Je m'en fie à Frédéric II : « *Ce n'est pas le père Le Tellier qui avait tort, c'est Louis XIV ; j'aurais bien su me servir des Jésuites et les empêcher de cabaler.* » Je veux croire, sans examiner jusqu'à quel point, que les Jésuites ont eu quelques-uns des défauts qui tiennent aux grands succès ; mais qui s'arrête devant les inconvénients ne doit pas se mêler de gouverner, car il n'y a rien dans le monde qui n'ait des inconvénients, à commencer par la Souveraineté même, que sûrement vous ne voudriez pas supprimer, ni moi non plus. Les conjurés ont dit leur secret, puisqu'ils ont prononcé à Paris très solennellement que *la Révolution était impossible tant que les Jésuites subsisteraient*. Ils ont dit aux Princes : « *Les Jésuites sont une puissance* », et les Princes sont tombés malheureusement dans ce piège. Mais le fait est que sans *puissance* dans l'Etat, sans corps, sans société, sans institutions fortes, bien organisées, et sans esprit de corps, le Souverain ne peut pas gouverner, puisqu'il n'a qu'une tête et deux bras. Il se tuera de peine et de travail, il se mêlera de tout, il aura à peine le temps de dormir, et tout ira mal. Pour le soutien, pour l'avancement, pour la défense de la religion, pour l'éducation chrétienne et scientifique de la jeunesse, il faut un corps, et je n'en connais pas de meilleur que celui-là. N'est-ce pas la génération de vipères, formée depuis qu'on leur a ôté l'enseignement, qui a perdu la Souveraineté européenne.

Les conjurés l'ont poignardée en se moquant d'elle, après lui avoir persuadé de jeter elle-même sa cuirasse : je ne connais rien de si déplorable.

— *Il faut que vous sachiez que dernièrement...*

— Je sais, Monsieur, ce que vous m'allez dire. Dernièrement un certain personnage étant chez le Général Balachoff, Ministre de la police, se mit à faire les éloges des Jésuites, et dit entre autres choses : « On pourrait en tirer un grand parti, car l'un d'eux est venu me proposer d'empoisonner Bonaparte. » Je sais de plus que ce rapport parvenu à Sa Majesté Impériale, l'a fort troublée, et je sais ce qu'Elle a fait pour savoir si ces Messieurs en effet, etc. Mais je vous le demande, Monsieur, comment ne vit-on pas du premier coup d'œil, et indépendamment de toute considération, que tout homme qui vient dire qu'on lui a dit une telle chose, est par cela même digne de la corde, s'il ne sait pas nommer la personne (et c'est ici le cas) ? D'ailleurs le personnage en question étant Magnesky, déclaré quelques jours plus tard coupable de haute trahison, vous voyez, Monsieur, par quels scélérats les Jésuites sont haïs, et quelles manœuvres exécrables sont employées contre eux.

— *Croyez-vous qu'ils fussent disposés à travailler sur l'opinion, en Pologne, dans le bon sens ?*

— Ils y sont très disposés, et ils s'y emploieront de toutes leurs forces ; je vais d'abord les voir sur les lieux et je les échaufferai de toutes mes forces, mais je crois inutilement. Leur enseignement est l'enseignement catholique (sur le point que vous avez en vue) : le soleil est moins connu.

— *Quels présages faites-vous sur la guerre?*

— L'Empereur n'a qu'une chose à craindre, c'est la faiblesse qui naît de la puissance même. Il amènera à l'armée une Cour, c'est-à-dire l'intrigue, les passions et la multiplicité des pouvoirs. Un usurpateur ne peut être tel qu'en vertu d'une volonté de fer et d'une force d'esprit qui tient du miracle. Il étouffe donc les factions et force toutes les volontés à marcher ensemble. Il a d'ailleurs, pour réussir, deux moyens qui manquent à l'Empereur : il sait faire disparaître les millions et les hommes. (Il se mit à rire.)

Plusieurs Princes ont vu ou pourraient voir dans le désavantage qu'ils ont contre un usurpateur une preuve de leur infériorité. Il n'y aurait pas d'idée plus fausse et plus funeste. Je me rappelle avoir eu l'honneur de dire au Roi, mon Maître : *L'or ne peut couper le fer ; est-ce parce qu'il vaut moins? Au contraire, c'est parce qu'il vaut plus.*

M. de R..... me fit l'honneur de m'interrompre pour s'écrier : « *Ah ! que cela est bien dit !* »

— Il n'y a au moins rien de si vrai ; nul homme ne peut tout, et il n'y a point de grandeur, point de dignité qui n'entraîne quelque inconvénient. L'Empereur ne saurait donc dissimuler les désavantages qu'il a sous ce rapport.

— *Quelles précautions croiriez-vous qu'on dût prendre pour rétablir l'équilibre?*

— Si j'avais l'honneur de conseiller ce grand Prince, j'oserais lui conseiller de se rapprocher un peu des formes dures et expéditives de l'ennemi, autant que la chose

est possible sans altérer entièrement celles de son excellent gouvernement. Il faudrait malheureusement punir plus souvent et plus sévèrement. Il faudrait récompenser aussi plus souvent et d'une façon plus lumineuse. Il faudrait dans les opérations militaires éviter les délibérations et surtout les conseils de guerre. *Qui assemble les hommes les émeut*, disait le Cardinal de Retz, et qui les émeut allume les passions et éteint la sagesse. Deux *puissances* de ce monde ont le droit de contredire sans choquer : la Beauté et la Souveraineté.—Il se prit encore à rire. — Lorsque ces deux puissances contredisent, cela veut dire seulement *il me semble que j'ai raison ;* entre deux particuliers, cela veut dire *il me semble que vous avez tort*. Assemblez les hommes, tout de suite ils se disputeront ; des passions plus sourdes mais non moins dangereuses que l'orgueil s'en mêleront. Il me semble que Sa Majesté Impériale ferait à merveille de consulter ses bonnes têtes, mais à part ; ou, s'il est nécessaire de les rassembler ou de les consulter, qu'Elle leur donne seulement voix consultative, et Elle se décidera ensuite Elle-même avec un seul homme qu'Elle jugera digne de sa confiance, et qu'Elle soutiendra toujours *quand même il aurait tort*. C'est là le grand précepte : s'il arrive qu'il se trompe, c'est à lui seul de se corriger. Ceci n'est un parodoxe qu'en apparence. Il y a bien d'autres précautions à prendre, mais celle qui doit précéder toutes les autres, c'est de travailler en France à côté de *lui ;* il faut flatter les Français, *surtout les nobles*, en agissant de telle et telle manière que j'expliquerai et ne cessant pas un instant de leur présenter un Prince.

— *Et si l'on en venait là, qui croiriez-vous que l'on pourrait proposer?*

— Comment un Souverain héréditaire pourrait-il douter?

Ceci, Monsieur le Chevalier, est à la fois éminemment plaisant et éminemment triste; le côté plaisant n'a pas besoin d'explication. Quant au côté triste, il faut remarquer que les opinions générales dans ces sortes de cas sont quelquefois des erreurs, mais quelquefois aussi elles expriment un acte de la volonté divine qui a dit: *C'est fait.* C'est ainsi qu'au commencement de la Révolution, la persuasion de la canaille, quoiqu'elle ne parût pas avoir le sens commun, m'effrayait souvent. Je craignais que cette *foi à la Révolution* ne fût une preuve qu'elle était décrétée; car, sans cette foi, la Révolution n'aurait pu aller en avant, vu que chaque révolutionnaire aurait craint de s'exposer; — mais jamais ils n'ont balancé. N'en serait-il point de même dans ce moment, à l'égard de ce préjugé terrible qui regarde la restauration de la Maison de Bourbon comme n'étant seulement pas possible, et qui n'appartient pas même comme l'autre à la canaille, mais qui s'élève jusque dans les régions où ne devrait pas atteindre une aussi déplorable hérésie? Il faudrait avoir l'œil bien fin, Monsieur le Chevalier, pour distinguer la vérité entre ces deux suppositions; si la seconde est la vraie, tout est dit. Je reviens aux questions de M. de R.....

— *Croyez-vous pouvoir vous former quelque idée des résultats?*

— Je ne suis pas prophète, mais j'espère fermement que Sa Majesté Impériale peut s'attendre à des succès sans la moindre présomption, et je l'espère par des raisons qui me feraient passer auprès de beaucoup de gens pour un grand fanatique ; mais, dans ce genre, je ne suis pas timide.

Ainsi je doute, *Monsieur*, que les gens qui ont appris l'histoire à l'Empereur lui aient fait observer que, depuis l'établissement du Christianisme, tous les Princes propagateurs de cette religion ont eu des règnes longs et honorables ; quelques-uns commirent des fautes, des crimes même, n'importe : il y a autour de leur tête certains rayons qui ne s'obscurciront jamais. Il n'y a rien de si grand que les noms de Constantin, de Théodose, d'Alfred, de Charlemagne, de Jean, d'Emmanuel de Portugal, de saint Louis, de Louis XIV, etc., et je ne m'étonne pas que Bacon et Leibnitz aient sévèrement reproché aux Princes de leur temps d'être si faibles sur cet article. Tous les Princes au contraire qui ont attaqué cette religion, et ceux en particulier qui ont mis la main sur le Pape, ont tous été ou malheureux ou ridicules, ou l'un et l'autre, depuis les premiers persécuteurs jusqu'à Joseph II de folle mémoire. Il peut se faire seulement qu'un Prince de cette espèce meure tranquille en apparence, lorsque l'anathème qu'il s'est attiré menace non seulement sa personne, mais ses Etats et tout ce qu'il a fait, et qu'il doit se lier à quelque grande catastrophe qui n'est pas mûre encore. Ce fut le cas de Frédéric II ; il eût été bien heureux d'être foudroyé à trente ans ; mais la Prusse ne devait pas en être quitte à si bon

marché, et c'est elle-même qui devait périr comme complice de son Maître. Qu'on fasse profit de ces vérités, ou qu'on les tourne en ridicule, c'est égal, elles n'en subsistent pas moins, et je vous les dis, *Monsieur*, sans m'informer aucunement de la manière que vous les envisagerez. Mais comme *votre Maître* vient de se signaler par l'organisation des missions en Silésie, en Géorgie, en Crimée, à Odessa, etc., sans être prophète, encore une fois, je me crois autorisé à lui présager des succès ; car pourquoi y aurait-il contre lui une exception à une loi générale? L'Empereur est d'ailleurs particulièrement admirable dans cette circonstance, car je sais très bien quels préjugés il a eu à vaincre sur ce point, et certainement de pareilles résolutions ne peuvent partir que d'un cœur bien droit et d'un esprit de justice. Ainsi donc j'en reviens toujours à dire que, sans pouvoir pénétrer de certains mystères, je suis porté à croire que tôt ou tard le cœur droit et l'esprit de justice auront *leur effet*, c'est-à-dire une récompense.

— *Et de ce grand diable d'homme, que pensez-vous ?*

— Je vous l'ai dit, *Monsieur*, toute proportion gardée, en vous parlant du Roi de Prusse Frédéric II, il ne peut y avoir de doute que sur la date.

Je ne crois pas, Monsieur le Chevalier, avoir oublié aucun trait important de cette conversation, d'autant plus intéressante que, vu *la liaison intime* des personnes que je vous ai fait connaître, elle sera infailliblement portée à Sa Majesté Impériale.

Jamais je n'avais parlé en tête-à-tête à M. de R....., et souvent même il n'a tenu qu'à moi de croire que jamais

je ne lui parlerais. Au bout de dix ans, je me suis senti serré entre ses bras, comme je vous l'ai dit. Je souhaite que ce sentiment se soutienne et qu'il me soit utile auprès de *son Maître*.

J'ai fait une nouvelle tentative au sujet du subside (indirecte cependant), mais encore une fois sans succès, du moins actuel.

M. de Saint-Julien est toujours ici, et fort bien traité. On parle toujours de la grande alliance. On compare beaucoup ce que l'Autriche vient de faire contre la Russie à ce que la Russie fit contre l'Autriche dans la dernière guerre ; mais c'est bien différent. L'Empereur de Russie était maître chez lui et parfaitement libre de donner les commissions qu'il jugeait à propos à un général tel que le feu Prince Galitzin, qui en effet ne fit que jouer la comédie, quoi qu'en aient dit les Autrichiens. Aujourd'hui, au contraire, les troupes autrichiennes tomberont entre les mains de Napoléon qui en fera ce qu'il voudra. C'est un peu différent. On nous dit à présent que Sa Majesté Impériale a refusé de ratifier, que les Archiducs ont déclaré qu'ils ne commanderaient jamais l'armée stipulée, etc. (Ceci est plaisant. Qu'importe à Napoléon ?) Je ne sais ce qu'il en est. M. le Prince de Schwarzenberg peut fort bien s'être sacrifié au besoin du moment, et avoir fait une bévue apparente en priant son Maître de le désavouer ; souvent c'est le devoir d'un Ministre d'en agir ainsi, étant bien sûr qu'un Maître juste en tiendra compte ou à lui ou à ses héritiers ; mais comme je ne sais rien sur ce fait, je ne dis rien. Au surplus chaque Cabinet est régi par un certain esprit particulier

qui va ou qui tend toujours à ses fins et qui n'a rien d'absolument commun avec la morale ni avec aucune affection humaine. Si quelque Cabinet paraît, à telle ou telle époque, plus juste qu'un autre, c'est que des circonstances connues ou inconnues l'empêchent d'agir. Il est juste comme l'eunuque est chaste. A cet égard, il faut en prendre son parti, et tout ce qu'on reproche à celui d'Autriche dans cette occasion me paraît une véritable peccadille, comparé à d'autres gentillesses dont je vous esquissais l'autre jour l'intéressant catalogue. — A propos de probité, voici un tour de la bonne espèce que Sa Majesté doit connaître.

L'Amiral Tchitchagoff, rentré au Conseil et attaché à la personne de l'Empereur avec tous les honneurs de la guerre, a eu, il y a quelque temps, une entrevue extrêmement tendre avec son Maître. L'Empereur lui a dit : « *Je sais ce que vous avez dit de moi, mais j'attribue tout à un bon motif.* » Enfin, Monsieur le Chevalier, un beau jour, Monsieur l'Amiral a été nommé plénipotentiaire pour la paix avec les Turcs, qui demeure toujours suspendue. Cette nomination était tenue extrêmement secrète. On a su cependant que l'Amiral a eu une scène terrible avec le Chancelier, et que, dans le cours de cette conversation *tendre*, le mot de *trahison* lui a échappé; on croit du moins savoir cela. Le Chancelier a laissé manquer l'Amiral de certains papiers, et comme il est parti d'ici le premier, il a envoyé de Vilna un ordre qui arrêtait Kutusoff avec de nouvelles instructions relatives à ses pouvoirs primitifs, et un avertissement portant que, *s'il ne signait sur-le-champ la paix, elle allait être*

signée incessamment par l'Amiral Tchitchagoff, qui était sur les talons du courrier. Ici tout Ambassadeur ordinaire ou extraordinaire, tout envoyé extraordinaire, Ministre plénipotentiaire, Ministre chargé d'affaires, résident ou tout autre honnête homme de cette classe, est tenu de dire comme le valet espagnol : « *Comment donc, Monseigneur! Je ne ferais pas mieux, moi qui m'en pique.* » Là-dessus, savez-vous, Monsieur le Chevalier, à quoi s'amuse M. le Général Kutusoff, au lieu de faire la paix? Il passe les jours et les nuits avec une Valaque dont il est ensorcelé et qui passe publiquement pour être aux gages de la Porte. Vous saurez qu'il a soixante-dix ans et qu'il a eu la tempe percée par un coup de feu qui lui a emporté l'œil et en a fait un des plus charmants hommes qu'on puisse connaître. — Il me paraît impossible que cette affaire n'ait pas de suite. L'Amiral est capable de rester à Vilna et de traiter le Chancelier comme un laquais en présence de l'Empereur, et peut-être de le renverser. Il faut connaître l'homme.

N'est-ce pas une chose terrible et bien humiliante pour notre pauvre nature que l'histoire de la politique ne soit qu'un amas de noirceurs et d'iniquités?

L'Empereur a été reçu à Vilna avec un enthousiasme extraordinaire. Il a pris une attitude très respectable. Le résultat de la guerre est la famine, mais de ce côté-ci l'on est beaucoup mieux approvisionné que du côté des Français; de là la tranquillité apparente de Napoléon. Plusieurs personnes très bien informées croient encore à la possibilité de la paix.

Jamais je n'ai eu l'honneur de vous parler de la Si-

cile, dont vous êtes plus près que moi ; le Duc parle ici fort bien du changement arrivé, du vicariat passager ; on lui répond avec le même sérieux qu'il y met. Le Roi, qui avait déjà fait tant de choses pour lui, a eu la bonté délicate, avant de céder les rênes, de faire le fils du Duc Gentilhomme de la Chambre en exercice, ce qui est beaucoup à cette Cour. Le Duc l'a bien servi, mais il est brillamment reconnu. — *Je confesserai ceux qui me confesseront.*

Mettez-moi, je vous prie, aux pieds de Sa Majesté, et recevez l'assurance de la respectueuse considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. — Je compte partir demain dans la nuit pour le service de l'Empereur, qui m'appelle à Polock.

337

† *Au Comte Rodolphe.*

Polock, 7 juin 1812.

Non, non, je n'ai rien reçu de Vilna. Je vous avais écrit très expressément, mon cher enfant, de m'écrire ici, sous l'adresse du R. P. Angiolini, si vous doutiez encore de mon arrivée : jugez combien j'ai été fâché de ne rien trouver de vous en arrivant ! Le 29 seulement, votre lettre du 16 avril, d'Oruga, m'est arrivée par

Pétersbourg, et celle d'Opsa, du 22 mai, arrive aujourd'hui. Entre ces deux époques du 16 avril et du 22 mai, je vois que vous m'avez écrit deux fois : ce sont ces deux lettres que je n'ai point reçues encore; je les regrette beaucoup. M. Kalitcheff, porteur de votre billet et de cette réponse, m'a fait venir l'eau à la bouche en me disant qu'il était venu acheter ici de l'avoine : il me semble que vous avez bien peu de crédit auprès de votre chef si vous ne pouvez pas vous faire commander aussi pour acheter quelque chose, ne fût-ce qu'un manche de fouet. Pourquoi ne me dites-vous pas au moins que vous êtes fâché de n'être pas à la place de cet officier? Vous l'avez oublié; dites-le moi par une autre occasion. Vous dites que vous devenez mélancolique; je vous assure qu'il ne tient qu'à moi de l'être. Je ne me rappelle aucune époque de ma vie où j'aie été plus seul, plus isolé, plus séparé de tout être vivant et de tout *réconfort*. Je passe des journées entières dans mon fauteuil, et je le quitte pour me mettre au lit. Les Jésuites ont fait pour moi l'impossible, il n'y a pas de politesse imaginable qu'ils ne m'aient faite ; sans eux, je n'aurais pu demeurer ici. Ils m'ont meublé complètement ; leur bibliothèque et leur société me sont d'un grand secours ; mais je n'abuse pas de la seconde ; ce ne sont pas des *perdeurs de temps*. Je suis charmé que votre latin vous ait servi si à propos à Oruga, et je ne doute pas que le R. P. n'ait écrit dans ses annales : *Aujourd'hui j'ai confessé en latin un Chevalier-Garde.*

Toujours point de nouvelles de votre mère : je n'y conçois rien, ou pour mieux dire je conçois bien que

les dames ne sachent guère comment il faut se retourner dans certaines occasions. J'ai bien compassion de ces pauvres femmes, lorsqu'elles lisent les bulletins français ; je ne leur écris que deux mots : *Un tel jour, on se portait bien.* Je ne m'accoutume point à cette vie. J'ai vu l'instant de la réunion, mais ce n'était qu'un éclair qui a rendu la nuit plus épaisse. Je me console en pensant à l'étoile de ma famille, qui la mène sans lui permettre jamais de s'en mêler. *Je n'ai jamais eu ce que je voulais;* voilà qui devrait désespérer, si je n'étais forcé d'ajouter avec reconnaissance, *mais toujours j'ai eu ce qu'il me fallait.* Cependant, *væ soli!* Adieu, mon cher enfant ; continuez à marcher *dans les voies de la justice et du courage.* Pour vous seul je me passe de vous, je ne dis pas sans peine, mais sans plainte. Je ne cesse de m'occuper de vous : si vous quittez ce monde, je pars aussi, je ne veux plus baguenauder. Adieu encore; venez acheter de l'avoine, nous dirons le reste.

338

Au Roi Victor-Emmanuel.

Polock, 27 mai (8 juin) 1812.

SIRE,

Tout est constamment dans un repos inconcevable, et malheureusement, ma position, tant qu'elle durera, ne me permettra guère de suivre les affaires avec quelque

succès. Je vis ici comme dans un désert, et sans les RR. PP. Jésuites, dont je respecte pourtant les occupations, il n'y aurait pas ici une personne à qui il me fût possible de dire une parole. Le séjour n'aurait pas même été possible pour moi physiquement sans ces messieurs qui m'ont accablé de politesses ; ils m'ont à peu près meublé, car il n'y a rien ici. Jusqu'ici je n'ai eu l'occasion de me livrer à aucune occupation intéressante, et le terme de mon séjour dans ce lieu ne se présente point encore à moi sous aucun rapport. Je croyais, sur les rapports les plus certains en apparence, que les femmes pouvaient sortir de France sans difficulté ; j'étais dans l'erreur. Ma femme n'a pu obtenir ni même demander un passeport à Turin, vu qu'on venait d'en refuser un dans un cas tout à fait semblable. La première lettre que j'ai reçue ici d'elle m'a accablé, car elle m'ôtait à peu près toute espérance. Une seconde m'apprend qu'elle a écrit à Paris et qu'il n'y a rien de désespéré. Pour moi, Sire, je crains beaucoup l'étoile qui me poursuit, et j'ai bien peur de n'avoir fait qu'un beau rêve. Si je perds même l'espérance à cet égard, je ne vois plus qu'un malheur égal : ce serait d'aller rejoindre ma famille où elle est ; mais, en évitant ce malheur, ce qui dépend de moi, je ne cesserais pas pour cela d'être l'un des hommes les plus malheureux du monde, en me voyant ainsi mort pour mes enfants si longtemps avant mes obsèques. J'aurai l'honneur de faire connaître en détail à Votre Majesté, comme je le dois, tout ce qui s'est passé à cet égard du côté de l'Empereur, mais je ne le puis avant d'être de retour.

Au moment où la nouvelle de l'alliance arriva à Saint-Pétersbourg, on la regarda d'abord comme une déclaration de guerre ; mais, du côté de la Cour, on n'a pu voir qu'un aplomb parfait et une dignité froide parfaitement silencieuse, quoique la Légation autrichienne se crût déjà sur la route de Vienne. Cependant, quand je suis parti, j'ai pu déjà observer un changement chez ces messieurs. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils n'ont essuyé (du moins extérieurement) aucun signe de froideur, et, lorsque j'ai pris congé du Comte de Saint-Julien, et qu'on s'est dit, comme c'était naturel : « *Nous reverrons-nous ?* » il me dit : « *La chose est plus probable qu'elle ne l'était il y a quinze jours* », ce qui m'a paru remarquable. En général, pour juger cette puissance dans la nouvelle circonstance qui se présente, il faut voir non ce qu'elle *a promis*, mais ce qu'elle *fera*. Je crois ne devoir blâmer en politique que ce qui est véritablement inique en soi. Si quelque puissance, par exemple, voulait détrôner Votre Majesté pour s'emparer de ses Etats, rien ne pourrait m'empêcher de donner à ce projet le nom qu'il mérite ; quant à ce qu'on ne fait que pour se sauver, il me semble que toutes les puissances peuvent se le pardonner mutuellement ; car, sur ce point, elles ne sont réellement pas libres.

Votre Majesté sait qu'il n'y a plus de Prusse. L'infortuné Souverain a, depuis quelque temps, à peu près abandonné la partie. Il a livré sa capitale aux Français et il s'est retiré en Silésie : rien n'est plus digne d'une respectueuse compassion. Une personne qui entend fort bien ces sortes de choses me disait un jour que ce Prince

avait fait une très grande faute de se livrer au plaisir d'entretenir une armée. Cette idée est probablement juste. Le Prince qui ne peut avoir que 30,000 hommes, à côté d'un ennemi tel que Napoléon, qui en a 600,000, ferait bien de n'en avoir que 300 pour sa police. Les Prussiens se sont vantés d'en avoir 100,000 ; on est venu les prendre. Le Roi, pour comble de malheur, n'a pu se déterminer à rien de décisif : s'il avait pris le parti de marcher avec toute son armée sur la frontière de Russie, je crois que l'union se serait faite. Mais les deux Princes n'ont pu s'entendre. Cette malheureuse Prusse est un champ de désolation qui fait pitié. Tout est détruit, tout est pris. Les paysans ont tué leur bétail et les officiers se sont brûlé la cervelle. Au milieu de si grands malheurs, Votre Majesté est encore fort heureuse qu'il n'y ait pas du moins prise sur Elle. Mon chagrin est, comme j'ai eu l'honneur de le lui dire déjà, que ses affaires soient entrelacées, s'il est permis de s'expliquer ainsi, avec celles du monde, et qu'il n'y ait pas jour à quelque intérim en sa faveur. Un autre chagrin que j'ai, c'est de ne pouvoir parler de ses affaires avec personne : l'égoïsme est partout, c'est la loi du monde ; je voudrais de tout mon cœur que le subside pût être porté au niveau du change, ce qui le quadruplerait, ainsi que celui de l'auguste beau-frère de Votre Majesté ; mais, dans ce moment, cette augmentation a effrayé. Cependant, si le change tombait encore, et beaucoup, pourrait-on avec dignité l'accepter ?... Je m'arrête, Sire. J'ai fait les signes convenables, mais sans indiscrétion, car j'aurais choqué, sans profit pour Votre Majesté. Il suffit

qu'Elle sache que jamais je n'ai perdu cet objet de vue.

La misère et la disette sont extrêmes sur cette frontière comme au delà. On ne peut concevoir comment ces immenses armées vivent. S. M. l'Empereur a bien un avantage par son attitude, mais qu'arrivera-t-il et que produira la faim ? C'est ce que je ne puis dire. Point de nouvelles de la Turquie ni de l'ouverture des ports. C'est le mystère des mystères et tout le bon sens humain s'y perd.

Je me recommande de nouveau aux bontés de Votre Majesté, en la priant d'agréer, etc.

P. S. — Il paraît qu'on ne peut guère douter, dans ce moment, des plans de Napoléon. Il espère que l'Empereur se consumera lui-même ; il compte sur la continuation de la clôture des ports, sur la chute absolue du commerce qui en est la suite, sur la chute absolue des billets qui sera *la suite de la suite*, sur la disette, les maladies, les désertions, etc., etc. Après quoi, il attaquera. La récolte de cette année influera peut-être beaucoup sur les événements. L'année dernière, elle a été nulle ; cette année, on ignore encore ce qu'elle sera : la végétation est retardée au point qu'au moment où j'écris, il n'y a pas encore ici, à Polock, un brin d'herbe dans les jardins. Les impôts, en 1812, paraissent avoir été portés au maximum. Cet état peut-il durer ? C'est ce que je n'oserais nier ni affirmer. Beaucoup de gens, surtout dans les pays étrangers, disent : Pourquoi se consumer inutilement ? Pourquoi ne pas attaquer ? Ces idées

se présentent, en effet, assez naturellement ; cependant, croit-on que l'Empereur ne soit pas aussi affamé de gloire que tout autre prince jeune et puissant? Il connaît son monde et ses affaires ; s'il ne veut point commencer, je ne prendrai point sur moi de le blâmer.

Peu de temps avant mon départ, l'ambassadeur de France envoya assurer une jeune épouse de ma connaissance, dont le mari avait joint l'armée, qu'elle pouvait parfaitement se tranquilliser et qu'il n'y aurait point de guerre. Il y a beaucoup d'intention dans ce message, car cela veut dire : il n'y aura point de guerre parce que mon maître ne le veut pas. Cet ambassadeur est précisément l'antipode du précédent. Nul orgueil, nulle violence, nulle action sur l'esprit des hommes. L'autre avait tout cela. On criait beaucoup à la faiblesse, à la bassesse, sur le ton d'amitié dont le premier jouissait à la Cour, et sur la manière dont le traitait le Chancelier ; mais, à mon avis, c'était là ce qu'on appelle en français UNE BÊTISE, car ce traitement était précisément dans les règles de la plus savante politique : il avait pour but de lui faire perdre son crédit à Paris, et, en effet, c'est ce qui est arrivé.

Je me suis séparé en fort bon ami du ministre d'Autriche, et le fameux dîner dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté n'a pas amené le moindre nuage ; cependant, en y regardant de près, il m'a toujours paru certain que le ministre de Votre Majesté est pour quelque chose dans ses instructions, et qu'il n'a pas cessé de s'observer. Encore une fois, je fais abstraction des liaisons de famille et de ce qu'on appelle la

Maison. J'ai assez fait mes protestations à ce sujet, mais le *Cabinet* va son train et ne nous aime pas.

L'Empereur m'a demandé le plan d'un édit pour le rétablissement du royaume de Pologne et d'un manifeste pour l'annoncer ; je l'ai fait. Je ne vois pas cependant que, pour le moment, il faille s'attendre à aucun résultat.

339

Au Même.

Polock, 22 juin (4 juillet) 1812.

SIRE,

Le 12 juin (n. s.) je suis parti pour Wittebsk, résidence de Son Altesse Royale Mgr le Prince Alexandre de Wurtemberg, oncle de Sa Majesté Impériale et Gouverneur général de la Russie Blanche. J'ai cru qu'il était de mon devoir, puisque je devais séjourner si longtemps dans l'étendue de son gouvernement, d'aller lui faire ma cour. J'ai été reçu avec une extrême bonté : il ne m'a presque pas été possible de sortir de son hôtel pendant mon séjour, qui a été très court, car le lendemain j'étais rendu à mon poste, éloigné de Wittebsk de 120 verstes.

Le 22 (n. s.), seconde fête de la Pentecôte, le Prince est venu à son tour à Polock, où il a honoré de sa présence et de toute son attention l'inauguration de la

nouvelle Académie ou Université confiée aux Révérends Pères Jésuites, et dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Majesté. Le diplôme de Sa Majesté Impériale fut porté en procession par l'évêque de Minsk, qui officiait, d'une salle basse de l'Académie jusqu'à l'église, à travers la grande place. Ce diplôme est un petit livre de format in-folio et de cinq feuillets seulement; il a coûté 2,000 roubles. Celui du lycée de Czarsko-Celo en a coûté 5,000; mais les Révérends Pères sont économes.

La cérémonie de l'inauguration commença par une grand'messe, à laquelle Monsieur le Prince, qui est protestant, assista avec une décence remarquable. Je ne quittai pas ses côtés pendant cette longue cérémonie, qui me parut très propre à exercer une tête philosophique. Lorsque la Cour Très Chrétienne, la Cour Catholique et la Cour Très-Fidèle crurent devoir commander à Clément XIV un bref fameux, qui aurait dit aux uns et aux autres qu'une telle chose se passerait dans un tel pays? Incroyable bizarrerie des événements humains! Et qui sait encore ce qui arrivera ici? Car rien n'est plus incertain, comme Votre Majesté le verra bientôt.

Rien n'égale la politesse recherchée, la bienveillance et l'instruction de ce Prince; mais je doute que la Russie Blanche en jouisse longtemps.

La guerre a commencé à la fin de juin; l'Empereur était à Vilna et Napoléon à Varsovie. Il y a eu d'abord une foule d'envoyés de part et d'autre, et (Votre Majesté pourrait-elle le croire?) l'Empereur s'attendait encore à une déclaration formelle et à des formes an-

ciennes. Personne, à cet égard, ne veut se corriger ni s'instruire. Au surplus, comme Sa Majesté Impériale ne voulait pas absolument commencer, il n'y a pas grand mal. Napoléon est donc parti de Varsovie avec 100,000 hommes ; il s'est avancé rapidement jusqu'à Covno, où il a passé le Niémen à gué, la nuit (j'ignore la date précise), et, le 25 juin, il est entré à Vilna, vingt-quatre heures après que l'Empereur en était parti, emportant avec lui tout ce qui pouvait être emporté, jusqu'aux instruments de physique et de mathématiques de l'Université. Par ce mouvement, les Français se jetaient entre l'armée de l'Empereur et celle du Prince Bagration, dont j'ai eu l'honneur de marquer la position à Votre Majesté. Il y a même des militaires qui soutiennent que la réunion n'est plus possible ; mais j'espère qu'ils se trompent. A l'ouverture de la campagne, nous avons vu se déployer un plan auquel personne ne s'attendait ; c'est celui de harasser Bonaparte et de lui faire une guerre espagnole, sans livrer bataille. La Pologne est abandonnée systématiquement. Les Russes, en se retirant devant les Français, détruisent ou emmènent tout ; ils ne laissent pas un cheval, une vache, un mouton, une volaille. Les Français arrivent, de leur côté, comme des bêtes féroces et affamées ; ils vont sans souliers, sans habits, sans paye et sans pain, enfin avec leur fusil, qui est toujours excellent et qu'ils déposent en arrivant pour se répandre dans toutes les habitations et y saisir tout ce qui a pu échapper à la plus savante destruction. Le principal auteur du système russe est un officier prussien nommé Pruhl, espèce de professeur de tactique ancienne, et qui

s'est fort avancé dans la confiance de l'Empereur ; il s'est immortalisé par la prédiction qu'il a faite à Saint-Pétersbourg au commencement de la guerre d'Espagne, *que les Espagnols ne pouvaient pas résister une année.* Au reste, Sire, il peut très bien se faire qu'une de ces vieilles machines militaires, qui n'ont guère plus d'esprit qu'un canon, se trompent dans les occasions où il faut surtout apprécier ce côté moral de la guerre dont la connaissance profonde distingue surtout le véritable général, mais il ne s'ensuit pas que dans certaines occasions ordinaires où il ne s'agit que du matériel, une telle machine ne puisse avoir parfaitement raison. Et dans ce cas, par exemple, je ne voudrais pas me presser de condamner le plan qu'on a choisi ; on m'assure déjà que les Français sont furieux, parce qu'ils s'étaient flattés de finir la guerre en deux mois, et par une seule bataille. L'armée de Napoléon n'a guère qu'un cinquième de Français, le reste est composé d'Allemands, de Polonais, d'Italiens, de Piémontais et d'Espagnols.

On se forme aisément une idée du patriotisme de ces gens-là. Lorsque deux prisonniers de guerre espagnols ont entendu dire (ceci est parfaitement imaginé) que l'Empereur les enverrait chez eux, ils ont dit que si les autres savaient cela, ils déserteraient tous. L'armée française, suivant tous les avis, est réduite à la plus terrible disette. Deux officiers qui sont allés de Vilna à Covno porter quelques paroles à l'ennemi ont observé, en comptant chacun de leur côté, dans un espace de quelques milles, huit cents cadavres de chevaux français. De ce côté, au contraire, tout va bien sous ce rapport :

chevaux et hommes, tout est dans l'état le plus florissant. Certainement, Sire, si Napoléon s'avance, il se met dans un bien grand péril; car s'il se voyait obligé de faire une retraite comme celle de Masséna en Portugal, il n'en serait pas quitte à si bon marché, quoique cela ait coûté bien cher à l'autre. Comment se retirer dans une plaine immense, devant une formidable cavalerie toute fraîche? Je ne me permets donc de rien dire sur le plan en général. J'y vois bien le danger de décourager le soldat, qui n'aime pas à reculer toujours; mais on a soin de lui faire comprendre qu'il recule parce qu'il le veut bien. Jusqu'à présent, l'esprit est fort bon, la tenue excellente, et toutes les fois qu'il y a eu des rencontres inévitables d'avant-postes, les Russes ont eu le dessus. Le quartier général de l'Empereur sera dans deux ou trois jours sur la rive droite de la Duna, vers l'embouchure de la Drissa, à soixante verstes de moi. Je ne sais si l'Empereur voudra ou pourra défendre la Duna. Il a dit, à ce qu'on m'assure: « *Je le mènerai, s'il veut, jusqu'au Volga.* » Je ne doute pas que Napoléon ne fasse l'impossible pour amener une bataille décisive; mais si l'Empereur recule encore, le suivra-t-il? Si Votre Majesté jette les yeux sur la carte, Elle verra qu'il aurait alors le Prince Bagration sur les épaules avec des forces énormes. Ceci passe ma conception.

Napoléon, en entrant en Russie (ou dans la Pologne russe), a fait imprimer une adresse à ses troupes, dans laquelle, après avoir accusé la Russie de tous les torts qu'il a lui-même, il termine en leur disant *qu'il va, en très peu de temps, éteindre pour jamais l'influence que*

la Russie s'est arrogée sans raison en Europe depuis cinquante ans.

Le Général Balachoff, Gouverneur militaire de Saint-Pétersbourg, était allé à Covno s'aboucher par ordre de l'Empereur, avec Napoléon. Celui-ci lui dit entre autres choses curieuses : « Qu'est-ce que votre Empereur fait à la tête de ses armées ? Qu'il demeure tranquille dans sa capitale, pour gouverner ses Etats ; *quant à moi, c'est différent ; je fais mon métier.* » Je crois bien qu'il avait raison ; mais, si quelque chose pouvait m'en faire douter, ce serait précisément son assertion.

Il ajouta : « Il fait là une guerre qui déplaît à tout le monde, à ses amis mêmes, aux Anglais, *et même à ses troupes.* » Balachoff prit la parole : « Ah ! pour cela, Sire, je demande pardon à Votre Majesté : les Russes font la guerre de grand cœur et ne demandent qu'à en venir aux mains avec vous. » Il ne répliqua rien.

Par ce que j'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté jusqu'ici, Elle voit que le sort de la Russie Blanche même est fort douteux et que les Français pourraient bien faire une visite à la nouvelle Académie et casser une glace fondue hier. C'est le siècle des destructions, et c'est déjà un grand et terrible phénomène que le spectacle des Français combattant en Russie. — Je me tiens prêt à tout événement pour n'être pas surpris quoi qu'il arrive.

Le général Benningsen, qui avait livré les batailles de Pultusk et de Preussich-Eylau et qui vivait sur ses terres, est rentré au service et se trouve à la suite de l'Empereur. Le général d'Armfelt, Suédois, dont les terres sont

en Finlande et qui, par cette raison, a passé au service de Sa Majesté Impériale, est aussi à sa suite avec le titre d'adjudant général. Le marquis Paulucci est Quartier-maître général de l'armée même de l'Empereur. Il pousse sa carrière inouïe toujours avec le même bonheur, et la manière audacieuse et écrasante qu'il a adoptée lui a réussi parfaitement jusqu'à ce moment. Je connais de lui des traits d'audace qui paraîtraient fabuleux à Votre Majesté, et qui sont cependant très certains. S'il a des succès, il élèvera le ton. Je n'ai jamais rien connu d'égal à ce caractère. Je ne sais quelle est son opinion sur le plan de guerre adopté, mais une personne qui vient de l'armée m'assure qu'il est blâmé par le général Benningsen.

La paix est faite avec les Turcs, elle a été ratifiée par le vizir; mais la ratification du Sultan n'est point encore arrivée au moment où j'écris. Le général Andréossy étant allé à Constantinople, qui sait ce qui arrivera encore? On sait que, par cette paix, la Russie s'avance jusqu'au Pruth et qu'elle restitue le reste de la Moldavie et toute la Valachie. On sait de plus que l'indépendance de la Servie est assurée *sous la protection de la Russie*. L'honneur de cette dernière puissance est donc parfaitement à couvert. On nous a débité de plus que la Turquie s'engageait à maintenir sur sa frontière une armée de 100.000 hommes pour surveiller l'Autriche; je croirai à cet article lorsqu'il sera imprimé dans la *Gazette de la Cour*. J'ignore encore si c'est l'amiral Tchitchagoff qui a fait la paix, ou s'il l'a trouvée signée. Sa Majesté Impériale l'a revêtu d'un grand pouvoir de

terre et de mer, car l'armée et la flotte de la mer Noire sont à ses ordres, et il est Gouverneur des provinces *circum-Danubiennes* sans que je connaisse encore les limites de ce gouvernement.

A Vienne, quoiqu'on n'aime point la Russie (il s'en faut infiniment), on fait néanmoins dans ce moment des vœux pour elle. Le prince de Schwarzenberg, est, je crois, le seul Autrichien parfaitement francisé; on a opéré cette conversion à Paris où l'on s'y entend. C'est lui, je pense, qui commande les troupes autrichiennes qui sont dans le Grand-Duché de Varsovie, et peut-être est-il destiné à entrer en Russie. La manière dont cette puissance alliée de la France agira dans cette occasion sera un spectacle très intéressant. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche a cédé et cédera peut-être encore sur des points bien importants, mais il y allait de son existence; combien de choses il a faites, pendant son règne, contre ses intentions les plus formelles ! Ce sera une distinction bien triste pour notre siècle, Sire, que les plus grandes vertus des Souverains y soient rendues inutiles aux peuples, d'abord par un esprit coupable qui a pénétré dans les Cabinets et contrarié ces vertus, et ensuite par cette terrible Révolution qui a tout anéanti, surtout le pouvoir de faire le bien.

Jusqu'à présent, Sire, on ne s'aperçoit point encore qu'aucun général ait pris un ascendant qui soit victorieux de tous les autres. L'Empereur se croit décidément inférieur aux Français du côté des talents, et c'est par cette raison qu'il a imaginé de limer leur force au lieu de la rompre. Je ne dis pas que ce plan soit le

meilleur, car la guerre n'est pas mon métier, mais je dis seulement que si Sa Majesté Impériale fait exécuter invariablement ce plan par tous ses généraux, tous considérés comme de simples aides de camp, il y aura du moins une véritable unité, un ensemble militaire, et que cela vaudra mieux que des moitiés ou des quarts de plan mêlés et pour ainsi dire cousus ensemble.

Il arrive rarement, Sire, que dans des circonstances telles que celles où nous nous trouvons, et dans un lieu surtout aussi perdu que celui où je me trouve dans ce moment, on puisse écrire une lettre entière sans avoir quelque chose à corriger; on m'assure, par exemple, pendant que j'écris celle-ci, et je crois l'avis très sûr, que les Russes n'ont rien enlevé de l'Université de Vilna, et qu'il est faux que les Français souffrent de la disette autant qu'on le dit. Le fait est que Napoléon, qui sait son métier, recueille ses forces, et que lorsque toutes ses colonnes seront prêtes, il donnera un des plus grands coups de collier qu'il ait jamais donnés de sa vie, et qui le portera peut-être sur la Duna. Sa Majesté peut attacher ses yeux sur cette rivière qui sera sûrement célèbre d'une manière ou d'une autre dans l'histoire.

La nécessité de demander des passeports à Paris, même pour se rendre dans un pays allié, ayant conduit ma femme jusqu'à la déclaration de guerre, je regarde cette affaire comme manquée, et de plus je crois qu'elle l'est pour toujours, car il y a des moments qui ne se répètent guère dans la vie ; j'ai subi pendant la mienne peu de coups aussi sensibles.

Je me rappelle avoir eu l'honneur d'écrire à Votre

Majesté que mes occupations philosophiques dans ce pays et ma correspondance occuperaient beaucoup un et même deux Secrétaires : j'ai répété la même chose à M. le Chevalier de Rossi, de particulier à particulier. Une lettre de ma sœur me ferait soupçonner que cela a été pris pour une demande détournée pour avoir un Secrétaire. Je me hâte, Sire, de repousser une telle interprétation. Je manquerais tout à fait de délicatesse et presque de sens commun si je demandais un Secrétaire à Votre Majesté ; Elle sait assez, d'ailleurs, que je ne demande rien obliquement. J'ai constamment eu l'honneur de lui adresser directement toutes mes demandes sur ce qui a pu m'être nécessaire depuis dix ans ; j'ai constamment été refusé, même dans les choses parfaitement indifférentes et dont le refus paraissait une preuve certaine de mécontentement ; mais j'ai pensé aussi que ces demandes directes avaient peut être quelque chose qui pouvait ne pas paraître assez respectueux et qui, par conséquent, serait très condamnable ; d'un autre côté, Sire, cette nécessité de n'aborder les princes que d'une manière indirecte amène les intrigues, les cabales, les manœuvres de toute espèce qui trompent et tourmentent les Souverains à mesure qu'ils sont bons et justes comme Votre Majesté, de manière qu'il y a beaucoup de pour et de contre. Le fait est, Sire, que non seulement je n'ai point pensé à demander un Secrétaire à Votre Majesté, mais qu'un Secrétaire dans ce moment serait un fléau pour moi.

340

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 5 (17) juillet 1812.

Le 26 juin, mon cher enfant, en partant de Polock, je vous écrivis une courte et triste épître qui aurait dû être marquée n° 9 ; mais je n'avais guère la tête aux numéros. J'ai fait un très heureux voyage, sans me coucher, et vivant je ne sais de quoi. En arrivant ici, j'ai trouvé la solitude affreuse dans une grande maison, et jamais je n'ai mieux senti le *væ soli !* Le jour même de mon départ de Polock, V... s'est fait congédier sur le champ et sans retour. Ce valet de chambre, du moins dans ce moment, m'a causé des embarras inouïs ; mais je les ai surmontés. Il me parla devant deux étrangers d'un ton qui n'était pas tolérable ; j'étais de mauvaise humeur, je le chassai sur le champ, après l'avoir libéralement récompensé. Voilà qui est fini. Je voudrais bien me passer d'un domestique de ce genre, mais il n'y a pas, je crois, moyen : mon ménage est établi Venez donc quand vous voudrez et sans invitation. Sûrement mon départ subit vous aura étonné, et sans doute fâché. A présent, vous pouvez *diviser la motion*, et n'être qu'étonné.

Je suis parti avec l'assurance que les dames ne viendront pas. Qui sait cependant encore ce qui arrivera ? Le diable, qui se mêle sans relâche des affaires des honnêtes gens, pourrait bien faire une des siennes, et me les envoyer à Vienne après le départ de la Légation russe. *Quod Deus avertat !* Depuis le 17 mai je n'ai rien reçu d'elles, mais toutes mes lettres sont à Polock.

J'imagine que vous n'avez pas envie que je vous parle de la guerre. Je crois que le *grand diable* a manqué complètement son premier coup, et qu'il dispose aujourd'hui toutes ses pièces pour en frapper un second à sa manière. *En ce temps-là, malheur aux pères !* Cependant, mon cher ami, ou *avec cela* ou *sur cela*, Dieu me préserve de vous donner des conseils lâches ! Je n'ai pas sur le cœur le poids que j'y sentais lorsque vous tiriez sur les Suédois : aujourd'hui, vous faites une guerre juste et presque sainte. Vous combattez pour tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, on peut dire même pour la société civile. Allez donc, mon cher ami, et revenez ou emmenez-moi avec vous.

Hier, j'allai à Camini-Ostrof, chez la Grande Maréchale. On apporta un paquet à la Princesse Lubomirska, et elle y trouva quoi ? *La ci-jointe*, que je vous avais envoyée, il y a un siècle, de Polock, sous l'adresse de votre général, et qui revient ici je ne sais comment. Je vous l'envoie uniquement pour mon honneur, et pour vous prouver que j'ai toujours fait mon *devoir* envers vous. Faites le vôtre aussi, comme vous pourrez, laconiquement, comme la Dame de Sparte.

Dans ce moment (sept heures du soir), je pars pour G....., où je n'ai point encore été. Envoyez-moi toujours toutes les lettres que vous voudrez ; je me ferai un véritable plaisir de vous être utile.

Je suis mal dans cette grande maison, faute de gens pour l'habiter ; au pied de la lettre, il n'y a pas sûreté. Je m'échauffe la tête pour un homme de confiance, et je ne sais pas trop si je réussirai. On vous dit mille choses tendres de chez le Duc. Cette lettre, dont vous me parlâtes une fois à Polock, y arriva longtemps après votre départ, sous mon couvert ; je l'expédiai moi-même avec une lettre d'accompagnement, et, lorsque le Duc N... prenait la plume pour vous écrire, j'entrai. Bonjour, mon très cher enfant ; je vous serre sur mon cœur. Si je vous voyais, je vous dirais peut-être quelques mots de plus. *Macte animo.*

Et quel temps fut jamais plus fertile en miracles ?

Adieu, adieu.

341

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) juillet 1812.

SIRE,

J'avais préparé les feuilles ci-jointes à Polock, où je croyais faire un assez long séjour ; mais je me trompais

fort. Votre Majesté aura la bonté de se rappeler ce que j'ai eu l'honneur de lui dire : que j'avais mis pour condition expresse *que dans les services que je croirais pouvoir rendre, je ne pouvais avoir aucun secret pour Votre Majesté.* Je partis pour Polock avec cette déclaration, et dans les lettres écrites de cette ville à Votre Majesté et non chiffrées, j'affectais de témoigner de l'inquiétude à raison de l'ignorance absolue où je devais être longtemps des sentiments de Votre Majesté; ils ont lu tout cela, car ils lisent tout. Pendant cinq semaines, on ne m'a pas donné signe de vie, et je crois que tout ce temps a été employé à lire mes lettres actives et passives. Alors j'ai reçu une lettre fort obligeante (le 14 mai), par laquelle on me demandait, entre autres choses, si je n'avais pas besoin de papiers publics dans ma solitude, etc. En répliquant à cette lettre, je fis part qu'on me conseillait beaucoup de changer de place, mais que je ne remuerais point sans un avis officiel. Je passai encore quelque temps en pleine inaction, et finalement, le 7 juillet, un courrier m'apporta une lettre écrite la veille à Milachova, par laquelle on m'avertissait qu'il était temps de partir, et qu'*à la réception de la lettre*, je ferais bien de m'acheminer vers la capitale. La lettre était courte, froide, et même un peu gênée. Je crus y voir un reproche, et même une déclaration formelle qu'on ne voulait point d'un confident qui en avait un autre. L'adresse surtout me frappa ; elle portait : *A son Excellence, etc., ministre de Sa Majesté le Roi Sarde.* Or cela était nouveau ; car, dans tous les Offices possibles, j'ai toujours lu : *Sa Majesté le Roi de Sardaigne*, ou plus communément *Sa*

Majesté Sarde. A la vérité, la lettre ne partait pas d'une main ministérielle, mais elle était écrite par l'un des principaux personnages de la Cour, et si les hommes de cet ordre sont inférieurs aux autres en connaissances acquises, ils les surpassent certainement par le tact et le sentiment des convenances ; ainsi je devais croire qu'il y avait de l'intention dans cette adresse et qu'elle signifiait : *Vous êtes bien fou*, etc. Cependant, comme il n'y avait rien de clair, je ne pouvais pas non plus me fâcher. Je répondis le 8 juillet par une lettre courte, que je couvris seulement d'un léger vernis de tristesse, et je partis. Arrivé ici le 1er (13) de ce mois, je crus devoir répondre un peu plus longuement, le 16, en partant de ce principe qui me paraissait incontestable : *qu'on avait pris de l'ombrage, et que je ne pouvais en imaginer d'autre cause que ma correspondance avec Votre Majesté*. Dans le courant de la lettre, j'ai amené cette phrase ou ces phrases : « Vous me paraissez croire, monsieur le Comte, que je n'ai pas une idée nette de l'état des choses. Votre Excellence est très fort dans l'erreur ; je sais très bien que, sur la ligne que je suis, je ne puis attendre qu'une vieillesse déplorable, des privations de tout genre et une mort funeste loin de tout ce qui pourrait m'entourer ; et je sais que, d'un autre côté, je devrais rencontrer tout ce qui peut flatter l'ambition de l'homme. » (Il faut bien leur parler ainsi, mais Votre Majesté verra plus bas que j'en doute un peu) « Mais, dites-moi, je vous prie ; si la Providence, qui en est bien la maîtresse, avait frappé sur votre puissant Maître et l'avait réduit au Kamtchatka, *on ne manquerait pas de*

l'appeler l'empereur Kamschadale; car c'est la mode, je ne sais pas pourquoi, de tirer sur les Souverains malheureux. Cependant, monsieur le Comte, vous laisseriez dire, et vous augmenteriez de zèle et d'exactitude, etc. » A peine avais-je achevé cette lettre, que j'en ai reçu une autre, écrite *par ordre*, en réplique à la mienne du 8, pleine de telles marques d'estime et d'approbation, qu'en vérité, Sire, il ne m'est pas permis de les copier. Qu'est-ce que signifie tout cela? C'est ce qu'il ne m'est pas possible de déchiffrer à fond. Je crois qu'il y entre de la délicatesse. La mienne m'avait décidé à ne pas révoquer mes offres de retraite, au risque d'empêcher ma femme de me rejoindre, mais une autre délicatesse a peut-être fait craindre de m'exposer. Je n'ai vu d'ailleurs paraître aucune pièce de ma façon, et il paraît qu'on a d'autres choses à faire. Pour mes intérêts, cette tournure est meilleure. Quoi qu'il en soit, il me suffit de m'être tenu invariablement attaché à deux principes incontestables : 1° étant Ministre d'une puissance amie, il n'y avait nulle raison de refuser mes services dans les choses qui regardaient l'intérêt commun ; 2° point de secret à l'égard de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, mais seulement la promesse de ne communiquer aucune pièce, étant sûr que cette réserve serait approuvée par le Roi lui-même. D'ailleurs, tout demeurait conditionnel jusqu'à sa réponse.

Quoique ma longue lettre du 16 août eût pu sembler parfaitement inutile après celle qui est venue me chercher ici, je l'ai cependant envoyée en disant dans une autre *que je n'étais pas fâché qu'on*

vit clairement ce qui s'était passé dans mon cœur. Je verrai comment on aura pris l'*Empereur Kamtchadale.* Au reste, Sire, peut-être qu'une politique un peu hardie aurait conseillé de promettre le secret invariablement *pour toutes les choses indifférentes au service de Votre Majesté.* Car la confiance accordée à un étranger par le gouvernement de l'univers le plus soupçonneux, après celui de Pékin, est une chose unique, et il fallait peut-être pousser cette bonne fortune ; mais je n'ai point de confiance. Votre Majesté m'aurait très probablement désapprouvé, et, ce qui est pire pour moi, Elle n'aurait pas répondu. Je m'en suis donc tenu au certain. J'oserai croire que, dans cette occasion, il serait à propos que Votre Majesté daignât m'écrire quelque chose d'ostensible et d'agréable à Sa Majesté Impériale, sur la confiance qu'Elle m'a accordée, et, de plus, quelques mots chiffrés qui me feraient connaître plus particulièrement les sentiments de Votre Majesté, afin que je m'y conforme, s'il y a lieu, dans les temps à venir. Cette idée, au reste, est soumise entièrement à la profonde sagesse de Votre Majesté.

Dans ces circonstances assez extraordinaires, mon chagrin constant est toujours que je ne suis pas fait pour Votre Majesté. J'ai très peu l'honneur d'être connu d'Elle, je n'ai jamais eu celui de l'approcher que d'une manière très fugitive. Elle ne me connaît guère que par des lettres écrites le plus souvent dans une situation d'esprit si violente que je n'en avais nulle idée, et que je l'aurais ignorée toute ma vie sans mes relations ministérielles. Je suis donc non seulement *peu* mais *mal*

connu de Votre Majesté. Elle sait d'ailleurs que les préjugés tiennent aux langues. Tout ce qui parle français tient au delà de toute expression à de certaines formes qui nous tiennent lieu de tout, tandis qu'au delà des Alpes, tout ce qui peut s'appeler *caresse* paraît contraire à la dignité. Qu'y faire, Sire? Un habitant du Sénégal pourrait tout promettre à Votre Majesté, même de donner sa vie, mais non de changer de couleur. Je sens en moi ce préjugé gaulois et je ne puis le chasser. Le défaut absolu de protection extérieure qui, à la fin, est devenu solennel, m'afflige moins que l'inexplicable silence et la politique sombre dont je suis l'objet. Je suis traité à peu près comme un conjuré; on n'ose plus m'écrire, et le système général a été perfectionné au point qu'il est défendu enfin de m'accuser la réception de l'argent que j'envoie, même pour des causes extraordinaires. Je me rappelle toute ma correspondance de dix ans; je n'y vois pas un mot de confiance ni de douce approbation. Je ne crois pas, Sire, que jamais je puisse devenir agréable, et souvent il m'est arrivé de faire ce raisonnement qui me paraît incontestablement juste : « *Si le sujet trouve insupportable pour son tempérament moral tel ou tel principe adopté à son égard, le maître a bien plus le droit de trouver insupportable l'homme qui s'avise de trouver cela insupportable.* » C'est ce qui m'a constamment fait désespérer, Sire, d'obtenir aucun succès auprès de Votre Majesté, et je n'ai cessé de croire que j'avais le malheur de lui déplaire. Or, une saine politique paraissant exiger ou qu'Elle cesse d'employer l'homme qu'Elle craint, ou qu'Elle cesse de craindre l'homme qu'Elle emploie, mal-

gré mon extrême penchant pour le second parti, j'ai été le premier à débarrasser Votre Majesté de tous les liens que lui imposerait sa bonté, tant je crains de lui être à charge, et de la fatiguer ici sans que peut-être Elle veuille me le dire. Il ne tiendrait qu'à moi, Sire, de manger l'argent de Votre Majesté tranquillement, sans m'inquiéter de ses sentiments ; mais ce parti est peu conforme à la délicatesse, et je n'ai cessé de souffrir en songeant que je n'étais pas l'homme qui convenait à Votre Majesté. Au reste, Sire, je parle en cela non seulement *sans* intérêt, mais, de plus, *contre* mes intérêts ; car, malgré les preuves multipliées de bonté et d'estime que j'ai reçues dans ce pays, il n'est pas démontré qu'à mon âge et ne sachant pas la langue du pays, je fisse une fort belle figure à ce service ; ainsi je m'en réfère uniquement aux convenances de Votre Majesté, que je dois avoir en vue, comme ministre, avant les miennes.

Voici maintenant, Sire, comment les choses se sont passées quant à l'argent.

Le Grand Maréchal m'ayant demandé quelle somme m'était nécessaire pour commencer mon établissement, j'aurais dû répondre 50,000 roubles, et, suivant les idées et les usages du pays, il n'y avait pas la moindre difficulté ; mais je suis toujours le même ; je répondis : 5 *ou* 6,000 *roubles pour mes voitures.* Le Grand Maréchal ne répliqua rien, mais le Maître se mit à rire, et le surlendemain il me fit remettre, dans un paquet simplement cacheté à mon adresse, 20,000 roubles dont voici la distribution :

Deux voitures	5,700
Châles et autres parures nécessaires	2,000
Meubles	3,000
En remplacement de l'argent de Genève, dû à Votre Majesté, et dont je m'étais servi pour l'équipement de mon fils et autres embarras	8,000
Voyages à Polock, Vittebsk, et retour (à peu près)	1,200
Total	19,900

J'ai tremblé plus d'une fois, Sire, en voyant dans quel embarras j'aurais été jeté si ma femme était arrivée, car son voyage m'aurait coûté 12,000 roubles (le rouble et le franc sont toujours synonymes). Maintenant je ne suis pas plus riche, mais je suis mieux fourni ; j'espère, d'ailleurs, pouvoir vendre la voiture des dames et les Châles.

Je n'ai plus d'espérance d'avoir ma famille, et mon frère n'a voulu demander ni un retard ni un congé pour se marier. Il y avait deux ou trois fois plus de temps qu'il ne fallait ; mais les supérieurs n'ayant pas offert le retard, il n'a pas voulu le demander. Seulement, avant de partir, on a fait, dans la chapelle de la princesse Chakaskoï, tante de la demoiselle, certaines fiançailles qui sont irrévocables suivant les lois du pays. Telle est notre situation dans le moment présent.

Mademoiselle Zagriatski tenant à tout dans ce pays, si le mariage s'effectue, j'aurai là une espèce de famille.

Je tâcherai ensuite de faire venir la mienne quand et comme je pourrai. Je compte de plus céder tout ce que j'ai, à mon fils, puisque son caractère est heureusement tel que je n'ai rien à redouter de cet acte. Avec mes petites économies et les secours de mes amis, j'ai le projet de lui faire acheter quelque petite ferme, environnée d'un désert, en Crimée ou dans quelque autre gouvernement éloigné : le temps et le commerce pourront améliorer cette possession. Moi, je demeurerai nu dans le monde, toujours attaché à la personne de Votre Majesté, et mon fils, en sa qualité d'officier au service de Sa Majesté Impériale, pouvant acquérir sans naturalisation, il sera lui-même attaché et détaché le moins possible. C'est ce qui me paraît le plus décent et le plus praticable, dans les circonstances affreuses où nous sommes, pour tenir à ce globe par quelque point, et laisser à nos enfants un coin où ils puissent dormir chez eux. Mon ambition a fini par se borner là, et, comme Votre Majesté le voit, elle n'est pas indiscrète.

Pendant que j'écris ces feuilles, le temps continuant à s'obscurcir de plus en plus, je ne sais pas trop ce qui arrivera si Sa Majesté Impériale s'obstine à commander ses troupes. Tout est possible, même une fuite en Angleterre, si elle est praticable. Cependant, il ne faut pas se presser de croire à ces extrémités.

342

A M. le Comte de Front.

. . . . . 1812.

Monsieur le Comte,

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 20 mars dernier m'est arrivée à Polock, dans la Russie Blanche, où j'ai passé les mois de mai et juin. C'est aussi de Polock que j'ai eu l'honneur de lui adresser à la hâte ma dernière dépêche à Sa Majesté.

Je ne saurais trop vous remercier, monsieur le Comte, des nouvelles que vous me donnez de la Sardaigne ; je voudrais qu'elles fussent meilleures sur l'article des subsistances premières dont la disette frappe d'une manière si sensible sur les revenus de Sa Majesté.

Beau sujet de méditation ! L'un des pays les plus fertiles de l'univers est l'un des plus sujets aux disettes ; il est couvert de bétail et l'on manque de laitage, etc., etc. C'est l'effet de sa législation et de ses préjugés. J'ai étudié pendant trois ans ce malheureux pays ; tous ses vices sont ses lois et toutes ses lois sont ses vices. Il ne peut être régénéré et mis en valeur que par une puissance opulente, savante et entreprenante. Ce serait, par exemple, une œuvre anglaise.

Je suis bien aise, comme vous sentez, Monsieur le

Comte, que Sa Majesté soit là, puisqu'Elle y trouve au moins l'indépendance, qui est seule un avantage inestimable ; mais tout le reste manque, et, pour le moment, je ne vois pas de remède.

Les papiers anglais, dont nous étions privés depuis longtemps, m'ont procuré tout à coup, depuis que les circonstances ont changé, une lecture des plus intéressantes ; j'y ai vu avec la plus grande surprise tous les détails du crime exécrable commis sur M. Perceval. On nous avait d'abord donné l'assassin comme un catholique fanatique, qui avait voulu punir, sur la personne de M. Perceval, l'obstination de ce ministre contre le bill d'émancipation ; j'ai vu avec plaisir qu'il n'en était rien. D'après le procès de ce malheureux Billingham, que j'ai lu fort attentivement, il me semble qu'il y avait bien quelque chose d'un peu dérangé dans cette tête. Au reste, Monsieur le Comte, comme le bien dans ce monde naît souvent du mal, cette mort pourrait bien en fournir un nouvel exemple.

Je passe aux nouvelles de ce pays, qui intéressent tout le genre humain ; vous avez déjà entendu des choses très tristes, mais sans répéter tout ce que j'ai eu l'honneur de dire à Sa Majesté sur cette époque extraordinaire, je me contente d'adresser à Votre Excellence un aperçu général.

L'Empereur de Russie, Monsieur le Comte, a exposé son existence et celle de l'Empire, et même il n'est point, à beaucoup près, hors de danger, pour s'être compromis personnellement avec Napoléon. Ce n'est pas sans une grande raison que les Souverains ne

traitent point leurs affaires personnellement (sauf des cas très rares, et plus rarement encore heureux pour les peuples) ; il n'est pas bon du tout qu'on puisse tâter pour ainsi dire un Souverain, le circonvenir, le tromper, le compromettre, etc. Il vaut beaucoup mieux que tout se passe entre les ministres. Si nous faisons bien, l'honneur est au Prince de qui nous tenons la puissance et les institutions ; si nous nous trompons, on nous redresse ou on nous désavoue. L'Empereur, pour son très grand malheur, s'est écarté deux fois de cette règle, à Tilsitt et à Erfurth ; le *Dœmonium Meridianum* a fait un tel effet sur son esprit, il a imprimé une telle idée de science, de puissance et de supériorité militaire, qu'il n'y a plus moyen d'effacer ni même d'affaiblir cette impression puissante, fortifiée d'ailleurs par les scènes malheureuses d'Austerlitz et de Friedland, où ce grand et excellent Prince alla chercher des désagréments uniquement dûs à sa présence. Malheureusement ces deux défaites n'ont pu arracher de son esprit le préjugé fatal qu'un Souverain doit faire la guerre en personne, et, cette fois encore, il a voulu tenter fortune. Alors, Monsieur le Comte, qu'est-il arrivé? Ce qui arrive toujours. Dès que le système du maître est connu, il se trouve tout de suite un homme qui bâtit sur ce système un plan de faveur et de fortune pour lui-même. Un prussien de mauvais augure, un certain général Pruhl, la tête pleine de vieille tactique et de vains souvenirs, est venu, comme tant d'autres, chercher fortune ici, et ce MAÇON a été pris pour un *architecte*. Il s'est emparé de l'esprit du Maître et lui a proposé un plan purement

défensif, selon lequel on reculerait constamment devant Napoléon en l'attirant dans le cœur du pays et en le minant peu à peu, sans jamais livrer de bataille décisive, système qu'il a appuyé de l'exemple de l'Espagne, mais sans aucun fondement. D'un autre côté, Monsieur le Chancelier, n'abandonnant jamais ses projets de négociation, favorisait encore les systèmes de lenteur. Napoléon avait beau jeu, comme vous voyez. Il en a profité pour exécuter le plan qu'il avait conçu depuis longtemps de marcher droit sur Moscou. La Russie et la Pologne appelaient l'Empereur de Russie à agir ; toujours il a dit : « Je ne veux pas être l'agresseur. » Belle maxime, en vérité, avec un adversaire aussi consciencieux ! Celui-ci est donc arrivé tranquillement jusqu'aux bords du Niémen. Là, il a amusé l'Empereur et son Chancelier par de vaines négociations, puis il a traversé ce fleuve sans coup férir, et, le 25 juin, il est entré à Vilna, chassant devant lui l'Empereur, qui à peine eut le temps de plier sa vaisselle. Son projet était, par ce mouvement brusque, de couper plusieurs Corps et de s'emparer des magasins. En cela il ne réussit point du tout ; tous les généraux firent leur devoir (quoique trés éparpillés); tous se réunirent auprès de l'Empereur, à Sventziany, et tous les magasins furent sauvés ; mais le prince Bagration, qui était sur la droite, entre Litovsky et Kobrin (gouvernement de Grodno), avec une armée considérable, de quatre-vingt mille hommes au moins, se trouvait absolument séparé de la grande armée. L'Empereur et celui-ci se retirèrent tranquillement par Sventziany, Viksy, Opra, etc., sur Drissa où l'attendait un camp fortifié

dans lequel le système prussien plaçait beaucoup de confiance. Vous trouverez Drissa, monsieur le Comte, à l'embouchure de la petite rivière de ce nom dans la Dwina, gouvernement de Wittebsk ; là, Monsieur le Comte, l'Empereur et l'Empire, très probablement perdus, ont été sauvés par un Italien, que nous pouvons même appeler Piémontais, puisqu'il a été Page, Officier de la Garde, et Gentilhomme de bouche à la Cour de Turin ; il porte d'ailleurs l'Ordre de Saint-Maurice et n'a quitté le service du Roi qu'à l'époque de nos malheurs. Il serait trop long de faire à Votre Excellence l'histoire un peu romanesque de ce gentilhomme, le Marquis Paulucci, de Modène ; il est venu ici il y a cinq ou six ans, et il me donna en arrivant beaucoup de soucis, à raison des peines terribles que lui causèrent quelques officiers Piémontais qui sont ici. Je les avertis bien qu'ils touchaient une fusée à baguette prête à partir, mais ils n'y firent pas assez attention. J'ai tout calmé. La fusée partit en effet comme je l'avais prévu : rien n'égale la rapidité et l'éclat de la fortune militaire du Marquis Paulucci. Colonel en arrivant, nous l'avons vu en un clin d'œil Lieutenant-général, Chevalier des Ordres de Sainte-Anne, de Saint-Wladimir et de Saint-Georges dans les classes distinguées, Gouverneur général de la Géorgie, Général en chef dans cette province, enfin Adjudant général de Sa Majesté Impériale et Quartier-Maître général de la grande armée commandée par l'Empereur. Arrivé en cette qualité à Vilna, il débuta par dire au Général en chef Barclay de Tolly qu'il ne pouvait en conscience (lui Général en chef) exé-

cuter un plan absurde et fatal, et qu'il était obligé *par l'honneur* de donner sa démission ou de changer de plan. La proposition ne fut pas goûtée par cet homme timide, qui peut-être ne désapprouvait pas le plan, et qui est d'ailleurs totalement au-dessous de sa position. Le Marquis n'en parla que plus haut, et il dit en particulier à l'Empereur *qu'il n'y avait qu'une alternative pour celui qui lui avait conseillé le camp de Drissa : la maison jaune* (Bedlam) *ou le gibet.* En effet, ce camp était commandé en arrière, sur la rive droite de la Dwina, par des hauteurs qui permettaient d'approcher du camp à deux cents pas sans être vu. C'était une répétition d'Ulm. Paulucci se détermina de plus à dire franchement à l'Empereur qu'il « s'obstinait à faire un métier qui lui était parfaitement étranger, qu'il ferait mieux de s'en aller à Moscou échauffer les esprits, etc. » Quant au général Pfuhl, il le traita comme un misérable. Enfin, Monsieur le Comte, le prince Pierre Wolkonsky, chef de l'état-major, ayant voulu lui faire une de ses petites niches d'usage (car la jalousie nationale s'en mêlait) en lui refusant des cartes, le Marquis Paulucci lui dit de la manière la plus aimable : « *Je trouve plaisant que vous me refusiez des cartes, j'en ai besoin, je les veux ; elles vous sont d'ailleurs fort inutiles, puisque vous ne les comprenez pas. Souvenez-vous que je suis votre supérieur. Si vous me manquez de respect, pour réponse, je vous passerai mon épée au travers du corps.* » On ne peut rien dire de plus doux, comme vous voyez.

Il faut rappeler ici que ce système de reculade déplaît éminemment à l'armée, au point que deux régiments,

même près de Vilna, refusèrent de marcher. Il ne fallut rien de moins que l'autorité, la présence et les discours mêmes de l'Empereur pour les déterminer, et encore eut-il le plaisir ou le chagrin d'entendre : « *On te trahit, on te dit des absurdités, nous ne sommes pas faits pour reculer.* » (Le russe tutoie comme le latin.)

Vous sentez donc, monsieur le Comte, que l'opposition violente et publique du Marquis Paulucci pouvait compromettre l'autorité ; du moins l'Empereur le craignit, et il ne vit pas d'autre moyen d'apaiser les choses, dans le moment, que celui d'écarter le Marquis. Il lui donna donc une commission imaginaire à Novogorod. Paulucci partit sans prendre congé, mais avec les honneurs de la guerre. Les généraux les plus distingués vinrent le voir et le remercier, et l'Empereur lui fit remettre un présent de 30,000 roubles, car c'est un usage en Russie de donner de l'argent, comme ailleurs des boîtes et des diamants.

Paulucci parti, l'Empereur assembla quelques généraux choisis, et leur demanda ce qu'ils pensaient des idées du Marquis ; tous répondirent : « *Il a raison, Sire.* — Mais pourquoi donc, ne me l'avez-vous pas dit plus tôt ? — *Sire, on n'osait pas.* — Alors, cependant, un de ces Messieurs, encouragé, prit la parole et dit : « *Sire, votre seule présence paralyse 50,000 hommes, car il n'en faut pas moins pour garder votre personne.* » Là-dessus l'Empereur partit à Polock, 6 (18) juin, et s'en alla à Moscou.

Voilà, Monsieur le Comte, le récit exact d'un changement qui influera *peut-être* en bien sur le sort de

l'Europe. J'expliquerai ce *peut-être*. L'Empereur a excité à Moscou un enthousiasme tel que les plus beaux moments des républiques (toujours très courts) en présentent peu de pareils. Dans l'assemblée de la noblesse, on lui a donné *la Russie*, au pied de la lettre. Les voix se confondaient : « *Prenez ! prenez tout !* » On fondait en larmes; enfin, Monsieur le Comte, il n'y a rien d'égal. Le commerce lui a donné 10 millions de roubles et lui en a prêté 50 à 6 %. La noblesse lui a donné le dixième homme ; un seul marchand, nommé Balakoff, 2 millions ; la Comtesse Orloff, fille du fameux Alexis, et demoiselle encore, à peu près autant, etc. Un don distingué est celui du Comte Momonoff, fils du plus aimé et du plus célèbre des favoris de Catherine II. Il a donné 800,000 roubles *en argent* (2,400,000 roubles courants) et tous ses diamants valant 300,000 roubles. Admirez, Monsieur le Comte, comment toutes ces richesses remontent à leur source. Pour vous le dire en passant, le père du Comte Momonoff, au comble de la faveur et tendrement aimé, s'avisa de tromper solennellement l'Impératrice, qui le surprit un jour aux genoux de la jeune princesse Tsherbatoff ; elle se vengea *impérialement*, car le lendemain elle les maria et les combla de faveurs. Voilà comme certains personnages peuvent faire sortir le sublime de ce qui ne l'est pas du tout, comme les roses naissent du fumier.

L'Empereur, en revenant ici, a trouvé Paulucci à Novogorod et l'a ramené dans sa capitale. Il le voit tous les jours et lui a pardonné ses grands coups de collier. Si ce Prince a des égaux sur ce point, il n'a certaine-

ment point de supérieur. Sa patience, sa philosophie, son désir de connaître la vérité, sa disposition à tout pardonner, même ce qui a pu le choquer personnellement, sont au-dessus de tout éloge. Il est moins admirable peut-être dans l'exécution ; mais la faute en est à ceux qui, à force de le tromper, l'ont rendu irrévocablement soupçonneux et irrésolu. J'ignore encore si le Marquis Paulucci restera auprès du Maître comme conseiller intime, ou s'il sera renvoyé à l'armée. Il n'y aurait point de question si l'Empereur, comme c'est la mode de le dire à la Cour, devait retourner incessamment à l'armée ; mais j'en doute. S'il y retourne, il faut s'attendre aux plus grands malheurs, car il n'existe pas d'homme moins opposable à Napoléon. Je reviens à la guerre.

Lorsque le plan purement défensif commença à être connu, j'étais enfoncé à Polock, sans société et sans correspondance, attendant avec une grande anxiété ma femme et mes filles, qui n'ont pu sortir de chez elles. Je ne conçus d'abord qu'une crainte vague, et je n'ai vu le danger dans toute son étendue que lorsque je suis rentré dans le monde, au commencement de ce mois.

Le Général en chef Barclay de Tolly est un très honnête homme, mais pas davantage, et c'est, dans la grande arène, un athlète ridicule opposé à Napoléon. Il s'est accusé lui-même publiquement lorsque, dans un de ses manifestes, il a parlé *des troupes de Sa Majesté Impériale, disséminées sur un espace de plus de* 800 *verstes.* Pourquoi donc les avait-il placées ainsi ? C'est le premier pas qui, dans toutes les guerres, décèle le génie.

Il sait où il faut frapper, et c'est là qu'il porte toutes ses forces, comme un boulet énorme avec lequel il écrase d'un seul coup. La médiocrité, au contraire, qui ne sait où frapper, imagine de frapper partout; elle divise son boulet en menue dragée, elle le jette de tous côtés et ne blesse personne. Lorsque Joseph II imagina de faire aux Turcs, pour s'amuser, cette fameuse guerre où il se fit tant d'honneur, il en dessina le plan avec le Maréchal Lascy, puis il le montra au Maréchal Loudon et lui demanda son avis ; le vieux guerrier, après avoir contemplé ce beau système de cordon, dit à son maître : « *Sire, il est excellent contre la peste.* »

Joseph II n'alla pas moins son train, et réussit comme vous savez. Nous devons craindre précisément le même sort, Monsieur le Comte, car c'est la crainte et le tâtonnement qui combattent la science et l'audace. Pendant que le Prince Bagration parcourait un arc immense pour se réunir à la grande armée de l'Empereur dans le gouvernement de Smolensk, et pendant que cette grande armée campait le long de la Dwina, en reculant toujours devant les Français pour atteindre le même point, Napoléon parcourait la corde de cet arc et marchait tranquillement sur Smolensk par la grande route de la poste. Les armées russes, en annonçant par leur manœuvre et par les bulletins officiels qu'elles se croyaient incapables de rien opérer avant leur réunion, donnaient encore à l'usurpateur le secret du gouvernement. C'est encore la peur qui dit, à la tête de deux armées de 100,000 hommes chacune : « *Je suis coupé* »; au contraire, le vrai génie militaire dit, et il a raison :

« *J'ai mis l'ennemi entre deux feux* ». Enfin, Monsieur le Comte, ce plan de retraite et d'effroi, absolument contraire aux circonstances et au génie russe, a été adopté et suivi imperturbablement. Jetez les yeux sur l'espace contenu entre la Dwina et le Dniéper ; c'est dans cette *Mésopotamie* que la question va se décider. Les Français occupent d'un côté Polock, Vittebsk; de l'autre, Minsk, Arsk et Mohilew. Le 11 et le 13 de ce mois (23 et 25), il y a eu déjà deux combats; le premier à Ostrowo, sur la Dwina, à vingt-cinq mille verstes au-dessous de Vittebsk. Les Russes étaient commandés par un excellent officier, le Comte Tolstoï Ostermann ; le combat a duré de six heures du matin jusqu'a onze heures du soir. Le bulletin dit seulement : *Le Comte Ostermann a rencontré les Français, et, après un combat acharné de dix-sept heures, il a conservé son poste.* Nous serons plusieurs jours encore avant de savoir la *vraie vérité*. Pour moi, je crois que les Russes ont eu le dessous, et, de plus, qu'on a commis quelque faute à l'égard du Comte Ostermann, qu'il n'a pas été soutenu à temps, etc. Cependant, il n'a point été défait, et je ne crois pas qu'il commande plus de 8,000 hommes. L'autre combat a été décidément favorable aux Russes, comme toutes les affaires particulières qui ont eu lieu jusqu'à présent. Le combat du 13 s'est donné à Baschkowka, sur le Dniéper, un peu au-dessous de Mohilew. Le major général Rasesky commandait les Russes. On s'est battu pendant neuf heures, et les Français ont fini par se jeter en désespérés sur les canons des Russes. Alors le général Rasesky a pris à ses côtés

ses deux fils, l'un âgé de seize ans, l'autre de dix-huit, et, dans cette noble attitude, un drapeau à la main, il a marché aux Français en criant : « *Baïonnettes !* » Les Russes se sont précipités sur l'ennemi, l'ont repoussé, rompu, poursuivi pendant sept verstes, et lui ont tué 5,000 hommes ; les Russes n'en ont perdu que 600. Il peut se faire à la rigueur qu'il y ait de part et d'autre une erreur d'un ou deux, mais enfin c'est une victoire. A la faveur de ces deux combats, les deux armées se sont réunies dans les environs de Smolensk. Elles ont au centre le redoutable Platow, avec ses Cosaques et une foule d'autres troupes légères : c'est un Corps de 50,000 hommes devant lequel rien n'a tenu jusqu'à présent. Napoléon, par ces deux combats, a voulu tâter la grande armée des Russes, et savoir de quel bois ils se chauffent. Je ne sais ce qu'il pense, mais, si je ne me trompe, il doit avoir quelques soucis, car il aura vu qu'il a de terribles hommes à combattre. Tout le monde s'attend maintenant à une *bataille de Smolensk.* Ce sera, suivant les apparences, pour l'un ou l'autre parti, une bataille de Cannes, et je vous avoue que je ne puis y songer sans pâlir. Nous verrons ce que la froide médiocrité de Barclay, aidée par le vieil esprit de Benningsen et par l'impétueuse simplicité du prince Bagration saura opérer. Malheur à l'Europe si nous perdons cette carte ! Les Français me semblent décidément inférieurs en cavalerie, mais je compte surtout sur la baïonnette russe et sur le *Stopaï* (En avant !) de Souvarof.

Maintenant, Monsieur le Comte, rapprochons-nous de la Baltique ; Napoléon, en traversant la *Mésopotamie*

pour s'avancer sur Moscou, avait laissé les deux Maréchaux Oudinot et Macdonald pour effrayer la Courlande et la Livonie, prendre Mittau, Riga, etc., et marcher enfin sur Saint-Pétersbourg, car ses vues étaient grandes. Oudinot avait passé la Dwina à Vittebsk peut-être, ou à Polock, et le général russe Wittgenstein, qui l'observait, ayant eu avis que Macdonald traversait le fleuve de son côté, à Iacobstadt, n'a pas voulu leur permettre de se joindre sur la route de Pskov, dont la direction vous paraîtra intéressante, si vous prenez la peine de l'examiner. Il s'est jeté sur Oudinot et lui a livré bataille à Kliastitzy, village à quelques verstes au-dessus de Polotzk, sur la rive droite de la Dwina. La bataille a duré trois jours (17, 18 et 19 de ce mois, ou 29, 30 et 31). Les Français ont été totalement défaits. On leur a fait trois mille prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers ; on leur a pris tous les caissons de poudre, tous les chariots et tous les équipages, nommément ceux des Généraux et du Maréchal, deux canons, etc. Enfin, Monsieur le Comte, c'est une fort belle affaire, pour laquelle on a chanté un beau *Te Deum*, et bien propre à rassurer cette grande capitale où l'on commençait à faire ses paquets. Le général Wittgenstein dit en terminant sa relation : *Maintenant je marcherai à Macdonald.* Quant à Oudinot, il s'est retiré sur Polock et je ne sais où il aura rejoint l'armée française. Je doute beaucoup que le brave général Wittgenstein ait pu rejoindre Macdonald qui aura probablement repassé la Dwina du moment où il aura su le malheur de son collègue. Il est arrivé une chose burlesque à propos du butin considé-

rable fait à Kliastitzy ; les soldats, maîtres d'une infinité de valises qu'ils n'avaient pas eu le temps d'ouvrir, se sont mis à les vendre à la taille ; on donnait, par exemple, 100 roubles d'une valise assez grosse, et 50 d'une autre à peu près à moitié plus petite. Parmi celles qui brillaient le moins par la masse, il s'en est trouvé une pleine de dentelles. Vous voyez, Monsieur le Comte, que les Français croyaient les vendre à Saint-Pétersbourg. Cette persuasion est la moitié de la victoire, et c'est un grand art que celui de l'inspirer.

La victoire du Comte de Witgenstein tranquillise la capitale qui commençait à s'effrayer extrêmement. Mais les grands coups sont dirigés sur Moscou ; je ne suis point tranquille du tout de ce côté. L'affaire du Comte Ostermann a été, en somme, très malheureuse. Je ne vois là aucun talent capable de balancer celui de Napoléon, qui se bat tout à la fois sur la Dwina et sur le Tage. Je n'ose pas penser aux suites d'une bataille perdue à Smolensk. Il faut avouer, d'un autre côté, que le *grand homme* joue une terrible carte : s'il venait à perdre lui-même cette bataille, son caractère, qui ne recule jamais, voudrait en perdre une seconde, et alors que lui arriverait-il, ayant une armée furieuse et les Cosaques sur les bras ? C'est une des suppositions les plus réjouissantes que l'on puisse faire ; mais nos propres fautes peut-être le tireront de là. Partout où il n'y a pas de véritable commandement, on ne peut compter sur des succès que comme on compte sur des miracles. Il est possible qu'à la fin on adopte une idée que j'ai eue depuis longtemps et qui devient à la mode,

c'est de créer Kutusoff Maréchal, pour éteindre toutes les autorités, et de lui donner Paulucci pour Quartier-Maître général. Ces deux personnages s'entendent fort bien, et Kutusoff est excellent, *pourvu que l'Empereur ne soit pas à l'armée* ; car autrement, ce n'est plus qu'un courtisan qui fait sa cour au lieu de faire la guerre, et qui perd toutes ses forces. Cette sorte de caractère est particulièrement dangereuse en Russie où l'action du prince sur les esprits est tout autre que dans les autres pays.

Dans un sens, Monsieur le Comte, on peut dire que tous les hommes sont les mêmes ; mais, dans un sens tout aussi vrai, on peut dire aussi qu'ils sont tous différents. Le respect pour l'autorité, par exemple, se trouve partout, puisqu'il est nécessaire, obligatoire, fondamental, et que sans lui, le monde politique ne pourrait pas tourner, mais partout il a une physionomie particulière. Ici, par exemple, il est muet. C'est son antique caractère qui n'est point encore effacé, à beaucoup près. Si, par impossible, il prenait fantaisie à un Empereur de Russie de brûler Saint-Pétersbourg, personne ne lui dirait que cette opération aurait cependant quelques inconvénients, qu'on n'a pas besoin de tant de chaleur même dans un pays froid, qu'elle pourrait faire éclater les vitres, effrayer les dames, noircir les tapisseries, etc.; pas le mot de tout cela ; tout au plus on pourrait tuer le Souverain (ce qui n'est point contraire au respect, comme tout le monde sait) ; mais il ne faudrait pas parler. Jugez, Monsieur le Comte, de l'effet merveilleux qu'un tel caractère produit à la guerre. Vous venez de voir

l'Empire exposé au dernier danger (dont il n'est pas, à beaucoup près, délivré), sans que, pendant près de deux mois, un seul officier russe ait osé dire à son Maître : *Vous périssez !* Ils l'auraient laissé courir à Drissa si un Italien n'était pas venu de Modène pour l'en empêcher. Votre Excellence aura ouï dire, comme tout le monde, que le brave Kutusoff avait perdu la bataille d'Austerlitz : pas plus que vous et moi, Monsieur le Comte ; il ne la *perdit* point, il la *laissa perdre*. L'Empereur se décida à la donner contre toutes les règles de l'art, suivant le Général. Celui-ci alla donc, au cœur de la nuit qui précéda, trouver le Grand Maréchal de la Cour, Comte Tolstoï, et lui dit : « Monsieur le Comte, vous qui avez l'oreille de l'Empereur, empêchez-le, de grâce, de donner la bataille, *car certainement nous la perdrons.* » Le Grand Maréchal l'envoya à peu près promener. « Je me mêle, lui dit-il, du riz et des poulardes, mêlez-vous de la guerre. » Mais l'un et l'autre se gardèrent bien d'ouvrir les yeux à l'Empereur. Ils étaient trop *bons sujets* pour cela. Ils ne dirent mot, et tout alla à merveille, comme Votre Excellence sait. Le 26 juillet (6 août), jour du *Te Deum* pour la victoire de Kliastitzy, tous les hommes à la Cour ont été pour le Marquis Paulucci. Les plus grands personnages l'ont environné, fêté, complimenté comme le sauveur de la Russie ; il n'y a eu qu'une voix. Après la cérémonie, je l'ai pris dans ma voiture pour le mener à la campagne chez un ami commun ; je n'ai cessé de lui prêcher la modération pendant toute la route, pour lui faire comprendre qu'à présent qu'il a vaincu, il lui convient d'être *bon*

enfant, etc. Il convient de tout, mais personne ne change de caractère. Qui sait, d'ailleurs, s'il n'est pas précisément ce qu'il faut être dans cette occasion ? Quelques personnes lui reprochaient d'avoir quitté l'armée et son emploi avec tant de solennité, d'avoir dit et écrit même : « *Vous lirez dans les gazettes que je suis malade, mais je me porte bien ; je quitte mon emploi parce que je ne puis, en conscience ni en honneur, faire exécuter un plan de campagne mortel pour la Russie et pour son maître.* » Mais il se défend fort bien sur cet article ; il dit qu'il fallait être absolument, dans ce cas, écrasant ou écrasé ; qu'il avait trop de monde contre lui ; que, s'il était resté, la jalousie nationale aurait rejeté sur lui toutes les fautes ; qu'on l'aurait fait passer pour un sot et même pour un traître. Il n'y a rien à répondre à cela.

J'amuserais beaucoup Votre Excellence avec ses réponses. Le duc d'Oldenbourg, beau-frère de l'Empereur, qui était ici un écolier allemand passablement gauche avant d'être une Altesse Royale, voulut le contrarier au camp sur je ne sais quel point de tactique. Paulucci lui répondit : « Monseigneur, vous êtes général en chef, mais sans exercice ; moi je suis en exercice, mais sans talent ; nous ne pouvons guère parler art militaire ensemble. » — Le Grand-Duc lui envoya, peu de temps avant son départ, un officier, pour lui dire que Son Altesse Impériale serait charmée de faire connaissance avec lui ; qu'elle le priait donc de venir, *à moins qu'il ne préférât lui donner une heure.* Votre Excellence voit ici les idées soldatesques et le syllogisme germa-

nique apporté de Berlin : *Je suis le premier prince du sang, mais je suis officier; tout officier doit aller chez le Quartier-Maître général; donc, etc.* Paulucci répondit divinement à l'officier : « *Allez dire à Son Altesse Impériale qu'elle se ..... de moi, que je suis fait pour aller chez elle.* » Tout se passa à merveille. Si votre Excellence connaissait le terrain, elle saurait qu'il était impossible de répondre mieux.

Quoique j'aie eu avec M. le Marquis Paulucci de fortes prises, même des prises de famille, cependant nous sommes sur le pied invariable de l'amitié, et voici pourquoi. Il avait déplu à Sa Majesté Impériale, il était envoyé en Géorgie comme un homme disgrâcié ; de ce moment, tout le monde lui tourne le dos, suivant les nobles usages reçus seulement en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique. La chose fut portée au point que sa femme étant fort malade à cette époque, personne n'envoya une fois demander de ses nouvelles ; j'avais pitié de cette pauvre dame, infiniment respectable sous tous les rapports, si malheureuse et si délaissée. J'allais la voir assez souvent et je la consolais de mon mieux. Paulucci, après une courte éclipse, est revenu couvert de gloire. Il a cassé le cou à ceux qui avaient voulu le lui casser, et il a pris le vol que vous voyez. Je dois lui rendre justice : jamais il n'a oublié mon procédé à l'égard de sa femme. Je suis demeuré en possession du privilège de lui dire ses vérités en riant ; je le vois beaucoup, mais pas plus qu'auparavant, et c'est en quoi je diffère des autres.

J'ai cru devoir faire connaître en détail un personnage

qui nous appartient en quelque manière et qui joue un rôle si marquant à une époque qui sera à jamais célèbre en bien et en mal. Vous recevrez par ce courrier une très longue dépêche pour Sa Majesté, qui contient déjà d'amples détails. Je l'ai fermée il y a quelques jours de peur d'être surpris par le courrier, mais je me suis réservé d'ajouter, dans une autre dépêche à Votre Excellence, tout ce qui se présenterait à moi jusqu'au moment du départ. Cette lettre appartient donc à Sa Majesté, et je vous prie, monsieur le Comte, d'en faire usage auprès d'Elle, en original ou en extrait, comme vous jugerez convenable. Cette occasion n'est pas une de celles où il soit permis d'épargner le papier. Le cœur me bat au point de m'ôter la respiration : l'on joue une partie de bassette ; à droite, à gauche, *roi* ou *valet* ; le monde regarde, et il s'agit du monde. Il y a de quoi étouffer. Je souffre comme Européen, je souffre comme sujet dévoué de Sa Majesté, je souffre comme père de famille, je souffre comme bon et reconnaissant serviteur de l'Empereur de Russie, qui est, après mon propre Maître, ce que je dois avoir de plus cher au monde. L'honneur que le Roi m'a fait de me placer sur ce grand théâtre et de m'y confier ses intérêts, honneur que j'apprécie autant que je le dois, serait cependant devenu par les circonstances un poids sous lequel j'aurais succombé sans l'inappréciable protection qui a rendu ce séjour si agréable pour moi. Que ne lui doit pas toute ma famille? Souvent je me suis demandé comment j'avais pu mériter tant de bontés ; je ne sais pas répondre, mais je sais bien les reconnaître. Personne

donc, monsieur le Comte, ne fait des vœux plus ardents pour l'Empereur de Russie, et personne ne tremble plus mortellement dans la crainte d'un malheur. Il s'est trompé sur des points importants : mais qui donc ne s'est point trompé ? D'ailleurs, quelles foudres a-t-il donc lancées sur le Marquis Paulucci, qui a eu le courage de lui dire en face les vérités les plus hardies ? L'Empereur lui a dit : « *Je vous pardonne de m'avoir exposé à une sédition ; je vois à présent combien j'ai été trompé. Si je n'étais pas Empereur, je voudrais être votre ami.* » Que diront à cela les muets qui le laissaient marcher à Drissa sans oser lui parler ? Un tel *tyran* mérite bien qu'on l'aime un peu pour lui-même.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Vendredi 26 juillet (7 août). — Nous avons tous les détails des affaires du 11 et du 12 (23 et 24) juin. Ce sont en quelque façon des sacrifices faits au salut public ; le Général en chef a fait attaquer les Français des deux côtés pour les étonner et les contenir, tandis que les deux grandes armées se rejoignaient à Smolensk : les attaques ont été faites avec des forces très inégales, mais cependant avec une intrépidité, une obstination et un succès presque inespérés. Le Comte Ostermann n'avait pas 10,000 hommes ; les Français en avaient 40,000 au moins. La cavalerie était commandée par Murat (le Roi de Naples), qui passe pour un grand officier dans ce genre, et l'infanterie par Jérôme dont l'aide de camp a

été pris. Ce dernier a dit : « *Si vous aviez pris le surtout bleu qui était à côté de moi, vous auriez pris le Vice-Roi d'Italie.* » Les Russes ont attaqué à la baïonnette et mis en pièces la cavalerie Hollandaise ; on dit que c'est un fait d'armes des plus curieux : l'on voyait d'une hauteur les Russes arracher les cavaliers de leur selle et les renverser. Le carnage a été terrrible de part et d'autre, mais beaucoup plus du côté des Français. On accuse le Comte Ostermann d'avoir un peu trop sacrifié d'hommes ; il a repoussé l'ennemi pendant plusieurs verstes et ne s'est retiré que lorsqu'il a été rappelé par le Général.

A la gauche, la batterie dont j'ai eu l'honneur de vous parler était de vingt canons ; comme elle faisait un dégat affreux parmi les Français, ils ont fait une attaque désespérée sur la batterie, et s'en sont emparés. C'est alors que Rasesky a pris ses deux fils à ses côtés, et que, tenant un drapeau à la main, il a marché aux Français, en invoquant Dieu à haute voix. Les Russes ont repris la batterie, etc.

Pendant ces opérations les deux armées se rejoignaient enfin, et je puis vous assurer, Monsieur le Comte, que Barclay de Tolly, Bagration et Platow ont dîné ensemble à Smolensk, dimanche dernier, 21 juillet (2 août) ; le premier est à la droite, le second à la gauche ; au centre, comme une espèce de réserve, se trouve toute la Garde, et Platow avec toutes les troupes légères, est en avant. Il n'y a pas dans cette armée moins de 180,000 hommes effectifs. Nous allons voir de terribles scènes.

Enfin le 16 (28) de ce mois le Général Tormasoff a

rencontré et attaqué près de Kobrin (gouvernement de Grodno, à quarante-sept verstes de la frontière par Brezesc-Litowsky) une division du contingent saxon, forte de 4,000 hommes, et tout a été pris ou tué, depuis le tambour jusqu'au général Clingel, qui passera l'été en Russie. Mon frère était là, mais je n'en ai eu aucune nouvelle.

Le Prince de Schwarzenberg, avec ses Autrichiens, est à Minsk ; jusqu'à présent ils ont agi tout à fait *gentlemenlike*, mais tout dépend du succès. Si nous sommes battus, ils nous donneront le dernier coup ; si nous sommes vainqueurs, il arrivera une autre chose. Personne n'a le droit de s'étonner ou de se fâcher de cela : c'est la règle.

On dit que dans l'affaire du 16, les Saxons se sont fort bien défendus, qu'ils ont perdu le quart de leur monde, et je le crois ; cependant serait-il extrêmement absurde de croire ou de soupçonner que ces respectables et infortunés Princes, obligés d'envoyer leurs sujets à la boucherie par les ordres de ce funeste despote, aient pu dire à l'oreille de quelques officiers de confiance : *Ecoutez, si vous trouvez l'occasion naturelle, etc.* Il me semble, Monsieur le Comte, qu'on a vu dans le monde des choses bien plus extraordinaires.

L'Empereur a donné sur le champ au Comte de Wittgenstein la Croix de Saint-George au cou (2e classe) et 12,000 roubles de pension reversible à sa femme, qui a reçu de son côté le Cordon de Sainte-Catherine de la deuxième classe. La paix avec les Turcs est signée, ratifiée, mais non publiée. Les articles connus sont très

honorables pour la Russie. Napoléon, en parlant de cette paix au Général Balachoff, lui dit : « *Elle n'est pas possible* (DE LA MANIÈRE DONT ELLE EST FAITE) ; *au reste, je méprise les Turcs comme les Suédois.* »

Je dois vous faire observer en finissant, Monsieur le Comte, que cette grande expédition de Napoléon ne présente aucune idée, aucune conception militaire qui lui soit propre. Plusieurs tacticiens, Lloyd entre autres, qui est Anglais et a beaucoup de réputation, ont dit expressément que la Russie ne peut être attaquée avantageusement que de ce côté, qu'il faut marcher droit sur Moscou par Minsk et Smolensk ; ceux qui ont examiné en particulier l'histoire de Pierre Ier et de Charles XII ont tous reproché à ce dernier de n'avoir pas suivi cette route au lieu de tourner sur l'Ukraine, où il alla se perdre à Pultawa. Je vous répète, Monsieur le Comte, que Napoléon a marché à Smolensk comme vous marchez dans votre chambre, en mettant un pied devant l'autre, et sans avoir trouvé le moindre empêchement. L'armée ne participe nullement des terreurs du citadin ; elle est pleine de bonne volonté et même de joie.

Il faut prendre congé, Monsieur le Comte, et de Sa Majesté et de Votre Excellence ; on ferme les paquets, il faut fermer le mien.

Je suis avec respect, etc.

343

A Sa Majesté Impériale.

Saint-Pétersbourg, 27 juillet (8 août) 1812.

SIRE,

Si les circonstances m'avaient permis de me livrer au travail qui m'avait été proposé de la part de Votre Majesté Impériale, je me proposais de recueillir après quelque temps tous les brouillards, mémoires, notes, extraits, etc., relatifs à ces ouvrages, et de présenter le tout à Votre Majesté Impériale; car, si d'un côté de pareils monuments sont honorables dans une famille, ils peuvent de l'autre compromettre l'autorité et je crois qu'on n'a droit de retenir que ce qui a été donné.

Je prie donc Votre Majesté Impériale d'agréer que j'aie l'honneur de lui présenter les brouillards des deux pièces seules que j'avais esquissées pour Elle, ayant de plus celui de l'assurer qu'il ne me reste pas une ligne relative à cette affaire, qui peut-être n'est pas finie.

Votre Majesté Impériale veut-Elle permettre que je saisisse cette occasion de la féliciter sur l'excellent esprit, l'amour filial, et l'enthousiasme dont ses peuples viennent de lui donner des preuves si touchantes? Tout n'est pas allé d'abord comme on le désirait, mais ce n'est qu'une suite des circonstances, pas assez méditées peut-

être, qui combattent dans ce moment contre tous les Princes et bien plus particulièrement contre l'Empereur de Russie. Je ne puis arracher de mon cœur l'espérance que le succès final sera pour Votre Majesté Impériale et la rendra chère à tous les hommes présents et futurs.

344

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 5 (17) août 1812.

Monsieur le Comte,

Depuis ma lettre du 8 août (n. s.), il ne s'est rien passé de décisif, néanmoins le vent est pour nous. Il est impossible de savoir précisément où est Napoléon ; mais je ne crois pas que nous puissions nous tromper beaucoup en le supposant à Borisoff ou dans les environs (gouvernement de Minsk, sur la Bérésina). Je le crois furieux de la jonction des armées. Votre Excellence, en examinant la carte, ne comprendra pas comment Davoust, marchant sur une ligne droite sans être troublé, n'a pas occupé le poste important et presque décisif de Smolensk avant les Russes qui parcouraient de part et d'autre une ligne courbe : c'est cependant ce qui est arrivé. C'est une misère, Monsieur le Comte, d'avoir à écrire ici des nouvelles militaires, à cause du caractère général du

gouvernement qui le porte constamment à tout cacher. Depuis le commencement des hostilités, jamais il ne lui est arrivé une seule fois de nommer soit Napoléon, soit l'endroit où il se trouve. Les meilleurs militaires croyaient la réunion impossible ; il me paraît que l'honneur principal est dû au Général Platow (l'hetmann des Cosaques), qui a rendu des services signalés dans cette guerre. Il s'est jeté devant Smolensk, entre les deux armées russes qui arrivaient ; ce mouvement a donné de l'inquiétude a Davoust, qui a pris des positions et a perdu du temps. Les généraux Ostermann et Rasesky ont livré les combats que j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence. Les Russes sont animés à l'excès. Robustes, infatigables, hommes et chevaux ont supporté des fatigues inouïes. Mon fils m'écrit de Smolensk, le 20 juillet (1er août) : « Nous avons été de Polock à Wittebsk à marches forcées ; à Wittebsk, on « s'est battu trois jours de suite, et nous avons été « presque continuellement à cheval ; de Wittebsk à « Smolensk, nous sommes venus dans une seule marche, « c'est-à-dire que nous avons marché deux jours et une « nuit en ne nous arrêtant que pour nourrir nos che- « vaux. Il m'est arrivé le 14 ce qui ne m'était pas encore « arrivé depuis que je sers : c'est de marcher vingt-quatre « heures juste, à cheval, sans boire, ni manger, ni « dormir. » Vous voyez, Monsieur le Comte, comme on y va. Le lendemain le même jeune homme m'écrivait : « Quels hommes ! Quels chevaux ! Quel courage ! Je « commence à croire le grand miracle possible. Je ne « serais point étonné *si tout ceci finissait par une opé-*

« *ration à la Charles-Martel.* » Ce fragment vous représente l'opinion générale. Il n'y a pas à l'armée l'ombre de la crainte, ni même de la défiance ; tous ne demandent que le combat, et personne ne doute du succès. Les Français manquent de tout, et leur cavalerie surtout est pitoyable. Il paraît certain que Napoléon a reculé et que les nôtres l'ont suivi ; mais jusqu'où ? C'est ce que je n'ai pu éclaircir précisément. Votre Excellence entend de reste que l'homme consommé dans le métier tâche d'amener les Russes dans quelque endroit qui lui convient ; mais j'espère qu'ils seront, comme on disait en Piémont, *tout autres que fous*, et qu'ils se garderont bien de perdre leurs avantages. Les gentilshommes français qui se trouvaient au siège de La Rochelle, en 1625, écrivaient à leurs amis : « *Nous sommes si fous que nous prendrons La Rochelle* », phrase qui est demeurée proverbiale dans la langue française ; il me semble qu'on pourrait bien écrire aujourd'hui quelque chose de pareil de l'armée russe. Le succès même ne pourra justifier les fautes qu'on a faites ; car celui qui jouerait sa fortune au jeu de l'hombre, avec spadille sec, n'aurait pas moins joué follement, quand même il prendrait huit matadors au talon, et cependant il ferait la vole ; c'est ce qui pourrait fort bien arriver au jeu de cinq cent mille *hombres* qu'on joue dans ce moment.

Napoléon a fait une proclamation à ses soldats, dans laquelle il leur dit : « *Soldats! La campagne est finie ! J'ai conquis la Pologne, etc.* » Ceci est charmant et donne les meilleures espérances. En attendant, Tormasoff fait son chemin, et l'Amiral Tchitchagoff, devenu Général

en chef, accourt avec sa tête de feu et l'armée de Moldavie, et sûrement il fera parler de lui s'il en trouve l'occasion. L'Empereur est tout à fait *high-spirited*. On sait qu'il est sur le point de partir pour s'aboucher à Revel avec le Prince régent de Suède ; il faut voir maintenant sur quel point se fera le fameux débarquement. Si le *Prince royal* a l'ambition d'aller se prendre aux cheveux avec Victor, qui est à Stralsund, tout pourrait bien s'en aller en fumée. Je sais qu'il est conduit par l'idée d'avoir un grand parti en Allemagne, mais ces sortes de projets sont fort chanceux. Si au contraire il débarque à Memel ou à Libau, il ne s'agit plus d'un soulèvement en Allemagne; mais, en marchant droit sur la grande scène, il peut en un clin d'œil amener le dénoucment. Je ne décide rien, Monsieur le Comte : il y a des raisons pour et contre. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir.

Le Comte de Wittgenstein soutient sa réputation. Oudinot ayant repassé la Dwina avec des renforts considérables de Bavarois, de Wurtembergeois, etc., le Général russe l'a de nouveau atteint et battu le 30 du mois dernier (11 de ce mois) ; il ne lui a fait que 300 prisonniers à peu près, mais il a pris beaucoup d'équipages et tué beaucoup de monde. Un régiment français de cuirassiers, entre autres, a été complètement écrasé par l'artillerie russe. Je tremble pour cette pauvre ville de Polock, si elle est abandonnée par les Français ensuite de ce combat, comme il y a beaucoup d'apparence. Quoi qu'il en soit, voilà les meilleures troupes et le meilleur général français battus coup sur coup par le Comte de

Wittgenstein, auquel la capitale doit incontestablement un buste avec l'inscription *Genio salvatori;* car il n'y a pas le moindre doute, Monsieur le Comte, que sans les opérations de ce général, les Français seraient à Saint-Pétersbourg au moment où j'ai l'honneur de vous écrire. Toutes les richesses du palais ne sont pas moins emballées, et tout n'est pas moins prêt pour le transport de la Cour à Casan ; mais Wittgenstein est renforcé ; l'embouchure de la Dwina se couvre de chaloupes canonnières anglaises et russes, un camp se forme à Narva, Kutusoff est chargé de toute cette partie ; — Oudinot a été battu deux fois, et les Russes s'accoutument à mépriser les armes françaises. Il me paraît que le danger a tout à fait disparu. Je ne blâme cependant aucune mesure de précaution, et c'est déjà assez d'honneur pour Bonaparte d'avoir forcé l'Empereur de Russie à faire ses paquets.

Il est cependant sûr, Monsieur le Comte, que jamais Napoléon ne s'est trouvé en si mauvaise posture. Je crains son *diable gardien* qui l'a constamment tiré des plus mauvais pas ; mais si ce diable dort, ou s'il est congédié, nous avons de grandes espérances. Jamais l'esprit public ne s'est montré d'une manière plus admirable. Tous les hommes et tout l'argent tombent dans les mains de l'Empereur ; ce ne sont pas des mots et des simagrées : rien n'est plus réel. A son passage à Smolensk, on lui a présenté 20,000 hommes habillés, armés et prêts à partir : cela s'appelle un présent.

Enfin, Monsieur le Comte, Napoléon a été trompé sur tous les points. Il a cru faire peur à l'Empereur qu'il a

trop étudié à Tilsitt et à Erfurt, et le faire reculer sans coup férir, — il s'est trompé ; il a cru en traversant le Niémen pendant les négociations, couper quelques Corps et s'emparer de quelques magasins, — il s'est trompé ; il a cru terminer la guerre par une bataille, — il s'est trompé; il a cru empêcher la jonction des deux armées, — il s'est trompé ; il a cru soulever le peuple par ses manifestes, — il ne l'a soulevé que contre lui ; il a cru que la paix avec les Turcs, faite surtout comme elle l'a été, était impossible, — il s'est trompé. Mais, sur aucun article il ne s'est trompé autant que sur le caractère et les dispositions de la nation. C'est ici surtout, Monsieur le Comte, qu'il faut venir, pour apprendre à ne pas se presser de juger les peuples. Tous les livres sont pleins du despotisme et de l'esclavage russes. Je puis vous assurer cependant que nulle part l'homme n'est plus libre et ne fait plus ce qu'il veut. Les extrêmes se touchent, de manière que le gouvernement arbitraire amène plusieurs formes républicaines.

Tout cela se combine d'une manière que l'on ne comprend bien que lorsqu'on l'a vu. La théorie des grades produit une aristocratie qui tempère celle de la naissance, et désarme l'orgueil des nouvelles races qui a renversé les États parmi nous. L'homme nouveau qui peut parvenir à tout, en vivant et en obtenant des grades, n'a aucun intérêt à troubler l'Etat. L'esclavage a beaucoup de compensations et n'exclut point l'enthousiasme national. Bonaparte a cru avoir affaire à des bourgeois de France ou d'Italie, tels que nous en avons connu ; il s'est trompé au delà de toute expression. Je ne veux

point vous faire un livre, Monsieur le Comte ; mais je vous assure qu'il n'y a vu goutte et que tout le monde est contre lui. Le véritable ennemi de la Russie, c'est le gouvernement, c'est l'Empereur lui-même, qui s'est laissé séduire par les idées modernes et surtout par la philosophie allemande, qui est le poison de la Russie. Il fallait l'admirer sans doute lorsqu'il consentait à se dépouiller d'une partie de son autorité pour donner plus de liberté à ses peuples ; mais ses idées constitutionnelles ne le conduisaient pas moins à sa perte, et j'espère enfin qu'on a fait parvenir assez de lumières jusqu'à lui pour qu'il ne tente plus rien dans ce genre, surtout depuis l'aventure de Spéransky, contée dans les papiers anglais d'une manière qui m'a fait pâmer de rire.

Le Marquis Paulucci, dont j'ai beaucoup parlé à Votre Excellence, n'est point encore employé. Je crois qu'il a sauvé l'Etat en déterminant l'Empereur à quitter l'armée; mais, après un si grand éclat, je doute qu'il soit employé de sitôt ; il garde ici une très bonne contenance. J'admire encore ici l'Empereur, qui a eu la force de sacrifier ses plus chères inclinations au service de l'Etat ; mais je doute que l'orgueil national eût consenti sans peine à donner au Marquis Paulucci l'honneur du conseil et celui de l'exécution. Lui, au contraire, aurait bien voulu s'illustrer à la fois *col senno e con la mano ;* mais je crois qu'on ne le veut pas, et il faudra bien qu'il en passe par là.

Les 30,000 auxiliaires Autrichiens étant de fort mauvaise humeur de venir se battre ici pour les Français, et cette mauvaise humeur ressemblant même, dit-on, à

une sédition, le Prince de Schwarzenberg, qui les commande, a jugé à propos de leur adresser une proclamation où il leur dit *qu'ils viennent combattre non pour les Français, mais de leur propre chef et contre la Russie.* Cette pièce arrivée à Prague, a, dit-on, fort déplu à la Cour. Des personnes venant de Vienne, et qui ont bien étudié ce terrain, assurent que le Prince de Schwarzenberg a été totalement séduit à Paris, et qu'il exprime ses sentiments réels, quoiqu'il ait été comblé ici, étant ennemi, de toutes les bontés qui auraient pu environner un ami. A cela je ne sais que dire sur ces mesures nécessairement soumises à une politique profonde il faut retenir son jugement; ce que je sais très sûrement, c'est que la proclamation, si elle n'est point convenue entre les intéressés, est tout à fait étrangère à la Cour de Vienne, dont le sort est d'être menée par un ministère qui ne lui ressemble nullement.

Je me crois sûr que M. le Comte de Metternich a surtout été déterminé dans toutes ses mesures par cette idée principale, *que la paix entre la Turquie et la Russie était impossible;* il s'est trompé comme le grand personnage qui a dit lui-même, à Vilna, au Général Balachoff : « *La paix est impossible, en supposant la cession jusqu'au Pruth. — Au reste,* ajouta-t-il, *je méprise beaucoup les Turcs ainsi que les Suédois.* » Il a ses raisons.

M. le Comte de Saint-Julien a été comblé ici jusqu'à la fin de toutes sortes de distinctions et d'attentions; le Secrétaire de la Légation, le Chevalier de Berk, a demeuré après lui tant qu'il a voulu ; je ne sais même s'il est parti. Enfin, le Baron de Maréchal, jeune officier flamand au service de

l'Autriche, et attaché à la Légation, est demeuré dans cette ville; vous sentez bien, Monsieur le Comte, qu'il est nécessairement agréé et que ce symptôme n'est pas hostile. Jamais je ne douterai de l'intention des Princes autrichiens; jamais on ne me fera croire qu'ils puissent être alliés sincères dans cette occasion; si donc le Prince de Schwarzenberg a *détonné*, c'est son affaire.

N'ayant point de Secrétaire, point de secours d'aucune espèce, pas même des *gazettes étrangères*, ni le temps de faire des brouillards, parce que je ne dispose nullement des occasions, je rassemble avec peine et scrupule mes matériaux, et mes lettres sont des espèces d'*effusions* qui excluent la correction. Un homme d'esprit disait : « *Je n'ai pas le temps de les faire plus courtes* »; je puis ajouter : « *Je n'ai pas le temps de les faire meilleures.* » Ne pouvant me répéter, je prie Votre Excellence de bien vouloir faire de celle-ci, comme de la précédente, l'usage qu'elle trouvera convenable auprès de la Cour. Charmé d'avoir au moins des choses agréables à lui mander, ce qui ne m'est pas arrivé, je crois, depuis que je suis ici, je renouvelle à Votre Excellence l'assurance de la considération particulière, etc.

P. S. — Une nouvelle lettre de mon fils, écrite de Smolensk le 24 juillet, ne me parle d'aucun mouvement.

345

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) septembre 1812.

Monsieur le Comte,

Je continue à donner des nouvelles à Votre Excellence, car celles que j'adresserais cachetées à Cagliari vous seraient inutiles à Londres, et il dépendra toujours de vous, monsieur le Comte, d'en faire l'usage que vous jugerez convenable, en tout ou en partie. Dans ma dernière dépêche, j'ai laissé l'armée russe à Smolensk ; personne ne croyait qu'elle dût abandonner ce poste : on se trompait fort. Le 14 août, un corps de 4,000 hommes d'infanterie russe, posté à Krasnoï, fut enveloppé par 25,000 Français. Votre Excellence trouvera Krasnoï à quelques 50 verstes sud-ouest de Smolensk. Quatre escadrons qui flanquaient cette infanterie furent hachés jusqu'au dernier homme ; mais les 4,000 hommes d'infanterie, commandés par le brave général Neverofskoï se firent jour à la baïonnette et se retirèrent à Smolensk, qui n'a qu'une simple muraille antique. Alors commença une attaque terrible qui dura trois jours, et dans laquelle les Français, à ce qu'on assure, n'ont pas perdu moins de 20,000 hommes. L'ordre du jour, de la part de Bonaparte, était : *On prendra cette bicoque ou*

toute l'armée y périra. Le 6, le général Barclay de Tolly, se croyant tourné par Elnia, ordonna l'évacuation de Smolensk. Le général Doctoroff, qui commandait dans la ville, fit répondre que rien ne pressait et qu'il répondait de la place pour dix jours. Barclay répliqua par une lettre tranchante où il était même question de la *rigueur des ordonnances.* Doctoroff obéit, comme de raison; mais, avant de partir, il se rendit à la cathédrale, en fit enlever une image de la sainte Vierge, fameuse dans ce pays, et même il fit chanter un *Te Deum* en action de grâces de ce qu'il avait pu la soustraire à l'impie rapacité de l'ennemi. Vous saurez, monsieur le Comte, que le culte des images est une grande affaire dans l'Eglise grecque ; il a même une certaine couleur idolâtrique qui peut choquer un œil catholique; l'enlèvement de l'image a donc extrêmement réussi. On eut, de plus, le temps d'enlever ce qu'il y avait de plus précieux dans la ville, et tout le monde sortit. Les Français avaient brûlé les faubourgs, les Russes en partant brûlèrent la ville. Ainsi, Monsieur le Comte, il ne reste plus que le *cadavre* de Smolensk, comme dit Cicéron. Cet événement a fait un tort infini à M. Barclay de Tolly, d'autant plus que Smolensk n'est pas seulement une ville (sous ce rapport, ce n'est rien), c'est de plus un plateau élevé et une bonne situation militaire. En effet, Smolensk pris, l'armée russe se vit obligée de sauter Dorogoboug, et l'on n'eut plus d'autre occupation à Saint-Pétersbourg que celle de compter les verstes de Smolensk à Moscou par la grande route.

Pendant que ces choses se passaient, les yeux, dans la

capitale, se tournaient vers le général Kutusoff, que l'opinion appelait au commandement général. Kutusoff est un homme de soixante-dix ans au moins, gros et pesant, plein d'esprit d'ailleurs, et fin à l'excès ; il est homme de Cour, même : très bonne chose à sa place, mais qui lui a nui quelquefois à celle qu'il occupe. Il est défiguré par une blessure épouvantable : une balle lui perça jadis la tête obliquement et sortit par la cavité de l'œil. Le globe est déplacé, et l'autre œil même a beaucoup souffert, par la relation connue des deux organes ; il voit peu, il se tient difficilement à cheval, il ne peut veiller, etc. Malgré cet affaiblissement physique, il n'était pas moins extrêmement attaché à une Moldave, qui a beaucoup fait parler pendant la guerre de Turquie. On disait que cette personne était aux gages de la Porte ; mais j'ai toujours regardé ce soupçon comme un rêve de la malice humaine, car il a fort bien fait son devoir dans cette négociation, qui a tourné même bien mieux qu'on ne l'espérait. Ce qu'il y a de sûr, cependant, c'est que l'Empereur, par cette raison ou par d'autres, ne le goûtait pas extrêmement ; il peut se faire que la complaisance trop habile du général lui ait déplu, car l'Empereur est fait ainsi. Je crois savoir qu'en s'exprimant sur le compte d'un ministre, il dit, avec une grimace de dédain : « *Cet homme ne m'a jamais contredit.* » Ce trait est caractéristique. Quoi qu'il en soit, l'Empereur était peu porté pour Kutusoff, et, comme il sentait cependant l'opinion qui l'appelait au commandement, il le créa tout à coup *Prince de l'Empire ;* personne ne balança sur cette grâce et chacun dit de concert : « C'est pour ne pas le faire

Maréchal ». Mais l'opinion allant son train parvint bientôt à ce point auquel l'Empereur ne résiste guère ; une autre belle cause s'est jointe, dit-on, à la première, et le public lui en a su gré. Sa Majesté Impériale décerna donc le commandement général au Prince Kutusoff, à la satisfaction universelle ; car il faut avouer que, malgré ces désavantages physiques, on ne voit rien de mieux. Huit jours auparavant, j'avais entendu dire : « *Que voulez-vous faire d'un général aveugle ?* » Après le choix, je fis l'objection de la vue au même personnage, qui me répondit : « *Ah ! mon Dieu, il y voit assez* »

L'ukase qui décerne le commandement au Prince Kutusoff est du 20 août. Les premières lignes blessaient assez sensiblement le général Barclay, ce qui surprit beaucoup ; mais il paraît que l'Empereur, instruit alors de l'affaire de Smolensk, aurait voulu témoigner son déplaisir en disant *que son armée n'avait pas agi avec toute l'activité possible et qu'il ne voulait point examiner les causes de cette lenteur.*

Dès que le Prince fut nommé, un de ses amis l'avertit de ne point faire la petite bouche, de demander du pouvoir et de s'en servir. « Laissez-moi faire, » dit-il ; et, en effet, il a tout obtenu, et, dans ce moment, on peut le regarder comme *l'empereur de l'armée russe.* On m'assure (mais je ne l'assure point) que Sa Majesté l'Empereur, en lui disant : « *Le Souverain et la Patrie vous décernent cet honneur* », rougit comme une demoiselle à qui on lirait *Joconde.* Ce que je crois pouvoir assurer, c'est que le cœur n'était pas de la partie et qu'il s'est

fait une grande violence. Dans la nuit du 20 au 21 août, le Prince partit pour la grande armée, où il n'arriva que le 29 au matin, à cause de la nécessité où il se trouve de dormir chaque nuit. En route, il rencontra le Grand-Duc Constantin qui revenait lui-même de l'armée et avec lequel il eut une longue conversation. Il passe pour certain que le Grand-Duc lui ayant dit qu'il comptait pousser jusqu'à Abo, où son auguste frère se trouvait alors, le Prince Kutusoff lui répondit : « *Monseigneur, je vous conseille, comme chef de l'armée, de ne point aller à Abo.* » Cela paraîtra peut-être étrange à Votre Excellence ; cependant rien n'est plus possible, et vous le comprendrez parfaitement, Monsieur le Comte, si je vous dis que, pendant toute la campagne, l'Empereur, jusqu'au jour de son départ, a constamment fait placer le général Barclay à sa droite, donnant toujours à table la gauche au Grand-Duc son frère, *attendu que celui-ci n'est que simple général, tandis que l'autre était général en chef* C'est une suite des principes germaniques, ou, pour mieux dire, prussiens, portés à l'excès, qui ont interposé un uniforme entre le majesté des princes et l'œil des peuples, et produit ainsi une éclipse qu'il faut bien faire finir ; car, si l'on n'y met ordre, les peuples ne verront plus dans un roi qu'un grand officier. Il faut sans doute que l'état militaire soit le premier Ordre de l'Etat, mais il ne faut pas qu'il avance pour ainsi dire sur le caractère royal ; le prince du sang, en sa qualité seule de prince du sang, doit dépasser de la tête toute dignité concédée ; du moins cela me paraît clair. Je reviens. Le Grand-Duc arriva dans la capitale la nuit

du 25 au 26 ; à huit heures du matin, il alla voir son Auguste Mère, puis il se renferma chez lui et ne voulut voir personne de tout le jour ; mais bientôt il parla tout haut et ne se gêna nullement. Il dit de tout côté qu'il n'y avait pas moyen de demeurer à l'armée pour y voir tout ce qu'on y voyait ; que tout allait on ne peut pas plus mal, et qu'il fallait absolument se résoudre à la paix. Ces discours ont fait la sensation la plus désagréable. Depuis quelques jours, il est dans sa terre de Strelna, à 25 verstes de la capitale, et l'on n'entend plus parler de lui. Je ne finirais pas si je racontais à Votre Excellence tout ce que l'on a dit sur ce retour de l'armée. Il faut savoir d'abord que ce prince avait changé tout à coup de caractère à l'armée, au point de surprendre tout le monde. Toutes les lettres ne parlaient que de cette métamorphose ; il n'était question que de la politesse, de l'aménité et de la prévenance du Grand-Duc ; il était devenu ce qu'on appelle *aimable;* or, je puis vous assurer, Monsieur le Comte, sans aucun détail, qu'il serait difficile de revenir de plus loin. Là-dessus il m'a été dit à la Cour qu'il avait été rappelé *comme trop poli* ; je ne sais qu'en dire. D'autres m'assurent que le prince Kutusoff, en acceptant le commandement, a mis pour condition *que Sa Majesté Impériale ne retournerait point à l'armée et que le Grand-Duc son frère en partirait,* disant pour raison, à l'égard de ce dernier, *qu'il ne pouvait* (lui Kutusoff) *le récompenser s'il faisait bien, ni le punir s'il faisait mal.* C'est fort bien dit, mais je me défie fort de tous ces discours tenus tête à tête et *versés* ensuite dans le public. Qui les répète ? Est-ce le prince ?

Non. Est-ce le sujet? Non. Quoi qu'il en soit, le Grand-Duc est ici, et parle lui-même comme ne devant plus revoir l'armée.

Tous les militaires que j'ai pu consulter étaient d'avis que la première chose que ferait le Prince Kutusoff en arrivant serait de reculer encore, et c'est en effet ce qui est arrivé. De Dorogoboug, l'armée russe s'est portée sur Wiasma, et de là sur Mojaïsk, où le quartier général était fixé à l'époque de mes dernières nouvelles (5 septembre). Votre Excellence verra que bientôt on entendra de Moscou tirer le canon. D'abord après la prise de Smolensk, le Comte Rostopchin, gouverneur de Moscou, signifiait aux habitants que tous ceux qui le jugeaient à propos pouvaient partir : tout ce qui pouvait remuer s'en est allé. Je n'entends cependant parler que de la portion faible de la société ; car non seulement les hommes sont demeurés, mais ils se sont engagés à ne laisser entrer Napoléon à Moscou qu'après qu'il aura passé sur leur corps, et à brûler cette grande ville comme Smolensk, si on ne peut la défendre.

Après l'affaire de Kobrin, dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à votre Excellence, le corps principal des Saxons, commandé par le général Régnier, s'étant joint aux Autrichiens commandés par le prince de Schwarzenberg, il y a eu entre ces deux armées réunies et celle du général Tormasoff un combat assez sérieux qui a duré depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit, le 12 août, près du village de Gorodeczna, que je ne trouve point sur ma carte, mais qui ne doit pas être fort éloigné de Proujany (gouvernement de Grodno). Le bulletin,

assez entortillé, suivant l'usage invariable du pays, donne tout l'avantage au général russe ; il a tué ou blessé 5,000 hommes à l'ennemi, tandis que sa perte ne s'élève pas au-dessus de 1,500. Ce qu'il y a de vrai dans tout cela, c'est que le Général Tormasoff, coupé de la grande armée par la grande manœuvre primitive de Napoléon, n'a pu être arrêté dans sa marche (ou dans sa retraite) par l'armée réunie des Autrichiens et des Saxons, et qu'il achèvera probablement le miracle de la réunion de tous les Corps russes, sans que les Français aient pu en intercepter un seul. Napoléon comptait sérieusement sur la capture du Prince Bagration, et même il a disgracié et renvoyé Jérôme, son frère, qu'il avait chargé de cette petite besogne, et qui ne s'en est pas acquitté à la satisfaction du Maître. En attendant, le Général Miloradowitch a mené 30,000 hommes à la grande armée ; les milices de Moscou sont arrivées aussi ; le Prince Kutusoff, en tout comptant, a été joint par 60,000 hommes au moins ; l'Amiral Tchitchagoff, devenu général en chef par une de ces métamorphoses qu'on ne voit qu'en Russie, amène l'armée de Moldavie, forte de 50,000 hommes superbes. Il doit avoir passé Kiev ; les troupes du Duc de Richelieu sont à Tchernigov ; tout cela marche sur Moscou avec un esprit excellent et la rage dans le cœur.

Napoléon perd évidemment la tête en s'avançant ainsi qu'il le fait : il ne peut plus être sauvé, ce me semble, que par son étoile ; mais, quand on se fie aux étoiles, à la fin on est dupe. Il est évident qu'il a compté sur une paix brusque. Tout en faisant sonner la trompette dans

toute l'Europe, il est sûrement fort en peine, et ses espérances déçues l'ont jeté dans un état qui tient quelquefois de la fureur. Pendant l'une des attaques faites sur Smolensk, il a fait descendre de cheval et fusiller devant lui un colonel polonais qui n'avait pas avancé avec son Corps. Voilà l'hiver qui s'avance, les feux sont allumés de tout côté. Les Français ne sont pas chaussés, tandis que la chaussure est la partie la plus soignée de l'habillement russe. Je ne sais en vérité comment ce furieux se tirera de là. Le Général Wittgenstein, qui continue à s'illustrer sur la Dwina, et qu'on pourrait appeler le Wellington de ces contrées, mande que les Français désertent à son camp par bandes de cinquante, et qu'ils se plaignent surtout du manque de chaussure, et cela à la fin d'août ! Jugez, Monsieur le Comte, des mois suivants ! La raison dit que Napoléon ne se tirera pas d'ici. Cependant je suis encore inquiété par je ne sais quel instinct qui me dit que sa dernière heure n'est pas arrivée, et qu'il ne doit pas finir par des mains russes. Tout peut être vrai : la guerre russe peut impatienter les Français, et ceux-ci peuvent en finir très facilement. Les gens les plus instruits pensent qu'une bataille générale est inévitable, qu'elle se donne peut-être au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, et que peut-être encore elle doit coûter 100,000 vies. Si cette bataille était perdue par les Russes, les suites en seraient incalculables. On a beau dire : *Nous reculerions jusqu'à Astrakhan, etc.* Tout cela est fort aisé à dire ; mais qui sait ce qui arriverait ? Ici déjà, tout le monde a fait ses paquets, à commencer par la Cour qui a tout emballé. Le couvent

des Demoiselles, les jeunes filles de l'institut de Sainte-Catherine (500 demoiselles en tout) ont reçu l'ordre de se tenir prêtes.

J'ai emballé tous les papiers essentiels et brûlé tout le reste. On m'a offert une place sur une espèce de goélette chargée de bronzes, de tableaux, d'argenterie, etc., qui doit s'en aller dans l'intérieur, en cas de malheur, par les lacs et les rivières qui s'y trouvent : j'en ai profité ; ma petite pacotille fera là une figure singulière, mais enfin elle sera à l'abri. Quant à moi, si je suis obligé de partir, je m'en irai au loin dans le Nord ; Sa Majesté en sera avertie par le canal de Votre Excellence. S'il arrivait ce grand malheur d'une bataille perdue, nous pourrions en redouter d'autres d'un autre genre, Votre Excellence n'a pas idée de la témérité des discours que nous entendons et l'étranger n'entend pas la centième partie de ce qui se dit. Lorsque je vois d'un côté ce profond et silencieux respect, que j'ai tâché de vous décrire, et de l'autre tout ce qu'on a osé dans ce pays, je comprends moins que jamais les contradictions humaines; ne doutez pas, Monsieur le Comte, que Napoléon n'ait spéculé sur ce point. Un succès couvrira tout ; mais si nous étions malheureux, je ne répondrais de rien ; il pourrait fort bien y avoir une secousse dans l'Etat.

La mode du jour est de tomber à bras raccourci sur Barclay de Tolly. Quand une nation est humiliée et piquée, elle cherche toujours ce qu'on appelle *une bête à guignon*, et la charge de tout. Personne cependant ne peut contester la bravoure personnelle de cet homme, son mérite comme général de division, ni sa parfaite

probité lorsqu'il a été gouverneur de province, notamment en Finlande. Mais il y a loin de là au talent nécessaire pour commander 200,000 hommes. — Et qui nous dit que Kutusoff le possède, ce talent ? Le Général Barclay avait le choix de demeurer à l'armée ou de venir reprendre le portefeuille des guerres ; il a préféré conserver un commandement principal, et le portefeuille demeure à son suppléteur, le Prince Kouchagoff. Le Baron de Benningsen demeure, à ce qu'on dit, Quartier-maître général, ce qui exclut le Marquis Paulucci, que le Prince Kutusoff voulait appeler à ce poste ; mais peut-être que tout s'arrangera. Je vous assure, Monsieur le Comte, que ce Benningsen me choque l'œil, et me choquait bien davantage encore lorsque l'Empereur était à l'armée. Cependant personne n'est révolté ici de ce spectacle, et personne même n'y fait attention, tant il est vrai que nous ne sommes plus ici en Europe, ou que, du moins, nous sommes au milieu d'une race asiatique qui s'est avancée en Europe. Pour moi, c'est un spectacle intolérable que celui d'un homme qui a porté la main sur son Maître et qui est en possession de tous les droits de la société. L'Empereur vient de lui nommer un fils, et je n'ai pas rencontré une personne qui s'avisât de s'en étonner. Faites entrer cela dans nos têtes. — Jamais ! Jamais !

J'ai eu l'honneur de vous parler, je crois, de la proclamation de M. le Prince de Schwarzenberg. Il est très vrai qu'elle contenait l'expression de *perfides alliés*, ce qui a été fort désapprouvé par la Cour de Vienne. Il faut la plaindre et la plaindre beaucoup ; nulle Cour ne

ressemble moins à ses Ministres. Le Prince de Schwarzenberg passe pour avoir été totalement séduit par les caresses de Napoléon, à Paris. Je conçois parfaitement comment on est obligé de traiter avec lui, de par l'ordre souverain des circonstances : Louis XIV traita avec Cromwell, lui accorda l'alternative et porta son deuil : mais se laisser *séduire* par Napoléon et se mettre réellement de son parti, c'est un peu fort. Sur le fond de l'alliance, je crois fermement à ceci, que je tiens d'une très bonne source ; c'est que jamais la Cour de Vienne, c'est-à-dire le Comte de Metternich ne l'aurait conclue s'il n'avait pas été persuadé que la paix avec la Turquie était impossible. Il pouvait bien la croire telle, puisque Napoléon le croyait lui-même et le disait tout haut. Sébastiani, après la paix signée, était si fortement persuadé qu'elle ne l'était pas, il l'assura si fortement à un parlementaire russe qui était venu de son côté, il répéta avec tant de fermeté qu'il y engageait sa tête, que le parlementaire, de retour au camp, donna des inquiétudes à l'Empereur lui-même. Depuis, Napoléon a intrigué encore à Constantinople au point de retarder le départ de l'Amiral Tchitchagoff ; mais tout est fini heureusement et le traité imprimé nous a été communiqué aujourd'hui (9 septembre). Je suis porté à croire que M. de Metternich et sa Cour se repentent maintenant, en voyant surtout les succès éclatants de l'illustre Wellington ; mais l'alliance est faite. A cet égard, il faut de l'indulgence : un homme qui se noie et qui saisit une planche ne s'informe pas si elle est sale ; c'est assez qu'il ne soutienne pas qu'elle est propre.

M. le Prince de Schwarzenberg est fort mal dans l'opinion de ce pays, et je crois que celle du sien ne le traite guère mieux. Ces temps sont malheureux : chacun a besoin d'indulgence, et personne n'en accorde. Je ne vous dis rien, Monsieur le Comte, de l'entrevue d'Abo ; vous en savez sur ce point autant que moi. Tout le monde chante les louanges du *Prince royal*, il ne doit pas moins faire trembler les penseurs plus que ne ferait Robespierre ; car les monstres font du mal dans le moment, et ils passent sans conséquence : mais que les peuples, ennuyés de leurs Souverains, puissent en changer comme de bas ou de chemise, congédier l'un, en appeler un autre (même personnellement estimable), et que tout cela se passe tranquillement, comme une aventure ordinaire de la vie, c'est tout ce qu'on peut imaginer de plus triste. Pour moi, j'espère toujours que ce mauvais exemple ne réussira pas.

En écrivant ceci, j'apprends que l'Amiral Tchitchagoff est arrivé le 25 août (j'emploie toujours le style vrai) avec sa belle armée, à Daubno ; après douze ou quinze jours de marche, il aura joint Tormasoff entre Pinsk et Minsk.

Regardez, je vous prie, la carte, et demandez-vous militairement, Monsieur le Comte, comment il est possible que *notre ami* se tire de là sans éprouver quelque grand désastre ? S'il échappe sain et sauf, ce sera le plus beau miracle de *sa belle vie;* mais je l'attends aux premières neiges. Tchitchagoff et Tormasoff ont à eux deux au moins 80,000 hommes.

Il nous vient de votre pays, Monsieur le Comte, de

grandes approbations du plan adopté par l'Empereur ; rien n'est plus aisé à dire de loin ; mais voyez, je vous prie, les conséquences : huit provinces, 7 millions d'hommes et 40 millions de roubles de revenus perdus, l'opinion publique pervertie, le meurtre, les incendies, les profanations, les excès de tout genre marchant de front de Vilna à Moscou, de vastes pays ruinés pour vingt ans peut-être, les plus grandes fortunes ébranlées, la réputation publique violemment exposée, le sort de la capitale dépendant des victoires de Wittgenstein, etc. etc. Ce sont là de grands objets à prendre en considération. On ne voit que fortunes renversées. Deux dames de ma connaissance, Mesdames les Princesses Dolgoroucky et Alexis Galitzin, ont à elles seules 20,000 paysans sur la route des Français. Examinez tous les pays saccagés, songez aux mesures forcées, à l'impôt porté au comble, à la plus grande partie des paysans changés en soldats et armés, etc., vous verrez, Monsieur le Comte, qu'il serait difficile de jouer une carte plus terrible. Napoléon lui-même a peur du mal qu'il a fait ; un parlementaire russe, étant allé dernièrement à l'armée Française pour demander des nouvelles d'un Officier supérieur fait prisonnier, il a été chargé d'une lettre de Berthier par laquelle ce dernier proteste *de la constante amitié de son Maître pour Sa Majesté Impériale* et propose *de rétablir les gouvernements russes, dans les provinces occupées.* Il ne sait que faire lui-même des paysans qui, se trouvant tout à coup délivrés de leurs gouverneurs et de leurs seigneurs, sont entrés dans une espèce d'anarchie telle, qu'ils ont fini par se sauver

dans les bois comme des animaux sauvages. Vous entendez assez, Monsieur le Comte, que la proposition de Napoléon revient à ceci : *Ayez soin des paysans à mon profit;* mais vous ne voyez pas moins l'état des choses.

Le Marquis Paulucci, dont j'ai entretenu longuement Votre Excellence, est toujours ici, et n'est point employé. Il a cela de commun avec tous les aides de camp de Sa Majesté Impériale du premier et du deuxième rang, que le Général Barclay a mis de côté. Le cri général est dans ce moment : *Point de Cour à l'armée, et point de chefs étrangers!* Sur la première proposition, je dirais volontiers comme au collège : *distinguo.* Quand l'orage sera passé, que nos Maîtres se battent en personne s'ils le jugent à propos ; les biens et les maux se balancent ; ils y porteront de l'humanité, de la modération, de la chevalerie, surtout un respect mutuel pour la Souveraineté ; ils ne feront point de guerres sans miséricorde, et tout finira comme autrefois par quelques villages pris ou cédés et par des mariages ; mais dans l'état présent des choses et des esprits, lorsque je vois un de nos princes venir se colleter en personne *avec ce furibond* , j'ai envie de prendre le deuil. L'Empereur a malheureusement bien d'autres idées, car je suis convaincu par des preuves certaines *qu'il se croit inutile à son peuple parce qu'il se sent peu capable de commander les armées;* c'est là un grand chagrin pour lui ; c'est cependant tout comme s'il pleurait de n'être pas astronome. Le premier de tous les talents est celui de régner ; c'en est un qui les emploie tous et qui les

surpasse tous. Philippe II et Louis XIV n'étaient pas, je crois, des automates ; mais bientôt nous allons voir que le Roi d'Angleterre devra commander ses flottes en personne, sous peine d'être déclaré *inutile*. Que ne donnerais-je pas pour être appelé à consoler l'Empereur, si j'en avais les moyens ! Certainement il est digne de l'admiration universelle pour l'effort qu'il a fait sur lui-même en obéissant ainsi à l'opinion publique, mais heureux l'homme qui pourra lui faire comprendre combien le talent du Souverain, qui emploie les hommes et les met à leur place, est suffisant par lui-même et indépendant de toute autre qualité.

L'Empereur, qui se défie beaucoup des autres, se défie aussi de lui-même. Il aurait besoin d'un véritable ami, d'un *Ministre au département du courage*, qui le soutînt, l'aimât, et souvent même le consolât, car souvent il en a besoin. Je ne sais où est cet homme.

L'espèce d'antipathie qui règne entre la Cour et l'armée a produit dernièrement ici une singulière explosion. Le Général Barclay de Tolly a écarté — j'ai presque dit *chassé* — tous les aides de camp de Sa Majesté Impériale, tant de la première que la deuxième classe ; avec quelques-uns il s'est un peu gêné, dit-on ; il en a même envoyé aux équipages. Comment a-t-il fait ? je n'en sais rien. Bref, ils sont ici en grand nombre, et je vous assure, Monsieur le Comte, que ces Messieurs, en se promenant ici sur les quais pendant qu'on s'égorge aux portes de Moscou, font une assez triste figure. Pourquoi l'Empereur ne les a-t-il pas tous renvoyés ? C'est ce que je ne comprends guère. Dans

tous les pays il y a de certaines finesses de Gouvernement que les étrangers entendent peu.

Ce qui est fort remarquable, c'est que le Prince Kutusoff, quoique revêtu de la plus haute puissance militaire, n'a rien changé, en général, à cet arrangement. Cependant, avant de partir pour l'armée, il avait dit au Marquis Paulucci qu'il était déterminé à l'employer comme Quartier-maître général de l'armée, et que même, comme il avait carte blanche, il était déterminé à l'appeler une fois en route; il n'en a rien fait néanmoins, et le Marquis est ici comme les autres adjudants. Là-dessus encore on peut faire plus d'une question : le Prince a-t-il voulu tromper M. Paulucci? A-t-il tenu ces discours pour lui donner le change? A-t-il été arrêté lui-même par quelque ordre secret ou par une opinion invincible? Je penche pour cette dernière supposition. Les Russes sont la nation de l'univers la plus envieuse du mérite étranger ; ils ont rendu justice tant bien que mal au Marquis Paulucci, toujours cependant *con qualche ritrosia*, et quelqu'un même est allé jusqu'à dire : « *Nous aimons mieux être vaincus par les Français que sauvés par un Italien*; » ce qui est très beau et très raisonnable, comme Votre Excellence le voit. Le Marquis est cependant fort bien à la Cour; il y a peu de jours que l'Empereur le prit dans sa calèche et l'emmena dîner chez sa mère, à la Tauride. Si pourtant *Sa Majesté l'Opinion* veut le chasser, elle y réussira fort bien ; mais il ressuscitera ensuite par un autre mécanisme particulier à ce pays, et qu'il ne s'agit pas d'expliquer dans ce moment.

14 Septembre. — Je croyais, Monsieur le Comte, terminer ici ma dépêche, lorsque les plus grandes nouvelles m'obligent de reprendre la plume.

Avant de partir de la capitale la nuit du 20 au 21 août, le prince Kutusoff dit à sa femme : « *Nous nous reverrons heureux, ou jamais* » ; il se prosterna sur le parquet et se recommanda à Dieu en pleurant. Ceci, Monsieur le Comte, vous paraîtra s'accorder peu avec d'autres endroits de ma lettre ; mais ces sortes de disparates sont fort communs dans ce pays, et je pourrais vous en raconter de plus singuliers. Il arriva à l'armée le 29, et tout de suite il lui donna une nouvelle disposition, qui fut très agréable aux Russes, parce qu'elle se trouvait plus conforme à leurs anciens usages. Prenez une carte, Monsieur le Comte, cherchez le bourg de Mojaïsk, à quatre-vingt-dix-neuf verstes au sud-ouest de Moscou, à la pointe d'un angle assez aigu que forme la Moskowa ; à dix verstes plus haut, sur la rive droite de cette rivière, se trouve le village de Borodino, trop insignifiant pour être désigné sur les cartes, mais qui vient d'acquérir un renom immortel.

Le Prince avait en face ce village, et devant lui encore un ruisseau qui se décharge dans la Moskowa : sa droite était adossée à cette rivière, qui donne son nom à l'ancienne capitale de l'Empire ; à l'égard de sa gauche, il disait lui-même à Sa Majesté Impériale, dans sa relation du 3 septembre : *Elle est un peu en l'air, mais l'art peut la soutenir.* En effet, il la flanqua par quelques fortifications d'usage ; cette gauche était commandée par le Général en chef Prince Bagration ; der-

rière lui étaient les généraux Touczkoff et Comte de Strogonoff, plus bas encore les milices de Moscou ; enfin le prince Kutusoff avait caché dans les bois, et toujours du même côté, une grande quantité de troupes et d'artillerie ; le centre occupait les hauteurs en face du ruisseau ; le Prince avait derrière lui une profonde colonne de sept Corps, entre autres toute la Garde. A la droite étaient les chasseurs.

Le 3 septembre, le Prince parcourut l'armée; il fit porter dans les rangs l'image miraculeuse de Smolensk, il dit aux soldats : « *Frères* (c'est le mot russe), *il n'y a plus que vous entre l'ennemi et la sainte ville* (Moscou). » On s'écria de tout côté : « *Nous mourrons tous où tu nous a placés.* » Pendant cette espèce de revue, un aigle plana sur la tête du Prince ; il ôta son chapeau et le salua : sur quoi tout ce qui l'entourait cria *hurrah !* Le 5 septembre, la gauche fut attaquée, comme on s'y attendait ; le combat fut déjà long et acharné, mais le Prince Bagration en sortit vainqueur et prit même seize pièces de canon ; le lendemain se passa en escarmouches où l'on ne fit que se tâter ; mais le 7 était le jour fixé par la Providence pour une des plus mémorables batailles qui se soient jamais livrées. Les Français vinrent fondre sur la gauche et sur le centre, et rencontrèrent les Russes qui venaient à eux. La gauche des Français, comme vous le sentez assez, et la droite des Russes ne demeurèrent pas oisives, et il résulta de là des attaques obliques et un certain pêle-mêle dont nous n'aurons pas de sitôt une idée juste.

Le combat, c'est-à-dire la boucherie, commença à

quatre heures du matin et ne cessa de sévir que vers la nuit; 1500 pièces d'artillerie tiraient du côté des Russes. Cela vous paraîtra exagéré, mais lorsque j'ai voulu dire *huit cents* à l'homme le plus à portée de savoir cela, il m'a dit en riant : *doublez.* Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'artillerie était formidable et qu'elle a été servie avec une terrible précision. Napoléon avait dit, avec l'inébranlable obstination de son caractère : « *Ou toute mon armée y périra, ou je tournerai cette gauche,* » et les Russes de leur côté avaient dit : *Nous y périrons tous, ou tu ne passeras pas.* » Ceux-ci ont gagné leur formidable pari au prix de trente mille vies, car ils n'avouent pas un moindre nombre de morts, en soutenant que l'ennemi ne saurait en avoir perdu moins du double. On s'est battu corps à corps ; la même batterie a été prise et reprise jusqu'à cinq fois, mais à la fin la valeur russe l'a emporté ; ils ont repoussé les Français à douze verstes et leur ont pris trente canons. Sept généraux russes ont été blessés, mais la Russie même l'a été dans la personne du Prince Bagration ; une balle s'est logée profondément dans l'os de sa jambe : on l'a transporté à Moscou, d'où il écrit lui-même : « *Je ne sais s'il faudra me couper la jambe.* » Quand on pourrait la sauver, l'armée n'en serait pas moins privée de lui pour toute la campagne, et c'est un grand malheur : c'est un compagnon de Souvarof, il a beaucoup d'expérience et il est l'idole des soldats ; vingt-deux officiers du régiment des chasseurs de la Garde ont été tués ou blessés ; on a fait peu de prisonniers sur les Français, l'acharnement n'ayant rien épargné. Je pense,

Monsieur le Comte, que vous lirez avec intérêt la courte lettre qu'un homme d'esprit a écrite à son ami pendant la bataille ; la voici : « Lundi 26 (v. s.). Avant hier une affaire de héros, hier une escamourche insignifiante ; aujourd'hui, combat de héros : la terre tremble à dix-huit verstes. Les Français ont été attaqués sur leur flanc droit, étant en marche sur notre gauche et attaquant en outre notre centre. J'espère en Dieu et en nos braves, et que demain nous recevrons l'ordre d'avancer ; mais tout ceci, les détails de l'armée vous l'apprendront bien mieux. Quant à moi, je vous raconterai que le premier jour où le prince Kutusoff a reconnu la position, un aigle a plané sur sa tête, Il le salua et la troupe dorée cria: *Hurrah !* Quand les Romains combattent, il faut citer les augures. » Signé Ansted (de Strasbourg), personnage employé à la diplomatie de l'armée.

Vous pensez bien, Monsieur le Comte, qu'on ne saurait encore avoir rien de certain sur le nombre des morts; mais pour se former une idée de cette bataille, il suffit de citer les expressions de ceux qui l'ont vue ou qui en étaient près. L'un dit, comme vous voyez : *la terre tremblait à dix-huit verstes ;* un officier qui a combattu dit que *Preussich-Eylau fut un jeu d'enfants comparé à Borodino.* Un officier général d'un grand mérite et de ma connaissance particulière mande en propres termes : « *Ceux qui ont vu cette bataille ont une idée de l'enfer.* »

La nuit du 10 au 11 septembre fut terrible pour l'Empereur, et pour nombre d'autres personnes, que le premier courrier du Prince Kutusoff avait instruits de la bataille commencée, et qui ignoraient le succès. Enfin le

11 au matin, jour de la fête de l'Empereur (heureux hasard!), le courrier triomphant arriva. Tout de suite on nous invita à un *Te Deum*, mais plusieurs ne furent pas avertis à temps. L'Empereur a fait le Prince Kutusoff Maréchal, et lui a donné 100,000 roubles ; sa femme a reçu le portrait, c'est de part et d'autre le *nec plus ultra* des honneurs. L'Empereur a donné de plus 100,000 roubles au Prince Bagration et 5 roubles à chaque soldat qui a combattu à Borodino.

Cette bataille, Monsieur le Comte, ne saurait être assez célébrée; elle a été livrée avec une valeur au-dessus de tout éloge, contre l'ennemi du genre humain et pour tout ce qui reste dans l'univers de religion, d'indépendance et de civilisation. Tout homme, et surtout tout Européen, doit de vives actions de grâce à ceux qui l'ont gagnée. Cependant, si Votre Excellence me demande où nous en sommes, je me garderai bien de répondre autrement que par ces mots : *Je n'en sais rien.*

L'opinione, regina del mondo, est reine surtout à la guerre, et surtout encore depuis que les armes à feu ont égalisé les hommes,

> Et qu'un plomb dans un tube enchâssé par des sots,
> Comme un soldat obscur va tuer le héros.

Peu de batailles sont perdues physiquement. Vous tirez, je tire : quel avantage y a-t-il entre nous ? D'ailleurs, qui peut connaître le nombre des morts ? Les batailles se perdent presque toujours moralement ; le véritable vainqueur comme le véritable vaincu, c'est

celui qui croit l'être. Les bataillons qui avancent, savent-ils qu'il y a moins de morts de leur côté? Ceux qui reculent, savent-ils qu'ils en ont davantage? La bataille d'Austerlitz, donnée en Moravie, fut perdue quatre jours après à Ujhely, en Hongrie, sur quatre feuilles de papier ; celles de Pultusk et de Preussich-Eylau furent bien gagnées matériellement dans toute la force du terme ; des causes purement morales annulèrent ces victoires complètement. Et précédemment, à Marengo, n'avait-on pas eu l'ineffable talent *de perdre une bataille gagnée?* Il faudrait donc savoir, avant tout, quel sentiment la bataille de Borodino a laissé dans les cœurs des deux partis. Le Russe a-t-il dit dans le sien : « *Le Français ne peut me résister* » ? Celui-ci a-t-il dit : « *C'est vrai* » ?

Voilà la question ; mais le temps seul peut la résoudre. Si le découragement s'approche seulement du cœur des Français, ils sont perdus ; s'ils tiennent bon et s'ils peuvent avancer, nous pouvons encore voir d'étranges malheurs. Les événements nous ont révélé un grand et terrible secret, celui de l'infériorité du nombre de notre côté ; elle est grande, Monsieur le Comte, et Dieu veuille qu'elle diminue. Cependant l'Empereur payait au mois de janvier 942,000 hommes. Où sont-ils ?

J'en parle souvent à des Russes fort instruits, et qui cependant ne savent pas répondre. Le Grand-Duc a dit ouvertement, et même il a répété : « *A quoi nous sert cette grande victoire? A n'avoir plus d'armée!* » Ce discours est étrange dans cette bouche. Le Prince Kutusoff n'a pourtant employé qu'un bataillon de chaque régiment ;

il lui reste plusieurs Corps intacts, entre autres la Garde, et la plus grande partie des miliciens de Moscou, dont les compagnons ont déjà fait des merveilles.

Dans l'espoir d'adresser bientôt à Votre Excellence un heureux supplément, je la prie d'agréer la haute et respectueuse considération avec laquelle je suis, etc.

ADDITION A LA DÉPÊCHE DU 2 (14) SEPTEMBRE.

J'ai l'honneur, Monsieur le Comte, d'envoyer à Votre Excellence une dépêche adressée à Sa Majesté, et qui ne contient aucune nouvelle. Ainsi, vous dépêcerez comme il vous plaira ma relation pour en faire usage à Cagliari.

Vous trouverez ci-jointes deux pièces : 1° le plan de la bataille de Borodino (je me rappelle que lorsque j'adressai à Sa Majesté le plan de celle de Pultusk, Elle l'agréa fort. Ainsi, Monsieur le Comte, je pense que Votre Excellence fera bien de faire passer celui-ci); 2° le bulletin officiel de cette même bataille, publié hier en français. Vraiment on y peut trouver une apologie de Barclay de Tolly et même du Chancelier qui ne manquera pas de dire que *ce n'est pas le moment de reconnaître son infériorité*, etc. On ne manquera pas de réponses; mais, enfin, il y aura de quoi argumenter.

Le Prince Kutusoff a beaucoup reculé encore, ce qui a été fort désapprouvé par plusieurs officiers distingués de son armée même. Cependant il a écrit à une fille qu'il a mariée à Moscou : « *Je vous défends de sortir sous peine de malédiction, et je vous engage ma tête que l'ennemi n'entrera point à Moscou.* » — Ainsi soit-il, Mon-

sieur le Comte, c'est tout ce qu'on peut dire. Tout dépend de la prochaine bataille, qui se donne peut-être pendant que j'ai l'honneur de vous écrire. Elle sera vraisemblablement plus terrible encore que l'autre, et si l'ennemi met le pied à Moscou, attendez-vous, Monsieur le Comte, à quelque scène antique dans le genre de Sagonte ou de Numance.

Un officier présent à Borodino m'assurait hier qu'à la fin de la bataille les Français manquaient tout à fait de munitions, et qu'ils lançaient des pierres. On leur laissera le temps de faire venir des boulets. Jamais on ne les attaque : l'à-propos est donc toujours pour eux. En vérité, tout ceci est une magie. Leurs magasins sont à Kœnigsberg, ils arrivent par le Niémen à Kovno, et de là par des charriots vers Moscou, sans que jamais aucune force russe ait pu encore rompre cette échelle de huit cents verstes. Quand finira donc ce sortilège ?

Le Maréchal a commandé 10,000 hommes de milices pour enterrer les morts ; voilà la vérité enterrée avec eux : elle y pourrira à son aise et jamais on ne saura rien ; de part et d'autre on dira : la perte de l'ennemi est immense et la nôtre est sensible.

Je puis donner à Votre Excellence un échantillon de cette *perte sensible*. Le Comte Woronsoff commandait à lui seul 8,000 grenadiers d'élite ; il en a ramené 3 ou 400, et il écrit lui-même *ma défunte division*. Je crois bien que les Français n'ont pas été mieux traités ; mais Napoléon sacrifie une foule d'étrangers. Quand est-ce donc que ce fléau du genre humain s'arrêtera ? Voici, Monsieur le Comte, les troupes qu'il a derrière lui :

Tormasoff s'avance avec	25,000	hommes.
Sacken à Gitomir.	25,000	—
Tchitchagoff, qui vient se joindre au 1er	40,000	—
Ignatieff à Bobrovich (gouvernement de Minsk)	15,000	—
Hertel à Mosyr (même gouvernement)	20,000	—
Wittgenstein sur la Dwina (Polock-Vittebsk)	25,000	—
Essen à Riga	20,000	—
Troupes du débarquement de Finlande.	20,000	—

Ajoutez une foule de milices et de recrues qui pleuvent. Cela se conçoit-il ? Il y a du miracle dans toute cette machine. Je suis forcé de cacheter sans pouvoir apprendre à Votre Excellence le dénouement de la grande tragédie, et sans savoir même décider mes pressentiments. Je crois bien certain qu'un *tel homme* doit périr, mais quand ?

P. S. du 3 (15) septembre 1812. — *Ordre du jour de Bonaparte, le 8 septembre :*

« Soldats de toutes les nations ! Cette bataille est de toutes celles que j'ai données la seule que je n'aie pas gagnée ; il faut laver cet outrage dans le sang des Russes. »

Cette pièce passe pour authentique.

On donne pour sûr l'ordre non officiel de laisser entrer les vaisseaux anglais, mais tout cela va fort len-

tement, et je crois que le Cabinet anglais est fort mécontent de celui-ci.

Le Prince Kutusoff écrit à sa femme : « Je ne suis pas vaincu : j'ai gagné une bataille sur Bonaparte. » Je crois la première partie de ce billet plus sûre que la seconde. Le Prince Kudaschoff, qui est attaché au Maréchal, écrit au bas du billet l'apostille suivante : « *Incessamment une seconde affaire, dans laquelle le diable emportera l'un ou l'autre.* » Voilà la vérité, et il faut trembler. Tenez pour sûr, Monsieur le Comte, que l'existence même de la Russie se joue en ce moment *à pair ou non.*

J'ai été blessé moi-même, Monsieur le Comte, à la bataille de Borodino. Sachant que le régiment des Chevaliers-Gardes n'avait pas donné, et que d'ailleurs le Général dont mon fils est aide de camp était malade, je ne croyais avoir couru aucun danger ; je me trompais. Le jeune homme, pour pouvoir assister à l'action, s'est attaché à un autre général (le Prince Dimitri Vladimirowitch Galitzin), et il a demeuré pendant douze heures de suite au milieu de ce feu infernal sans être touché ; mais, à la fin, une grenade est venue tuer un soldat à côté de lui, briser la tête de son cheval en éclatant et le toucher lui-même au genou d'une manière qui l'a privé sur le champ de tout sentiment de ce côté. On l'a emporté. Cependant les gens de l'art disent qu'il en sera quitte pour être quelque temps hors de combat, et il me l'écrit lui-même. Ce sont de terribles moments.

Le Chancelier, inébranlable dans ses systèmes, fait très peu de cas de cette bataille ; il en parle légèrement ainsi

que le Grand-Duc, et tient toujours de même que ce Prince au système de la paix. Le Grand-Duc répète à qui veut l'entendre que cette prétendue victoire n'est que la destruction de l'armée, qu'il est impossible de s'en procurer une seconde, etc. La haine contre le Chancelier est au comble ; au grand dîner qu'il a donné le jour de la fête de l'Empereur, les principaux personnages de l'Etat se sont excusés ; il rit de tout cela et va son train. Je n'ai pas un doute sur ce qui le rend inébranlable dans sa place ; c'est que l'Empereur a toujours dans le fond de son cœur le sentiment de son infériorité et la nécessité possible de la paix ; en conséquence, il conserve le Chancelier comme l'instrument le plus convenable à employer dans cette occasion suprême. Voilà, je crois, tout le mystère. — Tout dépend de la première bataille, et encore une fois, c'est un coup de dé : si elle est équivoque, elle pourrait bien amener une paix plus ou moins ignoble. — Dieu nous en garde !

346

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 3 (15) septembre 1812.

Ah ! que je suis aise d'avoir été trompé ! Cher et très cher enfant, tout le monde me disait et j'avais même la certitude que votre Corps n'avait pas donné, et que votre

Général était malade. Cependant, je ne pouvais être tranquille ; vous appellerez cela comme vous voudrez. Quoique votre billet du 27 ne me soit arrivé que dans ce moment, la date vous met cependant bien en règle, et je vous remercie de n'avoir pas perdu un moment pour m'instruire. Je n'ai pas besoin de vous dire combien nous avons été affectés, troublés, déchirés par cette terrible scène de Borodino. Au moins, nous sauvera-t-elle ? C'est le grand secret de la Providence. Deux choses sont sûres : que, seule, elle ne décide rien, mais qu'elle aura singulièrement favorisé le succès d'une seconde, qui est indispensable, et qui peut-être a eu lieu dans ce moment. Si celle-ci était malheureuse ?... Mais je ne veux pas penser à cela, étant aujourd'hui tout entier à la joie que me donne votre *salvation*. Je n'essaie pas seulement de vous exprimer ce que j'ai senti dans cette occasion ; je souhaite que vous le sentiez un jour, et que vous vous rappeliez alors cette lettre. Je prends bien part au sort cruel, quoique très honorable, de votre amie *Blondine*. A cet égard, je vous répète ce que vous devriez ne jamais oublier. Je n'ai plus d'argent à moi ; il est à votre mère et à vos sœurs, et ensuite à vous, ou, pour mieux dire, il est à vous pour elles. Ainsi, faites comme s'il était dans votre tiroir ; tirez sur moi pour la somme dont vous avez besoin, s'il faut tout de suite remplacer ce cheval. Je ne sais comment vous avez pu vous accrocher au Prince Dimitri : quand vous serez mieux, vous me le direz ; et vous me direz aussi ce que vous avez fait pendant cette infernale bataille. Se peut-il que vous soyez demeuré là, sans remuer, pendant douze heures ?

Voilà un homme dont je voudrais vous voir aide de camp. Quant à l'autre, je vous ai déjà répondu : j'ai fait la démarche, vous voyant mécontent et ne sachant comment vous tirer de là ; mais je ne remue plus. Je vois que T..... a beaucoup d'ennemis, et il les mérite bien un peu. J'ai peur d'être allé trop vite. Enfin, je vous ai dit que j'étais un irrésolu de la première classe ; prenez-moi donc pour ce que je suis, et ne vous fâchez pas trop contre moi. Ayez bien soin de vous et de moi ; soignez-vous, et ne vous donnez d'autre fatigue que celle de m'écrire : sur ce point, j'ai le cœur dur. Vous êtes cependant un aimable garçon, et je ne suis pas étonné que la Princesse de T..... vous aime tant : elle a pleuré, en écoutant votre aventure. Adieu, mon très cher enfant ; j'écris ceci sans délai chez l'aimable dame, de peur de manquer l'occasion. Adieu, adieu.

347

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 5 (17) septembre 1812.

Sire,

Votre Majesté aura vu par mes dernières dépêches que S. M. I. a bien eu d'autres affaires sur les bras que la guerre de plume à laquelle j'étais destiné. J'ai pu soupçonner que le Chancelier avait croisé cette idée,

mais ce n'est qu'un soupçon. Si l'on ne me demande aucun travail, les choses iront parfaitement à mon gré, car je n'aime ni affaires ni entreprises nouvelles; je tendais les bras à ma famille : dès qu'il est décidé que je ne dois plus la revoir, tout me devient indifférent.

Je n'ai pas vu la moindre difficulté, Sire, à écrire confidentiellement des pièces diplomatiques pour S. M. I., en guerre avec l'ennemi commun. Il me paraît même que si j'avais refusé, de crainte de n'avoir pas l'approbation de Votre Majesté, je l'aurais fort compromise envers l'Empereur. Cependant, plusieurs mois se sont écoulés sans que j'aie reçu de réponse. Si ce silence dure, ce sera une désapprobation expresse qui rendra ma position très difficile. Un anathème primitif n'a cessé de m'accompagner dans cette carrière : malgré mon attachement porté jusqu'à l'enthousiasme pour la personne et la cause de Votre Majesté, j'ai mal réussi en tout, et cela devait être. Mon fils exclu, et en quelque manière chassé de son service contre mon ambition la plus expresse, m'a jeté dans des dépenses au-dessus de mes forces : il a fallu me prévaloir des bontés de S. M. I. Attiré d'un côté, repoussé de l'autre, je me suis tenu en garde contre ce double mouvement par une confiance sans bornes, puisque je puis assurer devant Dieu que je n'ai jamais rien dit, écrit, fait, ni pensé même, que je n'aie fait connaître à Votre Majesté ; mais tout est allé fort mal. Je confesse naïvement que, dans le principe, je comptais sur une approbation visible : c'est la faiblesse commune de tous ceux qui, dans les révolutions, ont suivi la droite route. Au lieu de cela, Sire, je suis devenu spectacle

dans le sens contraire; mon sang s'est échauffé: tout caractère continuellement humilié et contrarié se gâte à la fin; on devient aigre, mutin, impertinent; c'est ce qui m'est arrivé. Tout homme qui déplaît a tort, sans excuse ni explication; il a tort et il doit se retirer. Je renouvelle donc à Votre Majesté, quoique avec un chagrin inexprimable, mes ferventes prières pour qu'Elle daigne me rappeler. J'espère qu'Elle ne sera point arrêtée par l'espèce de faveur dont Elle me voit jouir ici. Je n'en ai pas d'autre, Sire, que celle dont je jouirais auprès d'Elle, si, pendant quinze jours seulement, Elle daignait m'essayer au lieu de me craindre. S. M. I. me croit un fort honnête homme, très attaché à Votre Majesté, et qui ne ment jamais: voilà toute ma faveur. M'appuyer de S. M. I. pour gêner le plus légèrement Votre Majesté serait une bassesse si horrible que, malgré l'extrême défaveur qui m'accompagne constamment, je ne crois pas qu'Elle ait pu seulement m'en soupçonner. Votre Majesté a vu que, pendant dix ans, il ne m'est pas venu dans la tête, une seule fois, d'essayer la protection de S. M. I. pour obtenir de Votre Majesté la moindre petite grâce. C'était cependant une idée assez naturelle, mais je l'aurais trouvée coupable, et j'ai poussé la délicatesse jusqu'à rompre tout commerce de lettres avec le Ministre Russe malgré son invitation expresse; je ne sais si Votre Majesté l'aura remarqué. Dans ce moment, j'agirai avec la même fidélité, je prendrai tout sur moi, et Votre Majesté ne me rappellera que lorsqu'Elle en aura fait agréer un autre. Devenu enfin sexagénaire et ne sachant pas la langue du pays, je ne puis être soupçonné

d'agir pour mes intérêts. Tous les désagréments imaginables environneront au contraire ma retraite ou du moins pourront l'environner. Mais quand je devrais mourir dans un grenier, ce qui est très possible, ce malheur serait moindre que celui de servir Votre Majesté contre son gré, ce qui arriverait si la politique gênait le plus légèrement ses inclinations. Je renouvelle donc mes protestations d'agir avec une bonne foi parfaite et dont Votre Majesté peut se prévaloir sans le moindre inconvénient. S'il y a d'autres difficultés, que Votre Majesté daigne me les communiquer ; je les aplanirai de mon mieux.

348

A M. le Comte de Front.

11 (23) septembre 1812.

C'est avec un chagrin inexprimable, Monsieur le Comte, qu'à la longue lettre que vous recevrez par le Ministre des Deux-Siciles, je dois ajouter ce triste *post-scriptum* pour vous dire que Moscou est pris. Les Français y sont entrés le 3 (15) à trois heures après midi, le Maréchal Kutusoff s'étant retiré sur la route de Riazan. On donne de cela, comme vous pensez bien, d'excellentes raisons ; mais la raison n'en dit pas moins que, sauf miracle, il n'y a plus de Russie. Que voulez-vous, Monsieur le Comte ? Cette guerre a été mal commencée ; on n'a

rien oublié pour le faire comprendre, le bon sens étranger même s'en est mêlé: tout a été inutile. A Drissa, le mal pouvait encore être réparé; mais l'orgueil national écarta le Marquis Paulucci. Quoique l'armée soit intacte, il faut s'attendre à tout, *même dans plus d'un genre*, et il n'y a plus de remède que dans l'un de ces événements que l'on appelle fortuits, et que personne n'a le droit d'attendre.

La nouvelle de la prise de Moscou a été apportée ici par le Chevalier Michaud, de Nice, sujet du Roi, excellent officier et fort estimé à l'armée ; il est plein de courage et d'espérance, et m'a fort bien expliqué les choses : toujours nous avons été trompés sur le nombre. On nous avait fait croire (et Votre Excellence l'aura vu dans ma lettre) que le Maréchal Kutusoff n'avait employé à peu près que ses seconds bataillons. Il a employé au contraire jusqu'au dernier homme, tandis que Napoléon avait toute sa réserve fraîche, et en particulier toute sa Garde. Là-dessus, le Maréchal se croyant dans l'impuissance d'accepter une seconde bataille avant d'avoir reçu des renforts, recula rapidement vers Moscou, mais *la foudre* le suivit. Napoléon ne perdit pas une minute; il accourut sur-le-champ, dans l'espérance que pour sauver la capitale, le Maréchal accepterait une bataille désavantageuse. C'est là-dessus qu'on a délibéré : on s'est déterminé à quitter Moscou , mais non sans opposition ; quelques officiers ont protesté. Le général Miloradowitch chargé de couvrir la retraite a été enveloppé par les Français, commandés par le *Vice-Roi d'Italie*. Miloradowitch lui a fait dire par un parlementaire que l'intention de Sa

Majesté Impériale n'étant point de soumettre sa capitale aux horreurs de la guerre, il était prêt à la lui remettre par capitulation ; que, dans le cas contraire, il allait l'embraser et se jeter sur lui pour se faire tuer avec le dernier de ses soldats. Le Vice-Roi accepta le parti de la sûreté et de l'humanité.

Maintenant il est clair que Napoléon a fait une grande faute militaire, que sa position est plus mauvaise et qu'il a manqué son coup. Le Maréchal a reçu de grands renforts et en reçoit journellement. Tormasoff et Tchitchagoff arrivent sur Smolensk et Vittgenstein approche par Weliki-Louki et Wittebsk. Les Français sont pris en flanc et courent les plus grands dangers, etc., etc.— Oui, sans doute, si les miliciens étaient de vieux soldats, s'il y avait égalité de talent, si tout le monde faisait son devoir, si les Autrichiens ne retardaient pas Tormasoff, si la peur ne s'emparait pas des esprits, etc., etc.

Voilà bien des *si*, Monsieur le Comte : c'est un terrible problème sur lequel nul homme sage n'est tranquille. Depuis vingt ans, je vois les empires tomber les uns sur les autres sans se douter seulement de ce qu'il faudrait faire pour se sauver. J'ai vu les apparences toujours trompeuses et le bon sens ordinaire toujours trompé. Je suis donc timide, et je dois l'être.

L'Empereur tient bon et ne veut pas qu'on parle de paix. On attend la première bataille. Si elle est malheureuse, tout le monde partira.

349

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 1er (13) octobre 1812.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Les Légations que Sa Majesté juge à propos de maintenir étant un objet essentiel pour sa dignité, je ne l'ai jamais perdu de vue et je n'ai rien négligé soit pour me rendre agréable ici, soit pour procurer à Sa Majesté un Ministre Russe telle qu'Elle pouvait le désirer. Il me paraissait que le Comte de Mocenigo remplissait toutes les conditions ; mais lui, de son côté, quoique très décidé à aller s'il le fallait, nourrissait cependant dans son cœur le désir d'obtenir une autre Légation, celle de Palerme, qui était l'objet de tous ses vœux, et que cependant il n'aurait jamais obtenue, si les circonstances, comme il arrive souvent, ne l'avaient pas servi mieux que toutes les protections imaginables. J'ai eu l'honneur de vous mander dans le temps les avantages rapides du prince Kuslowsky, devenu tout à coup Chambellan et Chef d'expédition avec un présent de 30,000 roubles pour payer ses dettes. Il a certainement de bonnes qualités ; mais cette légèreté, que vous m'avez fait connaître dans le temps, n'a pas tardé à se montrer ici ; il est allé trop souvent

dans une certaine maison, et non seulement la porte s'est fermée, mais il a été décidé qu'il fallait quitter la capitale. Il m'a dit lui-même : « *Je n'ai pas su mener ma barque et me tenir à Saint-Pétersbourg comme il convenait.* » Il ne m'en a pas dit la cause, comme vous sentez bien, mais je l'ai apprise d'ailleurs. Je crois de plus qu'il a commis quelques indiscrétions dans son emploi même ; je n'entends parler de rien d'essentiel, mais seulement de ces sortes de choses qui n'ont point de nom et qui sont néanmoins essentielles, surtout auprès du Gouvernement le plus taciturne et le plus soupçonneux de la terre. La Légation de Palerme a été le *châtiment* infligé au jeune diplomate. Le Duc de Serra-Capriola, ayant eu connaissance de cette destination, a fait une opposition des plus violentes, pour deux raisons : c'est-à-dire parce qu'il ne voulait pas celui-là, et parce qu'il en voulait un autre, car il portait de toutes ses forces le Comte Pouschkin, qui a déjà résidé à Naples et qui est agréable à cette Cour. On dit qu'il ne sait pas écrire, mais c'est à mon avis un fort petit inconvénient. Je ne sais comment a parlé le Duc, mais j'ai lieu de croire qu'il a déplu à l'Empereur, qui a voulu lui donner une demi-mortification en lui ôtant Kuslowsky pour lui en donner un autre qui probablement ne lui déplaisait pas moins. En conséquence, il a résolu d'envoyer Mocenigo à Palerme et Kuslowsky en Sardaigne. Il ne m'était pas même permis de soupçonner ce changement, puisque le Chancelier de l'Empire venait de m'assurer le 7 (19) février (j'ai eu l'honneur d'en rendre compte), que M. le Comte de Mocenigo était

sur le point de se rendre à sa destination. Cependant, le bruit étant parvenu jusqu'à moi en prenant beaucoup de consistance, il fallait bien parler ou se taire ; je n'ignorais pas combien le prince Kuslowsky déplaisait à Sa Majesté, mais comment faire ? Refuser un Ministre dans la position où nous sommes n'était pas sans inconvénient et mon zèle pouvait aisément devenir risible. Le Duc, qui me paraît cependant avoir déplu à l'Empereur, a bien des droits que je n'ai pas. Il est véritablement Ministre, très solennellement agréé, et protégé sans équivoque aucune ; moi, je suis Ministre de nom, mais dans le fond un simple particulier masqué en Ministre, et résistant comme je puis aux circonstances, qui m'attaquent au lieu de me défendre. Le pas était glissant ; néanmoins j'ai cru devoir passer la Note du 14 (26) que vous trouverez ci-jointe, et dans laquelle je repousse Kuslowsky sans le nommer. Le 22 j'ai reçu une réponse où Monsieur le Chancelier me notifie officiellement la destination du prince Kuslowsky sans plus parler de ma Note du 14 que si je ne l'avais pas écrite ; et moi j'ai répliqué par un Office qui n'est pas long et qui vous paraîtra d'un genre assez singulier. Il ne faut être nigaud ni insolent. Sa Majesté décidera si j'ai réussi. J'ai d'assez fortes raisons de soupçonner que le Chancelier a supprimé auprès de l'Empereur ma Note du 14 ; j'ai de plus des moyens de le savoir dans quelques jours et de faire parvenir ma Note directement ; mais cette petite manœuvre étant un peu contraire à ce précepte dont je vous ai parlé souvent, *non tripotaberis*, je n'ai point

encore pris de parti sur ce point. Le personnage qui remettra la pièce et qui est instruit de toute cette affaire, me disait, en blâmant le Chancelier qu'il ne peut souffrir : *Si le prince K... déplaît à votre Maître, ce sera l'affaire d'une lettre qu'il écrira au mien.* Mais nous n'en sommes pas là encore. Kuslowsky, par suite de sa destination, est venu me voir ; nous avons longtemps jasé sur ceci et sur cela. Il m'a dit ouvertement. « *Est-ce que la personne ne serait pas agréable ?* » Je lui ai répondu : « Mon Prince, il est possible que la personne étant fort agréable, la nomination ne le soit point du tout. Elle est désagréable pour vous, pour moi, et pour Sa Majesté. Pour vous, parce qu'elle vous donne l'air d'un pis-aller ; pour moi, parce que le Chancelier m'a compromis auprès de ma Cour, en vous nommant auprès d'elle après m'avoir fait écrire que le Comte de Mocenigo était sur son départ ; pour le Roi enfin, puisqu'on déroge à son égard aux procédés diplomatiques, en lui changeant un Ministre dans la main sans le faire pressentir aucunement, pas même par la voie de de son Ministre. Au reste, mon Prince, permettez-moi de vous parler franchement puisque vous me dites vous-même que les portes sont fermées et que vous êtes venu pour cela ; n'avez-vous point eu quelque reproche à vous faire en Sardaigne? Comment avez-vous tenu la balance entre la France et l'Angleterre ? Je vous avais écrit moi-même : *Prenez bien garde, Prince. Attachez-vous à la France sans attachement ; éloignez-vous de l'Angleterre sans éloignement !* Avez-vous bien suivi cette règle ? — Oh ! c'étaient des circonstances

particulières. — Ah ! mon Prince, il y a toujours des *circonstances particulières, etc.* » — Enfin, Monsieur le Chevalier, je lui fis un assez beau sermon que le Duc lui a répété deux jours après. Ce dernier, avec son influence, a nui à lui et à moi ; je le lui ai dit, mais sans me fâcher, car il ne faut pas se brouiller avec un tel ami ; il n'a fait d'ailleurs que ce que j'aurais fait à sa place : ainsi nous sommes tous en règle.

La haine et la jalousie étant portées au comble dans ce moment, on s'est mis à se déchaîner contre le Comte de Mocenigo avec une rage dont vous n'avez pas l'idée. On l'accuse d'être né à Zanthe, d'être sujet français, d'avoir tout son bien en Italie sous la patte de Napopoléon, etc. La première accusation n'a pas le sens commun ; il n'y a pas de loi connue qui défende de naître a Zanthe : je suis bien né à Chambéry, moi qui vous parle, preuve que, dans ce genre, on se permet tout. D'ailleurs Zanthe est aux Anglais dans ce moment, cette domination n'est pas suspecte. Enfin, M. de Mocenigo n'est point propriétaire à Zanthe et ne l'est point en Italie. Avec tout cela, il y a apparence que M. de Mocenigo sera nul à Palerme, comme Kuslowsky le sera peut-être à Cagliari, malgré les bons avis qu'il a reçus. Je crois, au reste, que vous pourrez beaucoup sur ce dernier : il a les défauts que vous connaissez, mais je le crois bon, sensible à l'honneur et aux caresses ; l'homme étant quelque chose, il faut faire quelque chose pour lui. Par un certain côté, Sa Majesté doit être contente ; on lui envoie un Chambellan, homme de grande distinction, — à qui la fortune manque, mais

aujourd'hui il est bien payé : — il a 5,000 roubles d'argent pour son voyage et 8,500 d'appointement (le rouble d'argent vaut 3 livres piémontaises) ; il aura encore, suivant les apparences, quelque allocation extraordinaire pour son établissement. Il montre beaucoup de respect et d'attachement pour la Cour, et toujours il s'est exprimé dans ce sens. Il passe par l'Angleterre et part au premier jour. Dans ce moment il n'est encore que *Conseiller de Cour*, grade fort au-dessous du titre d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ; mais *il fallait qu'il partît ;* et l'Empereur, pour tout ce qui l'offense personnellement, ne punit qu'avec des titres et des pensions. D'ailleurs, on ne sait dans nos pays ce que c'est que *les grades*, et mal m'en a pris en particulier, car c'est la tyrannie des grades qui promène mon fils d'une boucherie à l'autre. Peut-être au fond tout est pour le bien. Je viens d'être fort heureux pour la troisième fois ; il s'est trouvé pendant douze heures au milieu de l'épouvantable massacre de Borodino sans être touché ; à la fin une grenade est venue casser la tête de son cheval, tuer un dragon d'ordonnance à côté de lui, et le frapper lui-même au genou. Il en a été quitte pour une paralysie momentanée et pour boiter pendant quelques jours. En vérité, c'est un miracle : on ne conçoit pas comment ces mêmes éclats qui ont pu percer de part en part la tête d'un cheval (car c'est ainsi que la chose s'est passée) ont été si modestes envers ce genou de vingt-trois ans. Je remercie du passé en tremblant pour l'avenir. Cette coquine de grenade me coûte 2,000 roubles ; mais je me console en songeant combien

une bière ou même une jambe de bois serait plus chère.

Peu de temps après le départ de Son Altesse Impériale pour Cagliari, M. le Comte de Metternich avertit l'envoyé autrichien près cette Cour, afin qu'à son tour il notifiât au Ministère russe que Son Altesse Impériale l'Archiduc, *allait faire connaissance avec sa nièce.* La lettre du 8 février 1811 me fut communiquée ici en original; ainsi, vous voyez, Monsieur le Chevalier, qu'on a été instruit ici de bonne heure. Depuis longtemps le Chancelier avait fait des questions au Duc sur la célébration de ce mariage, et le prince Kuslowsky me demandait souvent : « *N'avez-vous point de nouvelles de chez vous ?* » Je disais toujours ce qu'il fallait dire : « Non. » Enfin, le 7 (19) du mois passé, il me passa lui-même un billet du matin dans lequel il me donnait les détails les plus circonstanciés sur la cérémonie, les fêtes, les promotions, y compris la vôtre, Monsieur le Chevalier, etc. etc. Je crois que c'est Ciarella qui l'avait instruit ; ces diables de négociants précédent toujours tout le monde.

Nous sommes toujours ici un pied en l'air ; tout ce qui a quelque valeur est emballé, toutes les écuries sont pleines de chevaux. Mes petits paquets sont faits et ont déjà leur direction déterminée. C'est à présent qu'on peut se repentir à l'aise d'avoir dépensé inutilement ou perdu de l'argent. Depuis vingt ans, j'ai assisté aux funérailles de plusieurs Souverainetés ; rien ne m'a frappé comme ce que je vois dans ce moment, car je n'ai jamais vu trembler rien d'aussi grand ; et d'ailleurs, on pouvait reculer jusqu'ici, mais, dans ce mo-

ment, il n'y a derrière nous que le Spitzberg. Pour moi, Monsieur le Chevalier, si j'étais pressé, je m'échapperais *par la tangente*, et je m'en irais en Angleterre ; mais je suis fort éloigné, je vous l'assure, de croire les choses aussi désespérées. Napoléon a cru signer la paix à Moscou : il s'est trompé ; la Russie tient bon, son armée augmente tous les jours ; des armées moindres, mais cependant considérables, se jettent sur la ligne d'opération des Français ; l'hiver impitoyable s'avance. Dès lors, la position de Napoléon devient très dangereuse, et suivant toutes les règles de la probabilité, on doit gager contre lui. Je sais bien qu'un aussi grand *joueur de gobelets* doit infailliblement, dans un moment tel que celui-ci, tirer du fond de sa gibecière quelque tour extraordinaire. Aussi je n'affirme rien ; mais je dis qu'il est dans le plus grand danger.

On a brûlé depuis un mois, à Saint-Pétersbourg, plus de papier qu'il n'en faudrait pour faire rôtir tout le bétail de l'Ukraine ; j'ai brûlé en mon particulier tout ce qui pouvait l'être, et cependant je suis encore fort embarrassé, mais non pas pour moi-même, puisque je ne conserve pas une ligne de ma façon. Quand on est à son aise et à sa place, il est bon d'avoir un Secrétaire et même deux ; mais lorsqu'on est gêné comme je le suis, et comme je dois l'être, un Secrétaire n'est qu'un plomb attaché au pied d'un nageur. J'aime mieux me passer de registre et n'être chargé que de ma personne, déjà trop pesante. Je vous peindrais difficilement l'état de mon esprit. Seul, au milieu d'un appartement dont le vide m'épouvante en me rappelant sans

cesse celles qui devaient l'occuper, je me dis qu'il y a des moments qui ne se répètent jamais dans la vie. Pour ces personnes, le moment de ma mort n'est pas douteux comme il l'est pour les autres ; il est fixe comme il le sera dans cent ans : c'est le 13 février 1803. Ensuite, mon imagination va chercher mon fils unique au milieu d'une guerre enragée. De là, je passe à mon frère ; il faut bien aller de temps en temps chez la princesse Chakaskoï : j'y trouve ma nièce mourant de peur et de chagrin. De tout côté je vois des barques et des fourgons chargés ; j'entends parler la peur, le ressentiment et quelquefois la malveillance ; je vois plus d'un symptôme terrible. En vérité, Monsieur le Chevalier, tout cela n'est pas couleur de rose. Je ne refuse point de reconnaître les grandes et nombreuses consolations dont je jouis, mais je n'ai pas celle que je désirerais le plus. Dans votre n° 54 vous me dites : « *Sa Majesté approuve le contenu de votre dernière dépêche ;* » c'est un peu laconique : je m'attendais à quelques mots chiffrés. Une idée m'est venue, mais très tard, car je ne suis nullement fin ni prévoyant : *si par hasard le Roi ne m'avait pas approuvé, il ne me l'aurait pas dit ;* cette idée fait que, tout bien considéré, je suis bien aise que mes travaux avec l'Empereur n'aient point eu de suite. Je ne sais si, de son côté, Sa Majesté Impériale a compris la crainte que j'ai montrée ouvertement de m'avancer d'une ligne hors de ma place ; j'en doute. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le thermomètre de la faveur est toujours pour moi : ce thermomètre est la maison du grand personnage qui a toujours été le seul inter-

médiaire ; il est aussi difficile d'entrer dans cette maison que dans Gibraltar, quand on n'est pas de la garnison. A la campagne, il y a dans le grand chemin un domestique planté comme un poteau à la tête de l'avenue, et chargé de dire aux voitures qui arrivent : *Ni prinimaï* (on ne reçoit pas). Un soir, je ne fus pas reçu ; le lendemain, une demoiselle d'honneur d'un mérite particulier, et qu'on sait être de mes amies, fut chargée de me dire *que les ordres n'étaient point pour moi, que j'avais tort de ne pas me faire annoncer, et que même on avait quelque chose à me dire de la part de..., etc.* J'y retournai, je fus reçu à merveille, comme je le suis toujours, mais on ne me dit pas le mot *de la part de...*, etc., et je me gardai bien de faire une question, car il n'y a rien dont un Russe vous sache meilleur gré que de ne pas l'interroger lorsqu'il n'a pas envie de parler. Il m'a été dit à peu près clairement que les projets de travail étaient suspendus par les circonstances, mais que les engagements subsistaient toujours : nous verrons. Cependant, je vous avoue que je préfère une *faveur sans exercice*, dans la crainte d'avoir l'air de trop pencher du côté russe, quoique j'aie dit expressément qu'il fallait, en se servant de moi, n'oublier jamais que si le Roi me donnait, par impossible, une commission mortelle pour les intérêts de Sa Majesté Impériale, je l'exécuterais sans balancer : ce qui est vrai. Mais rien ne peut arracher de ma tête l'idée fatale que je ne suis point l'homme qui convient à Sa Majesté, de quelque manière que je m'y prenne. Quelquefois, dans mes rêves poétiques, j'imagine que la na-

ture me portait jadis, dans son tablier, de Nice en France, qu'elle fît un faux pas sur les Alpes (bien excusable de la part d'une femme âgée), et que je tombai platement à Chambéry. Il fallait pousser jusqu'à Paris, ou du moins s'arrêter à Turin où je me serais formé; mais l'irréparable sottise est faite depuis le 1er avril 1754. Je reconnais moi-même, dans moi-même, je ne sais *quel élément gaulois* qui ne me met pas en harmonie avec notre Cabinet, que je respecte d'ailleurs autant que je le dois ; car le mot *différent* n'est pas, grâce à Dieu, synonyme de *mauvais*, ni même de *moins bon*. Mais croiriez-vous, Monsieur le Chevalier, que les hommes se conviennent par les principes? Nullement : c'est par l'honneur et les préjugés. C'est ce qui m'a fait désirer et demander même de me retirer, car j'ai toujours été persuadé de déplaire. Vous m'avez adressé souvent contre cette idée de fort beaux arguments : mais la faveur est comme la réputation des femmes, *ce qu'on croit et ce qui est, c'est la même chose.* Voilà encore votre aimable post-scriptum du 6 juillet, dans lequel vous me dites, *enixis verbis*, que S. M. a bien voulu vous ordonner de me dire qu'*Elle avait lu ma dépêche du 21 avril et la précédente avec beaucoup d'intérêt, et qu'Elle entend que je continue à vous envoyer mes rapports avec la même exactitude.*

Que puis-je dire à cela, sinon vous prier avant tout de mettre aux pieds de Sa Majesté mes plus vifs et humbles remerciements? Je *continuerai* ensuite, comme par le passé surtout, dans la juste confiance et la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Chevalier, etc.

P. S. — La *bonne tête* du prince Kuslowsky a jugé à propos de raconter la conversation qu'il a eue avec moi tête à tête; le public, qui est toujours bon, a jugé à propos de son côté de supprimer mon préambule poli, et au lieu de dire: « *La personne pourrait être très agréable et la nomination très désagréable* », a dit tout uniment: « *Votre nomination, mon cher Prince, ne peut qu'être très désagréable pour vous, pour moi, et pour Sa Majesté, etc.* »; et comme mes phrases, lorsque je les ai un peu soignées, font assez vite le tour de la ville, Kuslowsky a mis en circulation ce beau compliment qui amuse tout le monde, à commencer par moi. — J'ai vu depuis le Chancelier; il ne m'a rien dit, ni moi à lui.

Voici la copie de ma note au Chancelier :

Note à Son Excellence M. le Chancelier de l'Empire.

« 14 (26) septembre.

« Son Excellence, M. le Chancelier de l'Empire, a eu la bonté d'assurer le soussigné, le 7 de ce mois, que M. le Comte de Mocenigo était sur le point de se rendre à sa destination, en Sardaigne ; et, tout de suite, le Ministre soussigné se hâta d'en faire part à sa Cour. Aujourd'hui il entend assurer que cette destination a changé ; et quoique tous les bruits et tous les rapports ne doivent pas être accueillis, il en est cependant qui ne peuvent être passés sous silence. Il espère donc que Son Excellence, M. le Chancelier de l'Empire, voudra bien permettre que le soussigné lui témoigne ses très

vives inquiétudes sur ce point. Un changement dans cette Légation ne serait indifférent ni à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ni au soussigné qui a dû suivre cette affaire avec les mesures convenables et faire part du résultat, et il espère de l'amitié de Sa Majesté Impériale pour le Roi son Maître, plus précieuse pour lui, s'il est possible, dans ces moments difficiles, et des bons offices de Son Excellence M. le Chancelier de l'Empire, que les déterminations prises ne changeront point, ou que le soussigné éviterait au moins le chagrin de n'être nullement pressenti. Il profite, etc. »

350

Au Même.

Octobre 1812.

Monsieur le Chevalier,

J'ai reçu avec un extrême plaisir votre lettre confidentielle du 1er juillet. J'en avais besoin, car depuis longtemps nous ne nous étions rien dit à l'oreille. Votre peinture de la Sardaigne est de Rembrandt, noire et vraie. Est-il possible qu'au commencement du XIXe siècle on en soit encore aux taxes et aux ventes forcées? En vérité cette atmosphère est pestilentielle : c'est une espèce d'intempérie morale qui attaque tous les tempéraments. Prenez garde à vous, Monsieur le Chevalier; si vous

continuez à la respirer, vous m'écrirez une fois que deux et deux font cinq, ou qu'on s'y est conduit très délicatement à mon égard.

Comme j'ai ri de votre science de 1737! Et de mon profond successeur! Savez-vous bien que si j'étais là, je serais entre vous deux une moyenne proportionnelle, car je suis né en 1753. Je serais donc, ne vous déplaise, un peu moins ignorant que vous, mais beaucoup plus que mon successeur.

Consolez-vous, Monsieur le Chevalier, vous êtes, comme tant d'illustres martyrs, *damnatus ad bestias!* — Je m'étonne de ce que vous me dites sur les *boutiquiers*. Je dis comme vous: *Contra stipulam ostendis potentiam tuam et contra folium quod vento rapitur*. Est-il possible qu'ils spéculent sur les *Cagliaresi* comme sur les roupies? — N'avez-vous point encore pensé au vin? Il me semble qu'il pourrait faire merveille ici, et qu'à la fin les Sardes apprendraient l'usage de la boussole, comme ils apprirent celui de la herse une année avant mon départ. — Quant à la pompe, ils n'en voulurent point; ils aimèrent mieux étancher les salines avec des seaux emmanchés.

De nos arts, de nos lois la beauté les offense.

Ce vers est de Voltaire; je me suis rappelé tout aussi bien l'épigramme de sa façon que vous appliquez fort à propos à votre promotion. Au reste, quand justice se fait, c'est toujours bien fait: le motif peut faire rire sans nuire à la chose. Je vous félicite autant que vous avez

envie d'être félicité. Votre collègue aura beau citer Arlequin, Pantalon, etc.; comme nous sommes tous de la même bande, il n'y a pas de quoi rire. En général, quant aux promotions, vous ne sauriez croire, ou plutôt vous savez très bien à quel point les grands pays gâtent sur cet article. Les gens qui se battent à Cagliari pour être colonel ou brigadier, ou pour 300 livres de pension jouent pour nous une espèce de farce assez semblable à celle que jouent les hommes en général sous l'œil des intelligences supérieures.

Ces originalités du pays que vous habitez m'amuseront toujours. Qui sait si quelque mémoire sarde se souvient encore de moi? Je crois que non, car ce peuple n'aime rien ; j'ai constamment remarqué que l'approbation est quelque chose d'antipathique pour le caractère sarde. Je serai donc pénétré d'une reconnaissance étonnante et étonnée, si quelqu'un de ce pays se rappelle de moi assez pour me préférer un peu à mon délicieux successeur.

Je ne compte que sur la grande tête de Murena, qui fera fort bien d'écrire à son disciple avant qu'*il* radote tout à fait (je compte sur vous pour faire accorder le pronom). Les égards *européens* que j'avais pour sa qualité d'instituteur excitaient chez lui une reconnaissance qui à son tour excitait la mienne. Répétez lui mes compliments, et assurez-le que Rodolphe n'oublie point le latin : il a le droit de s'intituler *premier latiniste de la Garde impériale*, comme ce certain magistrat français qui fut déclaré par une dame *premier violon du Parlement.*

Mes dépêches envoyées avant mon départ pour Polock vous auront appris ma singulière destinée dans ce pays; un quart d'heure avant la première ouverture, je ne m'en doutais non plus que vous ; mais tout est allé bien autrement que je n'aurais cru, les événements politiques, qui ont tout croisé, ayant arrêté ma famille. Cependant il en reste toujours quelques agréments. Ce qu'il y a d'horrible pour moi, c'est l'idée d'être obligé de fuir :

« O ciel, faut-il s'attendre à ce dernier malheur? »

Si nous tenons, ce qui est fort douteux, il peut se faire que je ne demeure pas tout à fait nul ; mais comme je le dis dans ma dépêche officielle, je ne désire rien dans ce genre, vu que, suivant les apparences, et malgré toutes mes précautions, j'inspirerais quelques alarmes là où vous êtes. Je n'avais d'autre ambition décidée que celle de revoir ma famille ; cette espérance étant trompée, tout le reste ne signifie rien pour moi. Je dois cependant vous dire une chose que j'ai oubliée encore et qui n'est point un secret, c'est qu'ayant dit en conversant avec le personnage qui a tout mené : « Je remercie le ciel d'avoir retenu ces trois dames ; qu'en ferais-je, bon Dieu ! dans ces circonstances ? » — Il me répondit sans balancer : « Pourquoi donc ? On aurait bien arrangé tout cela » ; — preuve qu'on y avait pensé. Mais à moins d'un nouveau miracle, c'est une affaire manquée pour toujours. Plus d'une fois j'ai prié Sa Majesté de me renvoyer ; vous ferez bien, Monsieur le Chevalier, de favoriser cette idée si l'on vous en parle. J'ai quelques succès

ici qui peuvent engager le Roi à m'y laisser ; mais, dans le fond du cœur, je ne lui suis point agréable, j'en suis persuadé : je ne réussis pas auprès des Princes de la Maison de Savoie, et surtout en Sardaigne. Je n'ai rien de particulier à vous dire, Monsieur le Chevalier, sur le grand mariage dont vous me donnez la nouvelle officielle. Une dame m'en donna de Vienne la première nouvelle, il y a trois ans. Depuis, toutes les circonstances me sont parvenues de tous les côtés imaginables, la Secrétairerie du Roi exceptée, ce qui m'avertit de changer de discours, *car il ne faut pas se mêler des affaires d'autrui*. Je ne puis cependant m'empêcher de vous présenter une observation qui me paraît assez piquante. Un plan est parfaitement dessiné pour succéder à tous les droits de cette grande Maison de Savoie, et au moment même où on l'achève, voilà une charmante grossesse qui met tout en l'air. C'est une niche de la fortune.

Je l'ai dit mille fois : après quelques années de séjour ici, nous ne valons plus rien pour notre pays. La vertu et l'esprit sont cependant les mêmes dans tous les pays, et sous ce point de vue votre joli lutin de sept ans vous rend aussi heureux que vous le seriez ici ; je suis ravi que son amabilité l'attache à l'ange que vous avez marié: c'est une bonne connaissance. Quant à Monsieur votre fils, je conçois vos peines paternelles ; que faire là où vous êtes ? Et quelle carrière pour un jeune homme ? Espérons qu'il se présentera quelque *trou* par où il pourra passer. Le mien me donne beaucoup de consolation, puisqu'à son âge il a déjà trois réputations : une au bal (c'est l'essentiel), la deuxième dans le Cabinet et la

troisième sur le champ de bataille. Dites à l'abbé Murena qu'il serait charmé de le voir lire un classique en fumant, et que je ne doute pas, au reste, que ses saintes prières ne l'aient gardé à Kopis, à Gunstadt et à Borodino (ou Mojaïsk).

On a d'abord dit que cette dernière bataille avait coûté la vie à 90,000 hommes, mais c'est pure calomnie; on sait aujourd'hui qu'il n'est mort sur la place *que* 50,000 hommes et qu'on a porté à Moscou à peine 32,000 blessés ; ce n'est rien, comme vous voyez. Mon fils m'écrivait le lendemain matin, de Borodino même : « *Nous avons eu hier une affaire assez vive*, » expression qui a beaucoup amusé notre société ; sur l'article du courage et du sang froid, il est fort plaisant. Mais en voilà assez sur *nos poupons*, quoique ce soit une chose délicieuse entre pères que de jaser sur ce petit peuple. — Comme vous m'auriez fait plaisir de m'apprendre quelque chose de particulier sur la Sicile! Mais je sens l'inconvénient de *l'arabe*. A propos d'arabe, si j'avais quelque chose à communiquer à M. de Front, en arabe, comment ferais-je? Depuis la triste mort de ce pauvre Ganières, il n'y a plus de langage commun entre nous ; mais ce qui me fâche beaucoup, c'est que vous ne m'ayez rien dit en arabe, en persan ou en américain, même en chinois si vous l'aviez voulu, sur les auteurs de la Constitution espagnole. Je n'ai pu la lire encore, ainsi je n'ai rien à vous dire sur l'édition in-16 ; mais par ce que m'en ont dit les Espagnols eux-mêmes, je vois que c'est une œuvre falote, quand même on l'imprimerait in-folio. Au reste, il faut les laisser faire ; là comme ailleurs les

médecins et les avocats feront leurs beaux essais, mais la nature des choses les ramènera dans la grande route du possible : c'est déjà beaucoup qu'ils se soient abstenus des exagérations françaises. Et l'on parle des erreurs et des superstitions du moyen-âge ! Je n'ai pu comprendre cette phrase : *Le successeur de Dom Gemiliano Deida est toujours au niveau du portier des Capucins*, *etc.* Celui qui reste croit que celui qui s'est éloigné conserve comme lui les connaissances qui l'environnent ; c'est une illusion très naturelle, mais c'en est une. Je ne sais plus ce que c'est que Deida, encore moins ce que c'est que son successeur.

Voici quelle serait mon ambition à l'égard de la caisse qui est chez ma sœur ; Sa Majesté ne pourrait-elle pas proposer à quelque marin anglais de bonne humeur de me la porter à Londres, et son Ministre ne pourrait-il pas être chargé de la faire sceller et déposer à Londres, en *transit*, en attendant qu'il pût me l'expédier ici ? Ces livres me sont inutiles à Cagliari où je ne reparaîtrai jamais : ici ils m'amuseraient. Si quelque navigateur négociant voulait se charger de la chose, ce serait encore mieux, pourvu que le prix du transport ne fût pas extravagant, mais j'ignore absolument ce point ; je sacrifierais volontiers une ou deux demi-douzaines de ducats, mais pas davantage. Qu'importe un poids à fond de cale ? C'est une plume. Après toutes ces explications, Monsieur le Chevalier, si cette négociation est trop ennuyeuse, n'en parlons plus : je me passerai de mes livres comme je m'en passe depuis dix ans.

Je vous félicite sur votre bibliothèque · si jamais vous

la transportez, elle vous coûtera peu. Les deux livres que vous me nommez sont remplis de choses incontestables, et par conséquent très précieux. Pour moi, j'ai au moins le plaisir, qui n'est pas mince, d'avoir de fort beaux livres à moi et aux autres ; malgré les immenses distractions de la société, je travaille beaucoup, et j'ai pu mettre au net ce qu'on peut appeler des *œuvres ;* mais tout est emballé et acheminé vers le nord, c'est-à-dire vers le *Nord du Nord.*

J'ai toujours oublié de vous faire une histoire d'habit. Celui que j'avais apporté ici me plaisait peu, entre autres motifs parce qu'il me coûtait 70 ducats, et qu'un seul habit ne pouvait me faire une année, vu que le blanc dominait trop, suivant le dessin qu'on m'avait donné. Lorsque mon fils arriva, le Roi lui accorda l'habit de Cour qui était celui de l'Etat général. Je priai le Roi de trouver bon que je profitasse de l'occasion pour me servir du même, vu l'énorme éloignement ; je ne soupçonnai pas même qu'il pût y avoir des raisons pour refuser au père ce qu'on accordait au fils. Je me trompais : plutôt à un enfant et même à un laquais qu'à moi, la règle est générale contre *ce cher* Ministre ; il me serait cependant aussi difficile de changer d'habit que de peau. Mais je crois que je l'ai un peu estropié; j'ignore s'il y a grand et petit uniforme ; j'ignore la couleur de la doublure ; j'ignore s'il y a des épaulettes. Si vous pouviez m'envoyer une description succincte, avec le dessin en petit d'une seule boutonnière, vous me feriez plaisir. Je ne verrai plus, au reste, la patrie de cet habit : ainsi l'on peut bien continuer à se tenir en paix comme par le passé.

Il ne me reste qu'à vous prier de continuer toujours à me griffonner de temps en temps quelques lignes confidentielles. Ce que vous saurez de piquant sur l'Espagne et sur la Suède me plaira toujours beaucoup. Je vous plains infiniment, Monsieur le Chevalier ; je juge votre situation comme si je logeais sur votre rocher, et je me trouverais heureux lorsque je songe à vous, si je ne songeais pas en même temps à l'épée qui pend sur ma tête.

Districtus ensis cui super albida
Cervice pendet, etc.

J'espère que vous me permettrez cette petite variante. — Adieu mille fois, Monsieur le Chevalier. Je vous remercie des sentiments que vous me témoignez, et je vous prie de me les continuer ; comptez à votre tour sur mon invariable et respectueux attachement.

351

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) octobre 1812.

Monsieur le Comte,

Cette lettre vous sera remise par le Prince Kuslowsky, qui retourne en Sardaigne en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impé-

riale près de notre auguste Maître. C'est un homme personnellement distingué, rempli de connaissances, et particulièrement attaché à la personne de Sa Majesté, près de laquelle il a résidé déjà, comme Votre Excellence ne l'ignore pas, en qualité de Chargé d'affaires. Tous ces titres réunis doivent le rendre extrêmement agréable à la Cour ; cependant, quoique la personne ne puisse être mieux choisie, il y a eu dans les formes quelque chose qui a pu me chagriner et qui peut-être déplaira à Sa Majesté ; mais cette affaire exigeant de longs détails, comme je n'ai aujourd'hui que très peu de temps, je me rapporte à une dépêche plus circonstanciée et qui parviendra, je l'espère, dans peu de temps à Votre Excellence. Je ne lui dirai ici qu'un seul mot : j'ai eu malheureusement à me plaindre de Monsieur le Chancelier. Au milieu du déchaînement universel dont il est l'objet, non seulement il ne m'est jamais arrivé de faire chorus, mais quelquefois je l'ai défendu, et il est impossible qu'il ne l'ait pas su ; cependant, Monsieur le Comte, je dois vous dire que, dans cette affaire, il a employé à mon égard des formes brusques, sans aucun de ces adoucissements que sa politesse exquise trouve aisément pour peu qu'elle les cherche.

D'après la théorie que Votre Excellence a pu voir dans mes dernières dépêches sur les batailles gagnées et perdues, elle ne doit pas douter de ma manière de penser sur celle de Borodino (ou de Mojaïsk) ; *vaincre, c'est avancer;* par conséquent, *reculer*, *c'est être vaincu.* Moscou est pris, tout est dit. La conservation du champ de bataille pendant quelques instants et le nombre des morts

sont des fadaises ; il ne faut considérer que les résultats. Non seulement les Français s'attribuent la victoire dans les bulletins officiels (ce qui ne prouve rien du tout), mais dans leur correspondance particulière ils tiennent le même langage sans la moindre affectation : leur correspondance interceptée nous a fait connaître plusieurs de leurs lettres. J'ai remarqué surtout celle de l'intendant de l'armée, Daru, à ce bon sujet de Talleyrand; il lui dit de la manière du monde la plus naturelle : « La victoire ne s'est décidée pour nous que vers les dix heures. » Mais, encore une fois, tout cela ne signifie rien. *Où sont-ils?* Voilà la question. Qu'ont-ils fait ? Dieu le sait, ou du moins ceux qui le savent ne le diront jamais.

Je ne contesterai jamais en public les talents du Maréchal Kutusoff; mais, ici, je puis bien dire à Votre Excellence que ces talents n'ayant été essayés ou du moins n'ayant brillé que contre les Turcs, et se trouvant d'ailleurs fort affaiblis par l'âge, ils ne sont pas du tout en équilibre avec ceux du génie infernal à qui il tient tête. L'Empereur ne se souciait pas du tout de ce Général, et je vous avoue, Monsieur le Comte, que j'accorde beaucoup, sur beaucoup de sujets, à l'instinct des Souverains. Dans la guerre de 1806, l'opinion força l'Empereur à lui accorder le Maréchal Kaminski : qu'arriva-t-il ? Votre Excellence ne s'en souvient que trop. J'ai eu l'honneur de vous le dire, j'aurais fort désiré que le Marquis Paulucci eût accompagné le Maréchal en qualité d'aide de camp : l'un portant l'autre, ils auraient fait merveilles. Kutusoff lui faisait ici beaucoup d'amitiés, et alla jusqu'à

lui dire avant de partir : *Je vous appellerai incessamment : j'ai déjà dit à l'Empereur que j'avais besoin de vous, et je vous appellerai de la route, car j'ai tous les pouvoirs.* La Princesse Kutusoff dit même plus d'une fois au Marquis : « Quand partez-vous ? » Au point que ce dernier, quoique très fin, prit d'abord tout cela pour argent comptant ; mais jamais il n'a été question de lui. On a pu croire, ici et là, que son éloignement était l'effet de quelque grand calcul politique ; mais, pour moi, j'ai toutes les raisons de croire que le Maréchal, en obéissant à son caractère très connu, s'est moqué du Marquis et n'a jamais pensé un instant à l'employer. Il laisserait plutôt périr la Russie que de s'aider d'un étranger, jeune et entreprenant, à qui l'opinion pourrait attribuer les succès, du moins en partie.

Cependant, Monsieur le Comte, malgré toutes les fautes faites et à faire, Napoléon est fort mal placé. Imaginez un homme au sommet d'une échelle de cent échelons, et tout le long de cette échelle des hommes placés à droite et à gauche avec des cognées et des massues, prêts à briser la machine : c'est l'image naturelle de la situation où se trouve Napoléon. L'armée de Moldavie s'est mise en marche de Kusk en Volhinie le 13 (25) septembre ; elle marche sur Mohilew, peut-être sur Borissoff ; elle a 450 verstes (plus ou moins) à parcourir. En lui donnant 25 verstes par jour, vous voyez, Monsieur le Comte, qu'elle doit, sauf malheur, être dans ce moment assez près de sa destination. Le Comte de Wittgenstein a commencé de son côté la guerre active ; il a dû passer la Dwina depuis cinq ou six jours, et il

s'avance vers le même point. Le Général Hertel, dont je vous ai fait connaître la situation et les forces, coopérera de son côté au grand mouvement destiné à couper Napoléon.

Le Maréchal a son Quartier général sur les frontières du gouvernement de Kalouga : sa gauche s'étend vers Mojaïsk, et je le crois, d'après l'avis des gens de l'art, fort bien placé pour donner la main aux forces qui arrivent et à celles qui existent déjà sur la ligne d'opération des Français. Les Russes ont reçu des renforts immenses; ils sont fort bien disposés, d'une bravoure à toute épreuve (sur ce point il n'y a rien à dire), et de plus extrêmement irrités. Qu'arrivera-t-il ? Ceci devient tout à fait sérieux pour Napoléon. Il vient, d'après quelques mouvements d'un intérêt secondaire et dont il est inutile que je vous entretienne, de retirer subitement tous ses postes avancés et de se concentrer à Moscou.

C'est une voix commune qu'il s'agit d'une bataille générale ou d'une retraite. Je croirais plutôt à la première supposition; la retraite pure et simple ne s'accorde guère avec l'orgueil inflexible du personnage. On se battra donc, et probablement au moment où je vous écris, on s'est battu. Sûrement, Monsieur le Comte, il donnerait beaucoup d'argent pour n'avoir pas entrepris la guerre : il a cru dicter la paix à Moscou, il s'y est jeté, et c'est une faute terrible qu'il payera cher. Si les Russes se conduisent à peu près bien, savez-vous ce que je crains encore? C'est que le Maréchal n'ait pas la *force* de gagner la bataille; car, comme j'avais l'honneur de vous le

dire, ce n'est pas le jour d'une bataille qu'on la gagne, c'est le lendemain et quelquefois deux ou trois jours après. Si Bonaparte gagne la bataille, il pourra nous menacer ici ; mais pourquoi la gagnerait-il ? Est-ce que notre plomb, notre fer ne tue pas comme le sien ? Est-ce que les officiers russes ne savent pas dire : *Feu !* Je crains moins pour le salut que pour l'honneur ; je crains que nous ne nous sauvions *platement.* Voilà ma grande crainte. Si les Russes écrasent l'insecte sur la piqûre, elle est guérie ; s'ils ne font que le chasser ou lui casser une jambe, la prise de Moscou laisse une cicatrice notable. Je ne cesserai d'espérer ! Que ne donnerais-je pas, que n'entreprendrais-je pas pour procurer à l'Empereur le plus doux des triomphes, celui qui le rendrait le bienfaiteur et l'idole du genre humain !

Regardez Borissoff sur la carte, Monsieur le Comte, (sur la Bérésina, gouvernement de Minsk). C'est là le *grand coin* au jeu de tric-trac, que les Français ont pris d'emblée et que les Russes ont laissé prendre par une faute inexcusable ; c'est là que Napoléon mettra le pied, s'il est obligé de reculer, et c'est de là que nous le débusquerons difficilement. Si vous apprenez que les Russes s'en sont emparés, vous apprendrez une grande nouvelle. Mais, quoi qu'il arrive, et même dans les suppositions les plus heureuses, qui pourrait se flatter de toucher aux jours de repos ? Je n'ose ni ne veux jeter les yeux sur l'avenir.

Quelles leçons, Monsieur le Comte ! Quels exemples, si tous les exemples n'étaient pas perdus ! A la place de tous ces grands Ministres qui, depuis vingt ans, jouent

au plus rusé sur la scène du monde, imaginez des Frères Capucins qui auraient enseigné à soigner son bien et à respecter celui des autres. L'univers serait en paix, et tout Souverain maître chez lui. Qu'a produit le lamentable partage de la Pologne? C'est la chemise du Centaure : tous ceux qui l'ont revêtue en sont brûlés. Qu'est-ce que le puissant Roi de France a gagné à l'acquisition d'une petite île imperceptible, couverte de sauvages? Il y a trouvé Bonaparte qu'il a amené à Paris. Qu'a-t-il gagné à soutenir la rébellion des Anglo-Américains? Ses officiers en ont rapporté la *Révolution*. Quel est le résultat final du machiavélisme intrépide de Frédéric II? Son empire a duré moins que son habit, que tout le monde peut voir à Paris, etc., etc., etc.

Mais nous avons trop vécu, vous et moi, Monsieur le Comte, pour croire à une vaine amélioration de l'espèce humaine. Tous les exemples sont inutiles, et toujours on volera autour des échafauds.

Transmettez, je vous prie, cette dépêche à la Cour, en annonçant celle qui la précède et qui se fera peu attendre.

P. S. — Le 8 (20) septembre, près du village de Tchergowizza, le Général Comte de Lambert a battu un Corps d'Autrichiens et lui a pris trois drapeaux appartenant au régiment, jadis célèbre, d'Orelli. On assure que ces drapeaux ont été brodés par les mains de l'Impératrice Marie-Thérèse. L'Empereur les renvoie à Vienne, comme des drapeaux amis et égarés qu'il a trouvés hors de la route : ce trait est d'un véritable gentilhomme. Vous

entendrez beaucoup comparer, Monsieur le Comte, la conduite que tient l'Autriche dans ce moment avec celle que tint la Russie dans la dernière guerre. Je ne dis pas que notre Empereur ait fait alors une figure digne de lui : mais, cependant, quelle différence ! 1° Il avait averti, il avait dit d'avance : « *Si vous combattez, etc.* » 2° il amenait chez l'Empereur d'Autriche un Prince comme lui : L'Autriche nous amène l'enfer (je vous conterai les horreurs de Moscou). 3° L'Empereur de Russie faisait la guerre avec une répugnance manifeste, je dirai presque avec une honte honorable. L'Autriche a cherché publiquement des ennemis à la Russie, et dans une Note à jamais déshonorante, elle a invité la Suède à concourir à la destruction de la Russie, qui est dans ce moment l'unique espoir du monde. Ces différences sont frappantes.

Je ne vous dis rien de la Suède. Elle nous a mis habilement dans notre tort et s'est moquée de nous en prenant notre argent. J'ai eu l'honneur de le dire à Votre Excellence et je ne m'en dédis point. Bernadotte est plus dangereux pour le monde que Robespierre : mais tel est l'aveuglement de notre siècle que les Princes mêmes ne s'en aperçoivent pas.

352

Relation pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel.

8 (20) octobre 1812.

Ce n'est point une illusion : l'étoile de Bonaparte pâlit. Parmi les dépêches saisies sur les courriers qu'on a interceptés, on a trouvé des lettres de lui adressées à ses malheureux vassaux les Rois de Bavière et de Saxe et à son frère Jérome, par lesquelles il demande, en style très pressant, un double contingent (qu'il n'aura jamais). Mais rien n'égale l'importance de la dépêche du Général de Wrède à son Maître, le Roi de Bavière. Il lui dit que Napoléon les a trompés sur tous les points ; qu'ils n'ont trouvé à Moscou ni paix ni pain ; que les Bavarois sont nus et meurent de faim ; qu'ils ont été écrasés à Borodino ; *que de toute la Garde il ne reste que deux officiers*, etc.; enfin la dépêche est extrêmement amère. Une certaine délicatesse pourra empêcher la publication de cette pièce, parce qu'elle ferait tomber la tête du Général de Wrède, mais on fera bien mal si on ne l'envoie pas au Roi de Bavière. — Voici qui est plus important et plus décisif.— Napoléon a parlé trois fois de paix et d'armistice, et enfin il a envoyé le Général Lauriston, précédemment ambassadeur ici, pour demander la paix

et avant tout l'armistice. Lauriston est venu au quartier général du Prince Kutusoff qui l'a reçu en présence de plusieurs officiers, *et notamment des Anglais* qui sont dans son armée, et il lui a déclaré qu'il ne pouvait être question ni de paix ni d'armistice tant que les Français auraient un pied sur les terres de l'Empire. Lauriston a demandé si l'on ne pouvait pas au moins recevoir une lettre pour Sa Majesté Impériale. Le Maréchal a répondu *qu'on pouvait la recevoir ouverte ; mais que si le mot de paix y était prononcé, il ne pouvait l'envoyer, et que telles étaient ses instructions.* Voilà qui est clair, et les apparences deviennent tout à coup excellentes. L'enlèvement des courriers (au nombre déjà de quatre ou cinq) montre combien la ligne des opérations françaises est resserrée et pour ainsi dire assiégée. Mais que sera-ce lorsque les armées de Wittgenstein et de Tchitchagoff auront marché par la droite et par la gauche sur le point décisif? L'Amiral Tchitchagoff trompe beaucoup de monde ; il est l'idole de son armée et se comporte à merveille. Son projet était de se jeter sur le Grand-Duché de Varsovie ; le projet était bel et bon, mais il ne s'accordait pas avec le plan général du Prince Kutusoff. La dernière dépêche de l'Amiral finissait par ces mots : « *Je poursuivrai le Prince de Schwarzenberg jusqu'aux enfers.* » Là-dessus on cria d'abord à la tête de l'Amiral ; mais comme dans l'intervalle il avait connu les intentions du général en chef, il avait fait connaître dans sa dépêche suivante qu'il s'empresse de remplir les intentions du Maréchal en marchant rapidement sur Minsk ; il a bien fallu se taire. Nous sommes aux grands

coups. Le courage revient au galop : on retient tous les ballots, et même je crois qu'on les défait. Un mot échappé à un Prince me fait croire que l'Empereur est sur le point de partir pour Nijni-Novogorod, où se trouve accumulée la grande émigration de Moscou. Plus d'une raison me paraît décider ce voyage ; mais si l'Empereur va se placer sur les derrières de l'armée, c'est, je crois, qu'on se tient sûr du succès. On ne doit pas sans doute se presser trop de chanter victoire ; mais, en réunissant tous les symptômes qui se présentent dans ce moment, il y a vingt ans que je n'ai rien écrit avec autant de plaisir que ce bulletin.

12 (24) octobre. — M. le Général Comte de Wittgenstein continue à s'illustrer. Les Français s'étaient retranchés à Polock, petite ville sur la Dwina, dont ils avaient fait un point d'appui et un dépôt considérable. Le Général de Wittgenstein, dont l'armée a été portée à un chiffre digne de ses talents (50,000 hommes au moins), et qui a commencé sur-le-champ la guerre offensive, a débuté par l'attaque de Polock. L'attaque a duré deux jours, 7 (19) et 8 (20), et a été sanglante. Polock a été pris à la baïonnette, avec un très grand carnage des Français, qui ont cependant manœuvré assez bien pour sauver leur artillerie et brûler leurs ponts. Le bulletin avoue 5,000 hommes du côté des Russes tués ou mis hors de combat, et il ne manque pas de mettre de l'autre côté un nombre *au moins triple*. J'ai dit assez souvent ce que je pense de ces chansons ; mais ce qui n'en est pas une, c'est que les Français ont repassé la

Dwina, que le Général Wittgenstein a tout de suite rétabli les ponts et qu'il va poursuivre sa pointe. Il mande qu'il se croit sûr de s'emparer de l'artillerie française. Les milices de Saint-Pétersbourg, qui n'avaient jamais vu le feu, ont fait des prodiges dans cette affaire, où l'on a fait 2,000 prisonniers et couvert les rues de cadavres.

Le 7 (19), le général de Wintzingerode est entré à Moscou, a livré dans la ville même un combat assez vif, et s'est retiré après avoir fait 500 prisonniers. Il y en a plus de 40,000 (je dis 40,000, après m'être bien informé) dont on ne sait que faire ; il y a telle petite ville où l'on a placé 3,500 prisonniers et 50 soldats pour les garder. Afin de parer aux inconvénients, on les envoie en Sibérie ; une dame de ma connaissance, arrivée depuis trois ou quatre jours, a rencontré 200 Piémontais en route pour Irkoutsk ; on en avait pitié, à ce qu'elle m'a dit, et les femmes surtout leur apportaient beaucoup de secours; mais ces malheureux, à demi-nus, doivent nécessairement mourir de froid avant d'avoir parcouru la moitié de la route (5,000 verstes). Cela fait horreur !

Le Chancelier, en butte à une haine dont il y a peu d'exemples, n'en va pas moins son train et se maintient contre vents et marées. Il gêne l'ambassadeur d'Angleterre, maintient le tarif, et entrave le commerce. On se demande d'où vient cette force inconcevable ; j'en vois trois raisons : 1° crainte toujours subsistante au fond du cœur de Sa Majesté Impériale, qui lui fait envisager le Chancelier comme un instrument nécessaire; 2° crainte

de paraître obéir au peuple ; 3° difficulté de remplacer l'homme. Ces trois raisons sont bonnes ; cependant, il y a, si je ne me trompe, quelque chose de plus profond encore, et que nous ne pouvons pénétrer.

Une réflexion importante qui n'échappera pas à Sa Majesté, c'est que si Napoléon périt, il périra par tout ce qui devait le sauver; car les Russes ont commis toutes les fautes qu'on peut commettre à la guerre, et le Chancelier veut absolument la paix ; mais, sans ces fautes et sans l'espoir très justement placé par lui dans le Chancelier de l'Empire, jamais Napoléon ne se serait mis *dans le sac,* dont il ne sortira que si Dieu le veut absolument.

Outre la tentative faite auprès du prince Kutusoff, et une autre essayée aux postes avancés par le beau-frère Murat, Napoléon a écrit une lettre à l'Empereur, qui n'a point fait de réponse.

On a intercepté les lettres au Sénat, à l'*ami* Savary et à l'Archiduchesse Marie-Louise ; ce sont des pièces curieuses. L'Empereur n'a point laissé transpirer la dernière : je lui en sais gré.

14 (26) octobre. — Cela est écrit, mais on m'a récité la lettre, et demain je la lirai, en secret toutefois.

353

Note pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel.

10 (22) octobre.

(Sa Majesté est priée de ne lire ceci qu'après les dépêches officielles.)

Le Prince Kuslowski emmène en qualité de *Secrétaire de Légation* M. Potemkin, ci-devant employé au Département des Affaires étrangères et frère d'un Colonel de ce nom qui a de la réputation. Il est de la famille du fameux Prince de ce nom, mais sans être proche parent; il n'est point dans le monde et n'est que Conseiller de Cour.

Quoique j'aie envoyé plus d'une fois le tableau des grades russes, je ne crois pas inutile de les répéter ici (du moins les premiers), car si l'on n'a pas continuellement ce tableau sous les yeux, on n'entend rien à la Russie.

CIVIL. Classes ou Tschins.	MILITAIRE.
1. Conseiller privé actuel de 1re clas.	Feld-Maréchal.
2. Conseiller privé actuel. . . .	Général en chef.
3. Conseiller privé	Lieutenant-général.
4. Conseiller d'Etat actuel . . .	Général-Major.
5. Conseiller d'Etat	Brigadier.
6. Conseiller de Collège. . . .	Colonel.
7. Conseiller de Cour.	Lieutenant-Colonel.
8. Assesseur de Collège	Major.
9. Conseiller titulaire ou honoraire.	Capitaine.

Il y en a encore cinq autres que je néglige parce qu'ils tombent dans les infiniments petits et parce qu'on les trouverait, s'il était nécessaire, dans mes précédentes dépêches. Il n'y a en ce moment que deux hommes dans l'Etat qui aient le premier grade en civil : le Chancelier et le Prince Kourakin (Alexandre), ci-devant Ambassadeur en France. Le Prince Kuslowski n'est que Conseiller de Cour, c'est-à-dire qu'il a le même grade que son Secrétaire de Légation : c'est une monstruosité dans les idées russes, puisqu'il devrait être au moins Conseiller d'Etat.

Il faut savoir qu'anciennement (c'est-à-dire hier) le Chambellan appartenait de droit à la cinquième classe. Speransky, qui voulait saper la Cour ou du moins la dignité de la Cour, s'y prit comme on s'y prend toujours : il offrit une idée pour en faire adopter une autre. Il représenta qu'il n'était pas juste qu'un jeune homme, devenu Chambellan, obtînt d'emblée un grade désiré par de vieux serviteurs blanchis dans le service, etc. L'Empereur donna dans cette idée. Il devint à la mode de turlupiner les Chambellans : les demoiselles même apprirent à dire *que cet habit n'était pas décent* ; enfin le Grand-Duc Constantin, professeur public de morale et d'élégance, articula distinctement que les *Chambellans étaient des cochons*. Ces belles théories amenèrent l'Ukase de l'Empereur, que j'annonçai dans le temps, et qui prive le Chambellan de tout grade *comme Chambellan*. Tous ces messieurs furent donc obligés de s'attacher aux différentes administrations, l'un à la Marine, l'autre aux Affaires Étrangères, etc.; ils pouvaient aussi

entrer dans le militaire, mais avec une diminution de grade telle qu'elle anéantissait tout équilibre entre les deux Ordres. Cette disposition a dégradé la Cour dans l'opinion et jeté la haute noblesse dans l'écurie; c'est ce qu'on voulait : mais je n'entre ici dans aucun détail politique.

Kuslowski ayant été fait Chambellan, il n'a manqué de dire ici, à quelqu'un qui me l'a redit, qu'il était *Chambellan ancien*, c'est-à-dire *Conseiller d'Etat;* mais rien n'est plus faux. A moi, qu'il suppose un peu plus instruit, il a dit que dans peu de temps un ukase que l'on prépare anéantirait toute cette hiérarchie des grades. Je crois bien qu'au fond du cœur l'Empereur s'en soucie peu; mais quand on renverse quelque chose, il faut savoir ce qu'on mettra à la place, et je pense qu'avant de se décider sur ce point, il y songera plus d'une fois. En attendant, le Prince Kuslowski est Conseiller de Cour, c'est-à-dire *rien;* c'est ce qu'il faut que la Cour sache, en cas qu'il se donne des airs. Dans le vrai, la personne du Prince est plus honorable que celle de M. le Comte de Mocenigo pour Sa Majesté, parce qu'il est Russe, grand seigneur russe (dans nos idées au moins, car ici c'est la fortune et le grade qui font l'homme) et Chambellan; cependant s'il s'avisait de faire le géant, comme il y est très porté, il serait bon de pouvoir le mortifier un peu en lui faisant entendre qu'on sait très bien ce que c'est qu'un Conseiller de Cour.

14 (26) octobre. — Le sort du Marquis Paulucci, longtemps ambigu, vient d'être décidé de la manière la

plus brillante : il a été fait hier Gouverneur militaire de Riga et des deux provinces de Courlande et de Livonie. Il sait l'allemand, sa femme est Courlandaise, et il succède à un sot : c'est tout ce qu'il peut désirer de plus heureux. Il a le plus beau champ pour exercer ses talents civils et militaires (car il en a des deux genres), et pour se moquer en paix de la jalousie russe. C'est une espèce de Piémontais, comme je l'ai expliqué, et dans ce moment nous pouvons bien l'adopter. Nous le prêchons beaucoup, le Duc et moi, pour qu'il soit doux comme un mouton. Il n'y a rien de si aisé que d'être modeste quand on a vaincu.

354

Relation pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel.

27 octobre (8 novembre) 1812.

C'est, à ce qu'il me semble, dans les plaines de Smolensk, que se décide peut-être, dans ce moment, le procès du genre humain contre le plus fameux, le plus terrible et le *plus heureux brigand* qui ait peut-être jamais existé. Je passe sur les détails qu'on apprend dans les Gazettes, pour courir aux résultats.

Le comte de Wittgenstein soutient et accroît chaque jour l'immense réputation qu'il s'est acquise dans cette campagne : il ne passait que pour un très honnête homme, et pour ce qu'on appelle un homme de société ;

il était de plus un grand général, et ce talent c'est développé subitement. On l'appelle le *sauveur de Pskoff :* il est bien le sauveur de Pétersbourg. Qui donc aurait pu sauver la Capitale, si le torrent avait pu lui-même pénétrer dans Pskoff ? Le comte de Wittgenstein a beaucoup de ressemblance avec lord Wellington ; il est comme lui d'un excellent caractère, ennemi de toute espèce de violence , ami du peuple, défenseur de tous ceux qui n'en ont point; en un mot, c'est le seul homme dont je n'aie jamais entendu dire de mal ici, et c'est un véritable prodige dans une ville qui a pour devise éternelle : *Le cygne d'un logis est coq-d'Inde dans l'autre.*

J'ai fait connaître dans ma dépêche du 7 (19) du mois, à Son Excellence le Comte de Front, la prise de Polock par le comte de Wittgenstein. Sans perdre un instant, il passa la Dwina et marcha sur Lepel. Gouvion Saint-Cyr avait été blessé à Polock, le général Legrand commandait à sa place, et Victor, averti du danger, était accouru à son secours, de Smolensk, avec une partie des renforts qu'il avait amenés à Bonaparte ; mais le 19 (31), Wittgenstein les a battus l'un et l'autre complètement, près de Doghitchy ; il leur a même pris de l'artillerie, et, continuant sa marche rapide et triomphante, il a chassé les Français de Senno (gouvernement de Mohilew), où il s'est logé. J'ai vu une lettre qu'il a écrite de là à sa femme ; il y a une expression remarquable : *Je me réjouis,* dit-il, *d'apprendre que le Maréchal-Prince Kutusoff a pris enfin l'offensive.* Il n'était pas, en effet, grand admirateur des opérations de la

Grande-Armée. Il ajoute : *J'espère donner bientôt la main à Tchitchagoff, qui ne saurait plus être bien loin; en attendant, j'envoie 2,000 hommes pour s'emparer de Wittebsk.* Ce ton sied à merveille à qui peut le soutenir. L'Intendant français de cette dernière ville écrivait le 22, à son collègue de Vilna, une lettre qui a été interceptée, et que j'ai lue en original ; elle est écrite avec esprit, et montre parfaitement l'état des choses. Après quelques lamentations sur le défaut des subsistances, et la position embarrassante des Intendants, il dit à son ami : *L'Empereur des Français m'a placé à la tête de douze districts; mais l'Empereur de Russie en administre huit par lui ou par ses généraux, et le Comte de Wittgenstein, que BIEN VOUS CONNAISSEZ, se mêle encore de l'administration des quatre autres, au point qu'il ne se passe pas de semaine où ses Cosaques ne viennent déjeuner dans les faubourgs de Wittebsk.*

J'ai dit que l'amiral Tchitchagoff, devenu général en chef, conduisait la superbe armée de Moldavie sur le lieu *del gran conflitto.* On a parlé diversement de sa marche, mais je ne puis dans ce moment m'étendre sur ce sujet ; je me borne à dire que l'Empereur, d'abord mécontent de lui, paraît totalement apaisé par les dernières dépêches de l'Amiral qui, dans le moment où j'écris, doit être réuni à Wittgenstein. Voilà les postes de la Bérésina tournés ou occupés, et voilà le grand chemin sur Vilna coupé sans retour.

J'ai fait connaître aussi la défaite de Murat. Quoique les troupes qu'il commandait aient été plutôt éparpillées que vaincues, et que cette affaire n'ait été qu'un jeu

pour les Russes, qui n'y ont pas perdu 500 hommes ; cependant elle a eu de grandes suites, car les troupes battues ont été entièrement découragées, et Murat ni son Corps n'ont plus paru. Cette tentative ayant si mal réussi à Napoléon, il a voulu essayer en personne avec sa *Garde sacrée*; car enfin il fallait prendre un parti. Il a donc fait le 12 (n. s.) une attaque désespérée sur Malojaroslavetz, pour pénétrer dans le gouvernement de Kalouga, l'un des plus riches et des plus fertiles de ces contrées. Cette attaque, à laquelle on dit qu'il était, fut exécutée par sa Garde, ce qui seul suppose environ 30,000 hommes. Napoléon a eu en tête le général Doctoroff, qui s'est supérieurement défendu. Le combat a été acharné, au point que cette pauvre petite ville de Malojaroslavetz a été prise et reprise jusqu'à huit fois ; enfin, elle est demeurée aux Russes, mais incendiée, car Bonaparte brûle tout en se retirant; il a brûlé encore Borovsk. Exclu ainsi du gouvernement de Kalouga et rejeté sur la route de Mojaïsk, sa position devenait beaucoup plus difficile, car cette route est détestable et ne traverse plus qu'un désert. Quoi qu'on puisse dire de la conduite passée du Maréchal, il paraît sûr du moins que dans cette occasion il n'a manqué ni à lui-même ni à la Russie : il a jeté à la fois tous les Cosaques sur l'armée française, à gauche et en queue ; il a ordonné au général Miloradowitch qui commande dans les environs de Moscou, et à la garnison même de cette ville, de marcher en avant ; lui-même s'est ébranlé et veut, s'il est possible, prévenir Napoléon sur Wiasma (gouvernement de Smolensk). C'est le 21 (2 novembre) de ce

mois que le grand coup a été frappé, le même jour précisément où Wittgenstein acquérait tant de gloire sur la Bérésina. Les Français, mourant de faim et de froid, manquant de tout et surtout de fourrage, ont été attaqués avec un avantage qui semble décisif. Les Cosaques ont commencé un massacre horrible; ils disent une excellente raison, savoir : *qu'ils ne sont pas venus de si loin et n'ont pas interrompu leurs affaires pour faire grâce;* en conséquence, ils tuent tout. Bonaparte a laissé en se retirant 500 chevaux qui ne pouvaient plus marcher, et qu'il n'a pas seulement eu le temps de tuer. Il brûle et détruit tout, même ses caissons qu'il fait sauter ; et la nuit, à ce que disent expressément ses relations, toute son artillerie avance aux lanternes ; enfin, on croit voir un désespoir complet et une déroute des mieux caractérisées. C'est dans cet état que le dernier courrier, arrivé hier, a laissé les choses ; on ne peut décrire celui des esprits dans l'attente de l'immortel événement qu'on a droit d'attendre.

Plusieurs bons esprits observent cependant que tout n'est pas fini, qu'un homme qui a 80,000 hommes ne peut être enveloppé, qu'en sacrifiant la moitié de son armée il peut sauver l'autre, qu'il peut se former encore en Pologne, créer une autre armée et recommencer au printemps. — Je n'en sais rien. — S'il manque d'artillerie, de poudre et de chevaux, tous les sacrifices possibles pourront bien ne pas le sauver. D'ailleurs, le grand danger est, pour lui, d'être égorgé par les Français : cette chance même me paraît la plus probable. Au reste, je ne fais point le prophète : *vedremo.* Si une

intelligence supérieure avait dit à l'Empereur de Russie : — Voulez-vous perdre douze provinces, sept millions de sujets, quatre-vingts millions de roubles de revenus, et votre capitale qui sera brûlée ? A ce prix, je vous donnerai Bonaparte et son armée. — Il aurait dit et il aurait dû dire : « *Ma foi ! c'est trop cher* » ; mais la Providence a fait le marché pour lui ; du moins la chose est possible et même probable. Un colonel de la garde m'écrit de la Grande-Armée, le 15 (27) de ce mois : — « *On dit que vous êtes effrayé à Saint-Pétersbourg. Fiez-vous à ma loyauté ; jamais le grand homme n'a été plus près de devenir plus petit, et j'espère que cette fois il ne nous échappera pas, comme nous avons eu la bonté de le permettre d'autres fois.* » On ne saurait ajouter à cela qu'*ainsi soit-il*.

Pour se former une idée nette de l'état des choses dans le moment où j'écris, il faut prendre une carte géographique et examiner le point de *Wiasma* (gouvernement de Smolensk), sur lequel marchent également les Russes et les Français. Kutusoff a sur sa droite, entre lui et les Français, le général Miloradowitch avec une division si nombreuse qu'elle excède le tiers de l'armée, et les Cosaques ensuite sont encore sur la gauche et sur l'arrière-garde des Français. C'est avec ce cortège que ceux-ci marchent sur Wiasma.

Il est assez naturel de demander : « Mais pourquoi donc cet accompagnement et tous ces délais ? Si les Français sont si affaiblis, si les Cosaques seuls suffisent pour les mettre en déroute et prendre leur artillerie, s'ils manquent de pain, de fourrages, de vête-

ments, etc., etc., pourquoi donc, au lieu de toutes ces processions, ne pas leur tomber dessus directement et les écraser d'un seul coup? » — A cela je n'ai point de réponse : c'est le grand problème du moment. La réputation du Maréchal ne ressemble point à celle du Comte de Wittgenstein, qui n'a point d'opposant; la première est, pour ainsi dire, suspendue et ne peut se passer des événements futurs. S'il prend Bonaparte, ou le réduit au moins à un état d'ignominie qui amène sa perte, le Prince Kutusoff sera immortel, quel qu'ait été son mérite réel dans ce grand événement; mais s'il laisse échapper *le monstre* avec une portion considérable de son armée, si Bonaparte peut s'établir en Pologne, recruter à son aise et recommencer au printemps, le Maréchal est à jamais ridicule. Il faut donc attendre.

En attendant, on parle diversement sur le compte du Maréchal Kutusoff. La passion s'en mêle, ici comme ailleurs, et plus qu'ailleurs; car, dans l'univers entier, je ne crois pas qu'il y ait un seul endroit où les jugements soient aussi exagérés et aussi passionnés que dans cette belle capitale. Pour moi, qui suis également étranger au pays et à ses passions, je ne connais, à la charge du Prince Kutusoff, que deux reproches auxquels je ne vois pas de réponse : 1° *Dans son premier bulletin qui suivit la prise de Moscou, il dit que ce malheur était une suite inévitable de la reddition de Smolensk;* je passe sur ce que ce trait avait de cruel pour son infortuné prédécesseur, le général Barclay de Tolly, et je veux croire que la publicité de cette assertion était nécessaire; pour-

quoi donc le Maréchal, au moment même où il apprit l'événement de Smolensk, c'est-à-dire en arrivant à l'armée, n'écrivit-il pas à Moscou pour qu'on prît les mesures convenables, au lieu de laisser dormir cette malheureuse ville, au lieu de laisser dire, au lieu de dire lui-même que *le dernier Russe se laisserait égorger avant qu'on entrât dans Moscou*, au lieu d'écrire lui-même à sa fille (madame Tolstoï) : *je vous défends de sortir de Moscou, je vous donne ma malédiction si vous en sortez?* — 2° Lorsqu'il arriva aux portes de Moscou, le gouverneur, M. le Comte de Rostopchin, vint s'aboucher avec lui d'assez bon matin ; il le quitta à midi, et porta dans la ville l'assurance que le Maréchal la défendrait de toutes ses forces, et le soir, à sept heures, celui-ci, par un billet, lui fit part *qu'il abandonnait Moscou.* J'ai beau me tourner et me retourner de tout côté, je ne sais pas voir de réponse à ces deux reproches ; ils seront cependant complètement effacés par une victoire décisive que nous attendons de minute en minute.

Le Comte Rostopchin est un des hommes les plus fougueux qui existent. Il s'était donné des soins infinis pour exalter les esprits à Moscou, et même, pour y réussir, il avait joué plusieurs de ces farces populaires, excellentes quand le succès les justifie, ridicules dans le cas contraire. Compromis à ce point, il est furieux, et l'on m'assure, de bonne part, que dans un billet *aimable* qui répondait à celui du Maréchal, il disait amicalement : « *Vous venez de vouer votre nom à une infamie éternelle.* » Tous ses amis de la capitale, les

Golovin surtout, s'exercent sans pitié sur le Maréchal ; *Il n'a rien fait que reculer pendant son commandement de vingt-six jours* ; *il a vu détruire Moscou et tout le Gouvernement de ce nom ; il vient encore de faire brûler trois districts* (Medyn, Malojaroslavetz et Borovsk), etc., etc. D'un autre côté, tous les ennemis de Rostopchin, qui ne sont pas en petit nombre, s'écrient : « *Quel général! Quelle science! Quelle admirable campagne! Il mine l'ennemi, il l'extermine en détail, il épargne le sang, etc., etc.* » Pour le spectateur étranger, c'est une tragédie bouffonne ou une lamentable comédie.

Pour revenir à Napoléon, s'il se jetait sur Bieloï (gouvernement de Smolensk), si de là il traversait la Dwina pour entrer dans le gouvernement de Pskoff, non encore épuisé, s'il gagnait ainsi quelques marches sur le Maréchal et forçait le Comte de Wittgenstein à repasser la Dwina, etc., je crois bien qu'enfin il y périrait, mais il pourrait encore nous faire bien peur. Je ne suis pas militaire et je ne sais ce que le désespoir peut inspirer dans ce moment à un homme tel que Bonaparte ; mais je ne sais quelle connaissance intérieure me dit toujours qu'il doit périr par les Français.

Je n'ai parlé qu'en général de la prise de Moscou, mais c'est un article qui serait digne d'une dissertation dans les formes. Les trois quarts de la ville à peu près sont brulés, et de plus, Bonaparte, en partant, a fait sauter le Kremlin. *Kremlin* est, à ce qu'on m'assure, un mot tartare qui signifie *château, forteresse ;* c'est l'*Acropolis*, le *Pergama*, le *Capitole* des Russes. Les mines n'ont épargné que la Cathédrale et une grande tour

nommée Ivan-Veliki (Jean le Grand). Malgré tout ce qu'on avait emporté de Moscou, la perte dans tous les genres est incalculable, et Napoléon a dit avec raison dans l'un de ses bulletins qu'elle doit être évaluée à *plusieurs milliards.* La perte en édifices seule fait tourner la tête. Ajoutez les meubles de toute espèce, les tentures précieuses, les statues, les livres, les tableaux, etc., etc.; il y a de quoi fondre en larmes. Pour ne parler que de mes connaissances particulières, la maison du Comte Alexis Razumowsky valait, avec ce qu'elle contenait, quatre millions de roubles; son établissement botanique surpassait tout ce qu'on connaît dans ce genre en Europe; dans son salon principal, les accoudoirs des fenêtres étaient en lapis-lazuli; le catalogue seul de ses éditions du xve siècle formait un volume assez considérable. La bibliothèque du Comte Boutourlin valait un million; il y a moins de deux ans qu'il m'en envoya le catalogue: c'est un gros in-octavo imprimé à Paris. La bibliothèque du Prince Galitzin, celle de M. Metlief ne valaient pas moins et ont disparu de même. Le portefeuille d'estampes d'un jeune homme de ma connaissance valait 80,000 roubles: il a disparu encore. Ces exemples se sont répétés par milliers; on imagine aisément ce que devait être une ville immense, séjour de la plus riche noblesse de l'univers, accumulée là depuis des siècles.

Il faut songer maintenant que cette *lave* française qui a brûlé Moscou, s'est promenée sur douze provinces et qu'elle y a tari l'impôt qui est entièrement payé par la noblesse. J'ai l'honneur d'être ici particulièrement lié

avec Madame la Princesse Alexis Galitzin. Elle avait 13,000 paysans dans le gouvernement de Smolensk, c'est-à-dire près de 30,000 ducats de rente : en un clin d'œil tout cela a disparu ; son château a été détruit de fond en comble, ses meubles ont été détruits ou pillés, ses paysans dispersés, ses villages mêmes et ses forêts incendiés, avec des gardes apostées pour qu'on n'éteignît pas le feu. Cette femme d'une éminente vertu, veuve et chargée de cinq enfants dont quatre garçons au service, supporte cet horrible coup avec une résignation religieuse véritablement adorable, et en général la noblesse russe à fait preuve, dans cette occasion, d'une très grande élévation de sentiments ; mais le mal n'existe pas moins. Il faut maintenant rassembler les paysans, rebâtir les villages, acheter des bestiaux, des grains, etc. La Princesse me disait que, pour son compte seul, il lui faudrait 800,000 roubles pour recommencer à jouir : où les prendre?

Examinons maintenant la destruction de Moscou sous le rapport politique et moral. Pour toute nation, mais surtout pour toute nation grande, ancienne et fameuse, la capitale est nécessairement un objet sacré, environné de grands souvenirs, et comme une espèce de creuset où s'élaborent toutes les idées nationales. En détruisant Paris, on détruirait la France, car toute la France est à Paris. Moscou, dans ce genre, passait peut-être toutes les autres capitales. L'unité politique, l'unité religieuse résidaient dans ses murs ; la langue même l'attestait, puisqu'on disait en russe : *Notre mère Moscou*, à peu près comme nous disons : *Notre mère l'Eglise ;* et Bona-

parte même, dans l'une de ses publications, l'appelle *la ville sainte ;* là se trouvait ce fameux Kremlin, le Capitole russe, comme je le disais tout à l'heure : cette enceinte renferme les tombeaux des anciens Czars, l'antique Cathédrale, et surtout *les images des Saints*, car toute la religion grecque est dans ces images. En comparaison de ces images l'Eucharistie n'est rien, et personne ne peut savoir ce que c'est qu'une image dans une fête russe, à moins qu'il n'ait été à Cagliari le jour de l'Assomption.

Il arrivait même, par une bizarrerie tout à fait remarquable, que l'éloignement de la Cour rendait pour les Russes Moscou plus vénérable, en ce que l'esprit national était renforcé par les boudeurs qui s'accumulaient dans cette ville, et soustrait presque entièrement à l'influence de la Cour, qui, dans ce pays, est souvent ennemie de cet esprit national. Qu'est-ce que Pétersbourg en comparaison de Moscou ? Une grande maison de plaisance, *pas plus* et même *moins* russe que parisienne, où tous les vices dansent sur les genoux de la frivolité.

La Russie, dans ce moment, n'a plus de centre. Qu'arrivera-t-il? Quel parti prendra cette noblesse? Aura-t-elle le courage des Anglais de 1666? Viendra-t-elle, sur les cendres de Moscou, dire « nous la ferons plus belle » ? Se distribuera-t-elle dans les villes de province ? Viendra-t-elle s'accumuler ici ? Voilà de grands problêmes.

Ce n'est pas tout. Ce peuple armé, qui s'est montré d'une manière si brillante, rentrera-t-il paisiblement

dans son premier état? Posera-t-il les armes comme il posait la bêche et le râteau? Ces paysans, éparpillés et affamés dans les bois, changés en véritables guérillas et ne sachant plus que tuer, redeviendront-ils des serfs dociles? Autre problème non moins intéressant.

355

Relation pour le Même.

28 octobre (9 novembre) 1812.

Il paraît que Napoléon en faisant attaquer avec tant de vigueur sur Malojaroslavetz, voulait tromper les Russes et même son armée; car, dans ce moment-là, il avait déjà commencé sa retraite. Le Maréchal court de sa personne avec le gros de son armée à Smolensk, où il espère le prévenir; mais le général Miloradowitch l'a déjà atteint et combattu près de Wiasma: il lui a tué ou pris 5,000 hommes, il a pris de plus plusieurs canons (on disait 50 dans le premier moment), l'imprimerie de l'armée, et le dépôt des cartes, où se trouve avec toutes les cartes françaises, le dépôt russe pris à Smolensk. Il paraît, quoiqu'on le nie, que ceci est une affaire d'arrière-garde. Napoléon, en voiture avec Murat et Berthier, file en avant au milieu de sa Garde de 25,000 hommes. Le Maréchal a envoyé des exprès aux

Généraux Wittgenstein, Tchitchagoff, Hertel, Sacken, pour les avertir de l'état des choses et leur ordonner de faire, chacun de leur côté, toute la diligence imaginable. Que fera le sanglier ainsi acculé? C'est ce que chacun se demande: il tâchera au moins de mordre les chiens. Il se jettera peut-être sur Mohilew. Si le Maréchal le laisse échapper seulement avec 25 ou 30,000 hommes, s'il ne le poursuit pas partout où il ira et si l'on a d'ailleurs la lâche complaisance de le laisser se remonter à son aise pour recommencer au printemps, certainement la Russie ne pourra pas répéter les efforts que nous venons de voir.

Entretenons de meilleures espérances et récapitulons les événements de cette campagne à jamais mémorable. Napoléon a cru effrayer l'Empereur de Russie par de simples menaces et sans tirer l'épée ; il a cru lui faire perdre la tête en commençant brusquement la guerre pendant qu'on négociait ; il a cru terminer cette guerre par une seule bataille ; il a cru s'emparer de plusieurs Corps disséminés de l'armée russe ; il a cru qu'on lui livrerait une bataille pour sauver Moscou; il a cru qu'en y entrant il dicterait la paix ; il a cru y trouver deux cents millions en entrant ; il a cru que tous les paysans courraient à la liberté; il a cru enfin, et par-dessus tout, qu'avec le Chancelier il était sûr de la paix. — Rien de tout cela n'est arrivé, et rien ne l'a rendu furieux comme de n'avoir pas trouvé à Moscou un seul homme distingué, une seule autorité, une seule bourse sur laquelle il ait pu asseoir une imposition de dix roubles. L'homme le plus marquant qu'il ait trouvé à

Moscou est un directeur d'une maison d'Enfants-Trouvés, qui ne crut pas en conscience pouvoir abandonner ces enfants. Bonaparte le fit venir, lui parla et l'envoya même ici faire des commissions inutiles. On ne sait point encore précisément ce qui a été brûlé par les Français ; l'intérêt du gouvernement est de tout mettre sur leur compte, mais en tout cas, ce ne sont pas les Russes qui ont fait sauter le Kremlin, et brûlé le palais de l'Empereur à l'endroit nommé Pétrosky, aux portes de Moscou ; Napoléon y logeait lui-même, et il a commis l'infamie d'y faire mettre le feu en le quittant ; l'Impératrice Elisabeth a dit sur cela, avec une élégante énergie : « *Je suis bien aise qu'il ait brûlé ce qu'il avait souillé.* »

En fait de sacrilèges et de lubricités on conte des choses épouvantables, mais je me flatte qu'il y aura beaucoup d'exagération. On disait, par exemple, qu'à Polock, de malheureuses femmes refugiées au collège des Jésuites, dans une chapelle souterraine qui renferme le corps d'un martyr fort honoré dans ce pays, n'avaient pas été protégées par la sainteté du lieu contre la brutalité française ; heureusement rien n'est plus faux. A l'entrée des Français, un grand nombre de femmes (on dit 300) se réfugièrent dans l'église de ces Pères, et s'y établirent sans vouloir en sortir pendant plusieurs jours ; on les nourrit même aux frais du collège, et les Français ne leur firent souffrir aucune violence. C'est une chose assez bizarre qu'en général les établissements de ces Pères aient été passablement respectés : à Mohilew, à Orcha, à Wittebsk, à Polock, on a pillé sans doute,

mais on n'a ni détruit ni brûlé. A Polock, il est arrivé quelque chose d'assez singulier : toutes les autres églises ont été converties en hôpitaux, celle des Jésuites seule a été épargnée, et les prêtres des autres églises y venaient célébrer. La mortalité étant devenue horrible, ces Pères avaient établi quatre directeurs , deux Français et deux Allemands, chargés d'administrer aux malades les secours spirituels. Un très grand nombre en ont profité, et surtout plusieurs Allemands dont quelques-uns ont été faits prisonniers depuis. Tous les malades venaient mourir à Polock ; le nombre des morts s'est élevé jusqu'à cent par jour. Quelques-uns de ces Pères ont gagné les pestes d'hôpitaux et ont été extrêmement malades ; d'autres sont morts, et à Orcha nommément, il en est mort un à peu près de faim. Oudinot, qui logeait au collège de Polock, s'est conduit comme un ancien Maréchal : il a dit a ces Messieurs : « *Vous avez parfaitement bien fait d'écarter tout ce que vous avez pu. Je voudrais bien pouvoir remettre toutes choses à leur place.* » Il s'est rendu à la bibliothèque, il a examiné les livres, mais sans rien toucher. Gouvion Saint-Cyr qui lui a succédé a commencé au contraire comme un brigand ; mais le Comte de Wittgenstein, qui est venu le relever, a tout fait rentrer dans l'ordre.

Durant cette année 1812, à jamais fameuse, les Russes ont acquis un genre de gloire pur et incontestable, qui ne souffre ni *si* ni *mais* ; c'est celle d'un esprit public unique, d'un dévouement sans bornes, d'une fidélité inébranlable. Quant au mérite militaire, il me paraît se

borner au courage le plus admirable ; mais sous le rapport de la science militaire, de la hardiesse des plans, de l'ensemble, de la vigueur, de la célérité des mouvements et de l'accord parfait des nombreux agents de ce jeu terrible, ils n'ont rien de commun avec les Français, la seule nation continentale de l'univers qui se batte chez toutes les autres, et jamais chez elle. Les Russes ne manquent pas de dire déjà *qu'ils ont vaincu ceux qui ont vaincu l'Europe;* mais premièrement, il faudrait ajouter : *y compris nous ;* et d'ailleurs, les Français ne sont vaincus, dans le vrai, que par les éléments ; qu'on leur rende le pain, le foin et les vêtements, et nous ne ferions pas mal de partir de Saint-Pétersbourg.

Quant au courage proprement dit et considéré indépendamment de toute science militaire, je doute que le soldat russe ait des égaux, et je suis bien sûr au moins qu'il n'a point de supérieurs. Je ne vois pas même que, dans cette guerre, le soldat français ait jamais tenu devant lui dans les affaires particulières.

Si Napoléon était pris vivant, ce serait un insigne malheur, à cause des impressions d'Erfurt et de Tilsitt qui subsistent toujours ; mais s'il était soumis à la *sage jurisprudence* des Cosaques, alors nous verrions naître sur-le-champ une autre résolution qui peut faire le sujet d'une autre relation.

29 octobre (10 novembre). — Le 21 octobre seulement (2 novembre) a commencé l'attaque sur les Français par le général Orloff-Denisoff, qui leur a fait beaucoup de mal ; mais c'est le lendemain 22 que la grande

attaque a eu lieu de la part du général Miloradovitch. Ce général a eu à combattre Beauharnais, Murat, Ney, Davoust et Poniatowsky. Les Français ont perdu 8,000 hommes tués et 3,500 faits prisonniers ; on leur a tué le général Pelletier, personnage important, chef de l'artillerie ; outre l'imprimerie et le dépôt des cartes, on leur a pris toute la Chancellerie d'Etat, avec le premier Commis du Secrétaire d'Empire, Maret (Bassano). Ce qu'on a pris aux Français, et ce qu'on les a obligés de brûler, est immense. Les Cosaques sont demeurés possesseurs de quarante fourgons *richement chargés ;* Dieu sait ce qu'ils contiennent, mais personne n'y met la main ; telle est la loi : tout ce que les Cosaques prennent est à eux, et personne ne s'en mêle. Ils ont ensuite un dépôt dans les bois qui n'est connu que d'eux seuls, et où tout le butin est rassemblé ; de là ces richesses s'acheminent vers le Don, et tout se distribue suivant leurs usages ; à ce prix, le gouvernement ne se mêle ni de leur nourriture, ni de celle de leurs chevaux. La sagacité de ces hommes pour se tirer des pas les plus difficiles, même en pays inconnu, passe l'imagination.

L'Empereur a répandu ses grâces sur tous les officiers qui ont figuré dans cette campagne fameuse, à Borodino ou ailleurs. Mon fils a reçu la croix de Saint-Vladimir avec la rosette (qui en fait une décoration militaire), et il a été présenté pour le grade de capitaine en second. Il n'y a plus de grade intermédiaire dans le Corps des Chevaliers-Gardes, après celui de capitaine ; parvenus à ce grade, ils deviennent colonels dans l'armée, s'ils veulent un régiment, ou colonels aux Gardes,

s'ils préfèrent commander un escadron dans le Corps. C'est un fort bel état.

J'oubliais de dire que le combat du 22 a eu lieu près de Wiasma. Les Russes sont entrés dans la ville, où le combat a continué ; à la tête se trouvait le régiment de Pernan, tambours battants, enseignes déployées, et portant devant lui le grand drapeau de Saint-Georges qu'il mérita à Heilsberg, où il perdit 1,200 hommes. On marchait sur les cadavres. Les Russes sont arrivés à temps pour sauver 300 prisonniers, leurs camarades, enfermés dans une église où l'on avait mis le feu. Alors les Cosaques se sont mis à la poursuite des Français sur la route de Smolensk. Un officier anglais, qui est dans cet armée, écrit ici à l'ambassadeur : « *Sur une étendue de douze verstes au delà de Wiasma, on ne rencontre que des cadavres, des corbeaux et des Cosaques.* » Le nombre des prisonniers français s'élève dans ce moment de 60 à 62,000. — Cependant, on crie contre le Maréchal, parce que Bonaparte, qui marche comme une flèche, arrive le premier à Smolensk. Il ne m'appartient pas de décider sur ce point, mais il m'appartient très fort de savoir qu'il y a 8 à 900 verstes de Smolensk à la frontière, et que trois généraux russes viennent à sa rencontre avec plus de 100,000 hommes. Qui sait ce qui arrivera encore?

356

Note pour M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 3 (15) novembre 1812.

J'ai fait connaître l'affaire de Wiasma, dans laquelle les Cosaques ont massacré les Français jusque sur les toits des maisons, où quelques-uns s'étaient réfugiés. Leur Hetman Platow, aujourd'hui Comte, a une aversion particulière contre Bonaparte; à Tilsitt, il fallut toute l'autorité de l'Empereur pour lui faire accepter une boîte *impériale;* aujourd'hui, il est fort à l'aise, et il faut convenir que c'est surtout à lui et à ses gens que la défaite des Français est due. On avait voulu les astreindre à un service nouveau et à une tactique tout à fait étrangère à cette nation ; maintenant qu'on les a pleinement rendus à eux-mêmes, l'on a tout lieu de s'en féliciter.

Il paraît que la question entre les Français et les Russes a définitivement été décidée le 29 octobre (10 novembre) à Dorrogoboug (quatre-vingt verstes environ de Smolensk). Platow, avec ses Cosaques, deux régiments de chasseurs et son artillerie volante, a complètement défait le Corps commandé par le Vice-Roi Eugène de Beauharnais, dont la Vice-Royauté me semble proche parente du Duché d'Abrantès. Il lui a fait au

delà de 3,000 prisonniers, et lui a pris 62 pièces de canon et plusieurs drapeaux. Platow a, pour ainsi dire, *fendu* ce Corps, au point qu'il a passé la nuit du 29 au 30 entre les deux portions de l'armée divisée par son attaque.

Le même jour, ou peut-être la veille, il y a eu une autre affaire à Elnia (même gouvernement de Smolensk), dans laquelle le Maréchal ou l'un de ses Lieutenants a battu les Français et leur a pris 13 canons.

Les papiers de la Chancellerie d'Etat, saisis comme je l'ai dit, établissent que les Français avaient, au 1er octobre, 52,000 malades ; le nombre des prisonniers s'élève en ce moment à 70,000, et la campagne ne saurait leur avoir coûté moins de 100,000 hommes, en morts, et 200 canons ; ce qui reste, peut-être 90,000 hommes en tout, depuis Vilna jusqu'à Smolensk, n'a plus de pain ni de vêtements. Nous avons eu douze degrés de froid. Chaque soldat russe a ses bottes chaudes, ses gants et sa pelisse. *Le froid seul devrait décider la cause;* mais je crois que toutes les affaires dont j'ai rendu compte ont rompu l'équilibre d'une manière telle, qu'il n'y a plus moyen de le rétablir. Tous les yeux se tournent donc vers Napoléon. Où est-il ? On n'en sait rien dans le moment ou j'écris. On dit qu'il s'est arrêté à Smolensk ; mais, dans ce cas, il serait aveugle ou aveuglé, ce qui n'est pas la même chose, quoique l'effet soit le même. S'il fait cette faute, il est pris ; mais quand il l'aurait évitée, il faut songer que Wittgenstein est à Wittebsk, à Senno, et probablement à Borissoff, et que Tchitchagoff arrive par Minsk. Soit

qu'il cotoie la Dwina, soit qu'il se jette à la gauche sur Mohilew, le danger pour lui est immense, et si sa personne n'est pas prise, il évitera difficilement quelque grande défaite, éclatante et définitive.

Les courriers se succèdent d'heure en heure, mais celui qui doit emporter cette relation partant dans le jour, je suis obligé d'en profiter à la hâte, pour ne pas laisser ignorer de si grands événements. Je ne sais pas tout encore dans ce moment, mais tout ce que je dis est sûr.

357

Note pour le Même.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) novembre 1812.

Il serait inutile de s'appesantir sur cette foule d'affaires particulières qui ont lieu depuis que Bonaparte est en retraite. La plus remarquable est celle du 27 octobre (8 novembre), dans laquelle le Général Platow a pris 62 pièces de canon aux Français. Des relations telles que celles que j'envoie ne peuvent guère marquer que les résultats. Depuis l'affaire de Wiasma du 22 octobre (v. s.), on a fait 10,000 prisonniers sur les Français. Le major de Beckendorf ayant eu le bonheur d'intercepter deux lettres du Vice-Roi d'Italie à Berthier, l'Empereur les a fait imprimer ; je les joins à cette relation, afin qu'elles amusent au moins en passant Son

Excellence M. le Comte de Front. On y voit une véritable *agonie militaire*, et, en effet, la défaite du Vice-Roi date du lendemain. Le combat eut lieu sur la grande route de Smolensk, près du village de Sapritino entre Dorrogoboug et Duchowschtina ; les Français y perdirent 3,000 prisonniers, 62 canons et une grande quantité d'hommes tués par les Cosaques qui ne firent pas de quartier. Platow, à la fin de son dernier bulletin, parle comme se tenant à peu près sûr de prendre le beau-fils Eugène : mais, s'il n'échappe pas, ce sera un homme embarrassant ; il vaudrait mieux qu'il fût tué. D'un autre côté, le Comte de Wittgenstein vient de battre encore les Maréchaux Saint-Cyr et Victor : j'en reçois la nouvelle en écrivant ceci ; mais les détails ne nous parviendront que demain. Avant ce dernier coup, la route n'était pas fermée, puisqu'un renfort de 2,000 hommes de la Garde a pu arriver de Vilna jusqu'à une distance assez médiocre de Smolensk ; mais là, il a été enveloppé par le Général Comte Orloff-Denisoff, et obligé de mettre bas les armes avec soixante-neuf officiers. La cause de ces désastres accumulés et de tous ceux qui suivront se trouve dans l'inflexible obstination de Bonaparte qui n'a jamais écouté un seul avis ; ces sortes de caractères font merveille pendant qu'ils ont le vent en poupe ; mais s'il vient à tourner, leur nature intraitable amène d'incalculables désastres. Ses généraux lui avaient dit : « Sire, vous ne pouvez sauver l'armée qu'en sacrifiant l'artillerie. » Jamais il n'y a eu moyen de le persuader ; il perdra l'armée et l'artillerie. Tout ce qui suit est incontestable : il a commencé la guerre avec 390,000

hommes et une artillerie immense. Avant de commencer, les préparatifs seuls lui coûtaient 200 millions ; au moment où j'écris, les Russes tiennent 70,000 prisonniers, 246 pièces d'artillerie bien comptées, et il faut de plus tenir compte de celles qui ont été précipitées ou enterrées : la lettre du Vice-Roi montre que le nombre en est grand. Celui des hommes morts par le fer, les maladies et l'intempérie, ne peut s'élever à moins de 100,000 hommes.

Je ne crois pas qu'il reste à Napoléon, de Vilna à Smolensk, plus de 80,000 hommes, ni que dans cette dernière ville il en ait plus de 50,000 autour de lui. Quant à l'artillerie, il est difficile de savoir ce qu'il en reste ; on me soutenait qu'à la bataille de Borodino, il y avait 2,000 pièces de chaque côté ; quoique je ne sois pas militaire, cela me paraissait absurde. Cependant je ne savais que répondre aux personnes qui me l'affirmaient ; maintenant je vois beaucoup moins encore ce qu'on peut objecter aux bulletins français qui nous annoncent 500 pièces de chaque côté. Je regarde comme certain qu'en s'avançant sur Moscou, Napoléon avait laissé en arrière toutes ses pièces de position, ou à peu près ; tout cela sera revenu à Smolensk. Depuis ses malheurs, il a perdu au moins 300 pièces de canon ; je crois que si on lui en accorde autant de tout calibre, et sur toute la route jusqu'à Vilna, c'est encore beaucoup. Mais que faire de pièces de position dans une retraite précipitée ? Et d'ailleurs, où sont les chevaux ? La lettre du Vice-Roi prouve qu'il en a perdu 1,220 dans deux jours ! L'état des Français ne peut s'exprimer : on en

raconte des choses qui ressemblent au siège de Jérusalem. Ils passent universellement pour avoir mangé de la chair humaine. On assure qu'on les a vus faire rôtir un homme ; toutes les relations au moins, tant écrites que de vive voix, s'accordent pour affirmer qu'on a vu des Français, couchés sur une charogne de cheval, la dévorer à belles dents. Voici encore qui est sûr : on a fait prisonnier un soldat vétéran portant sur sa manche des *chevrons brisés*, marques d'un service ancien et distingué, et qui a fait toutes les campagnes de Bonaparte, y compris celle d'Egypte ; depuis plusieurs jours il n'avait vécu que d'un peu de chair morte, et depuis deux ou trois, il n'avait rien mangé du tout. Il a été présenté à M. Demidoff, homme puissamment riche, qui a levé un régiment à ses frais et qui sert comme volontaire. Un dîner élégant était servi ; il a dit au Français prisonnier qu'il pouvait s'asseoir et manger. A la vue de cette vaisselle, de ces vins, de ces mets délicats, le pauvre soldat a été saisi d'un tremblement subit et universel, tel que certainement il n'en avait jamais éprouvé devant l'ennemi ; — c'est un singulier effet de la faim ; — ensuite, il a dit : « *Est-il possible qu'un officier russe me fasse l'honneur de m'inviter à ce bon repas, après toutes les horreurs que nous avons commises dans les Etats de son Empereur ?* » J'ai interrogé une foule de témoins oculaires sur l'état moral de cette foule de prisonniers, dont on ne sait que faire : on m'a répondu diversement. Les uns m'ont dit qu'ils étaient toujours fort impertinents, et que surtout ils ne demandaient jamais rien ; d'autres m'ont dit le contraire. Une dame de ma con-

naissance ayant offert un billet bleu (cinq roubles) à l'un de ces prisonniers, il a répondu : « *Madame, je l'accepte et je vous remercie infiniment ; si jamais vous venez en France, mes parents s'empresseront de vous les restituer.* » Mais un exemple n'est qu'un exemple. D'ailleurs il pourrait se faire, grâce à la conscription, que cet homme fût d'une étoffe plus ou moins distinguée. Un point sur lequel on s'accorde assez, c'est qu'ils ne se plaignent pas de leur Maître. L'un d'eux disait : « Il est trop ambitieux » ; le jugement n'est pas sévère.

Il est bien prouvé maintenant que Moscou, du moins en très grande partie, n'a été brûlé que par les Russes ; il y a même des doutes sur le palais de Pétrosky ; le seul crime *direct* de ce genre qui demeure incontestablement à la charge de Napoléon, c'est la destruction du Kremlin. Au reste, si les Russes ont brûlé leur capitale de désespoir, le crime ne retombe pas moins indirectement sur le féroce envahisseur.

Il est impossible de savoir où se trouve ce moderne Attila. On aime à croire qu'il s'est arrêté à Smolensk ; dans ce cas, il est pris. Il peut bien encore faire cette faute après toutes celles qu'il a commises. Celle de la profanation des églises est du genre le plus grossier : dès qu'on arrivait dans un village, l'église était convertie en écurie ou en boucherie ; on égorgeait quelque animal et l'on pendait les entrailles sur les images des Saints. Il faut avoir perdu le sens commun pour agir ainsi, et cette conduite, indépendamment du crime, est encore l'excès du ridicule de la part d'un homme qui a eu tant de bontés pour la religion mahométane.

Monseigneur le Grand-Duc est parti pour l'armée il y a deux jours, et il passe pour certain que l'Empereur le suivra de près ; on veut apparemment le rendre témoin de quelque triomphe. Et il y a moins d'un mois et demi que nous fûmes avertis, officiellement, de faire nos paquets après que l'Empereur aura fait les siens !

Que dire? Que penser? Dans l'attente de ce qui peut arriver, on à peine à respirer. Je suis obligé de finir, mais d'autres dépêches se feront peu attendre. Je laisse toujours M. le Comte de Front parfaitement libre, en lui renouvelant mes hommages, de supprimer dans mes dépêches tout ce qu'il croirait superflu ou peu nécessaire.

358

Note pour le Même.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) novembre 1812.

Les événements continuent à se moquer de toute la logique humaine. Tous nos calculs politiques sont démentis, toutes nos fautes ont tourné en notre faveur, et ce qui paraissait impossible est arrivé. Il y a moins de deux mois qu'une adresse imprimée de Sa Majesté Impériale nous avertit officiellement *que le sort des armées était douteux et que nous ferions bien de songer prudemment à nos affaires*, et aujourd'hui il s'agit de savoir si l'on prendra Napoléon vif ou mort, et la question n'est

pas du tout décidée. On croit rêver : cependant rien n'est si vrai. Le 2 (14) de ce mois, le Comte de Wittgenstein posté au village de Tshasniki, entre Bileika et Lepel (gouvernement de Minsk) fut attaqué par les Maréchaux Gouvion-Saint-Cyr et Victor, commandant ensemble 40,000 hommes ; on craignait beaucoup pour le Général russe qui se trouvait, comme on dit, *en l'air*, et qui n'avait guère que 30,000 hommes, presque sans artillerie, ce qui faisait pousser les hauts cris contre l'Amiral Tchitchagoff. Cependant le Comte de Wittgenstein s'est tiré de ce mauvais pas avec son bonheur et son habileté ordinaires : il a repoussé et même battu les Français, qui se sont retirés en fort mauvais état sur Senno. Mais je suis forcé d'écrire un petit épisode sur l'Amiral Tchitchagoff.

Dans plusieurs dépêches j'ai fait connaître ce personnage extraordinaire : il serait inutile d'y revenir. Conduit chez lui par l'Ambassadeur de Rome, j'y allai d'abord comme tous les étrangers qui vont sans savoir où ils vont. Si j'avais connu cette maison, je l'aurais redoutée ; mais je ne sais comment je me trouvai là à mon aise sans préparatifs, et ami aussitôt que connu. Toujours je lui suis demeuré fidèle, tout en lui disant ses vérités ; et lui, de son côté, m'a donné de grandes preuves d'attachement. J'ai raconté l'abdication publique qu'il fit de sa patrie en vendant ses terres, sa maison, ses meubles, et en se retirant en France avec sa femme, — qui était Anglaise et qui m'a rappelé mille fois l'idée de ce Français, qui comparait les Anglaises au mont Vésuve, couvert de neige à l'extérieur et brûlant dans

ses entrailles. — Il a perdu cette femme à Paris, où il lui est arrivé ce que je lui avais prédit tant de fois : *Qu'il n'y passerait pas six mois avant de haïr mortellement le maître et les esclaves.* La licence effrénée de ses sarcasmes contre son pays ne lui a jamais fait perdre la confiance de l'Empereur, sur l'esprit de qui il a toujours eu un empire marqué. Revenu avec le corps embaumé de sa femme, il a trouvé l'accueil le plus aimable de la part de l'Empereur et des Impératrices, qui lui ont montré le plus vif intérêt. Son désespoir si profond l'avait même réconcilié avec des personnes qui ne pouvaient pas le voir.

On ne savait ce que l'Empereur voulait faire de lui, lorsque tout à coup on le vit nommé Général en chef de l'armée de Moldavie et Plénipotentiaire avec carte blanche pour la paix ; en arrivant, il trouva qu'elle venait d'être conclue d'une manière très honorable par le Général (aujourd'hui Prince) Kutusoff. Tchitchagoff écrivit sur-le-champ à l'Empereur qu'il avait signé parce que les Turcs l'avaient exigé pour leur sûreté, mais qu'il n'y entrait pour rien et que tout l'honneur était à M. Kutusoff. L'Empereur dit en montrant cette lettre à la Cour : « *On parle beaucoup contre l'Amiral Tchitchagoff ; voilà cependant comment il se conduit !* » Il est en effet particulièrement honnête homme.

Tous les yeux se fixèrent sur lui lorsqu'on le vit chargé de conduire la superbe armée de Moldavie sur Minsk, et d'abord on fut peu surpris de le voir retardé par les intrigues françaises à Constantinople, par le débordement du Pruth, et peut-être encore par M. le

Chancelier, qui était aussi un peu *débordé*. Mais lorsqu'il a été débarrassé de toutes ces entraves, on n'a pa vu sans un profond étonnement (pour ne rien dire de plus) que M. l'Amiral avait résolu, dans son conseil privé, de s'emparer, avant tout, du Grand-Duché. Il écrivait lui-même à l'Empereur : « *Je poursuivrai le prince de Schwarzénberg jusqu'aux enfers.* » L'Empereur lui répondit de ne pas aller si loin, et de se conformer au plan arrêté par le général en chef; l'Amiral réplique que ces plans lui ayant été communiqués, il n'avait rien tant à cœur que de s'y conformer, et qu'il marchait sur Minsk. Cependant il n'arrivait point, et les brocards pleuvaient sur lui de tout côté; l'un disait : *L'amiral est en panne ;* l'autre : *Il est à l'ancre ;* un troisième : *Il a le vent contraire*, etc., et l'on appuyait sur le ridicule de confier une armée à un amiral. Pendant ce temps, celui-ci ayant été instruit que Napoléon avait ordonné une levée en masse dans toute la Pologne, étouffait ce projet dans le berceau, et ne permettait pas à un seul Polonais de remuer; de plus, il envoyait le jeune colonel Czernicheff, à la tête d'un régiment de Cosaques, faire des excursions jusqu'aux portes de Varsovie, qui en a tremblé, s'emparer d'une foule de postes et brûler tous les magasins français, de bouche et de guerre, sur les routes de Varsovie à Vienne et à Smolensk; ensuite, l'Amiral a marché sur Minsk, où il est arrivé le 6 (18) de ce mois, et la jonction s'est opérée avec Wittgenstein, dont le courrier, arrivé hier, a fait une sensation extraordinaire. Tout est fini par ce mouvement; les Français sont environnés comme des oiseaux dans un

filet : on ne voit pour eux aucun moyen de salut. Ce n'est pas tout : au moment où l'Amiral est arrivé à sa destination, ce même colonel Czernicheff s'est mis à battre le pays avec une hardiesse et une habileté peu communes ; il a traversé quatre fois la Dwina à la nage, — dans cette saison ; — il s'est approché des Français, il s'est pour ainsi dire mêlé avec eux ; enfin, par un trait de bonheur digne de son courage, il a enlevé trois courriers de Cabinet, l'un de Paris à Smolensk, et deux de Smolensk à Paris, ainsi que des voitures qui menaient à Paris cinq prisonniers russes, parmi lesquels se trouvaient le général Baron de Wintzingerode et le jeune Léon Narischkin.

Il faut savoir que le général Wintzingerode, étant entré à Moscou le 10 (22) octobre, veille de l'occupation définitive, s'était avancé imprudemment avec M. Narischkin vers les Français, en agitant son mouchoir en l'air comme pour demander à parlementer, et croyant apparemment avoir affaire à *l'ancien régime* ; il fut pris par les Français et conduit au général, qui lui déclara que ne s'étant pas fait précéder (lui Wintzingerode) par un trompette ou par un subalterne, il était prisonnier suivant les lois militaires. Le pauvre général étant Westphalien, et même, à ce qu'on dit, nommément proscrit, il était dans le cas d'être fusillé, et, d'un moment à l'autre, on en attendait la triste nouvelle ; sa femme faisait pitié. Quant au jeune Narischkin, il n'était pas dans le même cas ; cependant sa captivité était bien triste, et comme il est fils de l'un des premiers seigneurs de l'Etat, elle avait excité un grand intérêt. Lorsqu'on sut

hier que ces deux messieurs, au lieu d'être fusillés ou de filer vers Paris, apportaient des dépêches confidentielles de Napoléon, ce fut, au pied de la lettre, une fête publique. On dit que les trois malles contiennent des secrets de la plus haute importance. Les uns assurent que le Vice-Roi d'Italie est pris, d'autres que Napoléon s'est empoisonné dans un accès d'épilepsie, etc. — Je ne sais rien sûrement, mais il paraît certain qu'il s'est passé quelque chose de considérable à l'armée, et qu'on ne veut point le dire encore. Dans ce moment, un courrier de l'Amiral, qui a passé par l'armée du prince Kutusoff, apporte la nouvelle que du 1er au 4 (13-16), l'armée de ce dernier a pris 12 canons, 4,000 prisonniers et 4 généraux. Ce soir, on attend un autre courrier du Maréchal ; mais je suis obligé de fermer ma dépêche ; l'Ambassadeur d'Angleterre, qui veut bien s'en charger et qui sera instruit jusqu'au dernier moment, ajoutera peut-être quelque chose d'important que Son Excellence M. le Comte de Front pourra ajouter à cette relation.

Un grand personnage de la Cour me disait, il n'y a que deux jours : « *On aurait rendu bonne justice à l'Amiral, il y a un mois, en lui faisant couper la tête ; mais aujourd'hui, il faut convenir qu'il a fait tout ce qui nous convenait.* » Mon intérêt particulier est bien qu'il conserve tout son crédit, puisqu'il vient de demander mon fils pour aide de camp au prince Kutusoff, qui l'a envoyé sur-le-champ.

Le Maréchal vient d'écrire à la Princesse sa femme une longue lettre en russe, comme il écrit toujours

(remarquez ceci), et dans laquelle, prenant tout à coup la parole en français, il lui dit : « *La Fortune, qui est femme, avait eu un caprice pour Napoléon qu'elle a comblé de ses faveurs ; mais enfin elle en a eu honte, et s'est tournée du côté d'un vieux général qui a toujours adoré le sexe de cette déesse, et qui, toute sa vie, a été l'esclave de quelque femme ; elle a rejeté l'autre en disant : « Fi, le vilain ! »*

Il a soixante-et-dix ans, et ne peut se tenir à cheval. Il va cependant grand train sur un *drosky*, espèce de petit chariot découvert particulier à ce pays.

Le feu dictateur César disait dans sa guerre des Gaules : « *Les Gaulois croient qu'il y a quelque chose de divin dans la femme.* » Je crois que ce caractère ne s'est jamais parfaitement effacé chez leurs descendants, et que de là vient l'espèce d'affinité qui se remarque entre leur langue et toute l'espèce féminine de l'univers ; toutes les fois qu'on parle *aux* femmes, ou *des* femmes, celui qui sait le français pense en français. Voilà comment j'explique l'admirable *sfogo* du pétillant Maréchal.

Je puis enfin avoir l'honneur d'apprendre à Sa Majesté, avec une certitude parfaite, que l'incendie de Moscou est entièrement l'ouvrage des Russes, et n'est dû qu'à la politique terrible et profonde qui avait résolu que l'ennemi, s'il entrait à Moscou, ne pourrait s'y nourrir ni s'y enrichir. Dans une campagne très proche de la Capitale, on fabriquait depuis plusieurs jours toutes sortes d'artifices incendiaires, et l'on disait au bon peuple qu'on préparait un ballon pour détruire d'un seul coup toute l'armée française. M. le Comte

Rostopchin, avant de partir, fit ouvrir les prisons et emmener les pompes, ce qui est assez clair ; ce qui ne l'est pas moins, c'est que sa maison a été épargnée, et que sa bibliothèque même n'a pas perdu un livre. Voilà qui n'est pas équivoque. En y réfléchissant, on voit qu'il ne convenait nullement à Napoléon de brûler cette superbe ville, et en réalité il a fait ce qu'il a pu pour la sauver ; mais tout a été inutile, les incendiaires observant trop bien les ordres reçus, et le vent à son tour ne servant que trop les incendiaires. La ville a brûlé constamment du 3 au 7, et de 10,000 maisons (parmi lesquelles 800 hôtels) il ne reste qu'un peu plus de 2000. Napoléon a fait exécuter à mort, je ne sais de quelle manière, une grande quantité de Russes dont il a fait suspendre les cadavres, portant l'inscription : *incendiaires ;* il a fait exécuter aussi un grand nombre de ses soldats ; mais le tout a été vain. Je doute que depuis l'incendie de Rome, sous Néron, l'œil humain ait rien vu de pareil. Ceux qui en ont été témoins ne trouvent aucune expression pour le décrire. Il me suffira de dire qu'à la distance de quatre-vingt-quatre verstes on apercevait distinctement cette espèce de splendeur livide que les nuées réfléchissent dans les grands incendies, et qu'un naturaliste allemand, attaché au Comte Alexis Razoumowsky, lui écrit qu'à une distance de quinze verstes, il lisait aisément au cœur de la nuit, à la triste lueur de cet embrasement. Je répète que la perte en richesses de toute espèce se refuse à tout calcul ; mais la Russie et peut-être le monde ont été sauvés par ce grand sacrifice. Le Comte de Rostopchin, avant de quit-

ter la ville, a fait venir devant lui deux détenus : l'un Russe, dont le nom m'échappe en ce moment, était convaincu d'avoir traduit en russe une proclamation française qui annonçait l'arrivée de Napoléon : celui-ci l'avait comblé de bontés, dans un collége de Paris où ce marchand avait été élevé. — Le *grand comédien* sait bien ce qu'il fait, comme on voit. — L'autre était un nommé Mouton, Français, convaincu d'avoir tenu des propos séditieux. Rostopchin a dit au premier : « *Vous êtes un scélérat abominable, un traître indigne même d'être puni par le knout et la Sibérie, comme la patrie punit les traîtres ; je vous livre à la vengeance du peuple.* » Aussitôt la foule, avertie ou non (Dieu le sait !), a percé ce malheureux de mille coups, et a traîné par les pieds dans toutes les rues son cadavre sanglant. Le Gouverneur, d'autre part, dit à Mouton : « *Vous êtes coupable, mais je vous pardonne ; allez chez les vôtres leur dire comment nous traitons ici les traîtres.* » Ce second jugement avait visiblement pour but d'adoucir les Français ; le premier est une infamie au premier chef, aussi éloigné de l'état de civilisation que le lit de Procuste ou le taureau de Phalaris. Le Comte de Rostopchin est beau-frère de la Princesse Alexis Galitzin et ami intime des Golovin ; mais, quoique je sois très assidu dans ces deux maisons, où je suis comblé d'amitiés, j'observe cependant que depuis plus d'un mois on ne m'y nomme plus ce personnage, qui est en effet inexcusable sous ce rapport.

Mon aimable compatriote, saint François de Sales, défendant quelque part de dire *même du diable* plus de

mal qu'il ne faut, je dois dire que Napoléon a fait ce qu'il a pu pour éviter le comble du malheur. Il est allé lui-même dans les hôpitaux, il a parlé aux blessés russes et a fait ce qu'il a pu pour alléger de si grands malheurs; mais il pouvait peu, et il a été peu obéi. Quant au pillage, outre qu'il était puissamment favorisé par l'incendie, Napoléon ne pouvait l'empêcher, car c'était la grande proie dont il avait leurré son armée, et il n'avait plus d'autres moyens de prévenir une révolte plus que commencée. La destruction du Kremlin est purement son ouvrage. L'explosion fut épouvantable; un mot suffit : elle détacha la cloche du Veliki-Ivan, qui tomba. Le clocher lui-même est demeuré sur pied, ainsi que la Cathédrale, mais c'est uniquement parce que les mines ne partirent pas, soit qu'elles eussent quelque défaut, soit que les Cosaques, par une heureuse témérité, aient pu couper les boyaux de communication, comme on me l'a assuré, sans me persuader beaucoup.

Les Français, en entrant, envoyèrent une sauvegarde de cinq hommes à l'église catholique de Saint-Louis; c'est la seule qui ait été épargnée, et elle a servi d'asile à beaucoup d'hommes et de choses. Tout le clergé russe avait disparu, excepté un seul pope qui était demeuré en place, et qui vint demander au curé catholique s'il lui conseillait de célébrer. Celui-ci l'y exhorta beaucoup. Le pope alla demander la permission — et il l'obtint — de célébrer librement, comme il l'entendrait. Il pria pour son Empereur, et le jour de la naissance de ce prince, au milieu des flammes, il chanta le *Te*

Deum; ce trait est beau, mais il est unique. Il prouve, après mille autres, que le courage de la conscience a de grands droits toujours et partout.

Il peut être intéressant d'observer que, dans une armée de 400,000 hommes, il n'y a jamais eu un seul ministre de la religion, ni aucun signe de culte quelconque, ce qui, je crois, ne s'est jamais vu, même chez les peuples païens. A Moscou, aucun Français n'a paru dans l'église pendant les six semaines du règne français, excepté (ceci est remarquable) cinq ou six officiers appartenant à des Maisons de l'ancienne noblesse de France. Le reste ne paraît avoir aucune idée quelconque de religion ; quelques-uns, à ce qu'on m'a rapporté, ont dit : « *Qu'est-ce que Dieu? Que voulez-vous dire?* » Et ce qu'il y a d'extrêmement singulier, c'est qu'ils paraissent encore tenir au baptême, on ne sait pas trop pourquoi. Tous les enfants nés pendant ces six semaines ont été portés à l'église et baptisés.

Je sortirais du style des relations et je prendrais celui de la poésie, si j'entreprenais de décrire les cinq ou six premiers jours. Toutes les caves enfoncées à la fois ; une innombrable quantité de brigands déchaînés et furieux ; le sang coulant dans les rues avec le vin et l'eau-de-vie ; les deux partis s'entr'égorgeant au milieu des flammes ; des malheureux brûlés dans leurs maisons ; les autres fuyant sans savoir où ils allaient, et dépouillés dans les rues des lambeaux qu'ils emportaient pour se couvrir, etc., etc. Aucune langue ne peut rendre ce spectacle ni même en approcher. Malheur mille fois à l'homme exécrable qui a causé ces effroyables malheurs

s'il ne les a pas voulus expressément! Au reste, le bélier immolé était sans prix, mais il paraît qu'Isaac est sauvé!

De tout côté on se demande : « Où est Napoléon? » On a voulu dire qu'il avait échappé, mais rien ne le prouve, et tout fait croire le contraire. Depuis l'arrivée de l'Amiral à Minsk, un seul homme passerait difficilement. Le moment solennel de la vengeance divine est-il arrivé? Il m'en coûte beaucoup de fermer ce paquet sans pouvoir répondre; mais je l'ai toujours annoncée comme certaine et inévitable, la date seule me tenait en suspens. Quoi qu'il doive arriver, je crois de mon devoir de laisser un peu courir ma plume, et de ne rien laisser ignorer sur l'un des plus grands événements du monde.

Voilà la vérité à l'égard de Moscou : Sa Majesté peut y compter comme si Elle avait été temoin de tout; je la tiens de l'autorité la plus irrécusable et sous le sceau du plus grand secret, car ici il faut dire que *les Français ont tout fait*, quoique les gens sensés ne me semblent guère les dupes de cette jonglerie politique.

Napoléon a donné 6000 roubles à un Russe, qui a eu la lâcheté d'accepter, pour détacher la croix fixée sur le faîte de Véliki-Ivan, et qui a été portée à Paris comme un trophée. On m'a assuré, de plus, qu'à quelques pas de la tour, cet homme si lâchement courageux a été dépouillé par les brigands, qui ne lui ont pas laissé un kopeck.

359

Note pour le Même.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) novembre 1812.

Je voudrais qu'une hirondelle se chargeât de porter cette relation à Son Excellence M. le Comte de Front. Bonaparte jouait une partie contre le genre humain. Il l'a perdue sans retour, le 5 et le 6 de ce mois (17-18) entre Krasnoï et Orcha, mais beaucoup plus près de Krasnoï. Le Maréchal Prince Kutusoff a précédé Bonaparte sur la route d'Orcha et l'a forcé de livrer deux combats qui ont été décisifs pour les Russes. Le premier a été beaucoup plus acharné et plus sanglant que le second; Napoléon y combattait en personne, avec ses deux Maréchaux Davoust et Ney, et n'a rien oublié pour animer ses troupes. Mais le moment de la justice était arrivé. Les deux combats ne laissent plus désirer que la prise d'un seul homme. Les Russes ont fait 20,000 prisonniers, et ils ont pris 200 pièces de canon, un butin immense, tout l'équipage des Maréchaux, même leurs bâtons de commandement, et, à ce qu'on assure, toutes les richesses qu'ils avaient accumulées pour leur propre compte. De ces 20,000 prisonniers, 8,500 ont mis bas les armes le second jour; Napoléon est blessé, mais non point pris encore; le reste de

l'armée française s'est éparpillé dans les bois, et tout ce qui échappera à la pique des Cosaques périra de faim ou de froid. On dit que Napoléon a passé la nuit du 5 au 6 au milieu d'un bataillon carré ; mais de ce moment on n'en a plus entendu parler; il s'est réservé sans doute les meilleurs chevaux et les hommes les plus fidèles pour éviter le sort qui l'attend ; mais si l'on songe qu'au départ du courrier, le 6 (18), Platow avec ses Cosaques avait déjà pris position à Doubrowna, à quinze ou seize verstes d'Orcha, que tous les paysans sont en armes, que Bonaparte a le Dniéper devant lui, et encore Wittgenstein et Tchitchagoff, que les Russes occupent Babinowitch et que l'armée victorieuse avance sans relâche, en vérité l'on ne comprend pas trop comment la grande proie pourra s'échapper.

Les extrémités auxquelles les Français étaient réduits ne peuvent se décrire. Il est très vrai qu'ils ont mangé de la chair humaine; on en a trouvé dans la poche de plusieurs prisonniers. Le Général Korff a vu trois Français qui faisaient rôtir un homme ; il l'a mandé ici dans une lettre authentique que tout le monde peut lire, et l'Empereur lui-même l'a confirmé.

Ce grand acte de la tragédie est donc terminé : bientôt nous en allons voir un autre. Une secousse à Paris est inévitable et bientôt une révolution dans tout le continent. C'est tout ce que je puis écrire à la hâte en courant à la Cathédrale pour le plus juste des *Te Deum*.

Ney est mort. Il y a douze généraux pris. On fait monter le nombre des morts à 40,000.

360

Note pour le Même.

Saint-Pétersbourg, 24 novembre (6 décembre) 1812.

On a parlé diversement de certaines manœuvres du Feld-Maréchal Prince Kutusoff, aujourd'hui Prince de Smolensk. On lui a reproché, par exemple, et assez aigrement de s'être porté obliquement sur Borosk (gouvernement de Kalouga) après le combat de Malojaroslawetz, dont j'ai rendu compte, au lieu de marcher droit sur Krasnoï (gouvernement de Smolensk) pour y prévenir Napoléon. Le Maréchal répond qu'il savait à n'en pas douter que l'intention de Napoléon était de forcer sur Kalouga et qu'il lui aurait laissé le champ libre s'il ne s'était pas porté sur Borosk. On réplique à cela : mais je crois inutile d'entrer dans ces détails, je raconte ce qui s'est fait; d'autres diront ce qu'il fallait faire. Après l'affaire de Wiasma, sur laquelle je ne reviens plus, le Prince partit le 17 novembre (je n'emploierai pour plus de commodité que le nouveau style), dans le dessein de couper l'ennemi sur Krasnoï, ce qui me paraît s'accorder peu avec ce qu'il dit lui-même (car je ne fais qu'analyser les bulletins officiels), que le Général Miloradowitch, caché avec son corps près du village de Merlino *laissa l'ennemi* s'approcher de Krasnoï.

Quoi qu'il en soit, ce Général, commandant deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, et le Lieutenant-Général Prince Dimitri Galitzin, commandant la troisième division des cuirassiers, joignirent les Français et les forcèrent d'accepter le combat. Pendant ce temps le corps de l'armée tournait Krasnoï et manœuvrait pour couper l'ennemi sur Doubrowna. Napoléon, qui avait avec lui le *Vice-Roi*, le Maréchal Davoust et une partie de sa Garde, forma ses troupes en colonnes profondes pour se tirer de ce mauvais pas; il tomba sur l'avant-garde commandée par le Général Rosen, mais il fut repoussé avec grande perte. Les Français se trouvaient en ce moment entourés par les Généraux Miloradowitch, Galitzin, Tormasoff, Borosdin et Rosen. Ils tentèrent sur les batteries du Prince Galitzin une attaque désespérée, mais qui fut plus malheureuse encore et plus meurtrière que la première ; alors ils prirent le parti de fuir vers les forêts qui se trouvent à cinq verstes de Krasnoï, du côté du Dniéper. Ils perdirent dans cette affaire deux généraux, cinquante-huit officiers de l'Etat-Major, 9,170 hommes faits prisonniers, soixante-dix canons, trois drapeaux, trois étendards et un bâton de Maréchal, que nous avons vu suspendu aux murs de la Cathédrale.

Pendant ce combat, Napoléon qui n'en avait pas attendu la fin s'était rendu à travers les forêts à Liady, sur le Dniéper; vers minuit il s'achemina sur Doubrowna avec tant de précipitation qu'il *oublia* derrière lui le Maréchal Ney avec 30,000 hommes coupés par les opérations du 17.

Le 18, à trois heures du matin, Ney, marchant de Smolensk sur Krasnoï, s'approcha assez près des Russes sans être découvert, à cause d'un brouillard dont il profita, et il attaqua les batteries russes pour se faire jour. Là il y eut un grand carnage du côté des Français qui ne purent percer. D'autres colonnes qui venaient au secours de celle de Ney, furent prévenues et écharpées par le Général-Major Paskewitch, commandant un Corps de troupe où se trouvaient entre autres les hulans de la Garde et les grenadiers de Polock. L'ennemi n'ayant plus alors d'autre parti à prendre que celui de passer le Dniéper à Syrocorani, le Général Konownitzin par ordre du Feld-Maréchal, ordonna au Colonel Tzernozuboff de se porter sur ce passage et d'observer les mouvements de l'ennemi. Le Colonel s'acquitta parfaitement de sa commission, et les Français s'étant présentés au déclin du jour pour tenter le passage, il les attaqua vigoureusement, les battit et leur prit dix canons qu'il tourna même contre eux ; ils perdirent un grand nombre d'hommes tués ou noyés. Alors ils tâchèrent d'éviter leur sort en s'enfonçant dans les bois, mais ils furent coupés par le Général Korff commandant la cavalerie. A cinq heures du soir, toutes les colonnes, sans artillerie (notez ceci) firent encore un dernier effort sur une batterie russe de vingt-quatre canons qui les abîma. Alors seulement ils envoyèrent des parlementaires pour demander quartier, et tout le Corps mit bas les armes à minuit.

12,000 prisonniers, 27 canons, etc., furent le prix de cette victoire. Du 15 au 19 les Français ont perdu huit

généraux, 300 officiers supérieurs ou de l'Etat-Major, 21,170 hommes faits prisonniers, 209 canons, etc.

Napoléon, suivant tous les rapports, se portant sur Borissoff, toutes les dispositions du Feld-Maréchal prince Kutusoff se dirigèrent à l'empêcher de passer ou à le battre au passage de la Bérésina : il envoya les généraux Miloradowitch et l'hetman Platow pour le couper sur la droite; il renforça considérablement le Comte de Wittgenstein, et si Napoléon passait la Bérésina, il chargea l'amiral Tchitchagoff, qui était arrivé le 21 à Borissoff, de se tenir sur la droite de la rivière, d'attaquer les Français de front à leur passage et de tirer parti surtout des défilés scabreux de Zembin ; en même temps, le gros de l'armée marcha sur le bourg de Berezino pour empêcher les Français de se porter sur Igoumen, où ils auraient trouvé de grands moyens de subsistance.

Le 25, le Comte de Wittgenstein était à Varan et les Cosaques étaient à Krupthy (grand chemin d'Orcha à Borissoff), gouvernement de Mohilew, à quarante verstes de Borissoff. Il se mit à la poursuite des maréchaux Victor et Oudinot, mais sans pouvoir les empêcher de joindre Napoléon ; seulement le 27 au soir, il apprit que ce dernier passait déjà la rivière à Veselow et à Studianka et que Victor formait son arrière-garde. Là-dessus il accourut en hâte et manœuvra assez bien pour couper cette arrière-garde, commandée par Victor; il la battit, et lui envoya un parlementaire pour lui proposer de se rendre en évitant une effusion inutile de sang, vu qu'elle était environnée de toute part et que Borissoff,

surtout, était occupé par Platow. A minuit, deux parlementaires vinrent annoncer qu'on se rendait, mais Victor s'était retiré. Le général de division Partouneaux, le brigadier-général Villier, 1 chef d'Etat-Major, 2 colonels et 40 officiers se rendirent avec 800 soldats, et le matin du 28, à sept heures du matin, le reste du Corps en fit autant, savoir : les généraux Camus et Blaimont, 3 colonels, 15 lieutenants-colonels, 184 officiers supérieurs et 7,000 hommes. On ne prit que 3 canons, ce qui montre combien les Français en avaient peu conservé.

On a dit ici que Napoléon se fâchant contre Victor, qui s'était laissé couper, ce dernier lui répondit : « *Sire, essayez vous-même et vous verrez quel diable d'homme est ce Wittgenstein.* » En effet, Napoléon en voulut tâter le même jour. Le 28, il attaqua ce brave général, qui justifia bien la phrase de Victor; mais, sur ce combat, je manque de détails en écrivant ceci. Wittgenstein à son tour attaqua Napoléon le lendemain 29, au passage de la Bérésina, à Studianka, et lui fit beaucoup de mal. Celui-ci, cependant, passa la rivière sur les ponts qu'il avait fait jeter et qu'il brûla sur-le-champ ; mais pour pouvoir s'échapper, il fallait abandonner sur la rive gauche 500 voitures de toute espèce, prises à Moscou, et tout le butin qu'elles contenaient. L'argenterie des églises a tout de suite été renvoyée au gouverneur de Moscou ; tout le reste a été livré aux soldats. Le Comte de Wittgenstein écrivait à sa femme, le soir même du 29 (j'ai lu cette lettre en original) : « Vous ne pouvez, ma chère amie, vous former une idée de ce spectacle. Une

étendue de cinq verstes était couverte de voitures. Rien ne ressemblait plus à une foire où tout le monde se sert : l'un prenait une berline, l'autre une calèche, etc. » On dit que l'armée, depuis l'affaire de Wiasma, s'est partagé 8 millions de roubles ; on dit que les Cosaques vendaient une voiture pour 25 roubles, qu'un autre a payé un dîner avec un fil de perles, etc. ; enfin, que ne dit-on pas ?

Mais, enfin, voilà Napoléon au delà de la Bérésina : il l'a passée le 29 novembre. Aujourd'hui, 6 décembre, nous avons chanté le *Te Deum pour la victoire de Studianka.* — M. le Comte de Wittgenstein écrit, non pas à la vérité dans un bulletin, mais dans une lettre du 29 : « *J'entends le canon de l'autre côté de la Bérésina.* » Qu'est-il donc arrivé de ce côté ? Les questions se succèdent et les brocards pleuvent de nouveau sur l'amiral Tchitchagoff ; cependant il faut attendre, car l'hetman (aujourd'hui Comte) Platow, qui est aussi de l'autre côté, n'a pas davantage donné de ses nouvelles. M. le Comte de Wittgenstein écrit encore à sa femme : « Je passe sur-le-champ la rivière ; tout ce qui reste périra par le feu, le froid ou la misère ; *je ne les laisserai pas reposer un instant, ni jour ni nuit.* » Comme il a constamment tenu parole, il faut le croire encore cette fois. Une fort belle action, et bien honorable en même temps pour le Comte de Wittgenstein, c'est celle du général Miloradowitch, qui a demandé à l'Empereur la permission de servir sous les ordres du premier, quoique beaucoup moins ancien. Il n'y a eu depuis le premier moment de la guerre qu'une voix sur le Comte de Witt-

genstein, l'un des plus beaux caractères militaires qui se soient présentés depuis longtemps, puisqu'il réunit à tous les talents de son état un caractère excellent et une moralité parfaite.

Ce que les Français ont souffert dans cette campagne ne peut s'exprimer. Il est bien constant qu'ils ont vécu de charogne, mais je n'ai pas voulu ajouter, sans en être bien sûr, qu'ils en étaient venus à manger de la chair humaine : aujourd'hui, je ne sais plus comment pouvoir en douter. Le général Korff a mandé ici qu'il avait vu trois hommes en faire rôtir un autre. Ce qui est étonnant, c'est l'inébranlable fidélité de ces gens-là : nous ne voyons pas qu'un seul général ait, comme on dit, *tourné casaque* ; les simples soldats même, faits prisonniers, sont très modérés sur le compte de Napoléon ; ils lui reprochent l'ambition, mais sans outrages, et sans récriminations. C'est une étrange nation, qui fait depuis deux cents ans, par un instinct aveugle, tout ce que la plus profonde sagesse dicterait aux plus grands philosophes : c'est-à-dire *d'être fidèle à son gouvernement quel qu'il soit, et de répandre tout son sang pour lui, sans jamais lui demander compte de ses pouvoirs.* Combien d'hommes auront dit : « Que les Français sont fous ! » Il n'y a de fous cependant que ceux qui les traitent de fous ; l'avenir le prouvera. Contentons-nous dans ce moment d'admirer le coup que vient de frapper la Providence, en aveuglant ce Napoléon au point qu'il s'est coupé la gorge, au pied de la lettre, comme un véritable suicide. Cet homme qui de sa vie n'a tenu un conseil de guerre, et qui se vante hautement de n'avoir jamais pris

conseil de personne, en a tenu trois dans cette campagne, pour les contredire de front. A Smolensk, ses généraux lui ont dit : « *Fixez-vous ici*, *Sire*, *passez-y l'hiver et la Russie est perdue.* — Non : je veux entrer à Moscou. » Fort bien ; il y va, il y passe six semaines ; nouveau conseil de guerre : « Que faut-il faire ? — *Sire ! il faut jeter vos canons et vous retirer en toute hâte.* — Non : je veux les conserver. » Voilà toute l'histoire de cette campagne, et voilà comment il s'est perdu lui-même ; le reste est l'affaire des quatre éléments. Il laisse plus de 150,000 prisonniers et 800 pièces d'artillerie. On va élever à Moscou un monument qui sera construit avec ses canons ; — trois architectes de Sa Majesté Impériale concourent pour le dessin : MM. Garenghi, italien, Thomond, français, et Waranskin, russe. — Il n'y a pas de doute que Sa Majesté Impériale, depuis son entrée dans sa capitale, a formé un plan de campagne et a ordonné au Maréchal de l'exécuter ; celui-ci, dans un de ses rapports à l'Empereur, dit expressément : « *Le plan envoyé par Votre Majesté Impériale a été suivi* » ; et l'Empereur a laissé imprimer cette phrase ; je sais, de plus, qu'en recevant les dernières dépêches il a dit : « *Le plan est manqué.* » Heureusement il a un bon allié qui combat ou qui a combattu Napoléon : c'est Napoléon. Nous allons voir de nouvelles scènes, et, je crois, même des commotions en France ; mais pour aujourd'hui, je suis obligé de finir.

361

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 15 (27) décembre 1812.

Sire,

S. M. I. ne s'étant plus adressée à moi pour le genre d'affaires dont j'eus l'honneur d'informer sans délai Votre Majesté dès qu'il en fut question, je regarde le tout comme non avenu. La chose ayant été conduite de ma part avec une réserve superstitieuse et sans aucune confidence quelconque, Votre Majesté seule exceptée, l'Empereur n'a pu être mécontent que de la confiance illimitée que j'ai voulu entretenir, comme je le croyais de mon devoir, à l'égard de Votre Majesté. Du reste, ai-je été pris simplement pour un bon homme qui laisserait échapper une belle occasion, ou bien a-t-on été réellement fâché contre moi? C'est ce que j'ignore. Je pencherais cependant pour la première supposition, puisqu'on a toujours beaucoup de bontés pour moi : il peut se faire que Votre Majesté le sache mieux que moi, puisque S. M. I. lui a écrit. Quoi qu'il en soit, j'ai l'honneur de lui protester, dans toute la sincérité de mon âme, que je suis très aise de la tournure qu'a prise cette affaire, car malgré les considérations très fortes

qui autorisaient mon consentement conditionnel, je ne pouvais étouffer la crainte de déplaire à Votre Majesté. Elle a eu à la vérité la bonté de me faire écrire *qu'Elle m'approuvait;* mais, Sire, que Votre Majesté me permette de le lui dire, la véritable approbation est moins laconique, et possède un certain accent sur lequel on ne se trompe guère. Ainsi je persiste à me féliciter de ce que l'affaire n'a point eu de suite.

Ma femme avait enfin obtenu la faculté de partir, et si elle était arrivée il aurait bien fallu qu'on y pourvût, puisqu'on s'était engagé ; mais je me suis hâté de poignarder les trois personnes en leur apprenant qu'elles ne devaient plus songer à ce voyage. Je n'ai pu me faire illusion : dès que je n'étais pas employé, la délicatesse s'opposait à cette réunion tant et si vainement désirée. Reçu toujours avec toute sorte de bontés chez le Grand Maréchal, il se moqua de moi lorsque je lui dis que, sûrement, j'ai mécontenté l'Empereur ; je ne me fie néanmoins que médiocrement à toutes ces belles assurances.

Voici un moment, Sire, bien important pour Votre Majesté. Il me paraît que les négociations devraient être reprises à cette Cour, mais je n'ose pas ouvrir la bouche ; car, de soupçons en soupçons, j'en suis venu enfin à craindre, si ce n'est pas à croire, que si je m'avisais d'entamer une conversation sur les intérêts de Votre Majesté avec le ministère de ce pays ou avec l'Ambassadeur d'Angleterre, ils ne pussent avoir de bonnes raisons officielles de me regarder en riant, ce que je fais connaître ingénuement à Votre Majesté, suivant ma rè-

gle constante de ne lui laisser ignorer aucune de mes pensées : je crois cependant devoir joindre ici un Mémoire succinct dans lequel Votre Majesté verra la manière dont j'envisage l'état des choses par rapport à ses intérêts dont je n'ai jamais cessé de m'occuper. Si je recevais de Votre Majesté des instructions diamétralement contraires, il est superflu de dire (car j'ose me flatter qu'Elle n'en doute pas) qu'elles seraient exécutées avec la même exactitude et la même chaleur que si j'avais eu le bonheur de rencontrer toutes ses pensées : mais, jusqu'alors, je ne saurais trop que dire. Il peut se faire, Sire, que ce soit un mal, mais c'est un mal inévitable dans ma position, qui ne permet pas un seul acte de confiance ; en ne cessant de réitérer l'offre de me retirer en silence et sans pension, quoi qu'il en puisse arriver, même dans un moment tel que celui où je pourrais avoir excité de ce côté quelque froideur contre moi, j'ose me croire parfaitement en règle envers Dieu et Votre Majesté. Je la prie instamment de n'écouter aucun scrupule de bonté. Il importe peu que je meure dans un grenier, mais il importe beaucoup que Votre Majesté soit servie selon son cœur auprès d'une Cour qui va, si toutes les apparences ne nous trompent pas, déployer une si grande influence.

Je suis de Votre Majesté, etc.

362

Mémoire sur la situation et les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne, à cette époque.

Saint-Pétersbourg, 15 (27) décembre 1812.

Qui si convien lassar ogni sospetto.
(DANTE).

On a souvent félicité la Maison de Savoie sur son heureuse position entre deux puissances du premier ordre dont la jalousie mutuelle lui servait de rempart ; mais l'on n'a pas exposé les inconvénients de cette situation.

En premier lieu, cette auguste Maison se jetant alternativement d'un côté ou de l'autre, suivant son intérêt du moment, déclarait ainsi à ses deux puissants voisins qu'elle ne préférait ni l'un ni l'autre, et, par un juste retour, ni l'un ni l'autre ne lui accordait une préférence réelle ; chacun d'eux voulait bien la défendre contre l'autre, mais sans beaucoup s'embarrasser ni d'elle ni de sa gloire, et c'est une question de savoir si elle n'aurait pas avancé davantage ses intérêts en s'attachant exclusivement à l'une de ces deux puissances, comme la Suède par exemple s'était attachée à la France ; mais laissons cette question.

En second lieu, il pourrait bien y avoir plus d'appa-

rence que de réalité dans cette prétendue balance de position dont on a tant parlé; car rien n'est plus douteux que l'avantage qui en résultait, au lieu que l'inconvénient qu'elle produisait est visible et incontestable. *La Maison de Savoie, resserrée entre deux souverainetés formidables qui la touchaient immédiatement et qu'elle ne pouvait faire reculer, se trouvait ainsi condamnée à une médiocrité de puissance dont sa dignité avait droit de s'impatienter.*

Voilà le mal sur lequel il était fort inutile de raisonner lorsqu'il n'y avait pas de remède, mais dont il faut s'occuper sans relâche dans un moment de bouleversement universel.

Il y a dans la Maison de Savoie, une force, une dignité, et s'il est permis de s'exprimer ainsi, une noblesse particulière qui n'ont cessé de s'élever et qui justifiaient de sa part les plus vastes espérances, jusqu'au moment où elle se vit resserrée entre deux rochers, sans autre espoir que celui d'un tremblement de terre, qui est arrivé.

La même franchise, qui reconnaît une dignité particulière dans la Maison de Savoie, doit reconnaître aussi que sa puissance n'était pas proportionnée à cette dignité, et que tout l'appelait à de plus vastes possessions.

Tant que Bonaparte était régnant et victorieux, il n'y avait pour nous aucun espoir raisonnable de rétablissement ; mais, dans ce moment où son impétuosité téméraire l'a porté sur le bord du précipice, toutes les espérances renaissent. Dans deux mois peut-être, l'Eu-

rope sera bouleversée. Napoléon peut être tué ou pris (ce qui revient au même), et quand il échapperait seul, ce qui est peut-être la supposition la plus probable au moment où l'on écrit ceci, il serait encore mort dans un autre sens ; car tout usurpateur a besoin de la victoire. Dépouillé des rayons qui entouraient sa tête, humilié, flétri par la perte d'une armée de 400,000 hommes, de 800 pièces de canon, etc., les Français voudront-ils encore de lui ? Rien n'est plus douteux. S'il n'est pas repoussé ou même tué dans cette occasion, il ne le devra qu'à la politique aveugle et paresseuse qui ne se hâtera pas de faire savoir aux Français qu'on n'en veut point à eux, mais à leur Tyran. Il peut se faire que dans la crainte d'être attaqués et malmenés chez eux, ils se décident à conserver un grand Capitaine, quoi qu'il doive leur en coûter d'ailleurs ; c'est ce qu'il faut éviter par de sages mesures. En attendant, une révolution quelconque en France étant un événement infiniment probable, il est clair que la Maison de Savoie, comme les autres puissances, doit prendre les mesures qui lui conviennent.

Quel est son intérêt, clair, évident, incontestable ? *C'est d'empêcher que la France et l'Autriche ne la touchent chacune de son côté*. Tout ce qui tendra à ce but sera bon ; tout ce qui s'en écartera sera mauvais. Il ne s'agit donc que de chercher les moyens de remplir ce grand but.

Après tout ce que la France a fait souffrir à nous et à l'Europe, le sentiment qui nous en écarterait serait assez naturel ; cependant ce sentiment serait trompeur, et

l'axiome prêché depuis dix ans semble plus vrai que jamais : *Point de salut que par la France.*

Lorsqu'on examine les Français un à un, lorsqu'on réfléchit sur les inconcevables extravagances dont leur histoire est remplie, on se demande à quoi tient donc cette espèce de suprématie qu'ils exercent sur les autres peuples. Cependant, il est impossible de la nier : par leurs armes et par leur langue, ils dominent en Europe. C'est un fait qu'il faut prendre comme il est, et en tirer parti, puisqu'il n'y a pas le moindre signe qu'il doive changer.

Ils ont surtout deux privilèges bien extraordinaires, celui d'entrer chez les autres quand ils le veulent et de ne laisser entrer personne chez eux, et celui d'être destinés par la Providence à frapper d'une manière plus ou moins décisive toutes les puissances qui menacent l'indépendance des autres. Ils ont arrêté Attila ; ils ont arrêté les Sarrasins en Europe, ils sont allés depuis attaquer le Croissant, chez lui, en Asie et en Afrique, ils ont fondé un Empire français à Constantinople et un autre à Jérusalem, ils ont fait dans tout l'Orient une telle impression sur les esprits qu'on y appelle tous les Européens *Francs*, et que le Tasse lui-même appelle constamment l'Armée chrétienne *il popolo franco*. Quelle puissance que celle de l'Autriche sous Charles V ! Elle semblait marcher droit à la monarchie universelle. La France n'était plus son égale à beaucoup près. Cependant, dans une lutte d'abord inégale, sous François Ier, elle arrêta d'abord sa rivale ; bientôt, avec son Richelieu, elle reprit la supériorité. Au commencement du

XVIIIe siècle, quoique totalement épuisée d'hommes et de trésors, et humiliée même par de grandes défaites, elle parvint à la couper en deux : enfin, au commencement de notre siècle, elle a brisé l'équilibre au point de nous faire douter s'il pourra jamais être rétabli. Une réflexion seule peut nous tranquilliser ; c'est que le Français, excellent pour conquérir, n'a pas à beaucoup près le même talent pour retenir, et qu'il a toujours laissé échapper ses conquêtes lointaines avec autant de facilité qu'il se les était procurées ; mais de là à l'espérance de l'humilier et de le dépouiller, il y a loin.

Il n'y a pas de siècle où l'on ne se soit flatté d'écraser ou de morceler la France. Quelles espérances n'avait-on pas conçues à cet égard au commencement du dernier siècle ? Tout annonçait qu'on était sur le point de réussir, et plusieurs Français, même parmi les plus sages, commençaient à perdre courage; cependant tout changea en un clin d'œil. Le Trône d'Espagne resta aux Bourbons, et le territoire français demeura notablement augmenté.

Dans ce moment où nous voyons la France épuisée d'hommes et d'argent, où Bonaparte a perdu en cinq mois 500,000 hommes, mille pièces d'artillerie, et sa réputation, il est naturel de spéculer de nouveau sur l'affaiblissement de la France et d'espérer que c'en est fait de sa prééminence ; on sera trompé aujourd'hui comme on le fut alors, sur ce point, au commencement de ce siècle. Tant pis pour les puissances voisines qui auront appuyé des plans sur cette vaine espérance.

Cette considération paraît être de la plus haute im-

portance pour la Maison de Savoie, qui doit regarder dans ce moment comme un point capital de sa politique d'avoir l'œil sur le changement, probablement prochain, qui doit s'opérer en France, et d'aborder sur-le-champ la Souveraineté de ce pays, sous quelque forme qu'elle se présente, pour en tirer tout le parti possible, du moins si cela se peut ; car si le gouvernement n'était ni plus moral ni plus raisonnable que le gouvernement actuel, certainement il n'y aurait rien à faire.

La mort naturelle ou politique (l'une et l'autre sont possibles et peut-être inséparables) amènera nécessairement la paix ; car tout le monde la veut, en France, excepté *lui*. Or il n'y aura point de paix sans qu'elle cède quelque chose ; et comme elle a acquis immensément, elle pourra beaucoup céder sans regret et sans honte.

Le Piémont est certainement une belle proie, mais comme on ne saurait tout conserver, et que, suivant toutes les apparences, le nouveau gouvernement (quand même on le supposerait encore illégitime) ne pourra ni ne voudra même fouler aux pieds toutes les lois de la justice, il est de même infiniment probable qu'il ne s'obstinera point à perpétuer la domination française en Italie, et qu'il ne s'attachera de toutes ses forces qu'à la rive gauche du Rhin. On voit déjà que, depuis très longtemps, la France avait renoncé à se procurer des possessions en Italie ; elle a envahi ce beau pays dans un accès de fièvre ; mais, l'accès fini, il est probable qu'elle reprendra ses anciens systèmes. Ainsi toute la difficulté pourrait, de son côté, se borner à la Savoie. Sans doute

que rien ne doit être négligé pour reprendre ce pays qui par lui-même n'est qu'un zéro, mais qui, réuni à un autre, peut en décupler la valeur. On peut même espérer que la France ne tiendra pas extrêmement à cette province.

Examinons maintenant les intérêts et les prétentions de la Maison d'Autriche. Ses prétentions sur l'Italie entière (sans parler d'autres) sont universellement connues, et comme ces prétentions tenaient à un titre fraîchement éteint, elles peuvent aisément revivre. Elle a les droits les plus légitimes sur la Lombardie, et, tout à l'heure encore, elle possédait l'Etat vénitien qu'elle pourra fort bien réclamer avec. La Toscane lui appartient encore indirectement, et même elle avait cru pouvoir s'approprier quelques provinces du Saint-Père. Rendons-lui par la pensée toutes ces provinces : voilà cette puissance maîtresse absolue sur tout le plateau septentrional de l'Italie, et la France ayant acquis de son côté des forces prodigieuses, la Maison de Savoie, au lieu d'être *gênée*, sera *étouffée* entre ces deux masses.

Si nous passons ensuite des prétentions aux intentions des deux puissances à notre égard, nous les trouverons bien différentes. Répétons qu'on ne doit point juger de la France par ce que nous voyons depuis vingt ans ; ce serait juger un homme sensé par ce qu'il a fait durant un accès de fièvre chaude. La France, dans son état naturel, ne voulait pas nous faire de mal, puisque nous ne possédions rien de ce qu'elle convoitait ; et probablement cet état de choses doit recommencer.

Il en est tout autrement de l'Autriche, et rien ne l'a mieux prouvé que cette même période de vingt ans qui vient de s'écouler. La bonne foi de notre Cabinet et la dépendance absolue où le jetaient sa morale et sa délicatesse auraient pu le recommander à la justice et à la générosité de celui de Vienne : cependant il n'en fut rien. Le projet de nous conquérir fut constamment et ouvertement suivi ; et longtemps même après que les plus grands malheurs auraient dû fournir les plus grandes leçons, un Ministre autrichien (le Comte de Kevenhüller) déclarait encore à très haute voix, et au milieu même des Etats de S. M., que jamais l'Empereur son Maître ne permettrait à l'ancien Souverain d'y rentrer.

Celui-là serait bien aveugle, qui croirait pouvoir avancer que les circonstances heureuses du moment ont changé cet esprit. Si quelque Ministre de S. M., ayant l'honneur de la conseiller en 1789, lui avait dit qu'Elle ne pouvait rien craindre de la Maison d'Autriche, à cause du mariage d'Emmanuel-Philibert avec Marguerite d'Autriche, il n'aurait certainement rien dit de plus ridicule que l'assertion qui précède ; car, d'abord, la raison d'état regarde toujours devant elle et jamais à côté : elle agit sans les Princes et malgré les Princes. D'ailleurs, elle est immortelle, au lieu que les affections sont passagères.

Celui qui écrit ceci a l'assurance que jamais l'auguste Empereur François n'a eu l'intention de faire le moindre tort à S. M. le Roi de Sardaigne, et quand il n'aurait pas cette assurance par le témoignage le plus authen-

tique, il gagerait sa vie et même son honneur que la chose est ainsi, sans autre preuve que la connaissance des personnes. Et, cependant, on sait comment les choses se sont passées.

Par la nature même des choses, l'Autriche sera toujours portée par une tendance invincible à s'avancer sur la Maison de Savoie, et, pour arriver à ce but, elle profitera de toutes les occasions. Or, cette tendance étant naturelle, et par conséquent nécessaire et éternelle, nul homme sage ne s'avisera de mettre dans l'autre bassin de la balance de beaux et nobles sentiments, sans doute infiniment respectables en eux-mêmes, mais passagers comme l'homme, et nuls pour la politique.

C'est ici le lieu de déclarer que si la Maison de Savoie, après huit siècles d'une souveraineté transmise de père en fils par une succession rare et peut-être unique dans l'histoire, devait enfin expirer, du moins dans sa ligne masculine, ce Mémoire est déclaré nul et comme non avenu par celui même qui l'écrit; il s'occupe uniquement du cas où la Providence daignerait nous accorder ce qu'elle nous a permis d'espérer dans cette supposition dont il s'occupe exclusivement.

L'intérêt le plus évident de la Maison de Savoie (intérêt qu'elle partage avec toute l'Italie), c'est sans doute que la Maison d'Autriche ne possède plus rien dans ces contrées, sauf à l'indemniser d'une manière digne d'elle en Allemagne, ce qui paraît aisé, eu égard à la foule de petites Souverainetés qui ont expiré dans ce pays. Il n'y a dans cette première proposition rien de contraire au respect infini dû à la Maison d'Autriche, l'une des plus

grandes et des plus excellentes de l'univers ; on dit seulement (et c'est un fait incontestable) que ses possessions en Italie n'étaient avantageuses ni à elle ni à l'Italie, et qu'elles nuisaient infiniment à la Maison de Savoie, quelles que puissent être les relations de sang et d'amitié entre ces deux augustes familles.

Le dernier agent de S. M. à Vienne fit beaucoup rire la diplomatie lorsqu'il se flatta *d'avoir enfin persuadé cette Cour d'abdiquer ses anciens systèmes à l'égard de la nôtre.* Cet homme, de fidèle et estimable mémoire, ne voulait pas se rappeler que la raison d'état n'abdique rien et ne peut rien abdiquer ; en certaines occasions, elle a l'air de sommeiller, mais toujours elle sait ce qu'elle fait et personne ne doit se flatter de la convertir.

Que si, dans la restauration générale qu'il est permis d'espérer, la Maison d'Autriche doit reprendre sa place parmi les puissances d'Italie, la Maison de Savoie doit au moins faire l'impossible pour éviter le contact dont on a parlé plus haut.

La supposition où S. M. rentrerait simplement en possession du Piémont, sans indemnités ni augmentation de forces, est insupportable pour l'imagination d'un de ses bons sujets. Si l'Autriche, d'un côté, peut arriver en quelques marches sous les murs d'Alexandrie ; et si, de l'autre, le moins léger des généraux français peut, d'un seul élan, sauter de la plaine du Mont-Cenis au milieu de la place Saint-Charles, cette position serait si triste, qu'il vaut mieux la regarder comme impossible, pour ne s'occuper que de celles que réclament également la di-

gnité et les mérites de S. M., la sûreté de l'Italie, et l'équilibre général.

On peut faire à cet égard deux suppositions qui méritent d'être examinées à part : on peut supposer que S. M. sera replacée ou dans la partie orientale, ou dans la partie occidentale du plateau septentrional de l'Italie, c'est-à-dire dans le Piémont, avec les augmentations convenables, ou à Venise, comme il en fut question il y a quelques années.

Dans la première supposition, il n'y a pas d'autres augmentations possibles que Gênes et Milan. Certainement, ces acquisitions seraient superbes ; mais elles entraîneraient aussi d'assez grands inconvénients.

1° Il serait extrêmement difficile d'amalgamer les trois peuples, qui ne s'aiment point et sont même décidément antipathiques, et nul d'eux ne possède la supériorité qui serait nécessaire pour imposer silence aux prétentions des deux autres, de manière que les deux peuples déclarés sujets ne le pardonneront jamais au troisième, et ce serait un état permanent de guerre, et de guerre sourde, très fatigant pour le gouvernement.

2° Où placerait-on le Trône ? Turin serait trop exposé pour le retenir, et l'imagination d'ailleurs se prête peu à la supposition qui ferait de Turin la métropole de Milan et de Gênes. Cependant, si Turin le cède de beaucoup à ces deux dernières villes, la Ligurie et la Lombardie sont au-dessous du Piémont. Il résulterait de ces différents équilibres, et de plusieurs autres circonstances que je passe pour abréger, un défaut perpétuel d'unité et d'accord.

La supposition de Venise est différente. L'idée de cette acquisition est éblouissante. A l'époque de 1805, elle fut proposée ici, mais d'une manière entièrement subordonnée, dans le cas où il ne serait pas possible de faire autrement, et comme une simple idée particulière placée sans prétention à la suite des demandes officielles mises en avant auprès de cette Cour, et qui furent depuis pleinement approuvées par S. M. (1).

Les malheurs trop connus de cette époque rejetèrent bien loin toute idée de restauration et d'indemnité. Le Ministre de S. M. I. dit à celui de S. M. le Roi de Sardaigne que ses idées sur l'Etat de Venise étaient fort plausibles, et que même, s'il avait pu en être question, S. M. l'Empereur d'Autriche s'y serait prêté volontiers. Les chances de la politique étant incalculables dans ce moment, il ne lui paraît pas inutile de s'occuper à tout événement des avantages de cette acquisition, quoiqu'il n'ait jamais donné aucune suite à ses idées, vu que les intentions de S. M. sur ce point ne lui étaient pas connues.

1° Il y a parmi les villes une véritable noblesse, comme il y en a une pour les personnes. Venise est à cet égard au premier rang. Peu de villes sont environnées de plus de gloire et de plus grands souvenirs. Ce serait une assez brillante résurrection pour la Maison de Savoie que l'acquisition de ce pays, et la Croix Blan-

---

(1) J'envoyai même une carte transcrite relative à ces demandes.

che soutenue par le Lion de Saint-Marc ferait une assez belle figure dans le monde. Il n'y aurait sûrement pas moyen de renouveler d'une manière plus éclatante la fameuse devise d'Emmanuel-Philibert : *Mersus profundo pulchrior evenit* (Horace).

2° S. M. deviendrait puissance maritime, et qui sait ce que pourrait enfanter cette nouvelle position ? Il n'est pas inutile d'observer à cet égard que, dans la supposition d'un bouleversement général et d'une nouvelle organisation générale, il ne serait pas du tout impossible, en cédant au delà de l'Adige (et même sans céder, si les intérêts de l'Europe étaient compris d'une manière assez large), de parvenir à la *mer inférieure* par le Modénois, et de donn r de là la main à la Sardaigne.

3° Les titres de Roi de Chypre, de Duc d'Achaïe et de Morée ne peuvent occuper que du papier dans l'état actuel des choses ; mais si le vain héritage des Lusignan venait à se réunir au titre un peu plus substantiel d'une ancienne possession, sur la tête d'un Prince substitué aux droits des anciens possesseurs, et siégeant à leur place près de la Grèce et à l'époque de décadence où se trouve actuellement l'Empire Ottoman, on ne sait pas trop ce qui pourrait arriver.

Le plaisir de régner sur d'anciens sujets est digne sans doute d'un grand et bon Prince, cependant il faut ajouter *cœteris paribus :* car si la Souveraineté doit s'agrandir, il n'y aurait pas trop à balancer. Pour le cas (qui est très possible) où la Maison de Savoie refuserait par attachement pour nous la Couronne d'Espagne, qui

lui est dévolue conditionnellement par les traités, cette tendresse réussirait sans doute très mal dans le monde politique.

Quant à l'inconvénient de régner sur des peuples étrangers et inconnus, il est nul. On serait même tenté de croire qu'il y a quelque raison (quoique parfaitement inconnue) qui favorise cet état de choses en Europe. En effet, au moment de cette Révolution, qui sera à jamais une époque fameuse, tous les Souverains régnant dans cette partie du monde (le seul Roi de France excepté) étaient originairement étrangers chez eux. Il y a même une nation fameuse chez qui les races régnantes disparaissent dès qu'elles commencent à se naturaliser, et personne ne sait si, dans ce moment, elle n'est pas prête à nous donner un nouvel exemple de ce genre.

Au reste, tout écrit politique doit, par essence, réveiller toutes les idées possibles et les mettre en évidence : le jugement appartient ensuite aux grands intéressés.

Il y aurait bien d'autres choses à dire, mais il faut être court. Celui qui écrit ceci n'ignore point qu'il a été présenté comme *un ennemi de la Maison d'Autriche.* S'il en est ainsi, cette puissance est bien malheureuse d'avoir un ennemi aussi formidable ; mais puisqu'on est forcé plus d'une fois de répondre sérieusement à des choses qui le méritent très peu, il dira que très certainement il est grand ennemi de la Maison d'Autriche, si Leurs Excellences Messieurs tels et tels *sont la Maison d'Autriche ;* mais il en doute un peu, et il espère que son auguste Maître pense de même. Il ajoute tranquillement

que si le respect dû aux Maisons souveraines s'opposait à la respectueuse mais libre discussion des droits, des prétentions et des griefs de chaque Souverain, il n'y aurait plus de politique. Sans s'arrêter donc plus longtemps sur cette futile et ridicule accusation, il résumera aussi brièvement qu'il lui sera possible tout ce qu'il lui semble pouvoir être dit sur cet important sujet, en observant :

1° Que le Piémont séparé de la Savoie et du Comté de Nice (c'est-à-dire des Alpes et privé de ses citadelles), au lieu d'être une immense place forte ne sera plus qu'un beau jardin.

2° Que la Maison de Savoie, mise en contact avec la France et avec l'Autriche, non seulement se trouvera fort au-dessous du point où elle était avant la Révolution, mais qu'elle sera pour toujours fixée à ce point de médiocrité, sans espoir d'en sortir jamais.

3° Que la France, dans l'ancien état de choses, ou dans tout autre état analogue, n'avait, n'aura et ne peut avoir qu'un seul intérêt à notre égard : celui d'empêcher que nous ne fussions conquis par sa rivale.

4° Que l'Autriche, au contraire, en a eu, en aura, et doit en avoir nécessairement deux : celui d'empêcher que la France ne nous engloutisse, et celui de nous conquérir elle-même, projet constamment manifesté par les faits.

5° Que toutes les forces de notre politique doivent donc se tourner à empêcher, s'il est possible, ce fatal contact ; et par-dessus tout, s'il est possible encore, à renverser par la base le système des souverainetés

étrangères, source (éternelle) de prétentions outrées, de plans chimériques, de haines, d'animosités, de souffrances nationales et de catastrophes sanglantes.

6° Que le moment présent semble appeler les négociations les plus actives auprès des Cours amies de Londres et de Saint-Pétersbourg; et que, dans ce moment même, on a de justes raisons de se flatter que l'Autriche, de son côté, ne se jettera point au travers de nos espérances, que la raison, l'affection et l'intérêt réciproque présideront à tous nos arrangements.

7° Que ce serait cependant une grande et funeste erreur d'imaginer que, sans contre-poids, il puisse y avoir rien de solide en politique, et qu'il est de la plus haute importance d'avoir l'œil sur la France, car tout annonce qu'en sortant de ce bain de sang où ses crimes et ses folies l'ont très justement plongée, elle marchera à grands pas vers le plus haut point de pouvoir et d'influence qu'elle ait jamais atteint, de manière qu'il ne sera utile à personne, et à nul de ses voisins surtout, de l'avoir pour ennemie.

8° Que dans les premières négociations mêmes, qui auront lieu entre les autres puissances européennes et la France (de quelque manière qu'elle soit gouvernée), il est fort à désirer qu'elle penche pour nous.

9° Enfin, que l'extinction d'une branche des Bourbons à Parme est une circonstance non moins favorable pour nous, car cette acquisition voisine était encore un terrible *Remora* pour le vaisseau *le Royal-Savoie*.

363

Note pour M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 17 (29) décembre 1812.

J'ai laissé Napoléon de l'autre côté de la Bérésina. Pour traverser cette rivière, il lui en a coûté des milliers d'hommes et presque tout le butin de Moscou. A peine eut-il mis le pied sur la rive droite qu'il ordonna de rompre le pont. On lui montra tout ce qu'il laissait derrière lui, il répondit : « Que m'importent ces crapauds ! Qu'ils se tirent d'affaire comme ils voudront. » Il est charmant. Ici s'élèvent de grands cris contre l'Amiral Tchitchagoff qui, venant de Minsk, où on l'accusait déjà d'être arrivé trop tard, aurait pu, dit-on, arrêter et prendre Napoléon. Comme il a beaucoup d'ennemis, que ses malheurs domestiques et les faveurs de l'Empereur avaient un peu assoupis, ils se sont réveillés à cette occasion et l'ont extrêmement maltraité. Il a bien échappé à Sa Majesté de dire en très petit comité : « *Le plan est manqué* » ; mais il n'a point fait tomber sa critique sur l'Amiral en particulier, et jamais il ne lui a donné aucun signe de mécontentement, soit que réellement il n'ait pas tort, soit qu'il exerce toujours la même influence sur l'esprit de l'Empereur, soit que le Maître veuille soutenir son ouvrage. Autant que j'en

puis juger, je crois bien que les troupes russes n'ont point de supérieures dans le monde pour la valeur et l'impétuosité de l'attaque. Quant à ce qu'on appelle « manœuvre », je les crois un peu en arrière, et je doute que Napoléon démentît cette opinion.

Enfin, Napoléon passa la Bérésina près de la petite ville de Studianka, le 29 novembre (toujours nouveau style), et il continue sa marche sur Vilna, toujours suivi et harcelé par les troupes russes. Pour aller droit aux résultats, je dirai seulement que dans son chemin de la Bérésina à Vilna inclusivement, l'ennemi perdit encore près de 30,000 hommes et 400 pièces de canon. Il paraît certain que Napoléon n'est point entré à Vilna, mais seulement dans ses faubourgs. Du reste on s'accorde peu sur la route précise qu'il a tenue et sur les précautions qu'il a prises pour sauver sa personne. On s'accorde assez à dire qu'en s'éloignant de Vilna il n'avait parmi ses affidés que son beau-fils le Vice-Roi, Murat et Berthier, qu'il était vêtu d'un simple frac sans aucune distinction ; qu'Eugène au contraire était en grande tenue, et que toute sa suite se réduisait à quinze lanciers polonais et quatorze gardes napolitains. Je ne réponds d'aucun de ces détails, et, dans les grands événements, il ne faut s'attacher qu'aux masses et aux grands résultats. Les Français ne croyaient pas à beaucoup près que les Russes fondraient sur Vilna avec tant de célérité; ils ont été trompés à cet égard, au point qu'ils prirent l'avant-garde des Russes pour l'arrière-garde française (qui n'existait plus), et qu'un aide de camp de Davoust, envoyé pour la reconnaître, fut extrêmement

surpris de se trouver prisonnier. Cette extrême célérité a produit un grand bien : c'est que les Français n'eurent le temps de commettre aucun désordre et ne purent brûler aucun magasin. Les Russes ont trouvé à Vilna des provisions immenses de tous les genres. La poursuite a continué jusqu'à Kovno, sur le Niémen, et dans cet intervalle ils ont encore fait 5 à 6,000 prisonniers et pris 22 canons, *parce qu'il n'y en avait pas* 23, comme on l'a dit ici à la Cour. Grodno est occupé : les Russes marchent sur Varsovie et Kœnigsberg, et comme on ne sait point encore quel parti aura pris Napoléon, ce qu'il aura fait des 1,500 hommes à peu près nus et affamés qui ont passé le Niémen avec lui, et quelle sera la résolution des nations qu'il doit traverser, il faut s'arrêter ici. Le 25 juin dernier, il est entré en Russie avec 480,000 hommes : plus de 100,000 sont venus le joindre ; il a brûlé ou fait brûler l'ancienne capitale après avoir parcouru en triomphateur l'immense espace qui la sépare de la frontière ; il a effrayé la Russie et l'Europe ; il a forcé le chef de l'Empire à nous avertir qu'il ne se croyait pas sûr à Saint-Pétersbourg, et à préparer publiquement le transport de tout ce qu'il y avait de plus précieux ; il avait amené des femmes, des enfants, des ouvriers de toute espèce pour fonder une colonie française; il avait remis son entrée publique à Saint-Pétersbourg au printemps prochain ; il s'en tenait sûr, etc.; et le 10 décembre de la même année, c'est-à-dire trois mois après son entrée à Moscou, il est sorti de Vilna comme un bandit subalterne, sans argent et sans soldats. Il s'est trompé sur tout, et cependant il a fort bien

raisonné. Voilà le grand phénomène qu'on n'aura jamais assez admiré. Dans les malheureuses conférences d'Erfürth et de Tilsitt, il s'était convaincu, avec trop de raison, de son ascendant sur l'Empereur. Il disait avant de commencer cette dernière guerre : « C'est un enfant, je le ferai pleurer en larmes de sang. » Il l'a répété dans une lettre qui est tombée en original entre les mains de l'Empereur. C'est lui qui a pleuré en larmes de sang congelé : mais qui le lui aurait dit? Voici donc la suite de ses pensées : 1° Mon génie écrase celui d'Alexandre : il n'osera pas me résister. 2° Je romprai les négociations par une attaque brusque, et je lui ferai perdre la tête. 3° Je couperai un ou plusieurs de ses Corps disséminés avec tant d'imprudence sur un espace de plus de huit cents verstes, et je les enlèverai avec leurs magasins. 4° Je livre une grande bataille qui termine la guerre avec un prince aussi timide. 5° J'appellerai tous les paysans à la liberté, et l'insurrection sera générale. 6° Le Prince Bagration étant coupé de Barclay de Tolly, jamais ils ne pourront se réunir, car, en Russie comme ailleurs, pour se rendre d'un point à l'autre, la ligne droite est la plus courte. 7° Les Russes, pour sauver leur capitale, livreront une bataille qu'ils perdront sûrement, eu égard à leur infériorité incontestable, surtout en cavalerie. 8° Moscou qui renferme un peuple, et ce peuple qui renferme la plus nombreuse et la plus opulente noblesse de l'univers, me fournira seul assez de trésors pour achever la conquête de la Russie et de l'Europe. 9° Si tout me manquait enfin, le Chancelier est à moi et je ferais la paix. Chacune de ces propositions est plausible; réu-

nies, elles semblent rigoureusement démonstratives, et cependant toutes l'ont trompé. L'Empereur a dit : « Je me rappelle un de ses discours d'Erfurth : *A la guerre, c'est l'obstination qui fait tout, c'est par elle que j'ai vaincu;* je lui prouverai que je me rappelle ses propres leçons. » La noblesse et le peuple se sont également sacrifiés. Les noms d'*impôts*, de *contributions*, de *subventions*, etc., sont trop faibles ; celui de *partage* même ne suffit pas ; on a donné sans bornes comme sans murmures. Mais c'est Moscou qui a perdu Napoléon ; s'il avait suivi le conseil de ses généraux, de ne pas y entrer et de voler sur le Maréchal à Kalouga, c'en était fait de la Russie ou de son honneur, suivant toutes les apparences, vu l'infériorité notoire du Maréchal et la désorganisation de son armée qui était telle, qu'après la bataille de Borodino, il y avait 17,000 maraudeurs sur lesquels il fallut enfin faire feu, et que, dans une lettre confidentielle dont j'ai eu connaissance, Kutusoff écrivait : « Mon armée me donne plus d'embarras que l'ennemi. » Mais Napoléon voulut entrer à Moscou. Trois motifs purent le déterminer : l'orgueil, l'espoir du pillage, et celui de la paix, qu'il croyait pouvoir acheter là plus commodément ; — mais tout devait le tromper. Rien ne le surprit d'abord autant que l'absence de toute autorité. Il passa trois jours à attendre des députations qui ne se présentaient point. Son étonnement était extrême. — Mais où sont donc les autorités ? — Il n'y en a point. — Le gouverneur ? — Il est parti après avoir ouvert les prisons et emmené les pompes. — Et le Sénat ? — Il a disparu de même. —

Mais les officiers subalternes, civils et militaires, le clergé, les chefs de quartiers, etc. ? — Tout est loin. — Enfin, l'homme le plus marquant de Moscou se trouva être le directeur de je ne sais quelle maison d'orphelins, qui n'avait pas voulu quitter ces pauvres enfants. On alla chercher cet homme, on l'habilla et on le présenta à Napoléon. Ce fut sous cette brillante escorte qu'il entra dans la grande capitale. Cet abandon total rendait excessivement difficile toute communication avec le peuple environnant, dont il ne pouvait absolument se passer : il voulut bien envoyer des députés dans les villages voisins pour avertir les paysans que tout était tranquille, qu'ils pouvaient amener leurs denrées, que tout serait payé exactement, etc. ; mais les paysans massacrèrent les députés, quoique Russes, et n'apportèrent rien. En même temps les flammes s'allumèrent. Il faut l'avouer, ces flammes ont brûlé la fortune de Napoléon. Richelieu, conseillé par Machiavel, n'aurait pu inventer rien de plus décisif que cette épouvantable mesure. Dans son dépit, Napoléon fit juger par une commission militaire vingt malheureux qu'il appelait incendiaires, et il en fit exécuter huit ou dix qui n'avaient fait qu'exécuter des ordres légitimes. Cependant il s'obstina encore dans la capitale détruite. Il s'amusa à loger dans le Kremlin et a y faire des Bulletins. Qu'est-ce qui se passait dans cette tête infernale ? C'est ce qu'on ne saura jamais peut-être, du moins parfaitement. Quelques personnes pensent que le Maréchal Prince de Smolensk, qu'on n'appelle point en vain *le vieux renard*, a joué Napoléon, ce qui n'est pas un petit honneur ;

qu'il est faux que le premier ait répondu à celui-ci d'une manière aussi tranchante et aussi hautaine qu'on le disait universellement, et que je l'ai écrit moi-même ; qu'il répondait, au contraire, *qu'il ne pouvait*, lui, Kutusoff, *rien prendre sur lui*, *suivant les ordres qu'il avait reçus ; que tout ce qu'il pouvait faire, c'était d'envoyer à Pétersbourg*, *ET EN ATTENDANT DE NE RIEN ENTREPRENDRE* (voilà le renard !). Je n'ai pas de peine à me prêter à cette supposition. Quoi qu'il en soit, Napoléon passa trente huit-jours à Moscou, et pendant ce temps le Maréchal organisa parfaitement son armée, se procura 60,000 hommes d'excellentes recrues, en plaça derrière lui un nombre pareil (dont même il n'a pas eu besoin), et se procura une ambulance de 30,000 chevaux. De ce moment l'équilibre fut rompu, et jamais Napoléon n'a pu le rétablir, quoiqu'il ait trouvé 50,000 hommes sur sa route, à Orcha. Il paraît sûr qu'ayant enfin mesuré de l'œil le précipice qui s'ouvrait sous ses pas, il avait pris la résolution d'abandonner sa ligne d'opérations, devenue plus que chanceuse par les manœuvres décisives du Comte de Wittgenstein sur Polock et sur Wittebsk, et de se jeter sur les gouvernements riches et plantureux de Toula et de Kalouga. De là l'attaque du 24 octobre sur Malojaroslawetz (gouvernement de Moscou), dont on n'a pas assez parlé, parce qu'on n'a pas vu d'abord que c'était le plus haut point d'une parabole qui allait rebrousser. On nous dit même que c'était *une fausse attaque ;* mais quand on fait une fausse attaque, on ne revient pas huit fois à la charge. Enfin, il fallut reculer, et ce moment commence une suite de

calamités que je crois sans exemple. Pour trouver quelque chose de semblable, on remonte jusqu'à la défaite des Sarrasins par Charles Martel, à celle des Huns par Mérovée et Aétius, à celle des Cimbres et des Teutons par Marius ; on s'élève jusqu'à Cambyse, mais sans trouver de comparaison parfaite. En cinq mois, ou pour mieux dire en trois, nous avons vu disparaître un demi-million d'hommes, 1,500 pièces d'artillerie, 6,000 officiers, tous les bagages, tous les équipages, des trésors immenses, tout ce que les Français emportaient et tout ce qu'ils avaient apporté. On m'a nommé un régiment de Cosaques, de 500 hommes environ, dont chaque soldat a pour sa part 84 ducats. On a donné des berlines pour 50 roubles, et des montres de Bréguet pour 25. Mais les souffrances de l'homme passent toute imagination et ne laissent, même à l'égard du plus féroce ennemi, de place que pour la pitié. Les hommes les plus irréligieux sont frappés de cette épouvantable catastrophe à la suite d'une guerre qui a pris plaisir à faire des révoltants sacrifices un chapitre de sa tactique; et pour moi, je crois que jamais Dieu n'a dit aux hommes d'une voix plus haute et plus distincte : *C'EST MOI*. Les Français ont fait les plus grands et les derniers efforts de bravoure et de patience, ils ne se sont surtout jamais révolté (chose incroyable !) ; mais que peut l'homme contre le fer, la faim et le froid réunis ? Il a fallu périr et rendre les armes par milliers. 300,000 hommes sont morts ; 200,000 sont prisonniers et répandus jusque sur la frontière de Sibérie ; 1,000 canons sont au pouvoir des Russes et vont former un monument

pyramidal à Moscou ; plus de 500 autres ont été enfouis ou précipités dans les rivières par les Français eux-mêmes. Ceux qui ont vu le spectacle de près ne savent comment s'exprimer. L'un écrit : « *J'ai fait deux cents verstes sur des cadavres.* » L'autre : « *Nous sommes entrés à Vilna à travers un défilé de cadavres*, etc. » Je suis persuadé que Sa Majesté lira avec intérêt une lettre qui lui tiendra lieu de toutes ; elle est de mon frère Xavier, et je la choisis parce qu'elle part d'un témoin oculaire et d'une plume étrangère à l'ombre même de l'exagération.

« Vilna, 9 (21) décembre. — Je ne puis te donner une idée de la route que j'ai faite. Les cadavres des Français obstruent le chemin qui, depuis Moscou jusqu'à la frontière (environ huit cents verstes), a l'air d'un champ de bataille continu. Lorsqu'on approche des villages, pour la plupart brûlés, le spectacle devient plus effrayant. Là, les corps sont entassés, et, dans plusieurs endroits où les malheureux s'étaient rassemblés dans les maisons, ils y ont brûlé sans avoir la force d'en sortir. J'ai vu des maisons où plus de 50 cadavres étaient rassemblés, et parmi eux trois ou quatre hommes encore vivants, dépouillés jusqu'à la chemise, par quinze degrés de froid. L'un d'eux me dit : « Monsieur, « tirez-moi d'ici ou tuez moi ; je m'appelle Normand de « Flageac, je suis officier comme vous. » Il n'était pas en mon pouvoir de le secourir. On lui fit donner des habits, mais il n'y avait aucun moyen de le sauver ; il fallut le laisser dans cet horrible lieu. Un Comte Ber-

zetti, de Turin, s'est dit mon parent, et m'a fait demander des secours. Je lui ai envoyé aussitôt et mon cheval et un Cosaque pour l'amener, mais le dépôt des prisonniers était parti : je ne sais ce qu'il est devenu. (Je le fais chercher de tout côté). De tout côté et dans tous les chemins, on rencontre de ces malheureux qui se traînent encore, mourant de faim et de froid ; leur grand nombre fait qu'on ne peut pas toujours les recueillir à temps, et ils meurent pour la plupart en se rendant aux dépôts. Je n'en voyais pas un sans songer a cet homme infernal qui les a conduits à cet excès de malheur. »

La lettre touche la circonstance la plus affreuse, c'est l'impossibilité de porter des secours. Qu'on imagine un désert où l'on ne voit que de la neige, des corbeaux, des loups et des cadavres ; voilà la scène depuis Moscou jusqu'à la frontière, et l'humanité n'y peut rien. Le prisonnier meurt de froid et de faim, et il est tué par la chaleur et par les aliments. Monseigneur le Grand-Duc Constantin a fait conduire lui-même quelques-uns de ces malheureux dans ses propres cuisines, donnant ordre qu'on en eût tout le soin possible : aux premières cuillerées de soupe, ils sont morts. Vivant, depuis deux mois et plus, de nourritures abominables, de charognes d'animaux et même d'hommes (car il n'y a point de doute sur ce point), ils exhalent, pour la plupart, une odeur si fétide, que trois ou quatre de ces malheureux suffisent pour rendre une maison inabordable. L'immense quantité de cadavres a justement attiré l'attention du gouvernement : à Moscou, où chaque maison

a son puits, comme à Turin, chaque puits était encombré de cadavres français. On a ordonné qu'on achèverait de les combler avec des matériaux et qu'ils seraient irrévocablement fermés, sauf à en ouvrir d'autres. Les commissaires du gouvernement ont compté, à Borodino et dans les environs, 42,000 cadavres de chevaux, et quand on songe que tout cela n'est rien en comparaison des cadavres humains, on pâlit. Le gouvernement a pris le parti de les brûler : mais il faut des forêts et beaucoup de temps. Déjà, de plusieurs côtés, se sont manifestées des maladies assez malignes, tandis que la peste continue ses ravages à Odessa. Dieu nous soit en aide !

L'Empereur qui est arrivé à Vilna le 22 décembre (n. s.), mande qu'il n'oubliera de sa vie l'horrible spectacle dont il a été témoin. Tout de suite, il a chargé le général Comte de Saint-Priest, officier français du plus grand mérite (au service de la Russie), de l'inspection générale sur tous les prisonniers, afin qu'on leur fasse le moins de mal et le plus de bien possible. Les premiers pourront être sauvés , mais pour tous ceux qui ont été faits depuis deux mois, j'en doute. Il y en a en tout au moins 200,000. Qui sait si 20 ou 30,000 seulement reverront leurs foyers ?

Plusieurs noms très distingués se trouvent dans cette funeste barque. Le Comte Alfred de Noailles, aide de camp *du Prince de Neufchâtel* (Berthier), a été tué sur la Bérésina. On a trouvé sur lui le portrait de sa femme. Je l'ai vu. Le sang de l'infortuné jeune homme a pénétré dans la boite et formé un hideux croissant au bas du portrait. Il avait vingt-sept ans et sa femme en a

vingt. Pendant qu'il était tué sous les drapeaux de Bonaparte, son frère cadet (le Comte Alexis) s'échappait de France et se rendait ici, pour passer de là en Angleterre et tâcher de servir de quelque manière son Maître Louis XVIII. — *L'un sera pris et l'autre sera laissé.*

Sa Majesté Impériale a donné à Vilna mille preuves de bonté et de magnificence. Le Prince de Smolensk a reçu le Grand Cordon de Saint-Georges, qui est *le nec plus ultra* des honneurs militaires. Il a dit aux seigneurs polonais : « Messieurs, j'ai tout oublié ; passons l'éponge sur tout ce qui s'est passé ; j'espère qu'à l'avenir..... » On raconte diversement la fin de cette phrase ; mais, comme les Souverains obligés de dire ces sortes de choses les disent mieux que les autres hommes, on leur doit de ne pas les répéter, à moins qu'on ne les ait entendues ou qu'on en soit très sûr.

Où est Napoléon, et que va-t-il faire ? C'est ce que tout le monde demande sans savoir répondre. L'un dit qu'il va à Vienne, l'autre à Dresde, l'autre à Paris, tout droit. Il n'y a rien de sûr encore. Quelques personnes croient qu'il pourra refaire une armée ; mais la chose paraît impossible. Qui voudra le suivre après cette épouvantable catastrophe ? La France et l'Allemagne sont en deuil. Je ne considère qu'un seul objet, celui des officiers : tout bien examiné, il en a perdu à peu près 8,000. C'est toute la science et toute l'expérience française. Comment remplir cette terrible lacune ? etc. — Enfin, nous verrons.

Voilà un beau champ ouvert à la diplomatie, si elle

est sage. L'Empereur a dit à Vilna : « Messieurs, nous avons vaincu ; maintenant, il faut prouver que nous sommes dignes de la victoire. » — Je le désire et l'espère de tout mon cœur.

Que fera l'Autriche ? L'Empereur sera-t-il *père ou Souverain ?* Que feront les Français ? Je vois un parti républicain qui n'est pas mort, un parti constitutionnel de quelques ambitieux qui s'empareront du *poupon* pour régner par une Régence, un parti royaliste, etc. Que fera l'Angleterre, qui craint la Russie en se servant d'elle, et qui a pour intérêt d'empêcher que les deux couronnes de France et d'Espagne n'appartiennent à la même famille ? Que fera l'Espagne, qui, en quatre ans de révolution, n'a pas encore produit un véritable talent dans l'ordre militaire comme dans le civil, et dont la Constitution n'est qu'une œuvré d'avocats ?

Il serait téméraire de prophétiser sur des événements qui seront décidés par tant d'intérêts et de passions combinées et mises en jeu. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que la Révolution continuera comme elle a continué jusqu'ici, c'est-à-dire sans que les étrangers puissent s'en mêler efficacement ; que les Français souffriront beaucoup, comme il est extrêmement juste, mais qu'ils rétabliront les Bourbons en France et en Espagne, et le Pape à Rome, et qu'en acceptant d'eux ou en leur arrachant par la victoire de grandes possessions, on ne les privera pas, cependant, d'une grande augmentation de territoire.

Je dis, comme le Préteur romain : *Paret.* L'avenir jugera ces conjectures.

364

Mémoire à S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

20 mars (1er avril) 1813.

L'usurpateur a perdu la Pologne, l'Allemagne lui a échappé jusqu'à l'Elbe, et peut-être qu'au moment où l'on trace ces lignes, l'insurrection spontanée des Allemands l'aura jeté sur le Rhin. L'Espagne lui coûte immensément au lieu de lui rendre ; de manière qu'il ne lui reste plus que l'Italie, et c'est sur ce malheureux pays que va tomber tout le poids des exactions et des conscriptions.

Il eût été infiniment à désirer que l'Italie pût être le théâtre d'une insurrection nationale produite par un noyau Russe, ce qui aurait évité de grandes difficultés et de grands problèmes ; mais les Russes ne peuvent être partout, et la politique fait ce qu'elle peut lorsque les moyens lui manquent pour faire ce qu'elle veut.

Il n'échappera pas du moins à la profonde sagesse de S. M. I. que si la même puissance, déjà forte par elle-même, réunissait en Italie toutes les terres sur lesquelles elle peut former des prétentions, c'est-à-dire tout ce qu'elle possédait de droit, directement ou indirectement, et tout ce que la révolution lui avait donné passagèrement, il en résulterait une telle rupture d'équilibre que

l'Italie, l'Europe et l'Empereur de Russie en particulier devraient le redouter.

Il ne faut pas oublier que S. M. I. confine avec le Roi de Sardaigne ; car *toute puissance touche celle qui touche celui qui la touche*. L'Autriche, par exemple, touche d'un côté la Russie et de l'autre le Piémont ; donc la Russie et le Piémont se touchent. Le Roi de Sardaigne, ami reconnaissant, ami politique, ami nécessaire de l'Empereur de Russie, est une main avec laquelle ce dernier Souverain peut agir sur le Pô comme sur la Duna. Faites disparaître cette main : l'Italie se retire, et l'Empereur de Russie ne peut plus l'atteindre. Il y a longtemps que la politique proclamait la nécessité de soutenir, d'augmenter même la puissance du gardien des Alpes ; mais la chose n'était pas aisée. Aujourd'hui elle l'est devenue infiniment ; car, d'abord, les Duchés de Parme et de Plaisance sur lesquels la Maison de Savoie avait déjà des droits éventuels, peuvent être appelés vacants, et se présentent d'eux-mêmes à l'imagination ; mais Gênes est un objet bien autrement important et plus convenable pour servir tout à la fois et d'indemnisation et d'agrandissement à la Maison de Savoie. Il faut que cette ville appartienne nécessairement à quelque Souverain, car elle ne peut plus voir renaître son ancien gouvernement. Les monarchies détruites se relèvent aisément avec quelques variations de caractères, parce que la monarchie est simple et même naturelle ; mais la République est trop compliquée : c'est une machine telle qu'une montre ou autre assemblage de ce genre ; une fois brisée, tout est dit.

A qui donnera-t-on Gênes (volontairement)? A la France? Il ne paraît pas qu'on en ait envie. A l'Autriche? Encore moins. A qui donc? A son voisin, qui en tirera le plus grand parti pour lui, pour l'Italie et pour l'équilibre de l'Europe. Sans ce nouvel arrangement, jamais l'Italie ne sera défendue contre la France. Tous les efforts faits sur les Alpes et dans les plaines du Piémont seront inutiles, et toujours l'Italie sera envahie par le territoire génois comme il est arrivé dans la dernière guerre d'Italie. Si l'on suppose, au contraire, Gênes réunie avec le Piémont, sous la main d'une même puissance militaire, c'est une porte à jamais fermée pour la France, et l'on sait combien ces sortes de barrières contribuent à la tranquillité universelle. Gênes vivifierait la Sardaigne qui, à son tour, réagirait sur le continent, et l'Empereur de Russie y gagnerait, en particulier, d'occuper une place centrale dans le grand congrès Européen, et d'être au pied de la lettre *présent* en Italie comme chez lui. Cet avantage, qui sûrement n'est pas léger, ne saurait lui être acquis par d'autres suppositions.

Il y a donc tout lieu d'espérer que S. M. I., dans un arrangement général des choses, où sa puissance, ses succès et son caractère lui promettent tant d'influence, se rappellera efficacement un ancien allié, un ami héréditaire, qui assista les plans de Souvarof en Italie avec tout son cœur et toutes ses forces ; une Maison enfin, si fidèle à ses engagements, si constante dans ses attachements, si noble parmi les Maisons souveraines.

S. M. I. trouvera d'autant plus de facilité dans l'exé-

cution des plans que son amitié pourrait lui dicter en faveur de son allié, que les oppositions auxquelles Elle aurait pu s'attendre à d'autres époques ont totalement disparu.

Le soussigné a tout lieu de croire que S. M. I. R. A., bien éloignée des idées qu'on a pu prêter jadis légitimement à quelques-uns de ses agents, n'écoutera dans ce moment que sa grandeur d'âme naturelle, et qu'Elle se prêterait avec plaisir à toute espèce de plan favorable à la sûreté et même à l'agrandissement de la Maison de Savoie.

365

A l'Empereur Alexandre.

Saint-Pétersbourg, 20 mars (1er avril) 1813.

SIRE,

Le Roi, mon Maître, avec sa lettre autographe du 20 janvier dernier, m'a transmis celle qui est ci-jointe, pour Votre Majesté Impériale. Il me charge d'avoir l'honneur de la lui remettre, et de lui porter de vive voix, comme à son bon protecteur, ses vives et sincères félicitations sur les événements dont nous sommes témoins, et qui environnent Votre Majesté Impériale de tant de gloire. Le Roi ignorait la glorieuse absence qui me prive de l'honneur de m'acquitter de ma commission. Je prends donc la liberté, Sire, d'adresser sa lettre directement à

Votre Majesté Impériale, l'assurant qu'on ne peut rien ajouter à la vivacité des expressions par lesquelles S. M. le Roi de Sardaigne fait connaître à son Ministre toute la part qu'Elle a prise aux brillants succès des armes russes.

Le Roi, dans cette même lettre, me comble d'une joie tardive et inutile en me faisant connaître qu'il approuvait complètement le consentement que j'avais donné l'année dernière à rendre à Votre Majesté Impériale les services qui auraient pu dépendre de moi ; S. M. me dit qu'Elle les tenait pour rendus à Elle-même ; que tous ses sujets, militaires ou autres, la servaient en servant Votre Majesté Impériale et qu'elle les regardait comme très heureux toutes les fois qu'ils en trouvent les occasions.

C'est malheureusement trop tard, Sire. Lorsque je contemplais de sang-froid, l'année dernière, l'immense disproportion des puissances, l'idée que j'aurais l'air peut-être de me tourner du côté de la fortune me fit trembler, et sans doute que Votre Majesté Impériale aura pu s'en apercevoir. Je m'exposais ainsi à un reproche bien fondé, en reculant après avoir accepté ; mais, Sire, je fus ébloui dans le premier moment par deux sentiments qui me privèrent de toute réflexion : je ne parlerai point du premier puisqu'il ne concerne que moi ; quant au second, Sire, je le dirai avec une sincérité d'enfant : c'est le transport de joie qui s'empara de moi lorsque j'entrevis la possibilité de servir Votre Majesté Impériale, et la certitude d'avoir mérité sa confiance. Mes sentiments pour son auguste personne,

dont Elle n'a certainement nul besoin, lui sont cependant très connus, et lui certifient assez l'entraînement auquel j'obéis à la première proposition.

S'il y a eu, Sire, dans mes craintes, dans mes balancements postérieurs, et peut-être aussi dans l'effusion de confiance sans borne que j'employai pour prévenir dans l'esprit du Roi jusqu'au plus léger soupçon que je craignais de mourir pauvre à sa suite, s'il y a quelque chose qui ait pu mécontenter Votre Majesté Impériale, je la prie de me pardonner. Elle a bien pardonné dans sa vie d'autres choses que des scrupules de fidélité. Dans un moment extraordinaire, où les Ministres étrangers ne savent où poser le pied, j'ose me flatter que Votre Majesté daignera permettre à mon zèle de placer sous cette enveloppe un Mémoire succinct qui ne me paraît pas totalement inutile ; Elle mettra enfin le comble à ses bontés pour moi si Elle me permet de mettre à ses pieds mes très humbles et vives félicitations sur la gloire sans égale qui l'environne à jamais. Dans les temps les plus nébuleux, un instinct invincible m'enhardit à l'annoncer deux fois à Votre Majesté. Le comble du bonheur pour moi, c'est de ne m'être pas trompé.

L'Europe entière applaudit à Votre Majesté Impériale, mais elle est bien loin de savoir encore tout ce qu'elle lui doit : un jour, qui n'est pas loin, personne n'ignorera ses sacrifices , ses philosophiques bontés pour ce terrible enfant qu'on appelle opinion, et la manière dont Elle a tenu dans sa main les talents et les passions.

Puisse Votre Majesté Impériale être consolée des mauvais jours qu'Elle a vus, par une suite invariable de bénédictions telles qu'Elle les éprouve aujourd'hui! C'est le vœu ardent d'un cœur totalement dévoué à Votre Majesté Impériale, et qui ne le serait pas moins quand même j'aurais eu le malheur de lui déplaire, idée aussi amère pour moi que peut l'être un chagrin sans remords.

Je suis, etc.

366

A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire.

Saint-Pétersbourg, 11 (23) juin 1813.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire, Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, se croit obligé de soumettre à Son Excellence Monsienr le Chancelier de l'Empire quelques réflexions relatives à l'état actuel des choses.

Il est fort éloigné de partager les jugements précipités produits de toute part par la nouvelle inattendue de l'armistice. On l'a conclu parce qu'il était nécessaire ou convenable; mais comme les puissances du second ordre peuvent aisément trouver l'inévitable sanction de leur perte dans les événements que la trève laisse en-

visager comme possibles, il est naturel qu'elles s'en occupent avec une certaine anxiété.

Le Ministre soussigné ne se fait aucune illusion sur la défaveur qui pèse sur elles à cette époque de bouleversement général ; sans doute, c'est une position désagréable pour ces puissances, que celle de ne pouvoir reconnaître par aucune coopération actuelle la protection qu'elles attendent des Souverains plus puissants et plus heureux ; et nulle réflexion relative à cette position ne peut lui échapper.

Il n'en est pas moins vrai que ces mêmes puissances sont le lien le plus solide de la paix, autant qu'elle peut subsister entre les hommes, et que leur conservation est au premier rang de tout ce qu'il y a de plus important dans le monde.

Ce n'est point en vain que l'Europe était divisée entre différentes puissances, égales par le caractère (puisque la souveraineté n'admet ni le plus ni le moins) quoique inégales par la force. Rien n'est plus utile pour les peuples, comme pour les Souverains mêmes, que l'interposition de moindres puissances entre celles qui ne peuvent guère se toucher sans inconvénient.

Si, dans une Note purement diplomatique, il était permis de jeter des idées qui la feraient ressembler à une dissertation, on prouverait encore qu'il existe en Europe une cause cachée qui menace la durée des Familles Souveraines en général ; mais il est bien sûr au moins que l'extinction de ces Familles est le but public et avoué de la politique de Napoléon. Il s'ensuit que les grands Souverains ne peuvent rien faire de plus digne

d'eux que de contredire par tous les moyens de la force et de la sagesse réunies, toute action visible ou invisible tendant à l'extinction de ces Familles précieuses.

Si de ces considérations générales il fallait descendre aux détails politiques, on demanderait s'il est égal, par exemple, à sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, que la partie la plus forte, la plus fertile et la plus guerrière de l'Italie soit possédée par la France, par l'Autriche, ou par son propriétaire légitime? La seconde supposition augmente sensiblement l'influence de Sa Majesté Impériale ; la première l'affaiblit d'autant.

Au reste, le soussigné, en invoquant à la fois et le raisonnement et l'intérêt général et particulier, ne cesse cependant de tourner les yeux sur la précieuse amitié de Sa Majesté Impériale, sur laquelle le Roi, son Maître, s'est constamment appuyé, et qu'il invoque plus fortement que jamais à cette époque remarquable.

Napoléon offre un Congrès : c'est peut-être un des plus grands pas qu'il ait faits en arrière. Aucun usurpateur, aucun tyran ne fut jamais plus pénétré que lui de l'éternelle et fatale maxime *divide et impera* (divise pour régner); toujours il a eu en horreur le mot de *Congrès*, comme tout ce qui tend à l'union, à l'ordre, et à toute organisation politique ; il a tâché au contraire sans relâche, et jusqu'à ce moment il a trop réussi, d'éviter tout accord entre les puissances, de les attaquer l'une après l'autre avec la plume et l'épée, et d'en éblouir constamment une pour en égorger une autre.

Il a donc considérablement dérogé à ses maximes les

plus chères en proposant lui-même un Congrès ; et il a fait en arrière un autre pas non moins remarquable en admettant dans ce Congrès jusqu'aux *Ambassadeurs des insurgents*, deux mots qu'on n'avait jamais vus réunis dans l'histoire diplomatique. Le Danemark, l'Amérique unie, l'Espagne *Napoléonne et les autres Princes Alliés* sont admis *de la part de la France*, et comme des vassaux à la suite des Plénipotentiaires de leur suzerain ; cependant il ne repousse point (sans les nommer néanmoins) les *alliés des puissances qui la combattent.*

Le soussigné espère donc que, dans ce cas, Sa Majesté Impériale se resouviendra de son grand et bon ami le Roi de Sardaigne, et qu'Elle voudra bien insister sur l'appel indispensable des Ministres de ce Prince.

Il est possible sans doute, peut-être même probable, qu'il n'y ait point de Congrès et que la guerre recommence ; mais le contraire est possible aussi ; et, dans l'état actuel des choses, l'esprit d'équité qui accompagne toutes les pensées de Sa Majesté Impériale accueillera sans doute des raisonnements purement hypothétiques, les seuls que permettent les circonstances.

D'ailleurs, si le Congrès proposé n'a pas lieu dans ce moment, il faut absolument qu'il ait lieu à une autre époque, tout devant finir tôt au tard (si la souveraineté européenne subsiste) par une de ces grandes assemblées, fameuse à jamais et qui fera oublier celle de Westphalie ; de manière que les raisonnements employés ici par le soussigné ne seront jamais superflus.

Il se sert donc de toute la confiance qu'il tire de la plus évidente logique et du caractère élevé de Sa Majesté

Impériale pour lui recommander de nouveau dans cette circonstance importante les intérêts du Roi son Maître, et il ne doute point que dans les temps à venir l'excellente mémoire et l'énergique amitié de la Maison de Savoie ne trouvent l'occasion de soutenir auprès de Sa Majesté Impériale et de son auguste Maison un caractère de huit siècles.

Le soussigné, en priant Son Excellence le Chancelier de l'Empire de vouloir bien donner à cette Note le cours ordinaire, saisit avec un extrême empressement cette occasion de lui renouveler l'hommage de sa très haute considération.

367

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 24 juin 1813.

J'ai reçu avec un plaisir inexprimable votre première lettre de Riga. Elle était accompagnée d'une autre lettre du Marquis, pleine de politesses et de choses agréables sur votre compte. En voyant la date de la vôtre, j'ai douté de l'exactitude ; du 27 après-midi au 29 à la même heure, cette célérité me paraît extraordinaire, d'autant que vous aviez passé quelques heures à Strelna, comme je l'ai appris depuis. S'il n'y a pas d'erreur, cela s'appelle marcher.

J'ai bien peur, mon cher enfant, que vos remontrances

sur *la table* et sur *l'écritoire* soient fort inutiles, et même que je ne m'enfonce davantage *dans mes vices ;* car les circonstances amènent la mauvaise humeur, et la mauvaise humeur augmente l'amour de la retraite. Voilà déjà un samedi dont il n'est plus question : les Laval partent pour l'Angleterre, les Tamara ont substitué le mardi au vendredi, et ce mardi coïncidant avec celui de la Princesse Beloselski, ce *synchronisme*, en m'obligeant d'opter, m'ôtera encore un jour de campagne ; j'ai le malheur d'en être bien aise. Vous voyez comment vont les choses. La force qui mène tout se moque de nos calculs. Je ne vous dis rien de l'armistice ; tous ces raisonnements sont inutiles, quelquefois impertinents, toujours dangereux. Vous êtes sur les lieux , vous verrez les choses mieux que moi. Ce qu'il y a malheureusement d'inconcevable, c'est que l'armistice, et la paix, qui suivant les apparences en sera nécessairement la suite, achèveront la perte des puissances du second ordre. Je me dis bien que tout peut changer encore ; mais pour cela il faudra beaucoup de temps, et il n'en reste beaucoup ni au Roi ni à moi. Peut-être est-ce là une raison de consolation, si l'on entend bien la chose ; mais toujours est-il vrai que tout nous ramène au *cabinet* et à *l'écritoire*. L'Amiral est parti pour Oranienbaum, où il occupe seul la maison de son collègue Gray ; il m'a beaucoup pressé d'aller passer quelques jours avec lui, et vous commande de vous bien porter.

Hier, le corps du Maréchal est entré dans la capitale, pour prendre place dans la cathédrale de Casan, où les obsèques auront lieu demain. L'entrée s'est faite avec

toute la magnificence possible. Le char funèbre était traîné par le peuple. C'était une espèce de carré de trois cents personnes qui se relayaient. On a fait tout ce qu'on pouvait faire ; cependant je n'ai pas trouvé dans toute cette cérémonie une véritable dignité. Dans le cérémonial français, le mot de *héros* était répété deux fois, une fois dans le corps de la pièce, et à la fin, qui se termine par *les mânes du héros*. Je ne sais si l'original russe finit par cette élégance poétique et chrétienne. Quoi qu'il en soit, mon cher ami, voilà le défunt, n'en déplaise à M. le Général de Benningsen, déclaré *héros* par le Grand-Maître des Cérémonies, véritable juge de ces sortes de choses. *Omnis mundus histrioniam exercet.*

Bonjour, mon très cher enfant ; vous savez si je vous aime, si j'ai besoin de vous, si je m'occupe de vous : tout cela va sans dire. A la nouvelle de l'armistice, quelques idées grossières se sont emparées de moi : *Pendant quelque temps il ne risque rien. — Je suis faible, il est vrai ; un père peut bien l'être.* Sur cela, bonjour encore.

368

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 22 juillet 1813.

Voilà, mon féal ami, une lettre que je vous recommande pour le Chevalier Manfredi. Mon dernier numéro

étant du 6, vous sentez que j'ai peu de nouvelles à vous donner; j'en ai une cependant, et même très importante, puisque votre oncle a été fait général. Vous le savez, au moment où j'écris; mais nous l'avons su avant vous: Sophie ne veut cependant pas le croire, parce que la signature de S. M. I. n'est point encore arrivée. Pour moi, j'y compte, et me voilà satisfait. Maintenant, il ne faut plus penser qu'à vous; mais... *mais je m'embarrasse fort peu de vous:* ainsi je dors sur les deux oreilles.

Je n'ai jamais cru à vos bons pressentiments sur le plaisir de nous revoir. Non, certes, la partie n'est pas finie; la paix ne me paraît pas possible. Comment imaginer que l'Autriche laisse échapper cette occasion de s'émanciper, et de dissoudre la Ligue du Rhin? Et comment imaginer que *l'autre* recule? La guerre éclatera donc encore; mes angoisses vont recommencer aussi: mais je ne veux point vous parler de toutes ces couardises paternelles. Je veux cependant vous dire encore que je me rappelle volontiers vos pensées pleines d'espérance sur le succès de cette campagne. Ma confiance moindre tient peut-être à l'âge. — Vous êtes une fusée qui monte, et moi je suis une baguette qui retombe. — Mais j'oubliais que je ne voulais rien vous dire, pas même que je vous aime de tout mon cœur.

369

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 23 juillet (4 août) 1813.

Hier, mon cher Rodolphe, est arrivé votre n° 5 du 1er juillet, avec les portraits. Le travail du vôtre est admirable, et la ressemblance assez frappante ; je ne sais cependant si mon frère s'est parfaitement tiré de votre auguste nez : dans la silhouette au crayon noir, la ressemblance me paraît encore plus frappante ; mais, sur ce point, il y a beaucoup d'arbitraire. En général, c'est un ouvrage superbe, que j'ai tout de suite encadré et placé au-dessus de mon portrait dessiné par Vogel, que vous voyez à côté de la fenêtre. Là, vous aurez soin de moi. Votre nouveau portrait n'est accompagné que d'une simple date, mais le premier porte un vers d'Homère :

Καὶ ποτὲ τις εἴπῃσι · Πατρὸς δ' ὅγε πολλὸν ἀμείνων (1).

(Il., VI 479.)

---

(1) *Et olim quis dicat : Patre vero hic multo fortior !*

(Heyne, trad. litt.)

N'est-ce pas qu'il est bien trouvé ? J'espère que personne n'aura jamais rien à dire.

Votre oncle vous dira la jolie vie que j'ai menée cette semaine avec sa femme. Ce qui m'a fait véritablement plaisir, c'est qu'il m'a paru que cette attention de ma part lui était agréable : je m'attache tous les jours à cette femme, qui est pleine de raison et de bons sentiments. Elle m'a lu votre conversation avec le Pannonien, qui m'a extrêmement amusé. Il ne peut, au reste, être plus honnête homme que ceux qui l'envoient. Du moment où j'ai vu cette puissance en jeu, j'ai dit et écrit ce que vous me dites : *qu'elle profiterait de l'occasion pour reprendre la prépondérance, et que c'était là tout ce qu'elle voulait.* Cependant *on* paraît content d'elle, et je ne sais pas trop comprendre comment on pourra éviter une nouvelle guerre, malgré la prolongation de l'armistice. J'ai vu votre ancien chef, qui est toujours le même : il voit tout en noir, comme vous savez ; quand j'ai parlé quelque temps avec lui, je sens que mon imagination se noircit. J'espère cependant qu'il s'exagère certaines choses à lui-même ; mais ce qui m'effraie particulièrement, c'est qu'il a toujours deviné ! Mandez-moi (et n'oubliez pas ceci) combien de temps doit durer encore votre position équivoque, et si le défaut de titre décidé ne vous nuira point. Comment faut-il vous écrire ? On ne peut dire *aide de camp*, et encore moins, ce me semble, *attaché*.

Je vous sais bon gré, mon très cher enfant, de ne pas savoir vous amuser pleinement sans moi, et de me le dire en latin de Cicéron, qu'il ne faut point oublier. Je

compte que votre séjour en Allemagne vous rendra fort sur les *déclinaisons*, voir même sur les conjugaisons, au point de pouvoir vous entretenir couramment avec tous les maîtres de poste de Germanie. Soyez fort exact et fort attentif auprès de Madame de W...., et ne négligez rien aussi pour contenter le Général d'Auvrai. J'ai trouvé extrêmement plaisant qu'après avoir desservi l'oncle, il emploie le neveu. Au reste, mon frère venant d'être fait général, il me semble que tout est dit.

Nous avons, en effet, perdu notre procès (de quatre voix) en Angleterre; mais quand je dis *perdu*, ce mot doit être expliqué. Le bill n'a point été *négativé*, seulement la question est renvoyée. Mais les catholiques ne lâcheront point prise. Je voudrais que vous pussiez suivre les papiers. Vous y verriez leurs espérances et le nom de leurs persécuteurs. Plus tôt ou plus tard, nous verrons le bill tant désiré, et ce sera *une Ère*.

Les nouvelles d'Espagne sont extravagantes. Avant-hier, à Tsarsko-Selo, il passait pour certain que les Français avaient été obligés de brûler leurs propres magasins à Bayonne. On ne parle pas moins, dans ce moment, que d'une promenade à Bordeaux.

Je suis bien aise que mon frère ait jugé comme moi Madame de Sévigné. Nous ne parlons pas du talent, qui est *invariable*, mais du caractère. Si j'avais à choisir entre la mère et la fille, j'épouserais la fille, et puis je partirais pour recevoir les lettres de l'autre. Je sais bien que c'est une mode de condamner Madame de Grignan: mais par le recueil seulement des lettres de la mère, lues comme on doit lire, la supériorité de la fille sur la mère

(dans tout ce qu'il y a de plus essentiel) me paraît prouvée à l'évidence.

Je ne vois pas de difficulté que vous lisiez *Émile*, si vous en avez la fantaisie. C'est un ouvrage de collège, qui a beaucoup plus de volume que de masse, et qui ne renferme presque rien de véritablement utile. Vous verrez de quels ouvrages on s'infatuait dans le siècle extravagant qui vient de finir (à ce qu'on dit du moins, car pour moi je n'en crois rien). Le morceau le plus remarquable de cet ouvrage qui a fait tant de bruit, est la *Profession de foi du vicaire savoyard*; ce qu'elle renferme de bon et de mauvais se trouve partout, mais non pas en si beau style. Après cette lecture, il serait bon de lire les lettres sur le déisme (*le Déisme réfuté par lui-même*). C'est par ce livre que l'excellent abbé Bergier commença sa noble carrière ; et j'ai ouï dire que Rousseau lui-même fut frappé de la force des raisonnements autant que du ton constant de modération qui règne dans cet ouvrage. En effet, il n'y a jamais répondu, et même, que je sache, n'a jamais nommé Bergier.

Il y a une phrase sur moi, dans je ne sais plus quelle de vos lettres, qui m'a fait trembler. C'est celle où vous dites *absence et présence*. Cette idée s'est déjà présentée à moi comme une très fâcheuse possibilité. Qu'on me laisse tranquille : je ne veux plus que végéter.

Je ferai votre commission à Mademoiselle Valouieff, qui est à Tsarsko-Selo. Si vous sentez dans votre plume quelque jolie phrase pour Madame S..., laissez-la tomber. Bonjour, cher enfant. Portez-vous bien, et allez votre train sur cette planète.

Je vous envoie l'estampille de vos livres pour savoir si vous en êtes content, et une lettre pour votre chef, que je dois remercier, etc.

Adieu donc, l'enfant !

370

A Son Excellence M. le Prince Gortchakof.
Ministre des guerres, etc.

Saint-Pétersbourg, 9 (21) septembre 1813.

Mon Prince,

Un très honnête père de famille dont le nom m'est parfaitement connu et qui habite une petite ville appelée *Thonon*, en Savoie, sur les bords du lac de Genève, M. Quisard, homme de loi, autant que je me le rappelle, avait un fils entraîné comme les autres à cette mémorable campagne de 1812, heureusement funeste, en dernière analyse, pour le mauvais parti. Ce jeune homme qui se nomme Joseph Quisard, du département du Léman, capitaine au 8e régiment de hussards a été blessé, fait prisonnier, et mené à Wilna. Là, il a trouvé dans cette ville, pour son bonheur, un jeune médecin de sa ville, nommé Dessaix, prisonnier de même, qui s'est attaché à sa personne et en a eu tous les soins imaginables. De Wilna, ils ont trouvé les moyens de faire connaître leur situation à Thonon, en Savoie ; alors,

M. Quisard, le père, a déterré dans un château du Lyonnais un Marquis Costa, homme d'un rare mérite, et mon ami d'enfance, qui tâche d'oublier dans cette retraite, auprès d'un beau-frère, les malheurs de son pays et les siens. Il lui a fait parvenir une lettre pour moi, dans laquelle il me prie, sans compliment, de demander à Sa Majesté Impériale la liberté de son fils et du jeune médecin, *lequel*, me dit-il avec une charmante simplicité, *est un jeune homme de beaucoup de talent, qui s'est distingué dans tous ses examens, et dont on ne peut se passer chez lui*, sans compter le motif de reconnaissance, et il prie le Marquis Costa de me faire parvenir cette lettre en l'appuyant de sa recommandation auprès de moi. Celui-ci rend le témoignage le plus avantageux au père et au fils : il me dit *que le premier est un excellent homme qui a tenu dans les temps les plus difficiles une conduite irréprochable, et qui jouit dans son département de la bienveillance et de la considération générales* ; et, quant au fils, il me cite des attestations authentiques qui le présentent *comme un très bon officier, également aimé et estimé pour sa bravoure et pour sa conduite.*

Dans une petite lettre du père au fils, insérée dans la mienne, et décachetée, j'ai lu ces mots véritablement singuliers : *Soyez sûr, mon fils, que si cette demande parvient à sa destination, elle réussira.* J'avoue néanmoins à Votre Excellence que je la trouve indiscrète, et même un peu ridicule, car elle n'est fondée sur rien, et se trouve en opposition avec les règles connues. Je sais bien que Sa Majesté Impériale ne fait pas la guerre aux médecins ; mais il en est autrement des militaires. Ce-

pendant, mon Prince, je ne veux pas me permettre de supprimer une demande quelconque adressée par mon canal à Sa Majesté, d'autant plus que je suis sûr de ne pouvoir déplaire à l'Empereur de Russie et que peut-être même j'aurai le bonheur de le faire sourire, en lui montrant ce qu'une probité simple et honnête pense de lui dans un petit coin du monde, à 800 lieues de ses États.

C'est ce qui m'engage, mon Prince, à vous adresser cette petite narration dont vous ferez l'usage que vous jugerez convenable.

Je suis, etc.

371

A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire.

Saint-Pétersbourg, 8 octobre 1813.

Le soussigné, dans une dépêche qu'il a reçue du Roi son Maître, écrite de Cagliari le 28 juin dernier (n. s.), a reçu l'ordre de transmettre à Sa Majesté Impériale le vif désir qu'aurait le Roi d'obtenir, dans une circonstance bien importante pour lui, un nouveau témoignage de l'amitié et de la protection éclairée de l'Empereur de toutes les Russies.

Le Roi, après avoir exprimé vivement à son Ministre sa reconnaissance pour les expressions pleines d'amitié

et d'intérêt employées par Sa Majesté Impériale dans quelques lettres à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, témoigne combien il serait important pour lui que le Chevalier de Saint-Martin d'Aglié, son Chargé d'affaires à Londres, fût recommandé à l'Ambassadeur Russe comme le Ministre d'un Souverain ami de Sa Majesté Impériale.

Avant même que la tournure heureuse des affaires amène une discussion approfondie des droits respectifs des Princes d'Italie, il se présentera une circonstance préliminaire bien essentielle pour S. M. le Roi de Sardaigne. Une grande Cour a tâché, dans quelques occasions, d'écarter les Plénipotentiaires de S. M. ; il faut tout prévoir. Un Congrès, plus ou moins retardé, doit nécessairement terminer ces longues convulsions : il est bien important pour S. M. que son plénipotentiaire y soit admis et même appelé. Elle a sans doute toutes sortes de raisons de s'attendre à des sentiments tout à fait différents de ceux qu'on a pu apercevoir ou soupçonner jadis; mais comme toutes les probabilités possibles sont souvent démenties en politique, il faut prévoir le cas où le désir et le droit du Roi seraient contrariés à Londres par une influence étrangère ; et, dans ce cas, les bons offices de Sa Majesté Impériale pourraient être de la plus grande utilité pour S. M. le Roi de Sardaigne, quand même ils ne seraient employés que de cette manière purement amicale qui ne saurait gêner aucune spéculation diplomatique.

L'Europe entière sait combien la Cour de Turin a eu à se plaindre dans la terrible guerre qui l'a si injuste-

ment déplacée. Toutes les forteresses du Piémont, et Turin même, furent dépouillés d'une immense quantité d'effets précieux de tout genre : artillerie, munitions de guerre, armes de toute espèce, machines, cordages, etc. Tout disparut en un clin d'œil, et, pour comble de malheur, les bonnes dispositions des sujets fidèles de S. M. ayant été systématiquement annulées, le Piémont fut cédé par un trait de plume à l'ennemi de l'Europe. En retraçant ces souvenirs, on est bien éloigné d'y mettre la plus légère aigreur. S. M. le Roi de Sardaigne se plaît au contraire à ne voir dans certains faits désagréables que des erreurs (s'il est permis de s'exprimer ainsi) purement instrumentales, absolument étrangères à la véritable source de la véritable politique d'un grand Empire, et parfaitement effacées par les relations les plus douces et les plus intimes. Cependant, il n'est pas inutile, à beaucoup près, que les faits soient connus ; et si les circonstances l'exigeaient il n'est pas douteux que Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de Russie ne pût en tirer le plus grand parti dans certaines conférences qu'on envisage comme possibles, en présentant ces faits non comme des reproches, ce qui serait diamétralement opposé aux intentions de S. M., mais simplement comme des souvenirs propres à donner du courage à la justice et quelques mouvements salutaires à la générosité.

Il peut bien se faire aussi qu'on parle des indemnisations du Roi de Sardaigne, et Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur, instruit par le Ministre de S. M., serait à même de dire, sur ce point, tout ce qui lui

paraîtrait conforme à ses instructions et utile au Roi.

Il pourrait encore être question dans ces conférences de certaines mesures à prendre en Italie, suivant les circonstances, qui semblent enfin plus favorables. Personne n'ignore que le Piémont est la partie la plus belliqueuse de l'Italie. Plus d'une fois, et dans ces derniers temps encore, les vieux régiments Piémontais ont fait témoigner au Roi leur désir ardent de voir de nouveau flotter son étendard. S. M. s'est même vue dans le cas de réprimer un zèle que les circonstances ne favorisaient pas. En ajoutant (ce qui ne me paraîtrait pas difficile) à ces Piémontais, des Lombards et des Suisses à titre d'auxiliaires, on donnerait une armée au Roi, ce qui serait sans contredit une des mesures les plus décisives dans cette partie de l'Europe. Tout cela peut être présenté à Londres, comme ici, mais jamais de la part du Ministre de S. M. avec ce même ascendant que lui fournirait l'appui de l'Ambassadeur Russe.

Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire est instamment supplié de vouloir bien considérer que S. M. le Roi de Sardaigne ne demande aucune recommandation particulière sur tel ou tel objet ; Elle se renferme dans les termes les plus généraux ; Elle désire seulement que son Ministre soit entendu à Londres, avec bonté, par l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale ; qu'il en reçoive tel appui qu'Elle jugera à propos pour le cas d'un Congrès ; tel appui encore et tels bons conseils qu'Elle jugerait de même convenables pour la suite des événements, sans aucune détermination spé-

cifique , que Sa Majesté Sarde envisage elle-même comme impossible dans ce moment, et en évitant jusqu'à l'ombre de tout ce qui pourrait gêner ou compromettre l'Empereur de Russie.

Tout ce qui, dans ce moment, est ébranlé en Europe s'appuie sur Sa Majesté Impériale ; les embarras accidentels qui pourraient en résulter seraient le prix d'une gloire immense, qui ne saurait néanmoins faire tort à la reconnaissance. Si les efforts véritablement extraordinaires de S. M. le Roi de Sardaigne au commencement de cette guerre fatale n'eussent pas été enfin rendus inutiles par un aveuglement déplorable, l'amitié de ce Souverain pour l'Empereur de Russie sans être plus vive ni plus sincère, ce qui n'est pas possible, eût produit peut-être d'autres résultats extérieurs ; mais enfin, après avoir fait tout ce qui dépendait de lui, le Roi s'est jeté dans les bras de Sa Majesté Impériale et n'a jamais cessé de compter sur Elle. Son Ministre soussigné, qui s'estime heureux d'être l'organe de la reconnaissance du Roi son Maître, pour tant de témoignages d'amitié et de protection, prie Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire de vouloir bien encore lui faire connaître, dans le temps, si ce désir, soumis à toutes les restrictions de la prudence et de la délicatesse, peut être suivi de quelque effet consolant, au milieu des circonstances pénibles qui pressent S. M. le Roi.

Le soussigné s'empresse, etc.

372

Mémoire sur la position de la Maison de Savoie en octobre 1813, et sur les mesures qu'elle doit prendre à cette époque.

Saint-Pétersbourg, 19 (31) octobre 1813.

Dans la situation où se trouve actuellement l'Europe, au milieu de l'ébranlement universel de la plus grande partie des Souverainetés, et du renversement absolu de quelques-unes, il est essentiel que chaque puissance se fasse une idée nette de sa position.

Tout Cabinet a son *esprit*, qui est dans la politique ce que le *caractère* est pour l'individu. Avec de grands efforts, il pourra quelquefois s'en écarter un peu ; mais bientôt il y revient.

Le Cabinet de Turin s'est toujours fait connaître par une prudence consommée ; mais, quoique la prudence puisse appartenir à tout le monde, la sienne avait cependant une physionomie particulière qui la distinguait des autres. Dans sa clairvoyante perspicacité, elle semblait, en traitant les affaires de tout genre, s'occuper des inconvénients plus que des avantages. *Afin que* n'était que sa seconde pensée : *de peur que* était la première. Ce trait distinctif était si bien senti, que la gaieté de nos voisins, en deçà des monts, nous appelait quel-

quefois « *des mais* », badinage réfléchi qui ne manquait pas de sel ! Tout ce qui était bruyant, décidé, extrême, et irrévocable surtout, déplaisait à notre Cabinet ; au contraire, tous les termes moyens, tous les accommodements habiles, toutes les suspensions, toutes les mesures provisoires, et particulièrement tout ce qui permettait de revenir sur ses pas, était son affaire.

Par une suite du même principe, il n'employait guère avec plaisir que les hommes dont le caractère se trouvait en harmonie avec le sien. Tout génie audacieux ou entreprenant était dans ses mains comme une arme à feu dans les mains d'une dame : il fatiguait et il effrayait.

Ce caractère, à la fois cause et effet, en valait bien un autre, et, dans ses beaux jours surtout, il a été justement distingué en Europe ; il s'accommodait merveilleusement à notre position géographique, à nos forces et au génie national. De temps immémorial, il avait épousé la dignité sans jamais s'en être séparé un seul instant ; mais comme il n'y a rien dans les choses humaines qui n'ait ses inconvénients, il avait celui d'isoler la puissance, de s'opposer aux alliances de cœur et à toute amitié généreuse et héroïque, telle qu'on en aurait besoin dans les grands malheurs.

L'audace donne des amis et des ennemis ; l'extrême réserve, la timidité ne donnent ni l'un ni l'autre, et voilà pour nous le danger du moment, qui doit être franchement et entièrement exposé. Cacher ce danger ou l'atténuer mal à propos, ce ne serait pas *servir* mais *desservir* le Roi.

Nous ne pouvons avoir d'amis décidés parce que nous n'avons pris aucun parti décidé : c'est tout le mystère. Mais pour donner aux idées tout le développement nécessaire, on joint ici les plans de quatre partis décidés, relatifs à quatre grandes puissances, et tels qu'ils ont pu reposer dans plusieurs têtes politiques. On peut les regarder, si l'on veut, comme quatre discours tenus dans un Conseil d'Etat par quatre Ministres différents, ou par le même Ministre proposant le choix à son Souverain.

PREMIÈRE SUPPOSITION.

Parti décidé à l'égard de l'Autriche.

« Au milieu de cette tempête épouvantable, nous ne « pouvons nous défendre seuls ; que l'Autriche prenne « donc nos villes, nos trésors, nos troupes, qu'elle « prenne tout, en respectant seulement un caractère « sacré. A-t-elle envie de quelqu'une de nos provinces ? « Entrons en conversation. S. M. pourrait aller elle- « même à Vienne pour en parler et traiter des équiva- « lents, etc., etc. »

VIENNENT LES *MAIS.*

« *Mais* vous n'y songez pas : *mais* l'Autriche abusera « de la bonne foi du Roi : *mais* elle prendra tout et « perdra tout, etc. »

RÉPONSE.

C'est précisément ce que vous lui verrez faire incessamment ; mais alors, elle agira sans nous et contre nous,

sans justice, sans pitié, sans délicatesse, sans profit ni pour nous, ni pour elle, ni pour l'Europe. Cet événement paraît infaillible. Dans l'autre supposition, il peut se faire que nous ne tombions pas, et, si nous tombons, nous aurons laissé au moins un germe infaillible de résurrection dans l'attachement, dans la confiance, dans la reconnaissance d'une grande puissance, ou dans la pudeur au moins, qui, jusqu'à un certain point, remplace quelquefois ces sentiments. En cas d'abandon ou de déloyauté de sa part, nous aurons le droit de pousser un cri jusqu'aux nues, et le cri de l'Europe, encore plus haut et plus pénétrant, nous fera justice tôt ou tard.

SECONDE SUPPOSITION.

Parti décidé à l'égard de l'Angleterre.

« Que S. M. dise aux Anglais: Amenez des troupes « en Sardaigne. Payez les vôtres ; payez les miennes ; « fortifiez Cagliari, prenez les îles de la Madeleine ; « vendez, achetez tout ce que vous voudrez en Sardaigne; « attaquez même la Corse, si vous voulez, etc. »

MAIS !

« *Mais* vous ne connaissez pas les Anglais: *mais* ils « pervertiront les Sardes ; *mais* ils leur feront une cons- « titution comme aux Siciliens ; *mais* ils attireront les « armes des Français ; *mais* ils détrôneront le Roi. »

RÉPONSE.

Tant mieux ! Pervertir la perversité, c'est la convertir.

Ne vous opposez à rien ; laissez faire les Anglais, afin que tout le mal vienne d'eux. La Sardaigne n'est rien qu'un mot, la chose est en Piémont ; si son Souverain ne conservait que cette île, son rang lui échapperait par la force des choses. Si elle peut servir, en lui échappant, à lui donner un droit rigide et incontestable sur la justice et la générosité anglaises, c'est une fortune de la perdre. Ils seraient bien loin d'être ce qu'ils sont, s'ils n'étaient pas en état de nous rendre, en fin de cause, mieux que la Sardaigne.

TROISIÈME SUPPOSITION.

Parti décidé à l'égard de la Russie.

« Princes ! Allez en Russie ! Combattez à la tête de « ceux qui combattent pour vous. Portez en Russie vos « titres et votre rang, que personne ne vous dispute « dans ce pays ami ; donnez les Ordres de votre Maison, « portez ceux de l'Empereur ; allez à la Messe accom- « pagnés du Ministre de votre Maison et de vingt Gen- « tilshommes, ses sujets ; soyez grands Seigneurs, « Généraux et Gouverneurs de Provinces, faites la « cour aux Grandes-Duchesses et devenez leurs maris ; « mêlez irrévocablement vos intérêts à ceux de cette « puissante monarchie : *votre force retiendra Rhodes.* »

MAIS !

« *Mais* les Princes d'une Maison régnante ne peuvent « en servir une autre : *mais* la religion s'oppose à tout « mariage de ce genre, etc. »

RÉPONSE.

Emmanuel-Philibert, qui était Souverain, ne s'est fait nul tort dans l'histoire en gagnant la bataille de Saint-Quentin pour Philippe II; mais sans discuter cette question de haute étiquette, il suffit d'observer que, dans les temps de révolution, la pire des erreurs est d'imaginer qu'il faut s'en tenir strictement aux anciennes maximes, et que la tempête la plus terrible n'exige pas d'autres manœuvres que le calme plat. La veritable mort de la dignité, c'est l'oubli: tout ce qui le prévient est bon. Quant à la religion, c'est un désagrément; mais comment se tirer du pas où nous sommes sans désagrément d'aucune espèce? Ce serait une idée chimérique. Le Palatin de Hongrie, appartenant à une si haute Maison, a bien passé sur cet inconvénient en épousant une Grande-Duchesse. Vous obtiendrez aisément la religion catholique pour les enfants; alors qu'importe? etc.

QUATRIÈME SUPPOSITION.

Parti décidé à l'égard de la France.

Manifeste de S. M. le Roi de Sardaigne, qui déclare dans les termes convenables, après l'exposition la plus sonore de la pureté de ses vues primitives, que « ne pou-
« vant plus trouver à la suite de ses alliés qu'une perte
« assurée, il est forcé d'accepter les offres et l'alliance
« de la France. En conséquence, il y aura paix, amitié
« et alliance offensive et défensive, etc. »

Le Roi ajoutera 50,000 hommes à l'armée française, s'emparera de l'Italie et marchera sur Vienne. Il serait inutile de détailler ici les suites possibles d'une telle résolution : elles sont immenses.

MAIS !

« *Mais* quels cris en Europe contre le Roi ! *Mais* « comment accorder quelque confiance à un gouverne- « ment révolutionnaire plus mobile que les girouettes « qu'il a fait tomber ? *Mais* comment le plus moral de « tous les Souverains pourra-t-il se rallier à la mau- « vaise cause ? *Mais* quelle figure fera le Roi de Sar- « daigne à côté des assassins de Louis XVI ? »

RÉPONSE.

Pure poésie ! Voici la vérité en prose. Le gouvernement le plus *mobile* a toujours en lui quelque chose d'*immobile*, c'est l'intérêt ; or l'intérêt de tous les gouvernements est d'avoir des alliés fidèles. Vous verrez que des Souverains plus décidés que nous s'allieront à la France, et demeureront en place ; ils auront beaucoup à souffrir sans doute ; mais croyez-vous donc que nos Maîtres n'auront rien à souffrir, et vaut-il mieux voir brûler sa maison que d'y loger passagèrement mauvaise compagnie ? Cette alliance qui vous fait peur et que vous feriez aujourd'hui non seulement avec une grande utilité, mais avec cet éclat qui environne toujours, quoi qu'on en dise, toutes les grandes résolutions, vous la ferez ensuite, mais pour votre perte, et pour être foulé aux pieds par ces scélérats, contre qui vous pourriez agir une

fois avec avantage en tournant contre eux la force même que vous tiendriez d'eux. Savez-vous quel sera le premier de nos alliés en cas de brouillerie avec la France? Ce sera l'Empereur d'Autriche. Le Roi, qui l'aura dépouillé de quelques provinces, pourra cependant le voir avec beaucoup de profit pour le bien commun et lui dire, tête à tête, ce qu'un Souverain seul a le droit de dire :

« Vos Ministres, Sire, se jouaient de vous et de moi. « Votre Majesté s'en apercevra quand Elle jugera à « propos ; mais quant à moi, j'avais de fort bonnes « raisons pour ne pas tarder d'y mettre ordre. Je n'ai « pu me tirer de leurs mains qu'en me jetant dans celles « de la France, mais dans le fond je déteste ses Maîtres. « Pourriez-vous croire que je veuille nuire à un grand « et excellent Souverain, mon parent et mon ami, tel que « vous, Sire? *Qui? Moi?* » On n'a pas sans doute oublié le « *Qui? Moi?* »

Quant à la *mauvaise cause*, il n'y en a jamais eu en France pour l'état militaire. S'il y avait un drapeau et un parti royal, alors plus de doute. Tout ce qui serait d'un côté devrait s'appeler *bon*, et tout ce qui serait de l'autre *mauvais ;* mais on ne voit nulle part un drapeau royal élevé contre la France. On se bat bien contre elle, mais point du tout pour son Roi : au contraire, on le méconnaît et on le rejette de toute part. L'armée de Condé ne prouve rien ; car l'emploi de cette armée n'est au fond qu'un machiavélisme raffiné qui veut se servir de la noblesse française pour dépecer la France. Ce drapeau d'ailleurs n'étant point principal, et ne prouvant ni ne

pouvant rien par lui-même puisqu'il reçoit la loi des autres, est parfaitement nul. Dans cet état de choses, que devaient faire les militaires français? Il fallait sans doute laisser entrer cinq ou six cent mille plénipotentiaires Russes, Autrichiens et Anglais qui seraient venus faire sacrer le Roi à Reims après avoir fait leurs dévotions à Notre-Dame de Paris, et se seraient retirés ensuite pieusement, sans oser seulement remuer une seule limite de la France! Il est impossible de traiter ce sujet sérieusement.

Donc, les militaires français font leur devoir. La France est attaquée, ils la défendent, ils ont raison; la maxime suivante est aussi sûre qu'une proposition d'Euclide.

Tant que le Roi est à sa place, il est lui seul la Patrie; au moment même où il disparaît, la Patrie est tout, et c'est elle qu'il faut défendre à tout prix pour la rendre au Roi.

Une fois que l'épée est tirée, on va trop loin, sans doute, et les Français peuvent devenir par leurs conquêtes les ennemis du genre humain: alors ce sera un devoir sacré de leur résister; mais les traités faits avec eux par le passé seront précisément ce qui pourra mettre différentes puissances à même de leur résister. Si le Roi possédait une fois (et c'est une suite admissible de la supposition actuelle), s'il possédait La Brunette, Exiles, Fénestrelles, Turin, Gênes, Alexandrie, Coni, Demont, Mantoue, etc., nous verrions ce qu'il ferait alors, et si ses Ministres seraient entendus avec politesse dans les Cours étrangères.

Quant à la qualité des gouvernants, c'est encore un objet nul par deux raisons :

1° Parce qu'en traitant avec un peuple, il faut nécessairement traiter avec ses Maîtres ou ses représentants quels qu'ils soient.

2° Parce que le danger ne permet ni le choix ni la délibération. Si le pied glissait à S. M. sur le bord d'un abîme, et qu'il ne se trouvât à sa portée d'autre secours que la main de l'exécuteur, il devrait la saisir.

Dans tout ce qui vient d'être écrit relativement aux quatre suppositions faites, il n'y a rien de dogmatique. Celui qui écrit ce Mémoire s'est mêlé tard de la politique, et il se sent d'ailleurs des talents très bornés ; un homme qui en aurait davantage ferait d'autres plans et les ferait meilleurs. Quant à lui, il se borne à montrer, par de simples aperçus, comment on aurait pu attaquer le problème vital, c'est-à-dire *trouver le moyen, au milieu du chaos général, de nous attacher une grande puissance quelconque.* Du reste, il se garde bien de dire : ceci est bien, cela est mal, il fallait faire autrement.

Il connaît au contraire la difficulté des temps. Le Gouvernement qui a pris le parti de n'en prendre aucun a eu ses raisons que l'auteur de ce Mémoire trouve bonnes et valables, qu'il croirait devoir respecter quand même il serait étranger à ce gouvernement et qu'il ne lui devrait aucun respect. Sur ces grandes et dangereuses questions, il est toujours prêt à douter. Tout ce qu'il croit pouvoir affirmer *velut ex tripode*, c'est qu'on ne saurait à la fois admettre un principe et refuser la conséquence. En vous gardant de toute mesure décidée,

en conservant au milieu du mouvement révolutionnaire, avec une imperturbable constance, le principe régulateur de notre ancien gouvernement, en prévenant par l'immobilité des Princes toute relation, et par conséquent toute amitié personnelle, nous avons incontestablement trouvé le moyen de ne choquer personne ; mais c'est, tout aussi infailliblement, celui de n'avoir aucun ami décidé dans les grands comices européens. Rien, dans la route que nous avons tenue, ne saurait motiver l'espoir d'une assistance énergique. De quelque côté que nous l'attendions, c'est, au pied de la lettre, attendre un lot dans une loterie où nous n'avons mis aucun billet.

Un Politique, tel qu'il peut s'en trouver sans doute dans cette génération bizarre, pourrait fort bien ne point regarder comme un paradoxe que si nous pouvions acheter la haine mortelle d'une puissance prépondérante, il faudrait faire cette emplette dans l'espoir assez fondé d'y trouver au moins, par contre-coup, l'amitié des ennemis de cette puissance.

Ce qui paraît sûr, c'est que S. M. ne doit s'appuyer que très légèrement sur quelques expressions flatteuses employées dans certaines lettres qu'Elle a pu recevoir de ce pays. Des expressions ne sont pas des sentiments : la courtoisie, qui est de droit entre tous les hommes bien nés, l'est surtout parmi les Souverains ; mais la politique va son train.

L'époque de la chaleur et de l'espérance vit cependant naître il y a douze ans cette phrase glaciale : *L'Empereur et le premier Consul se réservent de s'entendre sur*

les indemnités du Roi de Sardaigne, autant que les circonstances le permettront. Dès lors nous n'avons pu faire un pas en avant. Le principe sur lequel le Ministre de S. M. a constamment trouvé la politique de l'Empereur invariable, *c'est de ne jamais écrire un mot qui pût l'engager à rien envers les Princes italiens.*

M. le Duc de Serra-Capriola a des avantages considérables sur le Ministre du Roi, il est ici depuis 30 ans, il a de grands appointements et une maison ouverte, il porte le premier Ordre de Russie, il est mari d'une demoiselle du pays qui lui a donné une foule de relations; il jouit d'ailleurs, et dans sa personne et dans celle de ses enfants, d'une certaine protection particulière, mise en dehors comme la broderie d'un habit, et qui donne beaucoup de bonne grâce et d'aplomb à celui qui en est habillé: cependant il n'a pas été plus heureux qu'un autre.

Le Duc frappe du pied de temps en temps; l'autre a senti, en arrivant ici, qu'il ne fallait pas sortir de la voie des insinuations pénétrantes, des protestations d'attachement, d'espoir, de confiance, etc. Tout cela est enveloppé dans quelques jolies phrases, quand le Saint-Esprit les inspire. Il est écouté constamment avec bonté; mais de réponse écrite, jamais. Un jour qu'il voulut insinuer doucement que d'autres Ministres étaient plus heureux (parce qu'en effet il avait quelques raisons de le soupçonner) le Chancelier lui répondit vivement: « Personne, Monsieur le Comte, personne! Nommez, je vous prie, le Ministre mieux traité! » Celui de Sa Majesté laissa tomber le discours; mais le Chan-

celier ne s'est pas trop gêné pour dire ouvertement *que tous ces Princes d'Italie n'étaient d'aucun secours à la cause générale.*

Sans être aussi tranchant avec le Ministre de Sa Majesté, il s'est contenté de lui dire que le moment n'est point encore venu de s'occuper des intérêts de ces Princes, proposition que nous pouvons trouver nous-mêmes plausible et modérée.

Il paraît incontestable que pour mener à fin une entreprise immortelle qui, deux ou trois fois déjà a été sur le point de périr entre ses mains depuis six mois, l'Empereur de Russie n'a pas d'autre moyen que d'abandonner extérieurement les Princes d'Italie, aux yeux de l'Autriche, en se réservant *in petto*, comme de raison, de régler certains comptes avec celle-ci à la fin du procès.

Si l'Empereur de Russie montrait la moindre envie de se mêler de l'Italie et de faire la part de ses Princes, il serait sur-le-champ abandonné par l'Autriche qui la veut toute, ou qui en veut disposer à son gré. Si l'on pouvait voir dans ce moment certains rêves, on trouverait qu'ils le disputent à ceux de Bonaparte.

Le Chevalier de Saint-Ambroise, venu à Cagliari pour tout autre objet, fit, il est vrai, à S. M., en l'année 1809, certaines déclarations favorables et consolantes. Mais qui sait si l'on peut compter sur ces assurances, quoique sûrement très sincères dans leur source ?

A peu près vers la même époque, le Nonce de Sa Sainteté à Vienne ayant l'honneur d'entretenir S. M. Impériale, apprit, de sa bouche même, qu'Elle était résolue de faire une certaine chose qui devait être sin-

gulièrement agréable au Saint-Père. Le Nonce, qui avait eu son audience le matin, se rendit dans la soirée du même jour chez le feu Comte de Cobentzel pour lui parler de cette affaire qu'il croyait chose faite. Le Ministre le reçut comme s'il lui avait parlé de brûler Vienne. *Mais*, dit le Nonce tout surpris, *Sa Majesté Impériale m'a dit qu'Elle le voulait absolument.* — « *Fort bien*, répliqua le Comte de Cobentzel, *mais nous ne voulons pas et la chose ne se fera pas.* » En effet, elle ne s'est pas faite. Il y a bien d'autres exemples, même assez près de S. M., qui prouvent à quel point les sentiments les plus purs et les plus élevés demeurent étrangers à tout ce qui se fait.

Dernièrement encore n'avons-nous pas lu à la tête de la pièce diplomatique la plus importante (le Manifeste de l'Autriche), *que pendant tout le cours de cette longue guerre Sa Majesté Impériale n'a jamais eu la moindre idée d'agrandissement.* — De tout temps la puissance a eu le droit de tout dire : réservons-nous au moins celui de ne rien croire.

On serait tenté d'imaginer que S. M. n'a qu'un moyen de n'être *jamais* trompée de ce côté, c'est de croire *toujours* qu'on la trompe.

Pendant les conférences de Lunéville, un Commissaire Français dit à l'un des Plénipotentiaires Autrichiens, à la suite d'un long discours sur l'Italie : *Il nous reste à trouver la place du Roi de Sardaigne.* A quoi l'Autrichien répondit vivement : *Et quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un Roi de Sardaigne ? — TUM VERÆ VOCES !* C'est dans ces moments d'abandon qu'il

faut saisir les secrets. Voilà celui de l'Autriche : tout le reste est compliment. S. M. fut instruite dans le temps de cette anecdote piquante, que le plus grand des hasards fit connaître à son Ministre avec une parfaite certitude.

Il n'est pas inutile d'observer ici que les déclarations tardives portées à Cagliari en 1809 coïncidèrent, comme il a été dit plus haut, avec certains arrangements projetés, de manière que cette Ambassade de conscience, quoique très précieuse et très utile sous un certain rapport, pourrait fort bien cependant n'avoir été au fond qu'une mascarade de l'ambition.

Cette ambition, qui n'a jamais eu de bornes, doit être habilement caressée par l'Empereur Alexandre, qui ne peut choquer, ni même refroidir une puissance dont il ne peut se passer pour achever le Grand-Œuvre.

La lettre du mois de mai dernier, n° 5, ne s'accorde donc nullement avec les dogmes politiques de la Russie ; au point que le Ministre de S. M. a pu bien légitimement douter s'il convenait de présenter à Sa Majesté Impériale une demande telle que celle de faire recommander M. le Chevalier d'Aglié à l'Ambassadeur Russe à Londres. Il faut être ici, il faut avoir sondé le terrain depuis longtemps, pour comprendre combien le pas était glissant.

Cependant, pour éviter jusqu'à l'apparence même de négliger les intérêts de S. M., ou pour mieux dire, de ne pas les soutenir avec tout le zèle possible, son Ministre, après s'être bien écouté, a *prononcé* le plus doucement possible la Note ci-jointe, qui est partie pour le

quartier général le jour même où elle a été signée. S. M. en jugera, et quoique son Ministre soit très accoutumé à ses bontés, il y compterait encore davantage, si Elle pouvait juger, sur les lieux mêmes, de la difficulté de cet ouvrage. Cette Note ne pourra nuire, au moins à ce qui semble, et pourra au moins contribuer sans inconvénient à tenir S. M. toujours présente au souvenir de l'Empereur de Russie.

Cependant, malgré la demande timidement pressante qui la termine, le Ministre qui l'a écrite serait tout à la fois bien surpris et bien charmé s'il obtenait une réponse quelconque, un peu moins qu'absolument évasive.

Après avoir mis dans tout son jour le mauvais côté de notre situation, il est encore plus essentiel d'examiner quelles sont nos espérances réelles, et quelles mesures conviennent dans la circonstance actuelle.

1° Il y a dans la protection un certain plaisir qui tient à l'amour-propre ; on aime *conserver* comme on aime *créer*. L'Empereur de Russie attachera très probablement quelque gloire à nous soutenir, et à justifier aux yeux de l'Europe la confiance d'un excellent Prince qui s'est publiquement jeté dans ses bras depuis le commencement de ses malheurs.

On ne peut trop savoir ce que vaut cette considération ; cependant elle vaut certainement quelque chose, et peut-être plus qu'on ne le croirait au premier coup d'œil.

2° La justice évidente de notre cause n'empêchera certainement pas qu'on ne nous sacrifie à quelque grand intérêt, s'il y échoit ; cependant cette justice fera une

grande impression. La grandeur de la Maison de Savoie, le traitement indigne qu'elle a souffert, le rôle important qu'elle a joué et celui auquel elle peut encore être appelée, etc., sont des considérations dont un Ministre habile pourra tirer grand parti dans un Congrès général. L'homme n'est, à proprement parler, ni juste ni injuste; il est alternativement l'un ou l'autre, suivant qu'il est pris ou laissé par ses passions. Il paraît bien difficile d'imaginer quelque intérêt général capable de tourner toutes les grandes puissances contre nous ; les droits du Roi sont trop sacrés, trop évidents pour être méconnus par la conscience universelle. Nous n'avons à redouter, suivant toutes les apparences, qu'une justice partielle.

3° La jalousie mutuelle des Princes nous favorisera extrêmement ; on pourra fort bien nous céder telle ou telle province, non pas précisément afin que nous l'ayons, mais afin que d'autres ne l'aient pas : ceci est important et s'entend bien.

4° L'avantage particulier pour S. M. l'Empereur de Russie, et pour le Roi de Prusse encore, d'avoir des alliés naturels en Italie, ajoute une très forte considération aux précédentes ; le Ministre de S. M. a toujours fort appuyé sur ce point, en parlant néanmoins toujours de la Maison d'Autriche avec la mesure convenable, comme S. M. l'aura vu dans les Notes qui lui ont été transmises ; mais sur ce point Elle ne saurait se faire d'illusion : Elle n'a pas de protection plus puissante que la jalousie contre cette Maison.

Une raison froide, qui repousse toute espèce de chi-

mères, ne trouvera pas d'autres bases à nos espérances. Nous pouvons avoir dans le Congrès général des arbitres équitables, ou bien même des arbitres mal intentionnés, dont les passions nous serviront mieux que leurs vertus; mais, d'amis et d'alliés véritables, nous ne pouvons guère en attendre. Heureusement, S. M. doit beaucoup moins compter sur toutes ces protections égoïstes et équivoques que sur le mouvement général des choses, qui semble amener un meilleur ordre, non seulement indépendamment des hommes, mais malgré eux.

Ce Mémoire entier est écrit dans la supposition que ce Congrès aura lieu ; car si les trois Souverains coalisés dans ce moment, après avoir repoussé l'usurpateur entre certaines limites, venaient à faire une paix particulière où l'Italie serait sacrifiée, notre barque serait jetée plus loin du bord que jamais : il serait inutile de raisonner d'avance sur cette triste supposition.

Après avoir détaillé nos espérances il faut ajouter quelques mots sur les moyens de faire valoir ces espérances.

I

Un Congrès à jamais fameux doit, suivant les apparences, mettre fin aux longues souffrances de l'Europe ; mais la date de cette assemblée, qui doit être si mémorable, est encore bien douteuse, et peut-être bien plus éloignée qu'on ne le croit. Pour y paraître dignement, il faudra une grande réunion de qualités ; et c'est à quoi il est bon de penser d'avance. Cette même réserve, des-

sinée au commencement de ce Mémoire, s'oppose notablement à l'esprit de préparation qui est cependant de première nécessité ; car il doit y avoir dans tout Etat une véritable manufacture d'hommes, où ils soient préparés pour tous les emplois et pour toutes les occasions. Les serviteurs du Roi de la vieille roche sont peu nombreux et déclinent sensiblement : lorsque la grande heure sonnera, sera-t-il temps de penser aux sujets convenables? Non sans doute. Au moment où l'on déclare la guerre, il faut que les armes soient prêtes. Si les précautions ne sont pas prises à temps, S. M. se trouvera dépourvue : à celui-ci il manquera une qualité, à celui-là une autre ; Elle se trouvera violemmemt exposée à se voir servie, dans l'occasion la plus importante et la plus décisive pour Elle, par la caducité, ou par la timidité, ou par l'ignorance, ou par toutes les trois ensemble.

II

Celui qui écrit ce Mémoire a sans doute de violents préjugés contre la politique autrichienne : il ne demande pas mieux que de se tromper ; mais, dans toute supposition, il paraît que l'intérêt de S. M. exige qu'Elle ait dans ce moment un homme de confiance auprès de S. M. l'Empereur d'Autriche, ou pour découvrir les sentiments, ou pour les encourager, ou pour les conjurer. Lorsqu'on approchera du Rhin, *que fera l'Autriche ?* C'est le grand et terrible problème du moment. Elle a protesté de toute façon de son amitié pour Napoléon, et de la disposition où elle était de faire sa paix dès qu'il se résoudrait d'ac-

cepter les termes qu'elle proposait; il a donc bien fait de se battre ; car, s'il est vainqueur, il donnera la loi, et s'il a du dessous, il sera toujours à temps d'accepter les conditions. Qui pourrait se fier au grand-père du Roi de Rome et, peut-être encore, d'un frère de ce funeste enfant, déjà annoncé dans les correspondances secrètes ? — Sur cela on ne sait que dire : c'est un des secrets de la Providence.

Le même agent, ou un autre, pourrait encore être accrédité auprès de S. M. le Roi de Prusse, qui a toujours montré de l'amitié pour le Roi, et qui pourrait bien, au moins (quoiqu'il n'osât pas ici parler au Ministre de S. M.), dire quelques mots en notre faveur dès qu'il ne pourra plus y voir l'ombre d'un danger pour lui.

Ce Souverain, on ne sait pourquoi, n'a point été appelé au traité d'alliance offensive et défensive, signé à Vienne le 28 août (9 septembre) dernier, entre les deux Empereurs. Le préambule de ce traité annonce vaguement le projet de rétablir l'équilibre en Europe, mais sans aucune explication (ce qui n'aurait pas même été possible). Il y a sans doute une foule d'articles secrets qui nous touchent de près ; mais tout ira autrement que les hautes parties contractantes ne l'imaginent. Il n'en résulte pas moins la convenance d'agir directement auprès des Cours de Vienne et de Berlin.

III

La France peut très bien subir une nouvelle révolution imprévue et peut-être provisoire. Bonaparte recule

ou semble reculer ; il plie sous le poids d'une entreprise gigantesque, mais avec sa supériorité ordinaire. On nous fait des contes ridicules sur son armée ; mais un état très circonstancié, publié dans un papier anglais avec tous les détails imaginables, la porte à 570,000 hommes en comptant, à la vérité, 60,000 hommes en Italie et 30,000 Bavarois (qui ont tourné contre lui). Ce calcul ne paraîtra point exagéré à celui qui observe que ceux qui assurent employer 400,000 hommes ne manquent jamais de terminer toutes leurs relations par la formule banale, *malgré la supériorité du nombre*. Bonaparte perdra donc tant qu'on voudra ; mais, à moins de quelque coup de tête qui le perdra entièrement, il restera en France avec des forces très considérables : si donc cet homme doit périr, ce sera par des mains françaises. Or, si cela arrivait, toute autorité qui se montrerait en France à la place de la sienne serait la maîtresse d'être raisonnable et modérée ; ce serait son intérêt même, et comme elle n'aurait encore fait aucun mal, chacun pourrait l'aborder sans scrupule ; c'est ce qu'il faudrait faire sur-le-champ et sans demander conseil à personne, si nous y trouvions notre compte ; car, sans un équilibre, on se moquera toujours de nous. Pour soulever un grand poids, ce n'est pas le tout que d'avoir un excellent levier : il faut un point d'appui, sans lequel autant vaut une chènevotte, qui a l'avantage au moins de ne pas fatiguer le porteur.

Que si Bonaparte demeure à sa place, notre rétablissement en Piémont ne saurait être mis, par aucune tête saine, au rang des choses possibles.

IV

Quand même Bonaparte tomberait, ou quand même il se verrait forcé de céder toute l'Italie (supposition extrêmement douteuse), le Roi, notre Maître, devrait toujours se garder d'être moins Roi que Piémontais. Si on ne lui donne que le Piémont tel qu'il est, il faudra sans doute prendre patience, et si on le lui rend avec de *très grands accroissements*, l'inclination pourra se trouver d'accord avec la politique ; mais si cette supposition ne se réalise pas, S. M. doit oublier absolument le Piémont et chercher par tous les moyens possibles à se jeter ailleurs. Le Piémont, dépouillé de ses deux appendices, le Duché de Savoie et le Comté de Nice (deux zéros qui centuplaient la valeur du chiffre qui les précédait), et privé d'ailleurs de ses citadelles, n'est plus qu'une grande terre dont le possesseur n'est plus qu'un grand seigneur. Dans cette lamentable supposition, c'en est fait politiquement de la Maison de Savoie, quand même la divine Providence nous la conserverait naturellement (*quod votis omnibus et expetendum et expectandum*). La mort politique, l'anéantissement moral est pour elle le contact simultané de la France et de l'Autriche. *Ecartons-nous d'elles ou qu'elles s'écartent de nous*, voilà le grand principe ; et pour l'atteindre, la France, suivant les circonstances, peut encore nous être utile.

V

En supposant que, par une raison ou par une autre, l'Autriche ait conçu d'autres sentiments pour nous, et qu'elle se prête en faveur de S. M. à des projets d'agrandissement, la même raison pourrait fort bien tourner les autres puissances contre nous ; on ne fera peut-être certaine objection expressément ni au Roi ni à ses Ministres : cependant elle existe. S. M. sera donc dans le cas de donner les instructions les plus précises à ses Ministres afin qu'ils puissent la prévenir, ou y répondre, si elle vient à se montrer, de la manière qui paraîtra la plus convenable à S. M.

Il reste à observer que les instructions données jusqu'à ce moment aux Ministres de S. M. paraissent, s'il est permis de le dire, peu d'accord avec leur titre ; car ce n'est point instruire un Ministre que de lui réciter ce qu'il sait déjà et même ce qu'il ne peut ignorer. Soit que les puissances nous abandonnent, soit qu'elles s'accordent à nous donner moins que nous n'avons droit d'attendre, soit enfin qu'elles rendent pleine justice à S. M. le Roi de Sardaigne, en renouvelant la fameuse devise *Mersus profundo pulchrior evenit*, il n'y a dans tous ces cas pas la moindre difficulté. Quel Ministre, ou même quel menu Secrétaire n'aurait pas assez d'esprit pour remercier ou prendre patience ? La véritable, ou peut-être l'unique difficulté se trouve dans les alternatives et dans les équivalents qui pourraient nous être proposés ; car, encore une fois, tout le reste est clair. Les instructions

doivent tomber principalement sur ce point, et doivent être pour ainsi dire graduées, et subordonnées aux événements et à la possibilité. *Qui peut nombrer les innombrables chances de l'avenir au milieu des innombrables chances de l'avenir ?*

Il n'y a pas de supposition qui ne doive se présenter à l'esprit d'un homme d'Etat.

De tout ce qui a été dit il résulte assez clairement, si l'on ne se trompe beaucoup, que nous ne sommes pas en droit d'attendre aucun effort énergique en notre faveur de la part d'aucune des puissances prépondérantes, et qu'il ne nous arrive en cela que ce qui est arrivé, arrive et arrivera, dans les siècles des siècles, à tous les neutres et à tous les prudents possibles ; que la Russie, quand même elle serait disposée en notre faveur à l'un de ces efforts dont nous aurions besoin, serait obligée de se masquer totalement jusqu'à une époque plus ou moins éloignée, pour l'intérêt même de la Maison de Savoie et de la cause commune ; que l'Empereur nous donne des gages assez forts de ses dispositions favorables en comblant de bontés le Ministre de S. M., en recevant favorablement toutes ses Notes, et en envoyant auprès du Roi un Ministre de rang égal avec un Secrétaire de Légation ; que d'ailleurs la justice de notre cause, la jalousie et l'intérêt des autres puissances, et, plus que tout peut-être, la force des choses qui marchent toutes seules, peuvent nous rassurer suffisamment sur une certaine froideur qui exclut sans doute l'admiration et la reconnaissance, mais nullement l'estime et la bienveillance.

Si ce Mémoire n'est pas dicté jusqu'à la dernière syllabe par la vérité même, il l'est au moins par le zèle le plus filial et par la plus candide sincérité : il ne cèle rien comme il n'imagine rien ; il peut servir au moins à convaincre S. M. que sa position a été envisagée ici sous tous les points de vue possibles. Heureux mille fois le Ministre qui a tracé ces lignes si ses efforts devaient être bientôt couronnés par le succès, et si la force cachée qui entraîne tout depuis vingt-quatre ans, n'a pas résolu de se jouer encore de tous les calculs de notre imperceptible prudence.

373

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 7 novembre 1813.

Je suis désolé, mon cher enfant : je jette la plume de désespoir, je ne sais plus à qui m'adresser. Depuis votre lettre de Waldenbourg, du 27 juillet, pas un mot de vous. Peut-on supporter cela? — Et depuis la bataille de Leipzick, pas un mot encore. C'est le dernier supplice. J'accuse les circonstances autant qu'il est possible, mais je commence à craindre que vous n'ayez un peu tort. Si vous avez passé plus de deux jours sans m'écrire après la bataille du 18, certainement je vous punirai grièvement, et je le connaîtrai à la date de vos lettres : ce que je ne crains point de vous dire ici ; car si vous

étiez capable d'antidater une lettre, je ne vous croirais plus légitime, et j'en écrirais à Madame votre mère. — Mais jamais je ne vous croirai capable de cela, même pour éviter la plus forte gronderie.

Le Prince Lubomirski a écrit ici à sa femme qu'il devait passer la nuit du 22 dans le même logement avec vous et M. Gourief ; voilà comment je sais *directement* que vous vivez. Je ne vous aime pas assez mal pour ne pas désirer que vous ayez assisté à cette immortelle journée ; je n'ai pas manqué de faire savoir aussitôt à votre mère que vous étiez bien portant le 19 octobre. Le jeune militaire qui a vu les deux campagnes de 1812 et 1813 n'a plus rien à voir. Mettez bien ces grands spectacles dans votre tête. Devenez surtout *géographe militaire*. La connaissance du théâtre de la guerre est le point capital dans votre métier. Faites-vous à vous-même de certaines notes au moyen desquelles vous puissiez écrire sans danger tel fait ou tel discours sur lesquels vous ne voudriez pas vous fier à votre mémoire ; mais, au milieu du tourbillon où vous êtes, peu ou point d'écritures claires.

L'astre dont vous êtes devenu le satellite me paraît pâlir assez sensiblement : n'importe, il faut aller votre train, et vous confier dans cette grande loi du pays qui veut que tout homme ait des phases comme la lune. On dit à la comédie : *Le cygne d'un logis est coq d'Inde dans l'autre* : je voudrais parodier ainsi ce vers, pour en faire la devise de l'Empire : *Le cygne d'aujourd'hui est coq d'Inde demain*. Non seulement cette hausse et cette baisse n'est pas un mal, mais c'est un grand bien, et une

véritable loi constitutionnelle sans laquelle les affaires ne pourraient marcher : c'est ce que j'ai découvert un jour, après une longue méditation. Le feu Maréchal, qui sentait cette loi et qui voulait dérouter ses ennemis, a pris le parti de mourir au moment de son apothéose : c'est ce qu'on pourrait appeler faire une malice à la malice, ce qui peut se faire sans malice.

Je crois vous avoir dit que j'ai passé trois jours avec l'Amiral. Dieu sait si nous avons disputé ! Mais puisque je suis en train de parodies aujourd'hui, il faut que je vous dise celle que je lui ai faite de ce vers si connu :

O ciel, que de vertus vous me faites haïr !

Voici ma parodie :

O ciel, que de talents vous rendez inutiles !

Personne n'écoute la vérité mieux que lui, mais ensuite il ne fait qu'à sa tête. Il rend, au surplus, bonne et pleine justice au Gossoudar ; mais il ne veut pas se laisser persuader que *Monsieur de Russie* en a agi à son égard en véritable homme d'État : c'est cependant ce qui est vrai comme deux et deux font quatre. Rappelez-vous cette liste qu'on avait faite un soir, à Pétersbourg, de tous les grands personnages qui aimaient l'Empereur. Il y avait je ne sais combien d'Excellences, et le rédacteur terminait par *S. E. le Ministre de Sardaigne et le cocher Eliah.* Aujourd'hui je triompherais quand même je n'aurais pas Eliah pour moi, car il me semble qu'Alexandre a la tête dans les nues. Vous verrez qu'il reviendra beau-

coup plus Souverain. Ah! c'est une belle année, et qui lui était bien due pour compenser l'autre. Quand je pense à tout ce qu'il a dû souffrir l'année dernière... Mais n'en parlons plus : ce n'est plus qu'un rêve affreux.

Bonjour, l'enfant de mon cœur. Je ne sais pas bien si je vous aime réellement. — Je crois que oui. — Mais tout le monde peut se tromper.

374

Mémoire sur les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne et de l'Italie en général.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) décembre 1813.

C'est un grand malheur pou un Prince privé de ses Etats par une grande révolution, que les faits qui parlent en sa faveur soient anciens, qu'ils soient perdus dans la foule des événements, et surtout qu'ils soient obscurcis par des faits récents qui s'emparent exclusivement de l'attention universelle.

Ce malheur est celui de S. M. le Roi de Sardaigne. Nul Prince n'a mieux jugé la guerre de la Révolution ; nul Prince ne s'est battu de meilleure foi, et n'a mieux mérité de l'Europe, tant qu'il a pu la servir. Il n'a qu'un seul besoin, c'est qu'on veuille bien se le rappeler.

Au commencement même de cette fatale guerre, les

Français, sentant l'importance du Piémont, envoyèrent Sémonville pour tenter le Roi de Sardaigne ; mais l'envoyé révolutionnaire fut arrêté à Alexandrie, et, malgré ses instances, jamais il ne put continuer sa route.

Les Français ne se dégoûtèrent point : ils firent partir de Paris un second négociateur (Audibert Caille), et celui-ci passa encore plusieurs mois sur nos frontières sans pouvoir jamais les franchir.

Il n'est pas d'homme d'Etat en Europe qui n'ait eu connaissance des nuages qui s'élevèrent à cette époque entre la Maison de Savoie et sa puissante voisine. S. M. ne se les rappelle plus, et les regarde plutôt comme des malentendus ministériels devenus absolument étrangers à deux Maisons unies par tant de liens : il n'est pas moins vrai que, dans les règles d'une politique ordinaire les plans adoptés à l'égard de la Cour de Turin auraient motivé de sa part des démarches moins franches ; cependant, les Français n'ayant cessé de lui faire les propositions les plus séduisantes pour l'attirer à eux, jamais Elle n'y prêta l'oreille, et toujours Elle les fit connaître à celle de Vienne.

Encore en 1797, la France envoya le sieur Durand en Valais, pour faire de nouvelles propositions au Roi, qui demeura inébranlable.

Sémonville avait dit : *Le Roi a bien mal fait ; je venais lui offrir la couronne de Lombardie.* Après nos derniers malheurs en 1798, Carnot, président du Directoire, répéta aux Plénipotentiaires Piémontais à Paris : *Une colonne de troupes Piémontaises, et la Lombardie est à vous.* L'offre était tentante à cette époque ; mais les ins-

tructions disaient : *Tout, hormis l'Alliance ;* on s'y refusa encore.

Toulon avait été défendu en partie par les troupes de Sa Majesté Sarde, qui s'y distinguèrent infiniment. Les Municipaux de cette ville firent même parvenir au Comte de Foras, commandant de ces troupes, des remerciements solennels qui furent imprimés dans le temps.

Le Roi voulut secourir Lyon en 1796 : c'était un coup de partie. Ses troupes entrèrent en Savoie, prêtes à marcher sur cette grande et intéressante ville. Tout ce qui pourrait se dire sur ce point ne saurait trouver place ici : il suffit d'observer que rien de ce qui était au pouvoir du Roi, pour le salut de l'Europe, ne fut négligé.

Lorsque enfin les armes Russes parurent en Italie, personne n'ignore avec quels transports elles furent accueillies par les Piémontais, et quels efforts fit le Roi pour en favoriser le succès. A cette époque, le Piémont, abîmé par une guerre désastreuse qui lui avait coûté deux cents millions, trouva cependant encore des ressources étonnantes dans son zèle pour la cause commune et dans son dévouement pour S. M. l'Empereur de Russie qu'il regardait comme un libérateur : il suffit de rappeler que, depuis le 29 mai jusqu'au 10 décembre 1799 seulement, ce pays fournit à l'armée Russe-Autrichienne, commandée par le Maréchal Souvaroff, 32,239,874 liv. de Piémont (près de quarante millions tournois) en objets et denrées de toute espèce, outre une immense quantité d'artillerie, canons, mortiers, bombes,

boulets, cordages, madriers, pontons, outils de tout genre, etc., etc. Les tableaux détaillés de toutes ces dépenses pourraient être présentés dans l'instant. Certainement S. M. ni son peuple fidèle n'ont jamais dépensé d'une manière plus agréable pour eux; mais toujours il est nécessaire de rappeler ces faits, de peur que S. M. le Roi de Sardaigne ne paraisse, après plusieurs années, sous un point de vue trop exclusivement passif, tandis que, s'il ne peut rien aujourd'hui, c'est parce qu'il a beaucoup fait lorsqu'il le pouvait.

Après la bataille de Marengo, S. A. R. le Duc d'Aoste, actuellement régnant, se trouvant à Verceil, Bonaparte l'engagea à demeurer en Piémont (le Roi Charles-Emmanuel était alors à Florence), et voulut nous détacher de nos amis. La réponse fut toujours la même: *que nous ne pouvions nous détacher de la Russie et de l'Angleterre.* Ce fut alors que l'irascible personnage prononça ces mémorables paroles : *Eh ! bien ; puisqu'il se fie à la Russie et à l'Angleterre, que la Russie et l'Angleterre le rétablissent.* De là encore la haine personnelle de Bonaparte envers Sa Majesté Sarde, haine qu'il a surtout manifestée de la manière la plus marquée à l'avènement de ce Prince.

Tout cela a été dit mille fois ; et tout cela peut néanmoins n'être pas bien présent à tous les esprits ; le nombre des affaires est immense, les événements se pressent et s'emparent de l'attention universelle. Quel serait le sort de S. M. le Roi de Sardaigne si les grands Cabinets ne se rappelaient pas une conduite aussi distinguée?

Que des puissances beaucoup plus capables de résister aient cependant tenu une conduite toute différente, qu'elles aient fait à ce qu'elles croyaient le salut public les sacrifices les plus douloureux, c'est ce qu'on ne se permettra point de blâmer. Chaque Prince, indépendant à l'égard de tous les autres, se conduit comme il l'entend ; et il importe même que dans les écrits et les discours publics tous soient traités avec modération, vu que toutes les attaques violentes dans ce genre ont pour effet inévitable d'affaiblir dans l'opinion générale l'idée et l'ascendant de la Souveraineté, qui doit être considérée comme solidaire, quoiqu'elle soit exercée par différents propriétaires et sous différentes conditions.

Le Roi de Sardaigne s'est défendu contre l'ennemi commun tant qu'il l'a pu et au milieu des circonstances les plus embarrassantes. Réduit à lui-même, il ne pouvait plus résister : on l'a donc pris, mais il ne s'est pas donné, et c'est une justice de remarquer que, même en cédant à la force, il a montré un attachement invariable à ses maximes et à ses amis, et que, par-dessus tout, il s'est montré constamment inébranlable dans son aversion pour toute espèce d'agrandissement révolutionnaire aux dépens des puissances légitimes.

On se dispense de détailler ici toutes les circonstances qui rendaient la tentation plus forte pour le Roi de Sardaigne que pour tout autre Prince, et les différentes considérations qui lui auraient fourni non seulement des prétextes mais des excuses du genre le plus plausible. Ce détail aurait ses difficultés, et serait d'ailleurs parfaitement inutile pour tout homme d'Etat qui lira ceci.

Encore une fois, on ne blâme personne ; mais cette conduite du Roi de Sardaigne est bien digne de fixer les regards d'un Cabinet aussi éclairé que celui d'Angleterre ; et ce serait le comble du malheur que l'inaction forcée qui a été pendant quelques années l'inévitable suite de sa résistance primitive, vînt à rendre ce Souverain moins cher à ses alliés et moins présent à leur pensée.

Il serait superflu d'observer que tout ce qui s'est passé depuis la conquête du Piémont jusqu'à la fuite du Roi, fut absolument forcé, et par conséquent nul et comme non avenu. La Cour se trouva purement passive; cependant l'Angleterre n'ignora jamais que, même dans cet état désespéré, les affections n'avaient pu changer.

Le discours qui a ouvert dernièrement la nouvelle session du parlement d'Angleterre, et qui a si justement mérité les applaudissements de l'Europe entière, a été suivi dans la Chambre des Pairs par un autre discours tout à fait digne de celui qui était parti du Trône, et qui a roulé en grande partie sur la haute importance du rétablissement de l'équilibre. C'est en effet de ce côté que doivent se tourner toutes les pensées des hommes d'Etat.

Depuis le commencement de la Révolution, les orateurs français de cette triste époque n'ont cessé de répandre le ridicule sur cet équilibre qui occupait si fort l'ancienne diplomatie. Ils avaient leurs raisons, sans doute, pour combattre de toutes les manières un système qui avait à leurs yeux le tort de s'opposer de front à la monarchie universelle ; mais quoique la perfection n'appar-

tienne point à l'humanité, il est cependant sûr que ce beau système de l'équilibre existait en Europe jusqu'à un point très remarquable, et que tous nos soins doivent tendre à le rétablir.

Des Princes, à peu près égaux par la naissance mais très inégalement traités par ce qu'on appelle *la Fortune*, s'étaient partagé l'Europe et la gouvernaient de la manière qui a toujours paru la plus convenable à la nature humaine. La monarchie moderne, déjà adoucie par le principe chrétien qui adoucit tout, l'était encore par une foule d'institutions secondaires que les siècles avaient consolidées. Presque partout un seul homme commandait, mais nulle part de la même manière ; chaque monarchie différait de l'autre par le titre de la souveraineté, par l'étendue du territoire, et par le tempérament particulier du principe gouvernant ; de manière que l'observateur, également frappé par l'unité et par la diversité de ces différentes monarchies, se disait à chaque pas :

. . . . . *Facies non omnibus una ;*
Nec diversa tamen qualem decet esse sororum.

Elles étaient *sœurs* en effet, puisque toutes, après qu'on avait épuisé la critique, méritaient cependant ce même éloge : *Qu'il était extrêmement aisé à un homme sage d'y vivre tranquille.*

Personne ne pourra raisonnablement douter que les caractères particuliers et distinctifs de ces diverses souverainetés n'eussent des causes très profondes quoique souvent invisibles. Les peuples tiennent à ces formes

nationales au point qu'ils se trouvent malheureux et même insultés, lorsqu'ils les voient détruites ou contrariées.

Il s'ensuit que ce qu'on peut faire de plus mal, c'est de changer les souverainetés, parce qu'on ne peut le faire sans tourmenter les nations, et c'est le grand crime de la révolution française, qui n'a cessé, dans sa brutale ignorance, de se croire en état de bâtir des Etats avec des hommes, comme on bâtit des maisons avec des pierres.

Bonaparte a fait ses Monarchies précisément comme Robespierre construisait ses Républiques, avec un compas, une règle et une carte géographique ; c'est l'excès de l'ignorance encore plus que de l'injustice.

Puisqu'il paraît donc que la Providence, juste mais non inexorable, est sur le point de jeter son *fléau*, et de permettre à la raison humaine de rebâtir l'édifice social, cette raison n'a rien de mieux à faire que de rétablir les choses sur l'ancien pied, autant qu'il sera possible.

Dans toutes les grandes révolutions, de très bonnes têtes, qui détestent l'esprit révolutionnaire, en sont néanmoins plus ou moins pénétrées sans le savoir. Ainsi il est assez ordinaire d'entendre dire, parmi les hommes les plus contraires en général aux énormités françaises : *Qu'a-t-on besoin de ce Prince? Qu'a-t-on besoin de cette Souveraineté ?*

C'est de cet esprit révolutionnaire, agissant incognito, qu'est née cette autre belle maxime si commode à l'inique paresse de l'égoïsme : *Qu'il ne faut que de grandes puissances.* L'effet de toutes ces maximes, si elles étaient

malheureusement adoptées, serait de ravaler les Souverains légitimes jusqu'au rôle de Bonaparte, et de forcer les peuples à demander *où est la différence*.

Les nations étant, les unes à l'égard des autres, dans l'état si faussement appelé *de nature*, c'est-à-dire dans l'état d'indépendance, toujours elles se sont battues et toujours elles se battront ; comme les individus se battraient tous les jours, s'ils n'avaient pas au-dessus de leurs têtes des Tribunaux et une force publique qui terminent leurs différends.

Aucun genre de gouvernement, aucune dimension des puissances ne peut garantir l'humanité du fléau de la guerre et de la soif des conquêtes. L'humanité n'a rien à gagner ni au morcellement ni à l'accumulation des Souverainetés. Si la guerre peut être restreinte, c'est par des moyens dont les Cabinets s'occupent peu.

Ecoutez l'ambition, même la plus puissante : elle ne manquera pas de prouver qu'elle doit le devenir encore davantage. Ecoutez la raison et la justice : elles diront que ce n'est pas du tout la grandeur qu'il faut agrandir ; que chacun doit demeurer à sa place ; que les propriétés nationales doivent être respectées comme les autres ; que les hommes en savent moins que la nature ; que les grandes nations mises en contact ne manquent jamais de se heurter, et qu'il est bon qu'il y ait entre elles de moindres puissances, capables seulement d'effrayer *l'une et l'autre* en menaçant de se donner *à l'une ou à l'autre*.

Il est faux d'ailleurs, et très faux, que les succès immenses des Français aient été produits par l'inertie ou

la faiblesse des puissances secondaires, mais nous ne voulons par le prouver.

Supposons plutôt, et admettons comme un principe reconnu, *qu'il ne faut que de grandes puissances;* il serait curieux de connaître la conséquence de ce principe. Les grandes puissances diront, elles (nous le supposons seulement) : *Donc, il faut engloutir les autres.* Celles-ci répondront : *Donc, il faut que nous devenions grandes;* et cette logique nous paraîtrait, sauf respect, tout aussi bonne que l'autre.

Il semble donc que tout Européen sage doit les applaudissements les plus sincères à ce qui a été dit dernièrement au Parlement d'Angleterre sur la nécessité sacrée de rétablir l'équilibre en Europe, et rien n'est plus honorable pour S. M. le Roi de Sardaigne que d'être le Prince le plus intéressé au système de l'équité.

Dans les comices mémorables qui, plus tôt ou plus tard, auront lieu pour l'organisation générale des Souverainetés ébranlées ou renversées, l'Angleterre doit jouer l'un des premiers rôles; il est dû à sa persévérance, à sa puissance, à ses lumières; et, si une expression familière était permise, nous dirions qu'on pourrait la déclarer le Chair-man des comices Européens.

Or, rien ne serait plus digne de cette haute distinction que de la voir, à cette époque solennelle, reconnaître et appuyer efficacement une vérité du premier ordre, savoir : *Qu'aucune nation n'est destinée par la nature à être sujette d'une autre.*

La Souveraineté du peuple, qui est un système également faux et dangereux, se vérifie néanmoins dans un

certain sens, lorsque deux nations différentes par le caractère, par la langue, la religion, etc., et d'inégale puissance se trouvent réunies sous la même Souveraineté ; alors la plus faible ne croit pas obéir au Souverain mais à la nation du Souverain, et il en naît les plus grands inconvénients pour le bonheur des hommes et la tranquillité des Etats.

Cette considération serait bien digne d'occuper les grandes puissances qui doivent, suivant les apparences, fixer bientôt le sort de tant de nations. La politique est sans doute trop souvent forcée de faire plier les principes ; mais rien n'empêche de les avoir toujours présents, pour s'y conformer autant que les circonstances le permettent, et sans toucher à ce que les siècles ont établi.

La malheureuse Italie a bien des droits surtout à cette justice universelle dont elle attend une assiette tranquille. Morcelée et paralysée par les circonstances, elle ne peut rien par elle-même. Que deviendraient ses Princes, si la justice ne leur suffisait pas?

Quatre Souverains surtout se partagent l'attention de la politique. S. M. le Roi des Deux-Siciles se montre le premier, ses droits dans la grande cause sont aussi lumineux que ses mérites.

Le Pape se présente ensuite, et, si l'on ne se trompe encore beaucoup, les événements de la Révolution française ont prouvé, même aux yeux des puissances protestantes les plus éclairées, telles que l'Angleterre, que la puissance temporelle du Souverain Pontife est une pièce nécessaire du grand édifice européen.

Mais le sort de l'Italie dépend entièrement du plateau septentrional de cette belle partie de l'Europe. D'autres puissances ayant disparu, on ne voit bien distinctement dans ces provinces que la Maison d'Autriche et la Maison de Savoie. Ces deux puissances étant unies par tous les liens du sang et de l'amitié, on servirait très mal les intentions de la seconde si l'on se permettait contre la première des arguments exagérés. Rien n'empêche cependant d'observer, avec toute la modération convenable, que si la Maison d'Autriche joint à ses anciennes possessions italiennes toutes celles dont la Révolution française l'avait investie pendant quelque temps, l'Italie se trouve politiquement anéantie dans toute la force du terme.

Le Roi de Sardaigne a perdu les Alpes. La Savoie et le Comté de Nice, quié taient peu de chose en eux-mêmes, communiquaient néanmoins une valeur immense au Piémont, dont ils écartaient les Français. Ceux-ci étant maîtres des Alpes, et les forteresses du Roi étant détruites, le Piémont n'est plus qu'une riche campagne sans existence militaire. Pressé entre la France et l'Autriche, qu'on suppose maîtresse de la Lombardie, le Roi de Sardaigne doit nécessairement disparaître. Alors cet immense et riche plateau se trouvant en contact avec les provinces Illyriennes et Allemandes verra renaître une puissance énorme dont le poids écrasera le reste de l'Italie. D'anciennes prétentions se renouvelleront, et la complaisance qui aura favorisé cet état de choses fera verser un jour des torrents de sang pour en écarter les conséquences. On tournait jadis en ridicule le très inno-

cent mariage du Doge de Venise avec la Mer Adriatique ; mais si l'Angleterre favorise, sans contre-poids, les nouvelles *noces* qui se préparent, elles seront plus sérieuses que les précédentes, et nous doutons également, ou que l'Europe en remercie la Grande-Bretagne, ou que le Parlement en remercie le Cabinet.

Un mot nouveau, *union et concert*, prononcé dans le discours mémorable cité plus haut, a pu justement alarmer les Princes italiens ; mais peut-être qu'on l'a mal interprété ; et S. M. le Roi de Sardaigne ne cessera de compter sur la protection d'une puissance dont les intérêts se trouvent d'ailleurs si évidemment d'accord avec ceux de ce Prince.

L'ancien Machiavelisme a dit : *diviser pour régner*. Une politique non moins clairvoyante, mais beaucoup plus douce et plus morale, pourrait dire : *diviser pour commercer*. On ne voit pas quel intérêt aurait l'Angleterre de créer en Italie une puissance unique commensurable à la sienne, et d'y acquérir un seul collègue au lieu de plusieurs amis et de quelques protégés.

Le Piémontais est accoutumé depuis des siècles à regarder l'Angleterre comme une puissance amie et alliée. Le Souverain du Piémont est appelé par toutes les raisons possibles de convenance et de justice, non seulement à reprendre la place qui lui appartient, mais à se voir mis à même de soutenir efficacement ce titre de *Gardien des Alpes* que l'opinion universelle lui avait décerné.

Lui seul défendait véritablement l'Italie, puisqu'il n'en fermait les portes que pour la laisser libre. L'anéan-

tir politiquement pour en écarter les Français, c'est sacrifier la durée au moment, c'est ouvrir une source intarissable de souffrances pour guérir un fléau passager, c'est, en un mot, vouloir attrister les générations futures sans obtenir même des droits à la reconnaissance de celle qui existe.

Par une combinaison de choses qui présente des chances très heureuses, quelques Etats d'Italie peuvent être regardés aujourd'hui comme vacants. De ce nombre sont les Républiques, qui, une fois renversées, ne se relèvent guère. La Toscane, Parme et Plaisance, etc., pourront, avec Gênes et Venise, donner lieu à des arrangements qui ne choqueront nullement les règles de la justice. La Lombardie semble devoir être assujétie à une alternative inévitable. A ne considérer seulement que Gênes (et toujours en supposant qu'elle ne puisse se relever), on voit au premier coup d'œil que l'union du Piémont et de la Ligurie formerait un Etat tel que la politique la plus éclairée peut le désirer dans cette partie du monde ; ni trop fort ni trop faible, respectable sans être alarmant, et surtout éminemment propre, dans ses justes dimensions, à fermer à jamais aux Français les portes de l'Italie, puisque c'est toujours par Gênes qu'ils ont envahi ce magnifique pays, comme on l'a vu encore dans la dernière guerre.

Le golfe de Gênes deviendrait bien plus commode pour les vaisseaux anglais dans cette supposition que dans toute autre.

Il serait extrêmement inutile d'entrer ici dans aucun détail, et quand on ferait même abstraction des républi-

ques, d'autres indemnisations se présentent à une politique juste et éclairée.

Le Roi de Sardaigne, attentif à ses intérêts, comme il est bien juste, ne demande cependant et n'attend rien de ce qui, au jugement de l'Europe, ne serait pas trouvé avant tout juste en soi-même, et de plus évidemment nécessaire à l'existence politique de l'Italie et à l'équilibre universel.

Que s'il s'élevait contre lui quelque opposition particulière, on ne demanderait pas mieux que de la connaître et d'y répondre. Bien entendu que les procès des Nations ressemblent à ceux des particuliers : les parties intéressées ne jugent pas, elles sont jugées.

Dans cette solennelle et décisive occasion, S. M. le Roi de Sardaigne comptera jusqu'au dernier moment sur une grande et généreuse puissance dont il a constamment éprouvé les bons offices. Elle partage avec la Russie l'honneur d'avoir sauvé l'Europe.

Le Roi, qui a été l'une des plus grandes et des plus intéressantes victimes du désastre général, espère dans un rétablissement tel que l'attendent la politique et la justice réunies ; appuyé d'ailleurs sur l'amitié autant que sur la sagesse des puissances qui donnent le branle au mouvement restaurateur, jamais il ne craindra que ses droits puissent être ni méconnus ni écartés.

375

A Mlle Constance de Maistre.

Saint-Pétersbourg, 20 avril 1814.

Je ne sais, ma chère Constance, par quelle voie ta lettre m'est venue : partie le 13 février, elle est arrivée le 5 avril ; c'est beaucoup par le temps qui court. Mais quelle bizarrerie dans les circonstances ! Au moment où je lisais vos transports de joie sur l'heureuse santé de Rodolphe, moi j'étais sur les charbons ardents, croyant, par certains signes mal interprétés, que je l'avais perdu et qu'on me le cachait encore. J'étais enfermé chez moi, sans vouloir recevoir personne ni aller dans le monde. Enfin, on me déclare qu'il a été légèrement blessé ; mais, bientôt après, je reçois de lui une lettre de quatre pages, postérieure à la date de cette affaire, et dans laquelle il n'est pas question de blessure. Jusqu'à présent tout va à merveille ; mais le plus battu de tous dans cette guerre, c'est moi, ma chère amie ; je suis abîmé, écrasé, abêti par cette affreuse solitude à laquelle je suis condamné. Pendant les jours où j'ai pu craindre, représente-toi ma situation, n'ayant pour témoins de mes angoisses que des valets, qui peut-être supputaient ce qu'ils gagneraient à ma mort. Toujours vous m'êtes nécessaires, toujours je pense à vous ; mais dans ces moments, et surtout lorsque je me cou-

chais, lorsqu'on éteignait les bougies et que je me disais : « En voilà jusqu'au jour », avec la pensée de mon pauvre Rodolphe, avec la certitude de ne pouvoir fermer l'œil, et sans avoir un être à qui parler ; alors je vous désirais avec une telle force, qu'il me semblait quelquefois que vous alliez m'apparaître. Heureusement ces terribles heures n'ont pas duré ; mais je n'ose pas me croire aussi près que tu l'imagines de cette bienheureuse réunion vers laquelle mes regards sont fixés depuis si longtemps . . . . . .

. . . . . .

Au reste, mon cher cœur, quand même tout ira comme nous le désirons, il y aura encore bien des épines à arracher ; mais il me semble, pourvu que vous soyez avec moi, que nous saurons nous en tirer *adhuc modicum* (n'est-ce pas que tu sais le latin ?), *adhuc modicum*, et nous y verrons à peu près clair. J'aime à penser que cette lettre sera surannée lorsqu'elle t'arrivera ; tu diras : Fi ! Qu'est-ce que ce vieux radoteur nous dit là ? C'est la guerre de Troie, ou peu s'en faut.

Si par hasard tu rencontres dans le monde Madame de Le Nôtre (1), tu lui diras de ma part que je la trouve une petite folle parfaite, dans ce qu'elle me dit au sujet d'une certaine somme qu'elle prétend être à moi ; car c'est, au contraire, tout ce qui est ici qui est à elle. Je lui ai dit pourquoi ces fonds seraient mieux ici. Du reste, je suis totalement *exproprié*. J'attends Rodolphe pour lui céder le grand maniement des affaires, moyen-

(1) Madame de Maistre.

nant une pension alimentaire et un vêtement honnête : ce qui me paraît juste. Venez, venez, tous vos emplois sont fixés : Fançoise est Ministre de l'intérieur et trésorier général ; Rodolphe, Ministre au département des affaires étrangères et payeur en chef ; Adèle, secrétaire en chef pour la politique ; et toi pour la philosophie et la littérature, avec des appointements égaux, et communauté de fonctions pour le besoin. Moi, je serai le Souverain, avec l'obligation de ne rien faire et la permission de radoter. Si ces conditions sont de votre goût, écrivez : *Accordé ;* dans le cas contraire, allez vous promener.

Ce que tu me dis des mariages m'a fort amusé. Pour ce qui te concerne en particulier, ma chère enfant, les figuiers sont faits pour porter des figues ; cependant, j'accepte avec beaucoup de plaisir toutes les choses aimables que tu me dis sur notre *inséparabilité !* Je suis transporté de l'idée de te voir, de te connaître, et de jouir de tes soins tant que je me promènerai sur cette petite *boule.* Cependant, je ne suis point égoïste ; et si quelque honnête homme, tourné comme je l'imagine, vient te demander à moi en parlant bien poliment, je suis prêt à te céder, à condition que tu viendras de temps en temps cultiver ta nouvelle connaissance : ce qui, je pense, ne souffrira pas de difficulté.

Adieu, ma très chère Constance ; je te serre sur mon vieux cœur autant que je puis sans t'étouffer. Rien n'égale la joyeuse tendresse avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Mademoiselle,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

376

A Son Excellence M. le Sénateur de Weydmeyer.

Saint-Pétersbourg, 19 avril (1er mai) 1814.

Le soussigné, etc..., en contemplant dans les papiers publics avec une profonde satisfaction cette suite d'événements admirables qui ont porté l'Empereur de Russie au comble de la gloire la plus pure comme la plus méritée, fait trêve un instant à l'enthousiasme et à la reconnaissance pour exprimer le mouvement d'inquiétude qui s'est élevé dans son cœur, en réfléchissant au nouveau danger qui vient menacer le Roi de Sardaigne, par la réunion inique de ses Etats à la malheureuse France.

S. M. Très Chrétienne, en remontant sur son trône, est menacée d'une nouvelle constitution. Après la plus funeste expérience, après cinq constitutions données, dans moins de 20 ans, à un peuple infortuné qui n'y a gagné que le ridicule, le malheur et la tyrannie, la fièvre du XVIIIe siècle manifeste encore un redoublement, et au lieu de la première constitution monarchique de l'univers, de nouveaux charlatans préparent de nouveaux essais que le Roi de France devra sanctionner. Le soussigné ne contemple qu'avec la plus sincère admiration l'adhésion de S. M. Impériale à toutes les

demandes que les circonstances rendaient inévitables ; il applaudit du fond de son cœur à l'Empereur Alexandre dans tout ce qu'il fait, dans tout ce qu'il ne fait pas, dans tout ce qu'il laisse faire, dans tout ce qu'il prévient, dans tout ce qu'il prévoit, dans tout en un mot ; mais il demande la permission de faire observer que les Etats de S. M. étant totalement étrangers à la France, il n'y a, ce semble, aucune raison politique de les mêler dans les transactions de la France, pour chagriner également et inutilement le Roi de Sardaigne, et le Roi de France qui est bien éloigné de vouloir communiquer ses embarras à son auguste beau-frère. Il n'y avait pas de pays en Europe mieux organisé que les Etats de S. M. le Roi de Sardaigne. Religion, police, justice, finances, lois criminelles surtout, il n'y avait pas une branche de l'administration qui n'eût mérité l'approbation et souvent l'admiration des connaisseurs. Nous n'avons donc nul besoin de *Constitution*, et rien ne saurait être plus avantageux que de remettre S. M. à sa place purement et simplement. Un petit nombre de mécontents, de nobles infidèles, de brouillons inconvertissables, de *voleurs* nommés acquéreurs, etc., feront sans doute leur possible pour s'identifier avec la France, pour faire publier à Turin, à Chambéry et à Nice les décrets préliminaires de Paris, et pour s'en servir contre le Roi ; mais le soussigné espère que ce sophisme grossier sera aisément découvert et repoussé par S. M. Sarde. La France (ou ce qu'on appelle ainsi) stipule avec Louis XVIII. Le soussigné n'a rien à dire : ce qui se fait doit se faire, et ceux qui blâment méritent le mépris universel ; mais il n'y a

pas de raisons d'étendre à d'autres pays le déluge de maux qui suivra *nécessairement* cet arrangement *nécessaire;* il y en a d'autant moins que les États du Roi ne sont pas dans la même situation que la France : le Piémont, qui en forme sans comparaison la plus grande partie, n'a point d'émigrés; à Nice et en Savoie, un petit nombre de maisons nobles a souffert, mais quelle protection des Souverains légitimes doivent-ils (s'ils peuvent l'éviter) à des spoliateurs odieux, déjà remboursés plusieurs fois par les revenus ? Peut-on craindre d'ailleurs que S. M., renommée surtout par une prudence consommée, vienne frapper sur les propriétés avec un bras pesant et inexpérimenté ? Si l'on pouvait craindre quelque chose de sa part, ce serait l'excès de la réserve et de la bonté. Pleine de réflexions, d'instructions et de bons conseils, Elle fera sans le moindre doute le plus grand bien et le moindre mal possible (la seule chose qui soit donnée à l'homme), tandis que les entrepreneurs de constitutions feraient précisément le contraire.

Le soussigné consent même à faire toutes les suppositions possibles, même les plus superflues : il suppose que S. M. I. se croit dans le cas de proposer à son ami quelques vues d'amélioration, ou quelques mesures de garantie (que le soussigné ne saurait cependant deviner) ; il serait toujours bien fatal de compromettre l'autorité royale, et de la faire, pour ainsi dire, plaider avec ses sujets, tandis que les simples communications secrètes de l'amitié suffiraient amplement pour remplir les vues nécessairement sages de S. M. I.

Le soussigné ne sait donc voir aucun motif plausible de nous mêler avec la France, et il supplie instamment S. M. I. de vouloir bien employer son influence sans bornes pour éviter des actes funestes pour nous, étrangers à la France, stériles pour l'Europe, et pour que tout se passe chez le Roi avec sagesse et silence, entre les agents accrédités des Souverains. Peut-être que cette Note sera annulée de quelque manière par la rapidité des événements, mais le soussigné n'est pas maître du temps, il est seulement maître de n'en point perdre, et c'est ce qu'il fait en priant Son Excellence M. le Sénateur de Weydmeyer de vouloir bien faire parvenir cette Note incessamment à sa haute destination.

En joignant à cette communication le tribut de sa tendre admiration pour le Souverain qui réfléchit un si grand éclat sur l'Empire de Russie, le soussigné saisit encore cette occasion de renouveler etc.

377

A Mme de Constantin, sa Sœur.

Saint-Pétersbourg, 25 avril (7 mai) 1814.

Sans doute, ma très chère amie, ta lettre m'est parvenue, comme elles parviendront toutes, sans difficulté, depuis l'heureuse époque qui a ramené sur la terre tout le bonheur qui peut appartenir à la terre. Les angoisses

maternelles et conjugales que tu me décris dans cette lettre du 2 mars (arrivée le 3 mai, n. s.) m'ont fait frémir; mais toute cette terreur se tournait subitement en joie délicieuse, lorsque je pensais qu'au moment où je lisais les justes lamentations de ma chère Thérésine, elle avait lu elle-même depuis longtemps la proclamation du Comte de Budna donnée à Chambéry le 4 avril, et un certain décret du Sénat de France qui a bien son prix. Qui l'aurait dit, ma chère enfant? Dieu s'est joué des conseils humains, et je suis tout à fait de l'avis d'une dame qui disait l'autre jour *qu'elle était tout à fait contente de Lui.* Pour moi, je l'avoue, je n'ai jamais cru un instant à la durée du *monstre*, ni surtout à celle de sa famille qu'il appelait *dynastie*; mais je ne croyais pas du tout sa chute aussi prochaine. Il a eu au reste le plaisir de s'égorger lui-même; ainsi, le patient est précisément aussi noble que le bourreau.

J'espère, ma chère amie, que tu n'auras pas perdu un moment pour me faire parvenir des nouvelles de ton fils, si Dieu te l'a conservé comme je l'espère. J'ai vu une lettre de notre ami *Savoie* à Rodolphe, où il lui dit: *Tu as quatre cousins germains en face de toi.* Cela ne fait-il pas trembler? Sûrement ils se sont battus en Champagne. Mille et mille profondes actions de grâces à la Providence qui a mis fin à cette *guerre civile du genre humain.* Ce Rodolphe, dont je te parlais tout à l'heure, aura sûrement donné de ses nouvelles depuis la proclamation de la paix universelle. La Garde Impériale, dont il fait partie, est cantonnée à Paris; mais je vois par quelques passages de ses lettres qu'il méditait une course

vers le *Mont-Blanc*, pour voir sa mère et ses sœurs. J'approuve beaucoup le désir et le projet, cependant je n'ai pas envie que ce voyage se prolonge, car sa présence à Paris est essentielle : c'est ce que je te charge de lui faire savoir si tu lui parles avant moi. N'ai-je pas été bien heureux, ma chère amie, de conserver ce cher enfant à travers tant de dangers? Je suis bien plus heureux que tant d'autres qui pleurent. Tu es surprise de ne m'avoir pas vu rapproché des contrées que tu habites ; et qui donc m'autorisait à changer de place? Je n'en avais ni le droit ni le désir ; maintenant je désirerais sans doute vous revoir tous, mais ce serait pour revenir ensuite à la place où je suis. Il ne peut plus être question pour moi d'un nouvel établissement dans ma patrie : *Zaïre, il n'est plus temps!* — Tout est changé. Je me suis attaché à la Russie, et surtout à son Souverain. Tu vois dans les *gazettes* ce qu'il est pour moi, je le savais auparavant. Il m'a accueilli et protégé dans mon désastre, il a pris mon fils à son service ; Rodolphe est un véritable Russe ; il sait la langue du pays ; ses habitudes, ses amitiés, ses espérances sont ici ; sauf le bon plaisir du Roi, je n'ai point envie de changer de place ; dans peu de temps, je saurai à quoi m'en tenir sur mon sort.

Mon frère n'a point été de toutes ces fêtes de Paris. Après le siège de Dantzig où il a assisté, il a été cantonné dans un village de Pologne qu'on appelle *Kalvari*, près de la petite ville de Kowno, sur le Niémen ; sa femme est allée l'y rejoindre. et c'est là où ils sont heureux comme deux amoureux de vingt ans (je veux

dire âgés de vingt ans) en attendant qu'on sache ce que l'Empereur ordonnera d'une brigade que notre frère commande. Je lui fais passer sans délai la lettre que tu m'as adressée pour lui. Le 3 (15) septembre 1813, j'ai écrit une lettre en commun à toi et à M. de Buttet; cette lettre était mise sous le couvert de ma femme, mais je ne sais si elle vous est parvenue; d'après ce que tu me dis, je croirais que non, et par le temps qui courait alors, je n'en serais pas surpris.

Tu me dis, mon cher cœur, qu'en décembre dernier *tout le monde* se portait bien chez moi excepté *la pauvre femme*. Tu me caches la maladie d'Eulalie et certains étouffements qui ont beaucoup fait souffrir Jenni. Oh! mon Dieu, qu'est devenue la petite république *une et indivisible*, et la bibliothèque, et la chambre voisine, et les arbres de la Porte de la Reine. Hélas! nous ne demandions que de vivre, de penser et de mourir ensemble, — et nous voilà divisés et jetés sur la surface du globe comme une poignée de sable. — Adieu mille fois, ma très chère Thérésine, je ne veux pas suivre ce triste chapitre. Je vous porterai tous sans cesse dans mon cœur; distribue à la famille mes tendres embrassements, et commence par ton ami Constant. Je ne crois pas que le jeune Buttet doive dans ce moment tourner les yeux sur ce pays. Le changement qui vient de s'opérer dans le monde amène d'autres combinaisons : adieu encore, bonne et chère sœur.

378

A M. le Comte de Blacas,

Grand-Maître de la garde-robe de S. M. Très Chrétienne, à Paris (1).

22 mai 1814.

Vous ne sauriez croire, mon cher Comte, quelles grandes choses j'attends de ce grand et excellent Prince. Vous me trouverez peut-être un peu pédant, mais je ne puis m'empêcher de rappeler à votre mémoire, à votre droiture, à votre bon sens (que j'ai toujours infiniment estimé), à votre religion surtout, tout ce que je vous ai écrit avec tant de chaleur et d'intérêt.

Vous êtes à même maintenant de donner de bons conseils au Prince qui les aime le mieux. La France a fait des maux énormes au monde : c'est au Roi de les guérir ; du moins je l'espère, et ce sera le plus beau rôle de l'univers. Rappelez-vous souvent cette chaîne de raisonnements : « Point de morale publique ni de caractère « national sans religion, point de religion Européenne « sans le christianisme, point de véritable christianisme

(1) Cette lettre fut la dernière d'une très longue correspondance, et la seule dont j'ai pu retenir une copie. J'en ai transporté quelques passages dans mon ouvrage sur le *Pape*.

(*Note de l'Auteur.*)

« sans le catholicisme, point de catholicisme sans le « Pape, point de Pape sans la suprématie qui lui ap- « partient. » D'autres nations ont cru pouvoir se passer de la grande pièce, mais elles y reviendront : d'ailleurs le Roi de France ne veut pas de la suprématie Anglicane qui est une véritable papauté, capable, quoique illégitime, de conserver une certaine forme au christianisme qu'on ne trouve plus dans les autres pays protestants. Il y avait en France de grands et funestes préjugés contre le Saint-Siège, et ces préjugés dataient de loin. D'abord le calvinisme est né chez vous. La France eut la force de vomir le poison, mais le tempérament national en demeura néanmoins notablement affecté ; les grandes révolutions laissent toujours quelque chose après elles, vous ne le voyez que trop dans ce moment. C'est à cette rancune calviniste qu'on doit toutes les oppositions faites en France contre le Concile de Trente ; quant à la discipline, des avocats et des médecins furibonds forcèrent alors la main au clergé et à la noblesse, comme de nos jours et avec autant de raison. Les Parlements (*tuteurs des Rois*) s'emparèrent ensuite de tous ces dogmes demi-protestants ; ils en firent leur code chéri, parce qu'ils y trouvaient une espèce de gloire, et ils se permirent dans ce genre les exagérations les plus condamnables. Les Rois laissaient faire, parce qu'on leur disait que tout se faisait pour le maintien de leur autorité, tandis que tout se faisait pour la diminuer ; et maintenant, en effet, il n'y a plus d'autorité royale ; tout se réduit à la force, c'est-à-dire despotisme d'un côté et rébellion de l'autre, mais le sceau divin est

effacé, le lien mystérieux est rompu. Je ne veux pas vous fatiguer par de longs détails, qui seraient cependant bien précieux : forcé de me restreindre dans un sujet immense, je vous présenterai seulement une réflexion bien importante ; c'est que *les Papes, lors même qu'ils se sont colletés avec quelques Souverains, n'ont jamais attaqué la Souveraineté.* Au contraire, il serait aisé de vous prouver que tout ce qu'ils ont fait contre les *Souverains,* tendait à rendre la *Souveraineté* plus inviolable pour les peuples. C'est le contraire des philosophes modernes, qui font de profondes révérences au *Souverain* dont ils attendent des pensions, tout en sapant *la Souveraineté* que leur orgueil ne peut souffrir. Si le Pape, de nos jours, n'avait été déplacé par l'opinion, une de ses Bulles aurait prévenu la Révolution Française, le déshonneur d'une grande nation, le malheur de vingt autres, la destruction de tous les principes, le renversement de la religion, et douze millions de morts violentes. Ne croyez pas, je vous prie, que je sois exagéré ; j'ai présidé pendant trois ans un tribunal suprême, dans un pays d'obédience ; je puis me flatter d'avoir tenu la balance ferme, et lorsque les prêtres voulaient sortir de leur cercle, je savais fort bien les y faire rentrer avec la même équité ; je vois qu'en France tous les principes étaient pervertis dans un sens contraire. Le ferment calviniste, l'orgueil parlementaire et le jansénisme coalisés vous avaient mis dans un état dont vous ne jugiez pas vous-mêmes, parce que *l'œil ne voit pas ce qui le touche,* mais qui était tout à fait anticatholique, et qui aurait produit un schisme si les Papes n'avaient pas été

plus prudents que vous. Ne voulez-vous pas m'en croire, cher Comte ? Croyez-en les protestants, qui traduisaient *Fleury et compagnie*, disant dans les préfaces : *Cet homme est tout à fait à nous ;* croyez-en tous les philosophes du XVIIIe siècle, qui l'appelaient *le sage ;* croyez-en Voltaire qui disait : *Celui-ci est presque philosophe ;* croyez-en Gibbon qui écrivait : *l'Eglise gallicane, placée entre la protestante et la catholique, reçoit les coups des deux partis.* Vous pensez bien, M. le Comte, que je ne prends pas tout ceci à la lettre, mais ce texte n'en est pas moins instructif ; vous ne pouvez pas vous dispenser de prendre en considération, et en grande considération, tout ce que je vous ai dit sur ce sujet ; je ne crois pas que vous trouviez nulle part plus de connaissance intrinsèque de la chose (il me semble que je puis le dire sans présomption), et ensuite plus d'impartialité, et plus d'attachement à votre parti, joint à un attachement raisonné et invariable pour le Souverain Pontife qui est la pierre angulaire. Le Sacre, et le Concordat ont produit une aigreur qui me ferait trembler dans ce moment, si la haute sagesse de votre Maître ne me rassurait. Cependant, mon cher Comte, je ne crois pas inutile de vous prier, de vous supplier, de vous conjurer d'aider encore cette sagesse par vos bons conseils, qui peuvent beaucoup dans ce moment : vous auriez rendu un grand service à l'Etat, à la Religion, et à l'Eglise gallicane en particulier, si vous pouviez seulement parvenir à faire envisager sous son vrai point de vue cette fatale Déclaration de 1682, qui fut, en vérité, un solécisme monstrueux contre la logique, contre la politique, et contre

le catholicisme. Le plus fier, le plus absolu des Souverains se laissa cependant toucher par la pénétrante remontrance d'un Pape mourant ; il promit de ne donner aucune suite à des choses *à quoi les circonstances l'avaient obligé*. Animé ensuite par un reste d'aigreur, et par les mauvais conseils de la magistrature, il refusa au Pape d'empêcher qu'on ne soutînt les quatre propositions dans les écoles de France, comme une simple thèse qui admettait le pour et le contre. Soit ! tenons-nous-en là, sans examiner si cette liberté est meilleure que le silence : mais que les parlements aient droit, non seulement *sans* l'aveu, mais *contre* l'aveu exprès du Souverain, de convertir en lois de l'Etat, et de faire jurer comme telles, par tout le sacerdoce gallican, des propositions que le Pape et tout le reste de l'Eglise catholique jugent absurdes et anticatholiques, c'est, en conscience, un *monstre* que le XVIIIe siècle seul a pu enfanter, nourrir et aimer. Grondez-moi donc si vous le voulez, Monsieur le Comte, je reviens à la charge au risque de vous ennuyer, mais sûr de vous donner une grande preuve d'amitié en vous mettant en garde contre les dangers qui environnent votre Maître. Les parlements étaient chez vous *le parti de l'opposition:* aucun gouvernement ne peut s'en passer, c'est une vérité de premier ordre. Or, comme l'essence de l'opposition est de s'opposer à tout pour empêcher certaines choses, il s'ensuit que le gouvernement ne doit prendre ce pouvoir que pour *avertisseur* et point du tout pour *régulateur*. Je vous parle d'un Ordre auquel j'ai appartenu, comme j'en parlerais si j'étais Amiral, ou Grand Maître de l'artil-

lerie, car Dieu m'est témoin que je n'ai pas de passion dans ce genre.

Le Roi doit donc se méfier de cet esprit parlementaire qui n'est point mort en France, et qui le conseillera mal. Il a de plus contre lui les mécréants de toutes les classes, phalange innombrable, parfaitement d'accord avec Bellarmin *sur un seul point* (le Pape et le christianisme, c'est la même chose), et par conséquent acharnée sur l'un pour tuer l'autre. Enfin il a contre lui tout le parti janséniste, nullement éteint, comme on le dit souvent mal à propos, et mille fois plus dangereux que le protestantisme, car les protestants sont des ennemis avoués, qui attaquent en plein jour, et suivant les lois de la guerre, une forteresse que nous défendons ; au lieu que les Jansénistes sont une portion de la garnison révoltée qui nous assassine par derrière pendant que nous faisons notre devoir sur la brèche. Il n'y a rien de si mauvais, de si subtil, de si dangereux, même politiquement. Le parti janséniste a servi en second dans la révolution, comme le valet du bourreau ; il aurait agi en chef s'il l'avait pu. Votre cher Maître aura un autre ennemi à vaincre, c'est lui-même ; mais c'est là où je l'attends, et je compte sur la victoire : alors il n'y aura rien de plus grand que lui. Il aura sans doute des ressentiments à vaincre, et de grands préjugés à contrarier ; tant mieux pour lui. Toute véritable gloire est achetée, et il n'en aura jamais assez à mon gré. Rien de personnel, rien d'accidentel ne peut se montrer dans cette occasion solennelle. Toute idée doit être grande comme le Roi de France : la moindre opposition fausse serait

la boîte de Pandore. Dieu veuille qu'il soit conseillé, aidé, secondé d'une manière digne de lui. Je voudrais surtout qu'on lui montrât avec la dernière évidence, comment une jurisprudence fausse et exagérée avait mis les deux puissances, parmi vous, dans une position réciproque tout à fait fausse aussi, et tout à fait indigne d'elles ; c'était deux ennemies toujours aux aguets pour s'attaquer, tandis que par nature elles sont amies intimes, et s'embrasseront toujours lorsque des brouillons ne se mettront pas entre deux. Qui osera attaquer l'Église défendue par la Souveraineté ? Qui osera attaquer la Souveraineté défendue par l'Église ? Personne, mon cher Comte, personne ; mais les coquins qui le savaient bien, et qui nous ont mis où nous en sommes, ont fait jouer pendant le dernier siècle une machine grossière qui leur a cependant parfaitement réussi, au grand étonnement du bon sens. Ils ont dit aux peuples : *Gardez-vous de l'Église, c'est l'amie, la complice éternelle du despotisme;* ils ont dit aux Souverains : *Sires, gardez-vous de l'Église, c'est la plus mortelle ennemie du pouvoir.*

Ainsi nos sophistes enragés sont parvenus à faire haïr l'Église comme amie du despotisme, et comme ennemie de la Souveraineté. Tous les nuages disparaîtront si le Roi fait examiner et traiter les questions par des gentilshommes (n'importe de quel habit) et non par des avocats et des ergoteurs de collège. Je pourrais vous donner mille exemples des effroyables misères de l'ancienne jurisprudence ; en voici un que le Grand Maître de la garde-robe saisira aussi bien (et peut-être beaucoup mieux) qu'un Conseiller de la Grand'Chambre.

La question de savoir à qui appartient un bénéfice dépendait du juge ecclésiastique (c'est ce qu'on appelait *le pétitoire*) ; mais la question de savoir qui doit être maintenu *aujourd'hui* en possession, en attendant de savoir quel est le véritable Maître, appartient au juge laïque (c'est ce qu'on nomme *le possessoire*).

Fort bien, disaient les Parlements, *mais nous ne voulons pas que dans aucune occasion on traite le pétitoire avant le possessoire, ni après que le possessoire est décidé.* Qu'en dites-vous, Monsieur le Comte? Pour moi, je trouve que S. M. Très Chrétienne est un peu trop grande pour descendre à de tels tours de passe-passe, et qu'Elle les ignorait parfaitement; sans quoi Elle aurait dit: *Je veux que mes Cours connaissent de ces sortes de causes.* Que le Roi de France envoie à Rome un de ces cœurs purs, étrangers à toute haine et à toute duplicité, un de ces fronts sereins qui appellent la confiance: on décidera avec le Pape, sur un carré de papier, des questions qui feraient barbouiller des in-quarto à Paris. Le Pape était défiant parce qu'on se défiait de lui : il ne sera *que père* lorsqu'on ne sera *que fils.*

L'Église catholique est une ellipse qui a deux foyers, Rome et Paris; dans l'une est saint Pierre, dans l'autre Charlemagne. Le Roi de France abdiquerait la plus haute prérogative s'il cessait d'être le *fils aîné;* mais comment le serait-il *toujours,* si son royaume est *toujours* l'arsenal où se forgent tous les traits lancés contre le Saint-Siège? Peut-être je vous ferai lire un jour des choses qui vous étonneront; vous verrez que la grandeur de la couronne de France m'était *connue* mieux

qu'à vous (je ne dis pas mieux *sentie*, ce qui serait impossible). Le Roi de France pouvait beaucoup ; s'il avait voulu donner main forte à la vérité, il l'aurait fait régner en Europe ; au lieu de cela, elle a été souffletée chez lui. Si elle n'y a pas été tuée, c'est parce qu'elle est immortelle ; mais, certes, ce n'a pas été faute de bonne volonté de la part des Français. Le chef de la détestable coalition a blasphémé tranquillement en France pendant un siècle; il s'est intitulé impunément *gentilhomme ordinaire de la chambre de S. M. Très Chrétienne* (la place de l'auteur d'Athalie), et il a été couronné en public, dans la capitale, après avoir fait imprimer vingt ou trente fois en France :

Le créateur pendu publiquement,
Ressuscita depuis secrètement.

Pour qu'il n'y manquât rien, le *baronnage* du Roi de France s'était coalisé avec le philosophisme, et il le faisait dîner avec lui, au lieu de lui donner des coups de pied, comme il aurait dû.

Vous avez vu le résultat, Monsieur le Comte : il a été terrible, épouvantable, et cependant heureux en un sens, puisque la fin, entièrement miraculeuse, se trouve si différente de tout ce qu'on avait raison de craindre ; maintenant il faut tout refaire, surtout il faut rétablir les Ordres enseignants, et christianiser l'éducation : rien ne doit être fait que par Rome. Y aurait-il par hasard quelque ressentiment dans le cœur du Roi ? C'est un grand bonheur, car le plaisir de l'oublier est le plus

grand, et le plus digne de ce cœur. Bonaparte, infaillible sur le mal, porta subitement la main sur la Déclaration de 1682, et il en fit une loi d'état; malheur, et mille fois malheur au Roi de France, si son auguste et sainte main venait à signer la même pièce. De *loi* elle était devenue *thèse*, *de par le Roi*. De *thèse*, elle était redevenue *loi*, *de par je ne sais qui*. Si l'excellent Roi ne veut pas faire mieux, qu'il s'en tienne à la thèse sans disputer, sans se compromettre, sans révoquer; quand le silence suffit, on peut ne pas parler.

Si j'avais l'honneur d'approcher votre Maître, je me jetterais à ses genoux pour lui demander cette grâce, plus essentielle encore à lui qu'à l'Église. — Mais je n'aurai pas ce bonheur, je suis ennuyé, dégoûté; les années arrivent: je m'arrange pour mourir ici. En attendant, je n'ai pu m'empêcher de vous adresser cette longue *diceria*, que vous me pardonnerez, j'espère, car vous m'avez promis expressément de ne pas m'en vouloir pour notre *rixe* au sujet du Saint-Siège: il me semble que mon cœur est transparent tout à fait, et que vous ne pouvez y voir une seule fibre capable de vous mécontenter si vous la considérez bien; mais vous avez trop de tact pour ne pas sentir que je crois remplir un devoir en vous présentant des réflexions qui me paraissent, dans ce moment, de la plus haute importance, et que tout part d'un cœur entièrement dévoué à vous, et à ce que vous aimez.

Votre très humble serviteur et dévoué ami.

379

A M. le Vicomte de Bonald.

Saint-Pétersbourg, 1er (13) juillet 1814.

MONSIEUR,

J'ai fort bien reçu dans le temps la lettre aimable que vous eûtes la bonté de m'adresser en réponse à celle que l'estime et l'admiration m'avait dictée pour vous. Maintenant que les chemins sont ouverts, par un miracle qui vaut le passage de la mer Rouge, ne voulez-vous pas permettre, Monsieur, que je me rappelle à votre souvenir et que je vous demande de vos nouvelles? Quand prétendez-vous donc nous faire lire quelque chose de vous? J'entends quelque chose de nouveau, car il ne me suffit pas de lire ce que vous avez écrit jusqu'à présent. Pour vous donner l'exemple, Monsieur, je prends la liberté de vous adresser un opuscule que je viens de dédier au siècle des constitutions. Le sujet ne laisse pas que d'être vaste, et vous verrez que j'ai trouvé sous ma plume des questions assez importantes. Je souhaite bien vivement, je vous l'assure, que dans ma manière d'envisager *certaines choses, — certaines choses* vous paraissent neuves. Croyez-vous, Monsieur, que ce petit ouvrage valût la peine d'être réimprimé à Paris. Comme vous m'avez fait l'honneur jadis d'être mon éditeur, je serais bien

flatté si, dans des temps plus heureux, vous m'accordiez le même honneur ; mais je voudrais que la chose en valût la peine. Dans l'opuscule ci-joint, un seul point pourrait déplaire : c'est ce que je dis sur la Déclaration du clergé de France, de 1682. Car les Français, sans trop savoir comment, se sont coiffés de cette guenille anticatholique, antilogique et antipolitique. En tous cas, on arrangerait tout avec une note où l'on rejetterait le blasphème sur l'ignorance d'un étranger.

Que pensez-vous, je vous prie, de la *veuve indienne ?* La croyez-vous toujours *brûlée avec son époux*, ou seulement *flambée* et un peu noircie ? Je disais en 1796 : « Elle ne peut souffrir qu'une éclipse. Aujourd'hui elle « doit courber la tête et se résigner : un jour, elle doit « embrasser de bonne grâce *des enfants qu'en son sein* « *elle n'a point portés.* » N'est-ce pas cela ? Je vous prie en grâce, Monsieur, de n'avoir point peur de moi ; l'estime, et, vous me permettrez de le dire, l'attachement qui naît de la reconnaissance, me font désirer de recevoir de temps en temps quelques signes de vie de votre part ; mais je ne suis point *écriveur*, et vous ne courez pas le moindre risque d'être assommé de ma main.

Je suis avec la plus haute considération, Monsieur.....

P. S. — J'ai un grand ouvrage par les mains, Monsieur : il s'agirait, *entre autres petites choses*, d'ôter le sceptre de la philosophie rationnelle aux Anglais et de le rendre à notre langue. Mais que peut un Allobroge isolé ? Il y a précisément dans cet ouvrage un morceau qui me

semble piquant sur *l'influence des nations dans la fortune des livres*. Si j'étais à côté de vous, j'irais volontiers demander à M. Firmin Didot s'il voudrait m'aider. — Antoine Pluchart ne peut rien. Je tiens cependant mes voiles prêtes, afin que s'il m'arrive jamais d'entendre quelque bruit favorable dans les airs, je puisse sur-le-champ *dare lintea ventis*.

Vous verrez, en parcourant ma brochure, la seule et douce correction qu'ait exigée de moi une censure demi-protestante. Si cependant l'opuscule était réimprimé, il faudrait rétablir la leçon primitive.

Je voudrais bien qu'on me chicanât chez vous sur la hideuse secte. *Plenus sum sermonibus*, comme Job ; il me semble que je passerais une charrue toute neuve sur la fameuse place.

380

A Son Excellence M. le Comte de Nesselrode.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) août 1814.

Le soussigné, après avoir pris la liberté de présenter à Son Excellence M. le Comte de Nesselrode quelques réflexions sur le traité du 30 mai dernier, dans son rapport avec S. M. le Roi de Sardaigne, achève de satisfaire au devoir attaché à ses fonctions, en lui représentant d'abord que le Roi, son Maître, dans la position où il

se trouve actuellement, est absolument privé de sa liberté, et dans l'impossibilité absolue de concourir à aucune des vues qu'un intérêt commun pourrait faire envisager, suivant les circonstances, comme infiniment sages et utiles.

L'Empereur de Russie, si éloigné de l'Italie, la touche néanmoins par le Roi de Sardaigne ; mais si ce bras est paralysé, il devient inutile à l'Empereur. Toutes les forteresses du Roi ont disparu : il ne lui reste qu'Alexandrie; mais cette forteresse, dessinée suivant les idées gigantesque de Bonaparte, demande une armée pour garnison, et n'est pas d'ailleurs achevée. En supposant donc de nouveaux mouvements en Europe, tels que la prudence ordonne de les imaginer, même sans apparence, quelle force intrinsèque resterait dans ces premiers moments à S. M. le Roi de Sardaigne? Il est clair qu'il se trouverait purement passif, et qu'il serait entraîné sans résistance, même possible, par le premier qui se présenterait en force pour lui donner la loi. La possession provisionnelle de Gênes serait l'unique moyen de parer à cet immense inconvénient. Attendre la décision du Congrès, ce n'est point du tout prévenir le mal, car personne ne sait, ni si, ni où, ni comment finira ce Congrès ; et quand même quelque homme d'Etat se ferait sur tous ces points un système détaillé de prévision et de prévoyance, il ne se croirait probablement pas permis de l'exposer en détail. Rien ne serait donc plus important qu'un point d'appui accordé au Roi de Sardaigne. Pourquoi Gênes ne serait-il pas possédé provisionnellement comme le sont par exemple Bologne et

Ferrare, dont le Souverain est très connu, très respectable, et de plus présent? Il y aurait bien moins d'inconvénients à Gênes, dont la possession ferait la sûreté du Roi de Sardaigne et de ses amis, sans nuire à personne. Quant aux moyens, il ne peut y en avoir que de deux espèces: faire, ou laisser faire ; les *Amis puissants* peuvent choisir. Au reste, le soussigné déclare ne parler en tout ceci qu'en vertu de ses lettres de créance, et sans aucune instruction particulière.

Le soussigné saisit encore cette occasion de relever certains bruits qui sont parvenus jusqu'à lui, au sujet des principes de gouvernement adoptés par S. M. le Roi de Sardaigne depuis son rétablissement. On s'est permis de dire qu'il n'avait pas assez d'égard aux circonstances du moment, et qu'il se souvenait trop de l'ancien état de choses. Mais le soussigné peut avoir l'honneur d'assurer S. M. I. que ces bruits partent uniquement de l'esprit exagérateur et des prétentions outrées qui sont le caractère distinctif des temps de révolution. Parce que la prudence exige que la justice ferme les yeux sur tout ce qui s'est passé, on va nous prouver que les révolutionnaires, les voleurs en chef, les ennemis personnels de S. M. et de son auguste famille doivent tous être faits Généraux, Gentilshommes de la Chambre, Evêques ou Présidents, à l'exclusion de tous ses amis les plus dévoués et les mieux éprouvés ; il lui sera défendu de se rappeler la date des brevets accordés jadis à ses fidèles qui ont langui dans l'obscurité, qui se sont refusés à tout emploi, à tout espoir de fortune, dans l'attente d'un meilleur moment ; et ceux qui (aussi innocemment qu'on

le voudra, car le soussigné ne dispute point sur cet article) ont porté le fer, le feu, le pillage, l'incendie et le sacrilège depuis le Caire jusqu'à Moscou, ne devront pas même avoir les autres pour concurrents, et leur ancienneté ne sera pas seulement sacrée mais exclusive. Telles sont les prétentions de ces temps de délire. Nous savons bien cependant que l'enfant prodigue doit être reçu à bras ouverts (du moins lorsqu'il arrive librement); mais nulle part il n'est écrit que, pour lui, le frère qui est demeuré à la maison doive être déshérité.

Le soussigné espère donc que S. M. I., si des bruits absurdes sont parvenus jusqu'à Elle, saura bien les mépriser et n'en croire que des faits qui sont incontestables. On ne prouvera pas que S. M. le Roi de Sardaigne ait, l'on ne dit pas *confisqué* (Elle ignore ce mot), mais seulement séquestré une toise de terrain au préjudice des plus scandaleux ennemis de sa personne; ce qu'Elle aurait pu faire néanmoins avec prudence et modération, car il y a des bornes à tout, et la sagesse qu'on vante justement chez les Princes français ne les a pas empêchés d'écarter des hommes dont l'aspect était tout à fait intolérable.

S. M. n'a donné d'effet rétroactif à aucune loi, Elle n'a pas fait un seul pas qui n'ait été dirigé par la circonspection la plus scrupuleuse, et quant à la distribution des emplois, les principes de S. M. sont si publics et si lumineux qu'il n'y a pas moyen de les obscurcir. Il suffit de nommer son plénipotentiaire au Congrès, et le fils de ce Ministre aujourd'hui capitaine de cavalerie et aide-de-camp de S. M., pour être bien convaincu qu'Elle est

absolument étrangère à tous les préjugés qu'on lui prête. Il est vrai qu'un tel Ministre méritera et possédera toujours la confiance de tous les gouvernements et de tous les régimes, mais son existence actuelle ne sert pas moins à réfuter tous les vains reproches faits au gouvernement de S. M.

La troupe des Gardes du Corps du Roi n'étant point encore organisée, il s'est entouré d'une jeunesse qui servait presque toute en France dans le militaire ou dans la Cour, et le service de ces jeunes gens étant terminé, ils ont reçu l'assurance d'être tous avantageusement placés dans l'armée.

Tels sont les faits qu'il faut croire; les bruits contraires partent de trois sources : de quelques discours imprudents tenus par les serviteurs de S. M., et qui sont heureusement aussi nuls qu'inévitables ; d'une foule de discours beaucoup moins innocents, tenus ou par des amis fanatiques du gouvernement qui vient de finir, ou par certains voisins qui ont leurs raisons pour décréditer le gouvernement de S. M., dans un moment où la politique, d'accord avec la justice, appelle quelques arrangements nouveaux.

Les relations, dans les temps tels que ceux-ci, méritent peu de foi, parce qu'elles ne présentent le plus souvent que la passion observant la passion : tous les hommes d'ailleurs ne veulent pas observer, et parmi ceux qui observent, tous ne savent pas voir, et parmi ceux qui voient, tous ne sont pas faits pour raconter.

Le soussigné appelant donc toujours des discours qui ne signifient rien aux faits qui ne trompent jamais, re-

commande de nouveau le Roi, son Maître, à la puissante amitié de S. M. I., dans un moment où il a un si grand besoin de son influence pour corriger le mal qui est fait et pour prévenir celui qui s'avance.

Il profite avec empressement, etc.

381

Note verbale à Son Excellence M. le Conseiller privé, Comte de Nesselrode.

Saint-Pétersbourg, 22 août 1814.

Au moment où s'annonce de toute part l'ouverture d'un Congrès qui doit décider les plus grands intérêts de l'Europe, le Ministre de S. M. le Roi de Sardaigne croirait manquer à son devoir s'il n'arrêtait pas un instant la vue pénétrante de S. M. I. sur quelques observations qui intéressent sensiblement le Souverain qu'il a l'honneur de représenter auprès d'Elle.

Aucun homme sensé et ami de l'équité ne put s'interdire un grand mouvement de surprise lorsque, par la lecture du Traité de Paris du 30 mai dernier, il apprit:

Que les puissances alliées assuraient à S. M. Très Chrétienne la possession d'une partie des biens de son beau-frère et ceux du Souverain Pontife.

Si quelque Souverain avait combattu pour la Révolu-

tion, on concevrait jusqu'à un certain point la sévérité ou le ressentiment qui lui demanderait compte de cette erreur ; mais qu'un Souverain tel que le Roi de Sardaigne, ennemi et victime illustre de la Révolution, ami des alliés, et non pas seulement connu mais fameux par ses principes, qu'un tel Souverain, dit-on, se voie dépouillé d'un trait de plume, et sans avoir été jamais ni menacé ni entendu, d'une propriété sacrée, d'un héritage de neuf cents ans, et du titre de sa famille, c'est une idée excessivement pénible.

Plus on examine le Traité du 30 mai, et plus il semble permis d'y voir l'envie de terminer, et l'on ne sait quoi de provisoire, qui semble attendre et demander même un plus ample informé de la raison politique.

Le Ministre Piémontais remplirait bien mal les intentions du Roi son Maître, il se reconnaîtrait coupable même, s'il se permettait de donner à ces réflexions la plus légère couleur satirique. Personne n'est plus pénétré que lui de la tyrannie des circonstances sur les puissances les mieux intentionnées, personne n'a une plus haute idée de la justice éclairée de S. M. I., et personne n'en espère davantage.

S. M. le Roi de Sardaigne a d'ailleurs une telle confiance dans son grand et puissant ami, qu'Elle a dérogé, d'après ce sentiment, aux lois les plus vulgaires du droit des gens. Elle n'a pas protesté contre la perte de la Savoie, ne pouvant, malgré toutes les convenances apparentes, tolérer l'idée de protester contre un acte de l'Empereur de Russie.

Mais cette confiance sans bornes n'empêche point,

elle permet au contraire expressément qu'avec tout le respect possible, le Ministre de ce Prince fasse sentir les inconvénients immenses du Traité par rapport au Duché de Savoie.

En premier lieu, les nations sont quelque chose dans le monde : il n'est pas permis de les compter pour rien, de les affliger dans leurs convenances, dans leurs affections, dans leurs intérêts les plus chers. Le soussigné se fait un plaisir particulier de rappeler ces maximes en présence d'un Souverain tel que S. M. l'Empereur de Russie, le plus grand ami des peuples, le plus religieux observateur de leurs privilèges, le plus ami de l'homme en un mot, dans tous les sens du terme.

Or, le Traité du 30 mai anéantit complètement la Savoie, il divise l'indivisible ; il partage en trois portions une malheureuse nation de 400,000 hommes, une par la langue, une par la religion, une par le caractère, une par l'habitude invétérée, une enfin par les limites naturelles.

La Savoie est divisée par la plume d'un Secrétaire qui se promène sur une carte géographique, en oubliant seulement de consulter la nature, et les hommes sont partagés et adjugés par tête comme les troupeaux.

Le vignoble fameux de la Savoie est à Montmélian et presque tous les propriétaires sont dans la capitale ; ceux-ci sont devenus Français par le Traité du 30 mai, et, pour faire leurs vendanges, ils devront aller en Piémont. Ils pourront s'y rendre en poste dans une heure, par une grande route royale, sans trouver devant eux un fossé, un ruisseau, une colline, un roc seulement

qui annonce la moindre division naturelle. On changera de souveraineté en changeant de village; une triple ligne de douanes, d'employés, de gardes, etc., découpera cet infortuné pays ; un tiers sera républicain : les habitants s'imbiberont d'idées analogues à leur gouvernement; un autre tiers, adossé aux Alpes, demeurera étranger à la France, à la Suisse et à Genève, et ses habitants seront obligés d'aller demander justice au delà des Alpes, dans une langue inconnue, etc., etc.

Il serait superflu, en présentant cette esquisse rapide de l'accompagner d'aucune réflexion.

Venant maintenant à la politique respective des Souverains, il fait observer qu'il y a presque toujours, dans ce qui est, une raison secrète dont on ne s'aperçoit que lorsqu'on a voulu changer l'état des choses. Ce n'est pas sans une puissante raison que le Duché de Savoie et le Comté de Nice appartenaient à un Prince italien. Ces deux avant-postes formaient toute la sûreté de l'Italie. Nuls par eux-mêmes, ils acquéraient de leur dépendance politique une importance considérable. Le Ministre qui trace ces lignes se souvient d'avoir comparé plus d'une fois les deux pays à *deux zéros qui centuplent la valeur du chiffre auxquels ils sont attachés*. Ce vide entre la France et l'Italie proprement dite était nécessaire à la sûreté de ce dernier pays. Ce serait bien mal connaître l'action des grandes puissances, mais surtout celle de la France, la plus active de toutes, d'imaginer qu'elle se tienne tranquille en Savoie, au milieu de la division si malheureusement tracée le 30 mai dernier. Elle se rappellera l'axiome de Mazarin que les autres puissances

paraissent avoir *tout à fait oublié : sans la Lorraine et la Savoie, vous ne serez jamais Roi.* Elle aspirera, s'il est permis de s'exprimer ainsi, les deux portions qui ne lui appartiennent pas ; elle n'aura pas de tranquillité qu'elle ne les ait englouties. En un clin d'œil elle arrivera aux Alpes ; avec ses citadelles, son artillerie et ses ingénieurs, du haut de ces monts, elle pourra voir la citadelle de Turin, et comptera le petit nombre de marches qui l'en séparent ; en un mot, il n'y aura plus d'Italie.

Les Rois de Sardaigne, comme Ducs de Savoie, ont des droits incontestables sur la république de Genève. Ces droits ont toujours été comprimés par la force ; mais la force ne saurait altérer les droits en les empêchant de se déployer ; et, dans ce moment de renversement général, il n'eût pas été surprenant que la politique élevée s'en fut occupée. Au lieu de cela, Genève reçoit une portion de la Savoie, sans autre motif imaginable que celui des convenances ; mais l'imprudente république paiera cher un seul pouce de terrain acquis sur la Savoie; un atome suffira pour commencer la querelle, et l'on peut d'ailleurs s'en fier à la France du soin de faire valoir les droits des anciens Ducs de Savoie. Genève aurait du se prosterner devant les alliés pour se faire toucher de tous les côtés possibles par la Savoie, sujette de son maître légitime. La France le lui apprendra incessamment.

Quand même l'amitié des puissances, éclairée par la plus sage politique, donnerait Gênes et la Ligurie à S. M. le Roi de Sardaigne (supposition que son Ministre

se croit en droit de mettre au rang des choses possibles) on n'aurait rien fait encore, ni pour le Roi ni pour l'Italie, si l'on entame ce Prince de quelque autre côté des Alpes. En supposant, par exemple, que le Comté de Nice lui fût ôté (ce que l'on a pu entendre dire entre mille discours), les Français laisseraient Gênes à droite et entreraient sur la gauche. Or, il importe peu à la sûreté du Roi et à celle de l'Italie que ce beau pays soit accessible par un côté ou par l'autre ; toujours les puissances n'auront rien fait (1).

Si elles ont réellement et sagement résolu d'établir une forte puissance entre la France et ce qu'on appelle plus particulièrement l'Italie, il ne faut point renverser l'ancien système, il faut le compléter ; autrement l'occasion est perdue. C'est ce qu'il est permis d'avancer avec la plus grande confiance, tout en protestant de la reconnaissance sans bornes de S. M. le Roi de Sardaigne pour les indemnités qui sans doute étaient déjà présentes à l'esprit de S. M. I. lorsqu'on signait le Traité du 30 mai dernier.

L'opinion politique et militaire, en France, se portant avec une force extraordinaire du côté des Pays-Bas, peut-être que si cette opinion avait paru alarmante pour le repos futur de l'Europe, on eût pu lui accorder quelque chose de ce côté ; mais l'on ne se permettra aucun développement à cet égard.

---

(1) On invoque particulièrement sur ce point le témoignage de tous les militaires qui ont fait la guerre des Alpes.

Il est encore un point important sur lequel il serait bien à désirer qu'on pût et qu'on daignât revenir, au moins d'une manière indirecte et secrète, ce qui paraîtrait également aisé et convenable. Ce point est celui des biens nationaux acquis chez le Roi de Sardaigne par des spéculateurs français. Que ces acquisitions soient confirmées en France, cela se conçoit ; mais que les Augustes Alliés aient cru devoir accorder leur protection spéciale, même dans les pays étrangers à la France, au plus odieux brigandage qui ait jamais souillé l'histoire, c'est ce qui paraît nécessairement supposer quelque force invincible contre laquelle il serait toujours permis de revenir.

L'émigré Français sortait de son pays en désobéissant au nouveau gouvernement qu'il regardait justement comme illégitime. Ce gouvernement, l'ayant néanmoins emporté, se vengeait sur ce qu'il appellait les rebelles : *rien de plus simple*, c'est la légalité de l'illégalité. Mais qu'est-ce que cette supposition a de commun avec les habitants de Savoie ou de Nice, parfaitement étrangers à la France, appelés par leur devoir auprès de leur Souverain, et passant, au moment d'une invasion hostile, d'une province conquise dans une autre qui ne l'est pas?

On veut étendre les lois portées contre les émigrés français à des hommes qui ne sont pas Français ; on les proscrit pour être sortis d'un pays où ils n'étaient pas. L'absurdité le dispute ici à l'iniquité. Des brigands français, couverts de tous les crimes, arrivent en Savoie et à Nice ; ils achètent les biens d'une noblesse fidèle avec des assignats perdant 80 pour %, de manière qu'au

moment où l'on écrit ceci, ils ont déjà retiré vingt ou trente fois le capital qu'ils déboursèrent pour acquérir ces biens. Il y a plus : il fut prouvé en 1796, et même jusqu'à la démonstration, qu'à l'égard des prétendus émigrés de Savoie et de Nice, il n'y eut jamais de loi française proprement dite, ou du moins que la loi de la Convention Nationale, qui les assimila aux émigrés Français, en supposait une précédente qui n'existait pas, en sorte que la confiscation serait nulle, même au tribunal des brigands ; et néanmoins, telle est la faveur accordée à la plus odieuse spoliation, qu'elle est consacrée, même hors de la France, par l'accord des puissances alliées. Des noms augustes sanctionnent les décrets du Comité de Salut Public ; dans une affaire de cette importance, ni le Roi ni ses sujets dépouillés ne sont entendus, et la proscription est achevée sans que la politique ait daigné provoquer la voix des intéressés ou seulement lui prêter l'oreille, quoiqu'il fût néanmoins bien évident que, parmi les hautes parties contractantes, l'une avait le plus grand intérêt de cacher la vérité, et les autres nul moyen de la connaître si elles ne daignaient l'appeler à elles et lui ôter sa timidité ordinaire.

Il serait long d'en expliquer la cause, mais il est cependant sûr que, de nos jours, la compassion semble particulièrement réservée pour le crime. L'assassin qui marche au supplice excite la pitié universelle. Bon nombre de gens même prouveront que la justice n'a pas droit de le frapper. Quant aux victimes innocentes qu'il a frappées lui-même, personne n'y pense.

Il se passe quelque chose de semblable dans l'affaire qui fait le sujet de cette Note.

Des familles nobles ruinées de fond en comble pour la plus noble des causes, des familles auxquelles on ne saurait même opposer les fantômes de lois et de justice qu'on a employés contre les émigrés Français, de telles familles réduites à l'excès du malheur, et pour ainsi dire retranchées du monde, excitent peu d'intérêt, et leurs voix ne trouvent aucun moyen d'arriver jusqu'au pouvoir.

Mais le spoliateur français s'assied à côté des Souverains, on lui permet de disserter, et lorsqu'il invoque *les lois sacrées de la propriété*, on l'écoute sans rire. Des puissances des plus respectables ne plient pas seulement de bonne grâce devant les convenances françaises, elles consentent de plus à protéger les spoliateurs hors de la France même, et défendent à la Souveraineté étrangère de les inquiéter et de rendre justice chez elle.

Le soussigné se hâte de répéter qu'un tableau n'est point une critique et qu'il ne contient pas même une demande ; il proteste solennellement de la parfaite confiance du Roi son Maître en S. M. l'Empereur de toutes les Russies. Le Roi ne condamne rien ; il ne se plaint de rien ; il croit que S. M. I. fera à toutes les puissances de l'Europe et à la Maison de Savoie en particulier, tout le bien qui dépendra d'Elle, et d'avance Elle en est remerciée ; mais, dans aucune supposition quelconque, il ne peut être inutile que le véritable état des choses soit parfaitement connu de l'Empereur de Russie et de ses

Ministres, au moyen de ces connaissances qui sont des faits qu'on ne devine pas. S. M. et ses sujets se reposent dans les mains en qui ils ont mis toute leur confiance, et sans exprimer aucune demande particulière, ils sont sûrs d'obtenir tout ce qui ne sera pas impossible à la puissante amitié de S. M. I.

382

A Mme Nicolas de Maistre.

Saint-Pétersbourg, 3 (15) octobre 1814.

Au moment où je t'écris, ma très chère sœur-cousine, je suis le plus heureux et le plus grand Seigneur d'Europe : ma famille est sur le point de tomber dans mes bras et mon Souverain est ressuscité. Il est bien vrai que je puis sans miracle mourir de faim incessamment, mais c'est un très petit inconvénient ; et cela s'appellera toujours *mourir au lit d'honneur*. L'établissement de ma maison m'a jeté dans de telles dépenses que la tête m'en tourne. *Ah ! ma pauvre, ça fait frémir !* Si tu me voyais acheter des draps, des serviettes, des rideaux, etc., tu aurais certainement bien compassion de moi, ou bien tu n'as plus ce cousin de cœur que je t'ai vu autrefois. Dieu sait quelles bénédictions tu auras données à ma femme et à mes enfants, à leur passage dans la ville

natale. Comment as-tu trouvé mes enfants ? N'est-ce pas que mon Rodolphe est un brigand très passable ? Hélas ! Il a plu à Sa Majesté la Providence de séparer les inséparables ; mais elle n'ordonne pas qu'ils s'oublient. Oh ! aimable *Catafourre*, quand je t'oublierai, je m'oublierai moi-même. — Il y a un peu de poésie ici ; mais c'est que l'enthousiasme me prend toutes les fois que je pense à ce que j'aimerai toujours et que je ne reverrai plus. — Mon cœur se serre en même temps ; mais il est inutile de penser à toutes ces choses, ou du moins de trop se fixer sur ces idées. Chacun a son sort, tel est le nôtre : il me suffit de n'avoir pas gâté les affaires de la famille ; mais tandis qu'il restera sur ce pauvre globe deux descendants de ces trois excellentes dames qui nous attendent, comment pourraient-ils cesser de s'aimer et de se désirer ? Comme je t'aime, ma chère sœur , comme je te désire du fond de mon cœur ! Souvent je te fais visite, mais je ne sais pas me tirer de ton logement. Je me suis gâté tout à fait ; les Allées de Chambéry me font peur. Je tremble de trouver au milieu de ces formidables détroits des voleurs ou des spectres ; lorsque enfin j'ai pris mon parti , nouvel embarras , je ne sais plus à quelle porte frapper ; es-tu dans cet appartement où j'ai si souvent vu le *Kinkin Perrin*, et qui a cette belle vue sur la rivière ? Ou bien es-tu de l'autre côté, sur la grande rue ? Explique-moi tout cela, je t'en prie ; dis-moi où tu reçois, où tu boudes, où tu dors, afin que je ne tâtonne plus. *Marthe ! Marthe ! tu as choisi la meilleure part*, celle de vivre tranquille à

côté *de ton homme*. Pour ton vieux cousin, c'est un *couratier*, n'en parlons plus. Qu'est-ce que tout ceci deviendra? Je veux être un chien si j'en sais un mot. Adieu, ma très chère cousine pour le moins. Je t'embrasse, comme dans les temps anciens, avec un cœur de dix-huit ans. Salue de ma part Nicolas, si tu le vois quelque part, et l'excellente Fanchette, et *Tutti quanti*. Un mot en particulier aux bons La Chavanne et à tout ce que j'aime (tu ne saurais te tromper, c'est ce que tu aimes aussi).

Tout à toi.

383

A M. Sontag,

Surintendant de l'Eglise de Livonie, à Riga.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) octobre 1814.

MONSIEUR,

Je ne fus pas médiocrement amusé, il y a quelques jours, lorsque je lus dans une de vos feuilles que l'auteur de l'*Essai sur les Institutions humaines*, qui est de ma connaissance particulière, *n'avait ni esprit ni caractère*. Tout de suite j'écrivis à M. le Marquis Pauluci, pour avoir la feuille précédente, à laquelle se rapportait celle que je venais de lire. Il me l'a envoyée, en effet;

mais je crois voir dans sa lettre d'accompagnement qu'il vous a un peu grondé sur la manière dont vous avez jugé à propos de parler d'un homme qui ne vous était pas connu. Dans ce cas, Monsieur, il appartient *à mon esprit et à mon caractère*, tels qu'ils sont, de vous faire savoir que je n'entre pour rien dans ce petit désagrément, si c'en est un. En écrivant au Marquis, je ne lui demandai point le nom du journaliste, non par délibération, encore moins par dédain, mais réellement parce que je n'y pensai pas. Je priai de plus très expressément votre digne gouverneur de ne pas dire, sur ce point, un seul mot qui ressemblât seulement à la désapprobation. S'il a cru devoir se conduire autrement, il a eu ses raisons sans doute ; mais je ne les pressentais nullement. Non seulement, Monsieur, vous ne m'avez pas fâché, mais vous m'avez fait beaucoup de plaisir ; et vous m'en auriez fait bien davantage si vous aviez pris un ton encore plus différent du mien. J'ai d'excellentes raisons pour sentir ainsi.

Je saisis cette occasion, Monsieur, pour vous offrir mes services auprès de Monsieur le Gouverneur, si par hasard ils pouvaient vous être utiles, et pour vous assurer en même temps de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc.

384

A Son Excellence M. le Comte Jean Potocki,

A Chmielnick, gouvernement de Podolie.

Saint-Pétersbourg, 16 (28) octobre 1814.

Je commence, mon très cher et excellent ami, à vous remercier de votre nouvel ouvrage, ou, pour mieux dire, de la continuation de votre ouvrage sur la chronologie. Rien de plus sage, en vérité, de mieux raisonné et de mieux ordonné. Je suis persuadé que je goûterais davantage encore votre méthode si je connaissais mieux les autres chronographes ; mais, comme je vous l'ai dit souvent, je ne suis pas fort sur leur *science*, *du moins sur les difficultés ;* car, de savoir, par exemple, que le siège de Troie et celui de Saragosse ne forment pas un synchronisme parfait, c'est, je crois, ce qui ne fait pas un grand honneur à un lettré. Au surplus, mon cher Comte, la science est un grand pique-nique où chacun fournit son plat. Que tout plat soit bon, c'est un devoir *pro viribus ;* mais que tout plat puisse être fourni par tout convive, pas du tout : celui qui a des œufs fait une omelette. Je me suis plus d'une fois amusé à penser que la nature nous avait placés, vous et moi, à cette grande table, assez loin l'un de l'autre, mais que cependant nous ne nous entendions pas mal. Je prends un très

grand plaisir à vos succès dans la science des temps, et je vois que, de votre coté, vous vous accoutumez à ma métaphysique. Votre approbation m'a fait un plaisir proportionné au cas que je fais de vous. Cependant, mon cher Comte, je vous renvoie à ce que j'ai dit de l'amitié dans la préface de l'Opuscule. En lui attribuant toute la probité imaginable, toujours elle est suspecte ; et plus elle est vieille plus elle radote, ce qui est dans l'ordre. Après cela, vous pensez bien que la vôtre n'est pas, à beaucoup près, au-dessus du soupçon ; ainsi, *il touche à moi*, comme on dit en Italie, de faire toutes les défalcations nécessaires. Fiez-vous-en à la vanité humaine, pour que le résidu demeure un peu plus qu'inperceptible.

Entendons-nous, Monsieur le Comte, sur le mot de *Théosophie*. Si, par ce mot, vous entendez purement et simplement *religion* ou *christianisme*, nous sommes d'accord ; et, si je n'ai le malheur de me tromper beaucoup, c'est dans ce sens que vous le prenez. En partant de cette supposition, je ne saurais trop vous féliciter, cher ami, du mouvement que vous faites vers moi ; et si je puis y contribuer un peu, *sublimi feriam sidera vertice*. On se plaît à jeter le doute sur ce grand sujet, parce que les passions y trouvent leur compte ; mais, croyez-moi, mon cher ami, entre Dieu et l'homme il n'y a que l'orgueil. Abaissez courageusement cette cataracte maudite, et la lumière entrant tout à coup, suivant sa nature, dira : *C'était votre faute*.

Quand à la *Théosophie* prise dans le sens moderne et vulgaire, c'est encore une production bâtarde de l'or-

gueil, un révolté du second ordre, qui voudrait transiger avec la conscience, et croire, non pas à l'autorité, mais à lui-même : en cela, il est plus coupable que s'il n'y voyait goutte. Malebranche a dit : « *Toute société divine suppose nécessairement l'infaillibilité* » ; et c'est un des grands mots qui aient été dits dans le monde : *intelligenti pauca.*

A l'égard de la *mythologie*, entendons-nous encore. Sans doute, toute religion *pousse*, comme je l'ai dit, une mythologie ; mais n'oubliez pas, très cher Comte, ce que j'ajoute immédiatement, que *celle de la religion chrétienne est toujours chaste*, *toujours utile*, *et souvent sublime*, sans que, par un privilège particulier, il soit jamais possible de la confondre avec la religion même (page 49). Le manuscrit de mon Opuscule contenait deux exemples de cette mythologie, que j'ai supprimés par un sage conseil du goût, de peur que la note perdît sa proportion avec l'ouvrage. Ecoutez, que je vous cite un de ces exemples ; il est tiré de je ne sais quel livre ascétique dont le nom m'a échappé.

« Un Saint, dont le nom m'échappe de même, eut une vision pendant laquelle il vit Satan debout devant le trône de Dieu ; et, ayant prêté l'oreille, il entendit l'esprit malin qui disait : « *Pourquoi m'as-tu* « *damné, moi qui ne t'ai offensé qu'une fois, tandis que* « *tu sauves des milliers d'hommes qui t'ont offensé tant* « *de fois?* » Dieu lui répondit : « M'as-tu demandé « pardon UNE FOIS ? »

Voilà la mythologie chrétienne ! C'est la vérité dramatique, qui a sa valeur et son effet indépendamment

de la vérité littérale, et qui n'y gagnerait même rien. Que le Saint *ait* ou *n'ait pas* entendu le mot sublime que je viens de vous citer, qu'importe ? Le grand point est de savoir que *le pardon n'est refusé qu'à celui qui ne l'a pas demandé*. Saint Augustin a dit, d'une manière non moins sublime : « Dieu te fait-il peur ? Cache-toi dans ses bras. (*Vis fugere a Deo ? Fuge ad Deum.*) » Pour vous, mon cher Comte, c'est *peut-être* aussi bien ; mais, pour la foule, il s'en faut de beaucoup. Je dis *peut-être*, car, soit dit entre nous, tout le monde est peuple sur ce point, et je ne connais personne que l'instruction dramatique ne frappe plus que les belles maximes de morale et de métaphysique.

Voilà, cher ami, ma pensée sur la mythologie ; et Dieu me préserve de croire ou de dire qu'il puisse y avoir entre nous des *conciliations*, si par malheur vous entendiez ce mot dans un autre sens ! Dans le christianisme, toute l'histoire est dogmatique, et tout dogme est historique. Il n'y a rien de vague : tout est fixe, arrêté, circonscrit, invariable, mis en rapport évident avec la nature humaine et l'histoire de l'univers.

Que *si vous ne pensez pas de tout point comme moi* sur tous les autres points, c'est un avertissement pour moi de me tenir en garde contre mes opinions, puisqu'il en est qui sont désapprouvées par un homme de votre mérite. Sur un point seul, c'est tant pis pour vous ; car il ne s'agit plus de moi, mais de la vérité même, qui m'est arrivée par le seul canal possible et imaginable, celui de l'autorité, nul homme n'ayant droit de commander à la croyance d'un autre, et toute

croyance commune étant absurde, contradictoire, et métaphysiquement impossible, si elle ne repose sur une autorité visible et infaillible.

Feu mon ami Platon dit que *le beau est ce qui plaît au patricien honnête homme ;* c'est un mot superbe, et qui suppose les plus profondes réflexions. Cherchez ailleurs une meilleure définition du beau, vous ne la trouverez pas. Suivant cette définition, un bon livre est celui qui intéresse la bonne compagnie. En vous prenant, mon cher Comte, pour son représentant, si vous êtes content je le suis, sans examiner si, sur tel ou tel point de détail, nous ne sommes pas bien parfaitement d'accord, ce qui ne signifie rien.

Je voudrais bien que vous relussiez dans ce moment mes *Considérations sur la France*, où, par un insigne bonheur, tout s'est trouvé prophétique, jusqu'au nom des deux villes qui ont les premières reconnu le Roi, Lyon et Bordeaux ; malheureusement je ne puis plus offrir ce livre : pendant qu'on le réimprime en France et qu'on le lit de tout côté, moi-même je ne l'ai plus. Cet ouvrage, au reste, et celui que vous venez de lire, ne sont que des pièces détachées d'un autre ouvrage très considérable, qui s'agrandit tous les jours, sans que malheureusement je puisse voir ou entrevoir la possibilité de le publier. *Videant posteri.* Vous ririez, mon cher Comte, si vous pouviez voir les fluctuations de mon esprit sur ce sujet. Tantôt il me semble que l'ouvrage serait infiniment utile à *cette classe d'esprits* dont vous me parlez à la fin de votre lettre, tantôt je dis, *Domine, non sum dignus*, et toute confiance m'a-

bandonne. Le bras déjà levé sur des idoles vénérées, je m'arrête tout à coup pour discuter avec moi sur les illusions de l'orgueil, et sur la ligne qui sépare le courage de la témérité; en sorte qu'au bout d'un assez long temps je me trouve plus fatigué que Moïse, sans avoir frappé Amalec. Voilà, cher ami, une peinture *synoptique* de mon âme, si mieux vous n'aimez *miniature*, qui est plus commode. Adieu mille fois. *Je vous ordonne,* à la romaine, *de vous bien porter*, et de ne jamais m'oublier, même pour cause de *chronologie* (prenez bien garde à ceci) ; ensuite, *quand tout sera fini, venez nous voir.*

Vale, meque admodum diligentem vicissim diligas.

385

A M. le Marquis de Saint-Marsan, à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 16 (28) octobre 1814.

MONSIEUR LE MARQUIS,

Mille grâces de votre lettre du 11, et de la pièce intéressante qu'elle accompagnait! A l'instance faite par la France et l'Espagne, il faut répondre, comme à la messe : *Dignum et justum est.* Vous avez ôté un poids de dessus mon cœur, en me laissant apercevoir seule-

ment la possibilité que justice soit rendue à S. M. le Roi de Saxe. Un roi détrôné par une délibération, par un jugement formel de ses collègues ! C'est une idée mille fois plus terrible que tout ce qu'on a jamais débité à la tribune des Jacobins, car les Jacobins faisaient leur métier ; mais lorsque les principes les plus sacrés sont attaqués par leurs défenseurs naturels, il faut prendre le deuil... Quel crime est donc reproché au Roi de Saxe ? — *D'avoir tenu à Bonaparte, ou d'être revenu à lui ?* En vérité, Monsieur le Marquis, on perd la parole lorsqu'on entend de pareilles choses. C'est bien ici qu'il faudra s'écrier : *Qui donc osera jeter la première pierre ?* Je n'examine point si le Roi de Saxe raisonna bien ou mal après les batailles de Lutzen et de Bautzen ; je mets tout au pire, et je suppose qu'il eut tort. Personne n'a droit de lui demander compte de sa conduite. Si la Souveraineté est *amenable* devant quelque tribunal, elle n'existe plus. Si les Rois ont le droit de juger les Rois, à plus forte raison ce droit appartient aux peuples. Pourquoi pas ? D'ailleurs, la chose revient au même ; car, puisque *tout* juge légitime peut *toujours* être invoqué par *toute* partie lésée, si les Rois sont juges légitimes d'un autre Roi, *tout* peuple a droit d'invoquer tout Souverain contre celui dont ce peuple aura à se plaindre. Alors nous verrons de belles choses ?

Ce fut un grand et magnifique spectacle, un spectacle sublime, admirable à l'excès, et pas assez admiré peut-être, que celui qui nous fut présenté en 1782, lorsque la France, la Savoie et la Suisse vinrent mettre à la

raison une petite république en convulsion, calmèrent ses impertinentes tempêtes, puis se retirèrent sans toucher à son territoire, ni à son indépendance, sans égratigner ses fortifications, et sans lui donner d'autre ordre que d'être heureuse. Si l'on considère la supériorité des trois puissances réunies sur celle de Genève, et même celle de la France sur les deux autres alliés, on trouvera difficilement dans l'histoire un plus magnifique hommage rendu aux principes. Aujourd'hui, nous pourrions voir un Souverain vénérable par l'âge et par la conduite, célèbre par ses vertus domestiques et religieuses, chéri et regretté de son peuple, nous pourrions le voir, dis-je, après un règne paternel de plus d'un demi-siècle, jugé et déposé par ses frères et contre le vœu exprès de ses sujets, pour s'être trompé sur une question de morale et de politique, la plus délicate et la plus importante ! Ce serait, il faut l'avouer, un spectacle un peu différent.

J'ai supposé le Souverain coupable ; maintenant je fais un pas de plus, et je suppose le tribunal compétent. Voilà donc un Roi coupable d'un crime horrible, *celui de n'avoir pas pensé comme les autres.* Qu'en ferons-nous ? Nous donnerons ses Etats à une autre famille : ceci est nouveau. Parce qu'un père de famille se conduit mal et parce que le Sénat l'interdit, il faut transporter ses biens à des étrangers, au préjudice de ses héritiers naturels ! C'est une superbe jurisprudence ! Je serais désolé, Monsieur le Marquis, si l'assemblée la plus auguste, qu'on pourrait appeler un *Sénat de Rois*, venait à juger comme une loge de francs-maçons suédois.

C'est dans ce moment, plus que jamais, que l'esprit des peuples, totalement corrompu par vingt-cinq ans de brigandage, a besoin d'être rassaini par la noble et sainte politique des Souverains. Qu'on ne nous parle plus de Rois détrônés, de partages de convenance, et pas même de *grands* et de *petits* Souverains : la Souveraineté n'est ni *grande* ni *petite;* elle est ce qu'elle est. On nous parlera sans doute de nécessité politique, d'engagements irrévocables, etc. Je n'entre point dans tous ces détails. Personne ne respecte plus que moi les juges futurs du Roi de Saxe, et le plus influent surtout. Pour vous, qui connaissez mes sentiments, comme sujet, comme Ministre du Roi de Sardaigne, et comme particulier, je me borne à désirer de toutes les forces de mon cœur que la Providence, qui a couronné l'Empereur de Russie de tant de gloires, lui accorde encore celle de pouvoir écarter le plus grand des scandales politiques.

Il est inutile de vous dire combien je souffre dans l'attente de ce qui sera décidé pour les intérêts de mon Maître. La réception obligeante dont vous avez la bonté de me faire part m'a causé un extrême plaisir. La courtoisie souveraine a cependant ses lois, que tout le monde est tenu de connaître. J'attends les moyens, ou l'occasion, de jaser un peu plus longuement avec vous sur de si chers intérêts. Si le Congrès ne s'attache pas fortement aux grands principes, il ne fera que *semer les dents du dragon*, et ce sera à recommencer, à la vérité sur un ton moins atroce.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Marquis, avec les sentiments d'une haute considération, etc.

386

A M. le Vicomte de Bonald, à Paris.

Saint-Pétersbourg, 1er (13) décembre 1814.

MONSIEUR,

J'ai reçu votre lettre n° 1 avec une extrême satisfaction ; je suis fâché seulement que le plaisir qu'elle m'a procuré se trouve si fort gâté par le tableau plus que triste que vous m'y faites de l'état des choses en France. J'ai beaucoup médité sur ce tableau, qui ébranle fort l'espérance, mais sans pouvoir l'éteindre. J'ai sur ce point des idées toutes semblables aux vôtres ; je vois le mal comme vous le voyez ; mon œil plonge avec terreur dans ce profond cloaque. Cependant un instinct invincible me dit que nous verrons sortir de là quelque chose de merveilleux, comme un superbe œillet s'élance du fumier qui couvrait son germe. Ce qui fait qu'on se trompe souvent sur les changements qu'on désire, sans les croire possibles, c'est qu'on ignore la théorie des forces morales. Le monde physique n'est qu'une image, ou, si vous voulez, une répétition du monde spirituel : et l'on peut étudier l'un dans l'autre alternativement. De l'eau, autant qu'il en pourrait entrer dans le dé d'une petite fille, si elle est réduite en vapeur, fait cre-

ver une bombe. Le même phénomène arrive dans l'ordre spirituel : une pensée, une opinion, un assentiment simple de l'esprit, ne sont que ce qu'ils sont ; mais si un degré de chaleur suffisant les fait passer à l'état de vapeur, alors ces principes tranquilles deviennent enthousiasme, fanatisme, passion en un mot (bonne ou mauvaise), et, sous cette nouvelle forme, ils peuvent soulever les montagnes. Ne vous laissez pas décourager par la froideur que vous voyez autour de vous ; il n'y a rien de si tranquille qu'un magasin à poudre une demi-seconde avant qu'il saute. Il ne faut que du feu (*ferte citi flammas*), et c'est nous qui l'avons. Sur ce point comme sur tant d'autres, Monsieur, je suis complètement de votre avis : *Hors de l'Eglise, point de salut !* Cet axiome, transporté dans la politique, est d'une haute vérité. La France était la France, *parce que les Evêques l'avaient faite*, comme l'a dit le *christianissime* Gibbon. La postérité mettra dans la balance le xe et le XVIIIe siècles, et je crois que le premier l'emportera pour le bon sens, pour le caractère, et même, dans un certain sens, pour la science ; car c'est une déplorable erreur de croire que les sciences naturelles sont tout. Que m'importe qu'on sache l'algèbre et la chimie ? Si l'on ignore tout en morale, en politique, en religion, toujours je pourrai dire : *Imminutæ sunt veritates a filiis hominum*. Pour juger un siècle, il ne suffit pas de connaître ce qu'il sait ; il faut encore tenir compte de ce qu'il ignore. Le nôtre, dès qu'il sort d'$a+b$, ne sait plus ce qu'il dit. La puissance de la France paraît cependant dans ce qu'elle a fait de mal, autant que dans ce qu'elle

avait fait de bien ; mais toute l'histoire atteste que les nations meurent comme les individus. Les Grecs et les Romains n'existent pas plus que Socrate et Scipion. Jusqu'à présent les nations ont été *tuées* par la conquête, c'est-à-dire par voie de *pénétration ;* mais il se présente ici une grande question. — *Une nation peut-elle mourir sur son propre sol sans transplantation ni pénétration , uniquement par voie de putréfaction , en laissant parvenir la corruption jusqu'au point central , et jusqu'aux principes originaux et constitutifs qui la font ce qu'elle est ?* C'est un grand et redoutable problème. Si vous en êtes là, il n'y a plus de Français, même en France ; *Rome n'est plus dans Rome*, et tout est perdu. Mais je ne puis me résoudre à faire cette supposition. Je vois parfaitement ce qui vous choque et vous afflige ; mais j'appelle à mon secours une de mes maximes favorites, qui est d'un grand usage dans la pratique : *L'œil ne voit pas ce qui le touche.* Qui sait si vous n'êtes pas dans ce cas, et si l'état déplorable qui vous arrache des larmes est cependant autre chose que l'inévitable nuance qui doit séparer l'état actuel de celui que nous attendons ? Nous verrons ; ou bien nous ne verrons pas, car j'ai soixante ans ainsi que vous, et si le remède est *chronique* comme la maladie, nous pourrons bien ne pas voir l'effet. En tout cas, nous dirons en mourant : *Spem bonam certamque domum reporto.* Je n'y renoncerai jamais.

Je ne vous dis rien de la politique, elle ressemble à tout le reste : les noms seuls ont changé, les principes

sont les mêmes. Il faut prier, écrire, et prendre patience. Je suis enchanté que mon dernier opuscule ne vous ait pas déplu; et vous avez encore ajouté à ma satisfaction, en m'apprenant que j'avais obtenu de plus l'approbation de Mgr l'évêque d'Alais et de M. de Fontanes. Je vous prie expressément, Monsieur, de vouloir bien me présenter à eux dans les formes. Ah! que je voudrais leur parler *en main propre*, comme dit Jeannot! Mais je vois qu'il faut renoncer à ce plaisir comme à tant d'autres. J'ai vu un instant la possibilité de voir Paris; maintenant, il n'en est plus question: *A visiter Paris, je ne dois plus prétendre.* Cependant, il y aurait de bonnes choses à faire dans cette capitale. Criez de toutes vos forces : *Ubi sapiens? ubi scriba? ubi conquisitor hujus sæculi?* — Vingt hommes suffiraient, s'ils étaient bien d'accord; mais parmi ce qu'il y a de meilleur chez vous, et même parmi le *sel de la terre*, il y a bien des erreurs. L'Eglise gallicane, si respectable d'ailleurs, en était venue néanmoins insensiblement, par des causes qui datent de loin et qui vaudraient bien la peine d'être analysées, à se croire non pas *catholique*, mais l'*Eglise catholique*. Il était devenu bien difficile de faire entrer dans la meilleure tête française, même mitrée, que l'Eglise gallicane n'était qu'une province de la monarchie catholique; et qu'une assemblée provinciale du Dauphiné ou du Languedoc, statuant sur la prérogative du Roi de France, ne représenterait que faiblement l'absurdité d'un Synode italien ou français statuant sur celle du Pape. Gibbon a dit quelque part : *L'Eglise gallicane, placée à une égale distance des protes-*

tants et des catholiques, reçoit les coups des deux partis. Vous me faites bien l'honneur sans doute de croire que je sais faire justice de l'exagération qui se trouve dans ce passage ; il ne contient pas moins une grande leçon pour des gens qui allaient beaucoup trop loin parmi vous. Le tort que vos écrivains (j'entends même les bons) ont fait à l'esprit d'unité est incalculable. Voyez Fleury, le plus dangereux des hommes qui ont tenu la plume dans les matières ecclésiastiques (car il n'y a rien de si dangereux que les *bons mauvais* livres, c'est-à-dire les mauvais livres faits par d'excellents hommes aveuglés), avec son historiette ecclésiastique, faite comme on fait les châssis, en collant des feuilles de papier bout à bout, il s'est emparé de toutes les têtes ; et tout bachelier sevré d'avant-hier, qui a glissé sur cette superficie, croit en savoir autant que le cardinal Orsi.

Je relis maintenant à mes enfants l'excellente *Histoire de Fénelon*, composée par votre illustre ami ; c'est un ouvrage dicté par le talent le plus pur, par la plus sévère impartialité, par la plus haute sagesse (1). Fleury,

---

(1) J. de Maistre n'avait pas encore lu l'*Histoire de Bossuet*, qui parut plus tard, et qu'il attendait avec impatience, comme il le témoigne en plusieurs endroits de ses lettres, mais qui a dû tromper son attente.

Un pieux et savant sulpicien, M. Gosselin, vient de donner une édition de l'*Histoire de Fénelon* avec des remarques et des additions qui en font un ouvrage tout neuf, et que J. de Maistre eût loué avec plus de plaisir encore et plus d'estime.

cependant, est loué dans le premier volume *effusis laudibus*, sans la moindre restriction, tant le préjugé national est terrible! D'Alembert disait toujours, *le sage Fleury ;* Voltaire disait : *Il est presque philosophe ;* il a obtenu le triste honneur d'être traduit, approuvé et commenté par les protestants, qui ont dit *ore rotundo : Il est des nôtres.* Par quelle magie arrive-t-il qu'un écrivain ecclésiastique soit approuvé par les athées, par les protestants, et par les évêques de France? Il faut qu'il soit bien *parfait.*

Le Concordat est venu encore ajouter un nouveau mal à l'ancien. C'était encore une jolie idée que celle de vouloir enfermer l'Eglise catholique et la France dans un salon, et dans un pays encore où les appartements sont notoirement étroits! — C'est de ce côté que je crains infiniment, je vous l'avoue. Il est aisé de disserter sur l'obéissance, mais la pratiquer ne l'est pas autant ; il est aisé de s'écrier : *Puisse ma langue s'attacher à mon palais, si jamais je t'oublie, ô sainte Eglise romaine!* Mais si l'on veut ensuite forcer la main du Pape pour écraser un rival, si le Souverain Pontife refuse d'aller aussi vite que la passion, on lui écrira fort bien : *Sa Majesté saura ce qu'Elle aura à faire.* — Charmant post-scriptum au sermon sur l'unité!

Quand les choses sont établies, elles vont bien ou mal ; mais lorsqu'il s'agit de rétablir, tout est glacé, et l'on ne fera rien, si l'on refuse d'employer toute la vigueur du principe constituant ; car tout principe constituant est créateur, et notre principe à nous, c'est l'unité. Qu'aucune Eglise particulière ne s'avise donc de dire,

Nous tenons que, etc., etc. ; car toute la grande famille lui répondra : *Qu'est-ce donc que vous dites? Nous* est un solécisme ; dites, si vous voulez : *Je, je, je*, etc. Mais *nous vous avertissons* que cette quantité, élevée à telle puissance que vous voudrez, n'égalera jamais *Nous*.

Tout ceci, Monsieur, est dit sans préjudice des hautes prérogatives de l'Eglise gallicane, que personne ne connaît et ne révère plus que moi : reste à savoir si elle est morte, et dans ce cas (sur lequel je ne décide rien) si elle peut renaître. — Il y a encore une terrible question préliminaire, celle dont je vous parlais tout à l'heure : — *La France est-elle morte?* — Dans quel gouffre nous sommes tombés ! et quelle force nous en retirera ?

Cui dabit partes scelus expiandi
Jehovah ! Tandem venias, precamur,
Nube candentes humeros amictus,
Christe Redemptor !

Sans vanité, Monsieur, ces vers sont aussi bons que ceux d'Horace. Je m'en tiens, au reste, à cette prière jaculatoire, ne voyant, comme vous, nulle espérance hors du point central. Vous êtes effrayé avec raison des efforts que le mauvais principe fait de son côté contre le bon ; mais celui-ci se défend d'une manière tout à fait consolante, et je serais tenté de croire que vous ne connaissez pas ses conquêtes. Le protestantisme en masse est évidemment ébranlé ; il cesse d'être *enragé*, et par conséquent d'*être ;* car le protestantisme n'est qu'une rage de l'orgueil qui *proteste* par nature.

D'un autre côté, les grandes prophéties s'accomplissent. *Japhet prend évidemment possession des tentes de Sem.* Nous verrons, nous verrons. — Mais, pour que la France joue, dans les mémorables révolutions qui se préparent, le rôle qui lui appartient, il faut qu'elle s'examine et qu'elle s'épure; autrement *elle ne sera pas du Congrès.* Laissez-moi vous dire une bêtise qui n'est pas tout à fait bête: je crains les scélérats en France moins que les honnêtes gens. — Il faut que ceux-ci permettent aux chimistes étrangers d'analyser sous leurs yeux la terre gallicane, d'y montrer un élément protestant (aussi petit qu'on voudra, mais il y est), car le monstre est né chez vous, et toute grande révolution laisse quelque chose après elle; — un élément janséniste mêlé avec l'autre par voie d'affinité; — un élément parlementaire rendu très mauvais par la sublimation; enfin un élément philosophique, qui n'a pas besoin, je crois, d'être décrit. — Voyez par quel *départ* préliminaire vous pouvez obtenir la *terre vierge!* — Au reste, Monsieur, je ne demande rien de surhumain, et je sais bien que l'or à 23 carats plus $\frac{31}{32}$ s'appelle partout *or pur;* mais je vous répète que, tandis qu'un homme tel que vous, par exemple, regardera la Déclaration de 1682, je ne dis pas comme une loi fondamentale, mais seulement comme une chose médiocrement mauvaise, il n'y a plus d'espérance de salut, car nous ne pouvons nous sauver que par l'ensemble et l'unité dans l'universalité. — Mais en voilà assez et même trop sur ce sujet; toutes ces pensées étaient dans le tuyau de ma plume: elles sont tombées en vertu de la seule loi de gravité.

Je suis ravi que mon opuscule ne vous ait pas déplu. C'était, à mon avis, une bien bonne idée que celle de l'imprimer à la suite des *Considérations*, supposé qu'on leur fasse l'honneur de les réimprimer. Je vous répète, avec la plus grande sincérité, que j'avais à peu près perdu ce livre de vue, et que votre première lettre seule m'apprit qu'on avait bien voulu y faire attention en France.

J'ai sauté de joie en lisant ce que vous me dites sur l'opuscule de Leibnitz. Il y a plus de vingt ans qu'une dame suisse de mes amies, qui vient de mourir catholique à Vienne, me dit en propres termes : « *Si les gardes de* « *la bibliothèque publique de Hanovre sont d'honnêtes* « *gens, ils peuvent montrer la preuve que Leibnitz croyait* « *à la présence réelle.* » Cette phrase n'était jamais sortie de ma tête. Je tâchai, il y a trois ou quatre ans, de profiter du despotisme français pour tirer le manuscrit précieux de l'ombre, mais je ne pus réussir. Aujourd'hui vous m'apprenez que vous en êtes le maître, — qu'on le traduit, — qu'on l'imprime ; — vous me faites tout le plaisir possible. Quels superbes arguments pour nous, Monsieur, que Grotius et Leibnitz mourant catholiques, et Haller désespéré ! — Je brûle d'envie d'avoir cet autre ouvrage (1). Je voudrais aussi avoir la *Vie de*

---

(1) Le manuscrit de Leibnitz, *Systema theologicum*, a été publié en 1846, en latin et en français, par M. l'abbé Lacroix. Il en existe également une traduction faite par M. Albert de Broglie.

Bossuet, dès qu'elle fera son entrée dans le monde ; je voudrais cet ouvrage sur l'Angleterre dont vous me faites un si bel éloge ; je voudrais même avoir quelques exemplaires de mon *Essai* et de mes *Considérations*, si on les réimprime. Permettez, Monsieur, que je joigne ici une lettre de créance de quelques louis pour me faire cette pacotille. Usez-en, en tout ou en partie, suivant les circonstances ; entre nous autres, gens *battus de l'oiseau*, point de compliments. J'ai soixante ans, et je suis ruiné ; voilà deux conformités importantes avec vous. — Grâce à Dieu, il en est d'autres encore. Je ne saurais vous dire tout le plaisir que j'éprouvais, en vous lisant, de me trouver d'accord avec vous sur tant de points. Il en est, comme celui de l'Angleterre par exemple, sur lesquels nous serions bientôt d'accord. Je serai enchanté de voir le grand ouvrage philosophique que vous m'annoncez (1) ; sûrement il sera digne de son auteur. Le mien touche à sa fin ; mais je ne vois pas jour à la publication. Ici, d'abord, impossible ; mon rang me défend la souscription, et la fortune l'impression à mes frais. Un ouvrage sérieux ne peut compter ici, n'eût-il que cent pages, que sur cent cinquante acheteurs, y compris dix lecteurs et deux *intellecteurs ;* partant, point d'impressions aux frais des libraires. D'ailleurs, mon ouvrage, qui est tout dirigé à l'honneur de la France, ne peut se faire jour s'il n'est soutenu par la France, et dans ce moment elle a bien d'autres

---

(1) Les *Recherches philosophiques*.

choses a faire. L'influence des nations sur la fortune des livres serait le sujet d'un bel ouvrage. Je crois avoir eu l'honneur de vous le dire, je voudrais rendre à notre langue le sceptre de la philosophie rationnelle ; mais le *commencement de la sagesse* en philosophie, c'est le mépris des idées anglaises : et comment renverser des faux dieux défendus par sept cents vaisseaux, si l'on n'est pas soutenu par l'*impegno* et le prosélytisme français ? — Je suspends donc mon attaque ; mais je me tiens prêt. Je verrai ce que j'aurai à faire, quand je verrai ce que vous ferez.

Présentez, je vous prie, mes hommages à MM. de Bausset et de Fontanes ; je suis tout à fait glorieux de ne leur être ni tout à fait inconnu ni tout à fait indifférent. Dites au premier, je vous prie encore, que, si j'allais à Paris, un de mes premiers soins serait d'aller lui demander sa bénédiction, dût-il me gronder un peu sur *le Fleury*. Quand donc nous donnera-t-il enfin son Bossuet? Je pâmai de rire un jour, seul dans mon cabinet, en lisant je ne sais quel article, dans je ne sais quel journal, où l'on démontrait à Mgr l'ancien Evêque d'Alais qu'il ne pouvait composer cette vie de Bossuet. Cela ressemble un peu à la *Réponse au silence de M. de la Motte*.

Je voudrais encore, Monsieur, vous demander deux choses, malgré la honte que j'ai de commencer la neuvième page. Quel mauvais génie supprima, dans le temps, une préface de votre main qui devait précéder la Vie de Jésus-Christ par le P. de Ligny, et qui était annoncée dans les journaux? Fut-elle peut-

être trouvée indécente par le gouvernement corse (1)?

J'ai lu dernièrement, dans le *Journal des Débats* (4 octobre), un morceau intitulé : *Ce que nous étions au mois de Mars, et ce que nous sommes au mois d'Octobre,* où j'ai cru vous reconnaître à l'endroit où *l'homme d'Elbe* est peint *emportant sa vie et ses millions;* à l'endroit encore où il est question de ces hommes *qui ont tout sauvé, fors l'honneur* (2). Il m'a semblé que ces phrases s'appelaient *Bonald :* votre dernière lettre m'en a fait douter ; qu'en est-il ? Je souhaite m'être trompé, car il y a honneur et bonheur, pour votre patrie, à posséder plus d'un homme dont le style puisse être pris pour le vôtre.

Ne cessez jamais de croire à la profonde estime et au respectueux attachement avec lesquels je suis pour la vie, Monsieur le Vicomte, etc.

---

(1) Ce n'est point par le gouvernement corse que cette préface fut trouvée *indécente*, mais par l'auteur de la Vie de Fénelon et de celle de Bossuet, qui blâma un chapitre dans lequel M. de Bonald établissait la nécessité du médiateur. La doctrine de M. de Bonald était inattaquable : elle n'était autre que la doctrine de saint Thomas; mais la prévention gallicane embarrassait l'esprit de M. de Bausset. Cette critique, sans faire changer d'opinion M. de Bonald, l'empêcha cependant de donner la préface qui devait être à la tête de la belle édition de la *Vie de Jésus-Christ*, donnée par l'abbé de Sambucy. Ce discours a été publié après la mort de M. de Bonald, chez Le Clère. Malheureusement, on l'a corrigé d'après les observations de M. de Bausset.

(2) Cet article n'était point de M. de Bonald.

387

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) décembre 1814.

Sire,

Je crois remplir le plus strict des devoirs en arrêtant l'œil paternel de Votre Majesté sur la situation de ses sujets au service de la Russie. Elle a appris par une de mes précédentes lettres ce qui a été dit à Vienne à leur sujet. Aujourd'hui voilà une lettre de M. le Chevalier de Revel, par laquelle il informe le Comte de Venauson *que non seulement il ne peut être placé au service de Votre Majesté, mais que les circonstances ne permettent pas seulement d'en parler*. D'un autre côté, la dernière lettre de M. le Comte de Vallaise, à moi adressée, contient une réponse toute pleine de bonté faite de la part de Votre Majesté à MM. le Comte de Galaté et le Chevalier Rayberti. Je ne sais que dire, ni comment expliquer la chose : ce qui se présente de plus probable à mon esprit, c'est que tous les mots paternels viennent de Votre Majesté et tout le reste d'ailleurs. Je vois assez qu'Elle marche entre deux considérations opposées qu'i est également nécessaire et difficile d'accorder : d'un côté, la loi la plus impérieuse exige que Votre Majesté emploie ses ennemis, ceux qui avaient vendu leur sang à Bonaparte pour La détrôner ; la sagesse l'ordonne

ainsi, et tout homme sensé doit approuver; mais d'un autre côté, Sire, ceux qui ont constamment exposé leur vie pour Votre Majesté et qui l'ont servie de leur tête et de leur sang, depuis Borodino jusqu'à Montmartre, doivent être bien mortifiés de se voir repoussés de peur de déranger les grades du parti contraire. Peut-être serait-il bon, Sire, que je fusse autorisé à les consoler, au moins, par quelques bonnes paroles conformes sûrement aux pensées bienfaisantes de Votre Majesté. Je ne m'avancerai pas davantage sur un sujet aussi délicat, mais j'ai cru devoir informer directement la haute sagesse de Votre Majesté.

Je La supplie encore très humblement de vouloir bien se faire lire ce que j'ai l'honneur d'écrire à M. le Comte de Vallaise, sur ma position qui est bien cruelle. Si quelque chose n'est pas bien en règle dans ces lettres, je supplie Votre Majesté de vouloir bien le rectifier par sa grande bonté ; car, à la grande distance où je suis, plusieurs inconvenances légères peuvent m'échapper. Je ne La trompe certainement sur rien, et tout le monde me trouvera bien malheureux. Si Elle juge à propos de m'écarter de cette place, je me recommande à Elle, et je ne me plaindrai pas ; mais de mon propre mouvement, Sire, jamais je ne choisirai un autre Souverain, quoi qu'il puisse arriver dans ce monde.

Votre Majesté verra à quoi je suis condamné ici, si rien ne change dans ma situation. Jamais je ne désespèrerai de sa justice ni de sa bonté.

Je suis, avec la plus inaltérable fidélité et le plus profond respect.....

388

A M. le Comte de Vallaise.

Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) décembre 1814.

Monsieur le Comte,

J'ai reçu hier le n° 7 de Votre Excellence, écrit le 10 octobre dernier, par lequel elle m'accuse la réception de tous les miens jusqu'au huitième, du 27 août. Pour vous dire la vérité, Monsieur le Comte, j'ai été ce qu'on appelle vulgairement attrapé, en voyant que vous ne me disiez rien de mes notes du 19 avril (1er mai) et du 10 (22) août, dont j'ai eu l'honneur de vous transmettre des copies : ce sont des pièces essentielles dont il m'importe de connaître le jugement que S. M. aura daigné porter. Monsieur le Marquis de San Marsano a bien voulu m'envoyer de Vienne la carte de la Savoie, gravée à Londres, et accompagnée d'une explication intéressante, partie sans doute de quelque agent du Roi dans cette ville. Il me semble, M. le Comte, que j'ai prévenu toutes les raisons exposées dans cette Note, que je les ai prévenues, dis-je, dans la seconde de mes Notes susénoncées, avec toute l'étendue et la vigueur que demandait le sujet. Votre Excellence voudra bien remarquer

d'ailleurs qu'elle est appropriée au caractère de l'Empereur de Russie, qui veut être maître chez lui, avec raison, mais qui aime les lois, les constitutions même, si je ne me trompe (du moins s'il en jugeait une raisonnable), et qui entend citer volontiers les droits des peuples. Il est vrai, au fond, que les peuples ont des droits, mais non celui de les faire valoir, ou d'en punir la violation par la force ; comme un fils a certainement le *droit* de n'être pas maltraité injustement par son père, sans que pour cela il s'ensuive que si son père lui donne un soufflet, uniquement pour se divertir, il ait *droit* de le restituer. Je serai donc charmé, Monsieur le Comte, de savoir ce que vous aurez pensé de tout ce petit travail.

Au moment ou S. M. Très-Chrétienne rentra dans sa capitale, on regarda ici comme certain que nous allions être jetés dans les épines d'une constitution, et véritablement toutes les apparences favorisaient cette opinion. Sur-le-champ, je tâchai de parer le coup par une Note aussi forte et aussi raisonnée qu'il me fut possible, que je remis ici pour être transmise à S. M. I., et en même temps j'eus l'honneur de soumettre à S. M. quelques idées dont il me paraît qu'Elle pouvait faire usage pour se tirer de ce pas sans inconvénient. Je voudrais bien savoir encore si tout cela est parvenu, car je vois qu'on m'a escamoté plusieurs paquets ; d'ailleurs, quoique le danger soit passé, je ne sais trop s'il est passé pleinement et pour toujours : l'esprit du siècle est terrible, et ce sera un grand miracle s'il n'entreprend et n'obtient rien.

Les espérances que nous avons dans ce moment m'engagent à vous présenter les réflexions suivantes.

Chaque nation a son caractère particulier, qui se mêle à son gouvernement et le modifie ; on croit que le même nom exprime le même gouvernement : c'est une erreur grossière, et souvent terrible. La France était une monarchie, le Piémont est une monarchie ; on aurait cependant fait extravaguer les deux nations, si l'on avait entrepris de gouverner chacune d'elles avec les principes de l'autre.

J'en dis autant de Genève, de Gênes, de Venise, et de Berne, etc., etc.

Il semblerait bien naturel que, lorsqu'une Souveraineté vient à s'unir à une autre, la dominante s'empressât de s'informer du génie particulier et des préjugés de l'autre, pour l'amalgamer à elle doucement, et pour se conformer au caractère de la nouvelle sujette, autant que la sûreté commune le permet. Point du tout, Monsieur le Comte, c'est tout le contraire qui arrive : la nation dominante se fait une gloire particulière de choquer toutes les opinions, toutes les coutumes, tous les préjugés de la nation dominée : c'est ainsi que nous avons vu le gouvernement Autrichien défendre brusquement le masque à Venise, et organiser une police minutieuse et désespérante de passeports, dans un pays dont une loi fondamentale était de se passer absolument de passeports. Je pourrais avoir l'honneur de vous citer mille exemples de ce genre.

Ces considérations me font redouter la réunion de Gênes, non moins, ou peu s'en faut, que le malheur de

ne pas l'obtenir : pour agrandir le Roi sans danger *ci vuol altro*, il s'agit ici, non seulement de caractères, mais de gouvernements différents. Qui se chargera de l'amagalme ? Quel homme d'Etat sera chargé de plier deux orgueils ennemis, et les forcera de marcher ensemble sans se battre ? Aucune demi-mesure ne pourra réussir : extrême force ou extrême habileté, point de milieu. Il faut que les Génois gagnent à leur réunion ou qu'ils soient tués civilement ; mais, dans ce cas, n'auront-ils point d'amis ? Mon humble avis serait de ne transporter d'abord à Gênes aucune forme, aucune maximé piémontaise, excepté la grande forme de l'obéissance, sur laquelle nulle nation ne dispute, et de faire connaître certainement cette résolution à Gênes et ailleurs. J'ai de bonnes raisons de vous dire ceci.

389

A M. le Comte de Bray, à Dorpat.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) décembre 1814.

Vous avez beau jeu, mon très cher Comte, en me présentant l'apologie d'un homme qui n'en a nul besoin auprès de moi. Jamais je n'ai eu le moindre ressentiment contre M. Sontag, et mon indifférence sur la critique contenue dans la feuille de Riga était telle, qu'en écrivant au marquis Pauluci pour avoir la précédente, il ne

me vint pas seulement en tête de demander le nom de l'auteur. Je ne l'appris que par la réponse du Marquis ; et comme je crus voir dans sa lettre un mécontentement assez fort, je répliquai à sa lettre pour le prier de saisir la première occasion d'obliger M. Sontag et de lui dire que je le lui avais recommandé. J'ai écrit à M. Sontag dans le même sens ; tout est dit, je pense. Mais lorsque vous lirez l'opuscule en question, mon cher et aimable collègue, j'ose croire que vous serez persuadé de deux choses : d'abord que ce n'est point une de ces œuvres légères qu'on puisse juger ni même examiner sur le revers d'une feuille volante ; et, de plus, que M. Sontag *a chanté faux*, au pied de la lettre, en répondant sur ce ton à quelques pages écrites avec une politesse recherchée, et même *avec amour* (c'est une de mes expressions). Je suis bien loin cependant de lui en vouloir pour ce défaut de tact : dans tout le reste, il en aurait autant et peut-être plus que moi ; mais, sur ce point seul, il faut qu'il paie l'inévitable tribut. L'erreur n'est jamais calme : à la verité seule est donnée la *chaleur sans aigreur*, grand phénomène pas assez remarqué. Voilà pourquoi j'ai écrit à M. Sontag que, *pour de fort bonnes raisons à moi connues, je voudrais qu'il eût pris un ton encore plus différent du mien.*

Au reste, Monsieur le Comte, dans l'état de choses, et au milieu des flots de lumière répandus sur l'Europe, il n'y a plus que deux systèmes religieux possibles : le catholicisme et le déisme ; entre ces deux extrêmes, il n'y a plus de place tenable. Un protestant, s'il existait, serait un être risible. Mais il n'y a plus de protestant

dans le sens primitif du mot, et, sous ce point de vue, M. Sontag ne l'est pas plus que moi. Lorsqu'une chose mobile et changeante de sa nature a reçu un nom, ce nom subsiste pendant que la chose change, et longtemps après on conclut, sans réflexion, du nom à la chose. Un protestant de nos jours est un homme qui dit, comme La Fontaine : J'ai lu votre Nouveau Testament, c'est un assez bon livre. Il lui reste cette idée vague, qu'*il y a dans le christianisme quelque chose de divin ;* mais lorsqu'on en vient au détail, personne n'est d'accord, excepté *sur les grandes bases*, comme ils disent, c'est-à-dire : *je crois en Dieu et en son Fils quelconque ;* et c'est ce que je disais tout à l'heure. Vous me parlez de zèle, mon cher Comte : il n'y a, il n'y aura, il n'y *a eu*, il ne peut y avoir de *zèle* hors de la vérité. Dans toutes les communions séparées, on prend la haine contre nous pour le *zèle* qui est tout amour, au point qu'il cesserait d'être s'il pouvait haïr : c'est la haine masquée en amour.

Il peut se faire que je n'aie pas bien compris M. Sontag, mais ce n'est pas ma faute ; je me suis battu dix fois avec sa syntaxe, sans pouvoir en venir à bout. Trois docteurs allemands, après avoir balancé (notez bien ceci), se fixèrent enfin au sens que j'ai cru le vrai. Je suis bien mortifié de ne pouvoir ni comprendre ni même lire parfaitement la lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser en réponse. Je regrette fort de ne lui avoir pas écrit en latin, il m'aurait répondu de même, et nous nous serions entendus au moyen de la langue *universelle*. Assurez-le, je vous en prie, de ma parfaite estime, et de la vérité de tous les sentiments que je lui ai expri-

més dans ma lettre. Si j'avais le bonheur d'être connu de lui, il verrait que, parmi les hommes convaincus, il serait difficile d'en trouver un plus libre de préjugés que moi. J'ai beaucoup d'amis parmi les protestants ; et maintenant que leur système croule, ils me deviennent plus chers. Il ne me faut pas d'autre attestation que la vôtre pour me convaincre que, si j'avais l'avantage de connaître M. Sontag, il augmenterait infailliblement le nombre de ces amis. Je viens d'obliger Platon (qui l'eût jamais cru ?) à déposer, de la manière la plus évidente, contre le protestantisme ; bientôt nous allons voir un phénomène bien autrement frappant. Le plus grand des protestants, et peut-être, dans un certain sens, le plus grand des hommes, va sortir de son tombeau, et confesser à la face de l'univers, par un témoignage autographe, qu'il est mort catholique. Voilà bien de quoi faire rêver les dissidents. Au surplus, Monsieur le Comte, *Spiritus ubit vult spirat.*

J'attends avec beaucoup d'empressement, le moment de vous revoir. Je pense comme vous sur l'amalgame qu'on prépare ; mais il serait inutile de raisonner ici sur ce point ; nous en parlerons à l'aise, ainsi que de beaucoup d'autres choses.

A propos, ne me grondez pas de ce que je ne vous envoie pas l'opuscule qui m'a valu une lettre de vous. On l'a tiré à peu d'exemplaires, et j'ai donné tous ceux que j'avais ; mais il vient d'être réimprimé à Paris : j'espère que bientôt nous l'aurons. Suivant les apparences, je n'imprimerai plus ici. Pluchard m'a appris, à mon grand étonnement, qu'un imprimeur de cette capitale qui pu-

blie un ouvrage philosophique, même court, ne peut compter que sur cent cinquante acheteurs environ. J'entends bien que les ouvrages se prêtent ; cependant, c'est peu pour une aussi grande ville. Le Russe n'a point encore tourné sa pénétration du côté de notre vieille philosophie européenne : il ne s'en soucie pas et n'y comprend rien (sauf toujours les exceptions). Mais l'on ne peut rien savoir encore sur ce peuple dans l'ordre des sciences, l'esprit russe n'ayant point jusqu'ici pris de parti décidé. *Videant posteri !* Dans ce moment, il paraît s'occuper chaudement et sagement de sa langue et de sa littérature.

Mille hommages respectueux, je vous prie, à Madame la Comtesse ; j'embrasse de tout mon cœur Monsieur son époux, en le priant d'agréer l'assurance la plus sincère de la haute considération et de l'invariable attachement que je lui ai voués.

390

A Mme la Princesse de Galitzin.

Saint-Pétersbourg, 14 décembre 1814.

J'aimerais autant, Madame la Princesse, tirer une hirondelle au vol (même sans lunettes), que vous suivre dans tous les tours et détours de votre infatigable esprit, tant vous êtes habile à choquer, à caresser, à gâter, à

corriger, à projeter, à oublier, à plaire, à impatienter, etc., etc... Enfin, Madame la Princesse, c'est à faire tourner la tête. Faites-moi savoir officiellement, je vous en prie, si c'est votre bon plaisir qu'on vous aime purement et simplement, ou si vous préférez qu'on tourne autour de vous, en vous examinant comme une rareté. Il est très vrai, Madame, que votre valet de chambre est venu chez moi, comme chez d'autres qui vous célèbrent déjà dignement; mais qu'il soit venu de son chef, c'est ce que je ne croirai pas trop, à moins d'un ordre bien précis de votre part; car, de ma vie, je n'ai rien su refuser à une dame, même l'impossible. Il faut que vous sachiez, Madame la Princesse, que, jeudi dernier, lorsque je vous demandai, en vous quittant, si vous seriez chez vous le dimanche suivant, je m'aperçus très bien que vous étiez déjà parfaitement résolue à ne pas me recevoir; car vous délibérâtes formellement avec vous-même plus d'une mortelle seconde, sans exagération, avant de me répondre : *Sans doute.* Ainsi, Madame la princesse, votre domestique n'a rien à se reprocher, et n'a fait, avec votre permission, qu'exécuter samedi l'ordre donné dans votre conseil deux jours auparavant. Je vous dis tout ceci uniquement pour n'avoir pas l'air d'un nigaud, et sans me fâcher *comme plusieurs autres*, qui sont bien les maîtres de se fâcher que vous ne soyez triste que pour eux. Pour moi, Madame la Princesse, j'ai pris l'inébranlable résolution de ne me fâcher avec vous pour rien au monde, dussiez-vous m'inviter pour une soirée solennelle à Kiev, et vous trouver à point nommé, le même jour, à Rome.

Résolu de plus, Madame la Princesse, à vous aimer, même malgré vous, je serai cependant enchanté de savoir (toujours officiellement) si vous y consentez ; car ce sera un grand plaisir de plus.

Vous voyez, Madame la Princesse, que si demain je n'ai pas l'honneur de vous faire ma cour, ce ne sera par aucune raison profonde, mais uniquement parce que ma famille me retiendra, ou par quelque autre motif de ce genre.

Daignez, Madame la Princesse, agréer l'assurance la plus sincère de mon respectueux attachement.

391

A M. l'Amiral Tchitchagof, à Londres.

Saint-Pétersbourg, 14 (26) décembre 1814.

Qu'est-ce donc que vous faites, mon très cher Amiral ? Qu'est-ce que vous devenez ? Et que projetez-vous ? Tout ce qui vous aime ici, ou tout ce qui vous connaît (j'emploie volontiers les synonymes), attendait de vous quelque signe de vie ; mais ceci passe mesure. Je romps le silence, et je suis convenu avec Madame de Swetchin, la meilleure des amies, que je vous gronderai pour elle et pour moi. Ce qu'il y a de bien singulier, c'est que votre excellent frère, soit ignorance réelle ou discrétion,

prétend n'en savoir pas plus que nous sur votre compte, et ne peut rien nous apprendre sur tout ce qui nous intéressait à votre sujet. Êtes-vous Anglais ? Je n'en crois rien, malgré l'attrait de la famille. Je conçois bien qu'elle vous retient, et je conçois encore que ce lien se fortifie chaque jour, à mesure que vos aimables filles acquièrent des idées et des grâces nouvelles : cependant j'ai peine à croire que nous vous ayons perdu pour toujours. Il n'y a rien que je conçoive mieux que le *charme du désespoir*. C'est ce qui vous retient en Angleterre ; mille souvenirs tendres et déchirants vous attachent à cette terre, où votre bonheur naquit pour durer si peu.

Moi qui ne suis qu'un ami, je suis cependant visité souvent par l'ombre de votre chère Élisabeth. Elle m'apparaît toujours entre vous et moi ; je crois la voir, l'entendre, et lui tenir quelques-uns de ces discours dont elle avait la bonté d'écrire de temps en temps quelques mots dans ce journal que vous feuilletez le jour, et qui vous garde la nuit. Combien ce même souvenir doit être horriblement doux pour l'époux qui l'a perdue, qui se promène sur cette même terre où son cœur rencontra le sien, où il entendit, pour la première fois, ce *oui* sérieux, dont le suivant n'est qu'une répétition légalisée, et que l'homme le plus heureux n'entend qu'une fois dans sa vie ! Je voudrais que les objets qui vous environnent, et qui ne vous parlent que de votre perte, vous apprissent à pleurer : vous auriez fait un grand pas vers la consolation, je veux dire vers la douleur sage. Dieu vous a frappé, mon cher ami, très justement comme juge, et très amoureusement comme père ; il vous a dit : *C'est*

moi! Répondez-lui : *Je vous connais*, et venez pleurer avec nous, quand vous aurez assez pleuré ailleurs. Depuis le 11 (23) octobre, je suis réuni à ma femme et à mes enfants, et je loge dans la dernière maison que vous avez habitée. Je passe une partie de ma vie dans ce même cabinet où nous avons si souvent parlé raison. Le bureau de ma femme occupe la place de votre chaise longue. J'ai beaucoup embelli cet appartement, mais je n'ai pu trouver encore un moyen de l'agrandir, et cette malheureuse impuissance m'oblige de le quitter. Venez, Monsieur l'Amiral, venez nous voir : je n'aurai point honte d'être heureux devant vous, bien persuadé que vous n'aurez pas vous-même besoin de me pardonner. Au reste, si vous veniez contempler mon ménage, il serait bientôt pour vous une nouvelle preuve que *la fortune vend ce qu'on croit qu'elle donne.* Tant de bonheur ne pouvait m'être donné *gratis*. Cette résurrection générale, qui a relevé tant de monde, m'enfonce plus profondément dans l'abîme. Ma malheureuse patrie est dépecée et perdue (1). Je demeure au milieu du monde sans biens, et même, dans un certain sens, sans Souverain. Étranger à la France, étranger à la Savoie, étranger au Piémont, j'ignore mon sort futur. Je n'ai demandé qu'à ne pas changer de place, malgré les épines déchirantes sur lesquelles on m'a couché ; j'ignore ce qui arrivera, mais celui qui a fait mes affaires jusqu'à présent voudra

---

(1) Ceci se rapporte au traité de 1814, par lequel la Savoie avait été cédée à la France.

bien, j'espère, s'en charger encore jusqu'à la fin. Malgré mon envie de ne pas quitter ce pays, je ne sais quel instinct terrible me menace, dans le fond de mon être, de changer encore de place. Je dis *terrible*, car je me défie de moi à l'excès, et je ne puis souffrir l'idée d'entreprendre quelque chose de nouveau et de changer de théâtre. J'aime la Russie, *parce qu'il n'y a point d'abus*, comme nous en sommes convenus souvent; de plus, parce que j'y ai d'excellents amis, et qu'enfin l'habitude a rivé tous les clous qui m'y attachent. J'espère que vous m'approuverez ; dans le cas contraire, venez me dire que j'ai tort. En attendant, donnez-moi de vos nouvelles et de celles de votre aimable famille. Votre charmante fille cadette parle-t-elle anglais, aujourd'hui, avec cette même élégance qui m'enchantait dans son français enfantin ? Enfin, parlez-moi beaucoup de vous et de tout ce qui vous intéresse ; mais ne m'envoyez point de vinaigre : je veux une lettre toute à l'huile d'olive.

Adieu mille fois, bon et malheureux ami. Votre petit ami Rodolphe vous salue tendrement, et moi je vous serre dans mes bras, Monsieur l'Amiral, en vous assurant très inutilement, à ce que j'espère, de mon tendre et éternel attachement.

392

A M. le Comte de Vallaise.

Saint-Pétersbourg, décembre 1814.

MONSIEUR LE COMTE,

Vous ne doutez pas de l'immense intérêt que doit m'inspirer tout agrandissement obtenu par S. M. Si donc l'importante acquisition de Gênes doit être stable à jamais, si elle ne doit être achetée par aucune cession dangereuse, si elle est faite sans conditions, ou sans conditions périlleuses, si les conditions n'ont point de garants, si la garantie, en cas qu'elle existe, n'autorise personne à se mêler de nos affaires, si les deux nations, comme deux drogues amies, s'amalgament et se pénètrent sans effervescence, si nous échappons à cette bizarre règle de l'arithmétique politique en vertu de laquelle un et un, au lieu de faire deux, ne font souvent que la moitié d'un, etc., etc., ma joie sera pure et sans mesure. Jusqu'à ce qu'un avenir prochain ait prononcé sur tous ces doutes, je n'éprouve qu'une certaine joie alarmée, née de mon attachement à S. M., combiné avec certaines connaissances que j'ai des choses.

Le 7 (19) de ce mois, j'ai eu l'honneur d'expédier à Votre Excellence, avec toutes les précautions possibles,

un gros paquet contenant mon n° 13, une dépêche adressée à S. M. et diverses autres pièces. Je souhaite qu'il parvienne sain et sauf entre les mains de M. le Marquis de Saint-Marsan qui profitera de la première occasion. Ce n° 13 contient la réponse détaillée aux différentes questions que vous m'avez adressées dans la vôtre.

Comme vous m'aviez montré quelques doutes sur la somme qui m'était nécessaire ici, j'ai pris le parti, bien malgré moi, de vous adresser ma liste, écrite sur-le-champ et au courant de la plume, de toutes mes dépenses *forcées* ; vous y verrez qu'elles excèdent 40,000 roubles. Là-dessus S. M. se décidera. Si Elle demeure inflexible à mon égard, une scène est inévitable : elle serait moins cruelle si le Roi avait la bonté de me faire parler clair. Que veut S. M. ? Je suis prêt. Ordonne-t-elle que je quitte la cour et la ville, que je ferme ma maison, que je passe de la bicoque que j'occupe dans une boutique ? Elle sera obéie ; mais qu'Elle daigne parler. Ce qui m'est impossible, c'est de demeurer tel que je suis, sans savoir ce que je suis, obligé d'être Ministre sans l'être, ne sachant ni ce que je dois dire, ni ce que je dois cacher ; passant déjà peut-être pour impoli et pour ridicule, quand je ne suis que glacé de crainte et de douleur. — Enfin, Monsieur le Comte, il en sera ce qu'il plaira au Roi ; mais, en vérité, je ne sais comment ni pourquoi j'ai pu avoir le malheur de lui déplaire à ce point. Il y a bientôt treize ans que, me trouvant dans son antichambre, à Rome, on me dit en propres termes : « *Ne doutez pas que du moment où le Roi sera remis à sa place, il ne*

fasse pour vous tout ce qui pourra vous être agréable. » Un rire amer et prophétique s'avança sur mes lèvres sans ma permission ; et maintenant je vois combien ce mouvement machinal était juste. Quelle preuve me manque-t-il aujourd'hui pour connaître ma position ? Toute ma famille était sous la main du Roi à l'époque de son heureux retour : elle pouvait être traitée au moins comme tant d'autres. Certes, nous ne sommes pas difficiles, et nous avons assez de tact pour savoir attacher un prix immense à la moindre grâce spontanée ; mon fils surtout, revenu à son père et à S. M. I. sans la moindre marque extérieure de bienveillance, est un de ces signes que chacun est tenu de comprendre. Dès que j'aperçus la possibilité d'une réunion, je me hâtai d'écrire à ma femme : *Gardez-vous de partir avant d'être assurée des intentions de S. M.* Ma lettre arriva trop tard : c'est une de celles que vous m'avez renvoyées, Monsieur le Comte. Ma femme, précisément, commit la même faute que j'avais commise en 1803, celle de partir de confiance : maintenant il ne me reste qu'un poids immense sur les bras, et le désespoir. Quand je me vois après tant de travaux, de peines, de privations, réduit et fixé à l'état où m'a jeté votre lettre du 25 juin, j'éprouve quelque chose que je ne puis décrire. Ma femme s'accuse mal à propos, et me dit : « *C'est moi qui vous ai perdu* », comme si elle pouvait répondre d'un événement aussi inconcevable ! J'étais décidé d'ailleurs à la faire venir, même en me perdant, quand il aurait été bien constaté que S. M. me refusait tout. Il y a un terme à tout. Treize ans de séparation servent à tous les

devoirs de sujet; il en est d'autres qui partent de tout aussi haut, et qui réclament aussi leurs droits. Quoi qu'il pût m'arriver, je devais enfin me réunir à ma femme et à mes enfants.

Les Rois et les Ministres, continuellement trompés, doivent nécessairement se tenir sur leurs gardes : il résulte cependant un très grand mal de cette habitude soupçonneuse; c'est que s'ils rencontrent par hasard la probité, ils la traitent de même. Un homme ordinaire dit : *Il me faut* 60,000 *livres.* Le Roi hausse les épaules et dit : 40,000 *suffisent.* C'est à merveille ; mais si l'homme délicat arrive, et dit dans la même situation : *Sur mon honneur, j'ai besoin de* 40,000 *livres,* direz-vous 20,000 *suffisent?* Voilà, Monsieur le Comte, l'erreur qui produit les fripons. La masse des hommes est faible ; elle dit : *Puisque la vérité est punie, envoyons-leur ce qui réussit.*

Pour moi, Monsieur le Comte, je n'ai jamais trompé personne ; je n'ai jamais menti, ni même exagéré. J'ai dit : « *Mon appointement ne suffit pas* » ; c'est la vérité pure et nul homme instruit ne la contestera. Je pouvais demander beaucoup plus ; je me suis borné encore à la somme la plus modeste et sûrement insuffisante. J'avais non seulement *autant* mais *plus* de droit que tout autre Ministre à une somme pour mon établissement, égale à une année de mon appointement (surtout très insuffisant) ; mais à Dieu ne plaise que je parle de *droit* à mon Maître. Veut-il déroger contre moi seul à une coutume générale? Je n'insiste pas ; je me contente d'un reste de subside qui est ici à portée, qui n'oblige le Roi à aucun

déboursement, et qui égale à peine les deux tiers de la somme que tout autre homme obtiendrait sans difficulté ; ici encore je suis parfaitement en règle. — Enfin, Monsieur le Comte, je représente avec une pleine confiance, et sans sortir aucunement des bornes du respect, que je ne saurais être forcé, dans les règles de l'équité, à m'établir ici, et à y transporter ma famille à mes frais. Il m'en coûterait en deux fois près de 40,000 fr. ; cette somme est sacrée : elle se compose des tristes restes de mes biens vendus, et des économies que j'ai faites en me soumettant pendant treize ans à la vie la plus dure et la plus mortifiante ; si je suis obligé de me priver de cette somme à la décharge de la caisse royale, et qu'en même temps S. M. m'assigne un traitement absolument et évidemment disproportionné avec mon état, que voulez-vous que je devienne, Monsieur le Comte, et que voulez-vous que deviennent mes enfants ? Ma situation est devenue des plus difficiles qu'il soit possible d'imaginer. J'ai besoin d'une certaine somme toujours prête, pour pouvoir, suivant les circonstances, jeter l'ancre ici où là. Mes projets, Monsieur le Comte, sont très purs et très raisonnables, mais tous sont impossibles si je suis privé de tous moyens. M'ôter une somme aussi considérable pour moi, c'est au pied de la lettre, m'ôter l'existence. Plus j'examine cette affaire, Monsieur le Comte, et moins je la conçois ; la justice, l'équité, la raison, la dignité même de S. M. et la grandeur de son auguste Maison, parlent si haut en faveur d'une prétention incontestable, que pour expliquer l'opposition que j'éprouve, il faut absolument que je recoure ou à

quelque mystère inconnu qui doit bientôt s'expliquer, ou à cette malédiction encore plus inconnue qui s'acharne sur moi depuis treize ans sans me laisser un instant de relâche.

Si S. M. a quelques vues sur moi, je la prie, je la supplie, je la conjure en grâce de me les faire connaître. Je repousse comme un crime le soupçon qu'Elle ait permis à ma famille de me rejoindre, si Elle avait voulu me faire changer de place. Faudrait-il encore briser un établissement nouveau et vendre tout ce que j'ai acheté ? Je ne dirai jamais à S. M. : *je n'en veux plus ;* mais dès qu'Elle ne voudra plus de moi je suis prêt : je ne veux pas plus la gêner que la trahir. L'idée que je la sers malgré Elle ne me laisse pas un instant de repos.

FIN DU TOME DOUZIÈME.

TABLE DES MATIERES

CONTENUES DANS CE DOUZIÈME VOLUME

		Pages
319	— Au Roi Victor-Emmanuel	1
320	— A M. le Chevalier de Rossi	7
321	— Au Roi Victor-Emmanuel	18
322	— Au Même	44
323	— A M. le Chevalier de Rossi	51
324	— A M. le Comte de Schulembourg	61
325	— Au Roi Victor-Emmanuel	64
326	— Au Même	76
327	— Au Même	80
328	— Au Même	85
329	— A M. le Chevalier de Rossi	88
330	— Au Même	91
331	— Relation	93
332	— † Au Comte Rodolphe	99
333	— A M. le Chevalier de Rossi	100
334	— Au Même	101
335	— † A M. le Vicomte de Bonald, à Paris	124
336	— A M. le Chevalier de Rossi	126
337	— † Au Comte Rodolphe	137

Pages
338 — Au Roi Victor-Emmanuel 139
339 — Au Même 145
340 — † Au Comte Rodolphe 155
341 — Au Roi Victor-Emmanuel 157
342 — A M. le Comte de Front. 166
343 — A Sa Majesté Impériale 189
344 — A M. le Comte de Front 190
345 — Au Même 199
346 — † Au Comte Rodolphe 226
347 — Au Roi Victor-Emmanuel 228
348 — A M. le Comte de Front. 231
349 — A M. le Chevalier de Rossi 234
350 — Au Même 246
351 — A M. le Comte de Front 254
352 — Relation pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel . 262
353 — Note pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel. . 267
354 — Relation pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel . 270
355 — Relation pour le Même. 282
356 — Note pour M. le Comte de Front 289
357 — Note pour le Même 291
358 — Note pour le Même 296
359 — Note pour le Même 308
360 — Note pour le Même 310
361 — Au Roi Victor-Emmanuel 318
362 — Mémoire sur la situation et les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne, à cette époque . . . 321
363 — Note pour M. le Comte de Front. 337
364 — Mémoire à S. M. l'Empereur de toutes les Russies 350
365 — A l'Empereur Alexandre 353
366 — A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire. 356

Pages

367 — † Au Comte Rodolphe 360
368 — Au Même 362
369 — Au Même 364
370 — A Son Excellence M. le Prince Gortchakof, Ministre des guerres, etc. 368
371 — A Son Excellence Monsieur le Chancelier de l'Empire 370
372 — Mémoire sur la position de la Maison de Savoie en octobre 1813, et sur les mesures qu'elle doit prendre à cette époque. 375
373 — † Au Comte Rodolphe 399
374 — Mémoire sur les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne et de l'Italie en général. . . . 402
375 — † A Mlle Constance de Maistre. 417
376 — A Son Excellence M. le Sénateur de Weydmeyer 420
377 — A Mme de Constantin, sa Sœur 423
378 — A M. le Comte de Blacas, Grand-Maître de la garde-robe de S. M. Très Chrétienne, à Paris 427
379 — A M. le Vicomte de Bonald 437
380 — A Son Excellence M. le Comte de Nesselrode. 439
381 — Note verbale à Son Excellence M. le Conseiller privé, Comte de Nesselrode. 444
382 — A Mme Nicolas de Maistre 453
383 — A M. Sontag, Surintendant de l'Eglise de Livonie, à Riga 455
384 — A Son Excellence M. le Comte Jean Potocki, à Chmielnick, gouvernement de Podolie . . 457
385 — A M. le Marquis de Saint-Marsan, à Vienne . 462
386 — A M. le Vicomte de Bonald, à Paris. . . . 466
387 — Au Roi Victor-Emmanuel 478

Pages

388 — A M. le Comte de Vallaise, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne. . 480
389 — A M. le Comte de Bray, à Dorpat 483
390 — A Mme la Princesse de Galitzin 487
391 — A M. l'Amiral Tchitchagof, à Londres . . . 489
392 — A M. le Comte de Vallaise 493

FIN DE LA TABLE.

Lyon. — Impr. VITTE & PERRUSSEL, rue Sala, 58.

JA
42
M3
t.12

Maistre, Joseph Marie
Oeuvres complètes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY